

# « Initiatives » : les rituels de l'entreprise

## Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14912 7 F

MERCREDI 6 JANVIER 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOÛRNE

### Pologne an IV

La reprise du travail de quelque 350 000 mineurs polonais, lundi 4 janvier, qui met fin à trois semaines d'une grève très dure, permet au premier ministre, M<sup>me</sup> Hanna Suchocka, d'entamer l'année sous de meilleurs auspices. Les causes profondes de ce conflit n'en demeurent pas moins, et elles peuvent susciter à tout moment ici ou là de nouvelles poussées de fièvre : on ne procède pas sans risques, à marche forcée et dans un environnement économique particulièrement fragile, à une opération - la reconversion de l'industrie minière - qui, dans des économies beaucoup plus solides, en Occident, dure depuis plus d'une dizaine d'années avec des effets sociaux douloureux. Le premier ministre britannique, M. John Major, en sait quelque chose.

L'issue de ce conflit représente un nouveau succès pour le gouvernement de M<sup>me</sup> Suchocka, qui a mené les négociations avec les représentants des grévistes. Les mineurs, qui entendaient protester contre un plan de restructuration prévoyant la suppression de 130 000 emplois et le doublement de la productivité en dix ans, ont obtenu un étalement des licenciements et des augmentations salariales. Mais ils n'ont pas rejeté le plan de restructuration lui-même. C'est un élément capital, au moment où le gouvernement polonais aborde l'an IV de sa révolution économique et se prépare à lancer d'autres programmes draconiens, comme celui de la réforme des chemins de fer, prévoyant cent mille licenciements, sous le patronage de la Banque mondiale.

L'AFFAIRE tombe à point nommé à plus d'un titre. L'équipe de M<sup>me</sup> Suchocka livre actuellement une âpre bataille budgétaire au Parlement, dont dépend un autre accord crucial, l'accord de crédit tenté attendu du Fonds monétaire international.

Le FMI exige en principe que le déficit budgétaire soit limité à 5 % du PNB, mais les concessions qu'il a dû faire le gouvernement aux députés portent déjà le déficit à plus de 7 %. Or M<sup>me</sup> Suchocka a besoin du crédit du FMI pour obtenir la réduction, promise sous conditions en 1991, de la dette extérieure polonaise, et pour pouvoir entamer les négociations sur la réduction de la dette privée.

CHACQUE épreuve remportée ouvre donc le voie à une autre bataille dans la formidable tâche réformatrice que se sont fixés les pays post-communistes. Partis la première sur cette voie, la Pologne a connu des fortunes diverses mais semble avoir redressé le berne depuis l'été dernier, sous la houlette de son premier ministre, économiste de pléiade dans le tempête. Alors qu'une très légère reprise se dessine, cette année devrait être celle de l'éclosion des privatisations, mais déjà un autre danger menace : l'inflation, toujours à un niveau inquiétant. Car si le FMI paraît disposé à faire preuve d'indulgence sur le déficit budgétaire, il se montre intransigent sur le contrôle de l'inflation.

Dans une entreprise aussi difficile, un gouvernement déterminé et une population responsable ne suffisent pas encore à garantir la sortie du tunnel.

M0147 - 0106 0 - 7.00 F



### La suspension des négociations de Genève

## Serbes et Musulmans refusent le plan de paix en Bosnie

Les négociations de Genève sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine ont été suspendues, lundi 4 janvier au soir, après que les Croates de Bosnie eurent, seuls, accepté les propositions constitutionnelles de partage territorial soumises par les médiateurs de l'ONU et de la CEE. Musulmans et Serbes ont, quant à eux, exprimé de fortes réserves sur les documents et les cartes présentés par M. Cyrus Vance et lord Owen. Les pourparlers doivent reprendre dimanche 10 janvier.



Lire l'article d'ALAIN DEBOVE page 3

### Alerte à la marée noire en Ecosse

Le Braer, un pétrolier battant pavillon libérien et transportant 85 000 tonnes de brut léger s'est échoué, mardi matin 5 janvier, dans Quendale Bay, au sud de la principale des îles Shetland (nord de l'Ecosse). L'équipage a été évacué, alors que le pétrole commençait à s'écouler. La quantité de pétrole du Braer est double de celle de l'Exxon-Valdez qui, en 1988, avait provoqué une gigantesque marée noire en Alaska.

L'année 1992  
par Fiantu

page 2

### POINT DE VUE

## L'Amérique, l'Europe, la France

par Pierre Bérégovoy

1989 : effondrement du mur de Berlin. L'Allemagne se réunifie, le système communiste de gouvernement s'effondre, le bloc de l'Est se disloque, l'Union soviétique implose. En peu de temps, tout a changé et pourtant nos raisonnements ont du mal à inclure cette nouvelle donne internationale.

Un mot d'abord sur le mouvement interne à l'est de l'Europe : la liberté à tout bon sens. Voici maintenant venu le temps de la transition. Elle sera longue et difficile.

On ne passe pas aisément du parti unique au pluralisme politique, du collectivisme à l'économie de marché. Des secousses sont probables et le redressement des économies exsangues coûtera cher aux pays industrialisés.

Aujourd'hui, je veux surtout retenir les conséquences déjà perceptibles de la césure fondamentale qui vient de se produire sur l'évolution des rapports internationaux.

Pendant un demi-siècle, les pays occidentaux ont eu un adversaire reconnu. Ils serraient

les rangs autour d'une grande puissance - les Etats-Unis, - équilibrant ainsi l'hégémonie soviétique. Cette alliance de l'Occident - au sein de laquelle la France avait tenu à préserver son autonomie de décision - garantissait la paix, l'équilibre de la terreur limitant l'intensité des conflits périphériques où l'URSS et les Etats-Unis se livraient une concurrence par pays du Sud interposés. Cette alliance assurait une gestion feutrée des contradictions économiques et financières entre pays industriels.

Lire la suite page 8

### Publiant un communiqué commun pour calmer la spéculation

## Paris et Bonn confirment leur détermination à défendre le franc

Alors que la spéculation contre le franc avait repris lundi 4 janvier, la France et l'Allemagne ont publié mardi 5 un communiqué commun dans lequel elles réaffirment leur détermination à défendre la parité actuelle entre le franc et le deutschemark, « pleinement justifiée par les données économiques fondamentales ». La Banque de France a annoncé le relèvement de l'un de

ses taux directeurs - porté de 10 % à 12 %. Mardi dans la matinée, le franc retrouvait un peu de vigueur. Alimentée par les incertitudes sur la politique que mènera le gouvernement issu des législatives de mars, une nouvelle bataille du franc s'engage. L'enjeu est décisif pour M. Bérégovoy, qui a été, depuis plus de cinq ans, son sort à celui du « franc fort ».

### Tenir trois mois

par Erik Izraelwicz et Françoise Lazare

M. Pierre Bérégovoy arrivera-t-il à se sortir du piège dans lequel il est bien involontairement tombé, le piège du « franc fort » ? Pour avoir placé la stabilité de la parité entre le franc et le deutschemark au centre de sa politique économique, le premier ministre vit de terribles journées et s'apprête à en subir de pires encore. Pour cause de débats électoraux, le couple franc-mark est en effet soumis à rude épreuve et le sera, de l'avis de tous les observateurs, jusqu'aux élections législatives de mars.

Signe de la gravité de la situation : le communiqué commun de la Bundesbank et de la Banque de France, publié mardi 5 janvier. Pratiquement identique à celui du 23 septembre, qui avait scellé l'alliance des deux pays en pleine tempête monétaire, il confirme la détermination de Paris et de Francfort à défendre le franc. Sera-t-il suffisant pour calmer les marchés financiers ? Le premier ministre pourra-t-il échapper à un bilan qui marierait chômage élevé et franc dévalué ?

Pour éviter l'affront d'une dévaluation, les armes dont il dispose sont limitées. Il ne peut pas attendre de la droite une aide très

efficace. L'Allemagne semble prête à l'épauler, comme le confirme l'engagement renouvelé mardi de la Bundesbank. Mais jusqu'où est-elle prête à le soutenir ? Quelles concessions Paris doit-il se préparer à faire ? Les deux mois et demi qui restent paraissent, à certains égards, plus longs que les quatre ans et demi qui sont passés depuis que M. Bérégovoy a repris les rênes des finances de la France.

Que la politique de changes du pays soit débattue à l'occasion des élections législatives n'a rien de surprenant, ni de condamnable.

Lire la suite et nos informations page 14

### La mort de Xavier de La Fourmière

Après la mort de Xavier de La Fourmière, dimanche 3 janvier, « des suites d'une embolie pulmonaire ayant entraîné un arrêt cardiaque », l'éclosion publique contre l'ancien agent de change et ancien adjoint UDF au maire de Paris, inculpé notamment d'abus de confiance, abus de biens sociaux, escroquerie » est éteinte. Le parquet a ouvert une instruction judiciaire pour recherche des causes de la mort.

Lire l'article de DANIEL CARTON et DOMINIQUE GALLOIS ainsi que celui d'ERICH INGTAN page 24

### Le Cerf renonce à publier Drewermann

Les éditions catholiques du Cerf ont annoncé, mardi 5 janvier, qu'elles renoncent à publier le livre d'Eugen Drewermann, qui fait scandale en Allemagne, sur le système cléricel. C'est Albin Michel qui a racheté le contrat.

page 22

### « Arizona Dream » d'Emir Kusturica

Quand un jeune grand cinéaste européen rencontre le rêve américain, il invente une légende tissée de comtes éternels et de vérités d'aujourd'hui.

page 15

■ L'atome au service du passé. ■ Un entretien avec le docteur Louis René, président du Conseil national de l'Ordre des médecins. ■ Bézière redécouvre ses arènes romaines.

pages 11 à 13

Le sommaire complet se trouve page 24

## Le Monde

publiera

MERCREDI 6 JANVIER  
(numéro daté jeudi 7 janvier)  
un cahier spécial de 8 pages  
intitulé

### « LES DÉFIS DE 1993 »

Une analyse des grandes questions du moment :

- construction de la Paix et conjuration des menaces au Proche-Orient, en Afrique et à l'Est ;
- consolidation de l'Europe ;
- démocraties et alternances en France et aux États-Unis ;
- reprise ou récession économique ?
- les héritages culturels.

JACQUES DE BARRIN

Lire la suite page 6

## L'Algérie avec humour

Face au désarroi, et malgré l'irritabilité du pouvoir, le parti de la dérision est le mieux représenté

ALGER

de notre envoyé spécial

« Madame Doudoune » n'est plus. Nombre d'Algériens, et surtout d'Algériennes, se consolent mal de la disparition, le 28 août 1992, de cette femme qui jouait les voyantes et à laquelle Youcef Bennadouda, vingt-cinq ans, prêtait sa voix, sur les ondes d'Alger-Chaine 3. « En plein désarroi, les gens d'ici savent encore rire des autres et rire d'eux-mêmes », constate l'animateur-provocat de cette émission satirique dont se délectaient chaque jour quelque cinq millions de « fans ».

Sous prétexte de lire dans les cartes l'avenir de ceux et de celles qui la consultaient au téléphone, cette femme mythique, que Youcef Bennadouda avait voulu « opportuniste comme les gens au pouvoir, mais différente d'eux par son parler vrai », disait son mot sur tout. Trop de culot et de popularité ont fini

par lui coûter la vie. « J'ai, très vite, glissé de l'humour à la contestation », admet son inventeur, qui s'était fixé pour ligne de conduite de « brusquer les mentalités », de violer les tabous, de réparer personne.

Avant les sanglantes émeutes d'octobre 1988, pendant les années de plomb, le caricaturiste Slim était le seul de son espèce à mettre une touche de couleur sur un paysage grisâtre. Il racontait en bande dessinée, dans El Moudjahid, l'organe du FLN, les aventures de Bouzid, fellah madré et redresseur de torts. Trop de liberté l'a, aujourd'hui, déstabilisé. « On m'a enlevé mes balises. Je me sentais mieux avant. Je vivais seul, je vivais un peu comme dans un cocon », avoue-t-il, maintenant qu'il publie dans le Journal, un « quotidien » indépendant, ses traits d'humour.

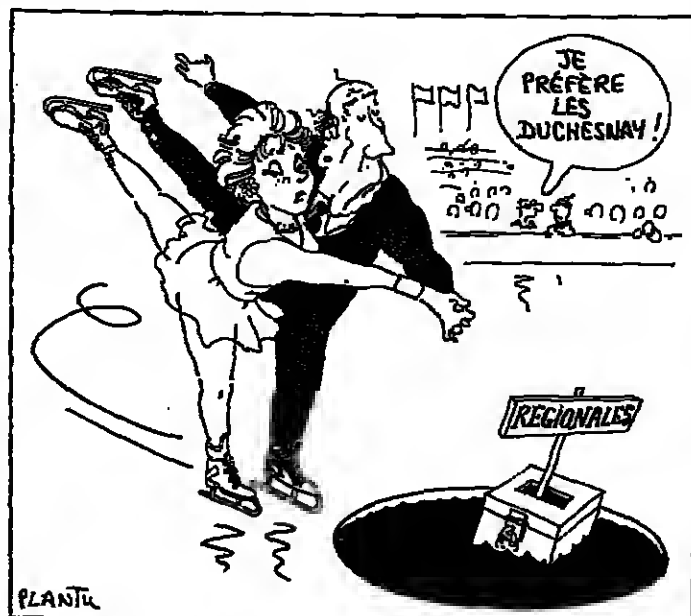
# L'ANNÉE 1992 PAR PLANTU

**JANVIER**



**ALGÉRIE** : le président du FIS est arrêté par les militaires algériens.

**FÉVRIER**

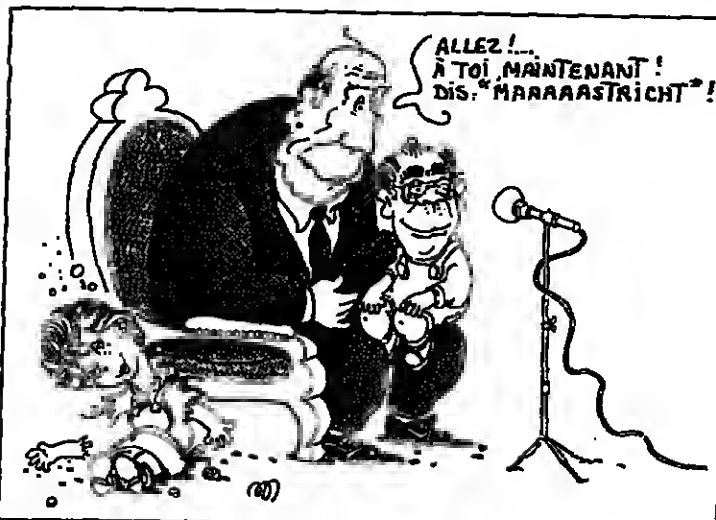


**J.O.** : ouverture, à Albertville, des XVI<sup>es</sup> Jeux olympiques d'hiver.

**MARS**



**AVRIL**



**MATIGNON** : Edith Cresson est remplacée par Pierre Bérégovoy.



**MAI** : le juge anti-Mafia Giovanni Falcone est assassiné à Palerme.

**JUIN**

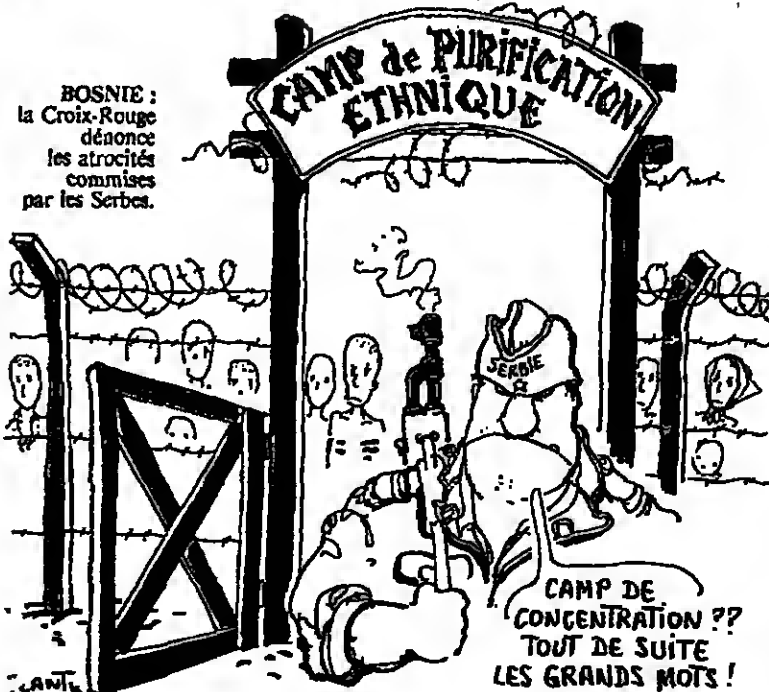


**ENVIRONNEMENT** : ouverture à Rio-de-Janeiro du Sommet de la Terre.



**JUILLET** : le gouvernement Rabin suspend quelques colonisations dans les territoires occupés.

**AOÛT**



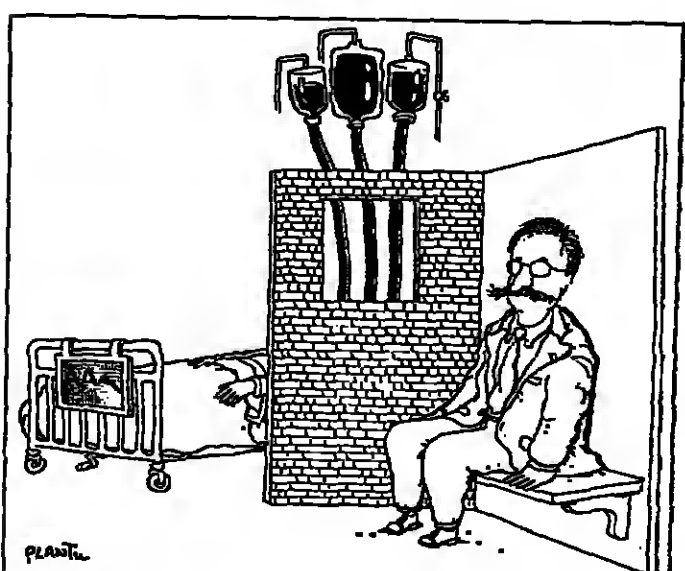
**BOSNIE** : la Croix-Rouge dénonce les atrocités commises par les Serbes.

**SEPTEMBRE**

**MAASTRICHT** : les Français sont invités à se prononcer par référendum sur l'avenir de l'Europe.



**Déprime** : si le "NON" l'emporte, c'est fichu, alors que si le "OUI" l'emporte, c'est pas fameux!



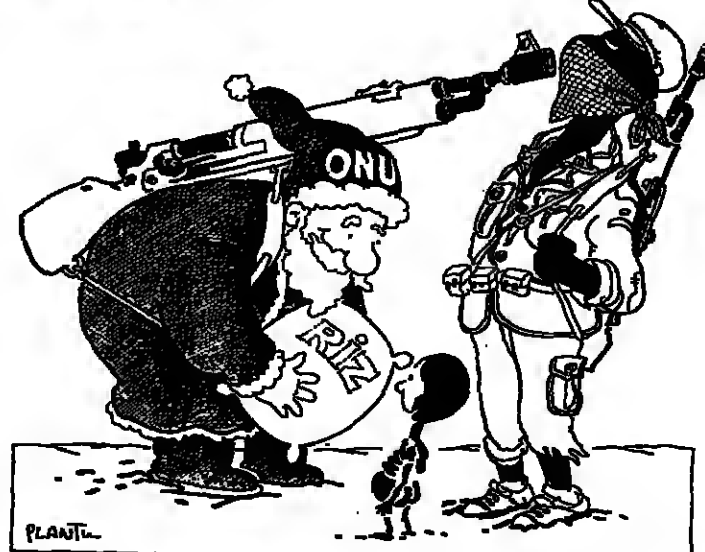
**OCTOBRE** : le docteur Garretta est condamné à quatre ans de prison.

**NOVEMBRE**



**ÉTATS-UNIS** : à l'élection présidentielle, George Bush est battu par Bill Clinton

**DÉCEMBRE**



**SOMALIE** : intervention militaire de l'ONU.



# ÉTRANGER

• Le Monde • Mercredi 6 janvier 1993 3

La conférence internationale sur la Bosnie-Herzégovine

## Les négociations de Genève ont été suspendues jusqu'au 10 janvier

Les combats se sont poursuivis sporadiquement, lundi 4 janvier, sur plusieurs fronts de Bosnie-Herzégovine, notamment autour de Sarajevo, tandis qu'à Genève les pourparlers engagés, sous la houlette de l'ONU et de la CEE entre les responsables des belligérants ont été ajournés au 10 janvier, afin de donner à ces derniers un délai de réflexion sur les propositions qui leur ont été soumises.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

« Rendez-vous le 10 janvier à 11 heures ! » Après une journée de conversations « très difficiles » – ce qui, de la part d'un porte-parole de l'ONU, toujours fort modéré dans ses commentaires, signifie que l'on a frôlé la catastrophe – les trois parties prenantes (Musulmans, Serbes et Croates) au conflit de Bosnie-Herzégovine ont finalement décidé, lundi soir 4 janvier, de ne pas rejeter le plan de paix proposé

par les coprésidents de la conférence de Genève, lord Owen et M. Cyrus Vance.

Les Croates de Bosnie et leur leader Mate Boban ont signé, pratiquement sans objections – car ils correspondaient à leurs objectifs – les textes sur les grands principes d'une nouvelle Constitution et le découpage en dix provinces proposés par les médiateurs (le Monde du 5 janvier). Les Serbes et les Musulmans ont, eux, exprimé de vives réserves.

Mais leurs dirigeants respectifs, MM. Radovan Karadzic et Alija Izetbegovic, ont – pour des raisons différentes – choisi de ne pas enlever un délai de réflexion. Une telle pause avait d'ailleurs été prévue par les négociateurs en raison du Noël orthodoxe, en espérant que, durant ces quelques jours, « les belligérants feraient preuve de retenue dans les combats ».

Partant du principe qu'une cessation des hostilités ne pouvait se faire que progressivement et qu'accompagnée d'un projet de solution politique, MM. Owen et Vance ont présenté, lundi soir, aux trois par-

ties leur « plan d'ensemble ». Au sein du groupe de travail « militaires », qui réunissait les responsables de la FORPRONU (Force de protection de l'ONU) ainsi que les chefs d'état-major des différentes factions (qui ont parfois des souverains communs de l'école de guerre de l'ex-fédération yougoslave), les discussions se sont apparemment déroulées sans trop d'accrocs, ce qui a surpris agréablement un colonel canadien, « chaque bien » en poste à Sarajevo.

« Groupes » ou « peuples »

Mais si l'accord s'est fait rapidement sur les modalités de l'arrêt des combats, « la séparation des forces, la réparation des infrastructures (pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire), l'ouverture des routes et l'établissement de « routes bleues » pour les convois de l'ONU, les inspections », etc., de profondes divergences sont apparues concernant le regroupement des armes lourdes (dont on parle depuis fin août) et leur positionne-

ment par rapport aux fronts selon les catégories d'armement.

C'est au sein du deuxième groupe de travail – politique – que les problèmes sont, de loin, les plus difficiles à régler. Les Serbes de Bosnie continuent à revendiquer dans la nouvelle République de Bosnie-Herzégovine qui leur est proposée par les médiateurs de la conférence de Genève un statut à part. Ils récusent le concept de « groupe ethnique » et veulent être considérés comme une « nation ».

Reste à savoir si cela leur suffira... Lord Owen reconnaissait, lundi soir, que c'était là l'un des « gros » problèmes : « Ils veulent un véritable État, avec la possibilité de nouer des relations internationales avec la Serbie, NDRL et rester en Bosnie-Herzégovine en tant qu'entité séparée ». Quant aux Musulmans, ils se sentent lésés par ce projet de l'ONU-CEE et restent attachés à l'idée d'une Bosnie unitaire, certes décentralisée, mais

dotée d'un gouvernement central fort. M. Izetbegovic joue volontiers les victimes et affirme, en conférence de presse, que « même si la communauté internationale est aussi aveugle que du temps de Hitler, des milliers de jeunes Bosniaques sont prêts à prendre les armes pour gagner la guerre ».

Autre pomme de discorde : deux des trois parties contestent la fameuse « carte » élaborée par les médiateurs. Mais il semble que, en dehors de déclarations propagandistes et péremptoires, d'après « marchandises » aient lieu en conseil sur les tracés de trois seulement (jusqu'à présent) des dix provinces suggérées.

Avant les « retrouvailles » du 10 janvier, lord Owen et Cyrus Vance – qui paraissent presque étonnés d'une certaine bonne volonté manifestée par les trois parties et du résultat plutôt positif de cette première phase – vont se rendre dans l'ex-Yugoslavie, notamment à Belgrade, pour y ren-

contrer M. Slobodan Milosevic, l'homme qui, peut-être, décidera en dernier ressort de la suite des négociations. « J'espère », a dit l'ancien secrétaire d'Etat américain, que le gouvernement de Belgrade nous aidera dans un sens positif ».

Tout en admettant qu'il fallait se garder d'entretenir des illusions.

ALAIN DEBOVE

Le HCR a accepté de transporter du papier pour un journal de Sarajevo. – Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a accepté de transporter, chaque mois, 10 mètres cubes de papier pour le quotidien de Sarajevo *Ostobojenje*, a annoncé, lundi 4 janvier, Reporters sans frontières. L'association, qui rappelle que le quotidien bosniaque avait dû, faute de papier, réduire sa pagination et son tirage, estime que cet apport « devrait permettre à Ostobojenje de poursuivre son combat pour une information indépendante ».

La suggestion française d'un arbitrage sur la question macédonienne

## Athènes souligne que M. Mitterrand est un « ami éprouvé de la Grèce »

La Grèce a demandé, lundi 4 janvier, des éclaircissements à la France avant de se prononcer sur une proposition de M. François Mitterrand, qui a soutenu un « arbitrage » pour régler le différend sur la dénomination de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, un nom qu'Athènes considère comme appartenant au patrimoine grec.

Le ministère grec des affaires étrangères a indiqué que « cette initiative du président français, déployée dans le cadre de l'ONU, sera étudiée avec une attention toute particulière » par la Grèce, « d'autant plus qu'elle est faite par un dirigeant ayant un prestige international et [qui est] un ami éprouvé de la Grèce ». Interrogé au cours de la conférence de presse qu'il a tenue dimanche à Paris avec

le président Bush, M. Mitterrand avait estimé qu'on devait « tenir compte des objections des deux parties » (de la Grèce et de la Macédoine) et qu'il souhaitait « une procédure qui permette un arbitrage ».

Pour sa part, M. Melina Mercouri – député socialiste – estime que l'Europe doit « s'acquiescer de sa dette » envers la Grèce en reconnaissant le bien-fondé de l'opposition d'Athènes à la reconnaissance de la Macédoine. « Les Européens sont nos obligés », affirme-t-elle dans un entretien à un journal grec, soulignant que c'est la Grèce qui a donné à l'Europe « l'idée même de démocratie et les racines du développement de sa civilisation ». – (AFP)

ALLEMAGNE : après la démission du ministre de l'économie

## Le chancelier Kohl envisage un large remaniement du gouvernement

En temps ordinaire, la démission de M. Jürgen Möllemann, ministre de l'économie du gouvernement de coalition CDU-CSU-FDP au pouvoir à Bonn depuis maintenant plus de dix ans, n'aurait été qu'une péripétie vite oubliée (le Monde du 5 janvier).

En dépit de son titre de vice-chancelier et de ses ambitions, aujourd'hui envolées, de succéder au comte Lambdorsch à la tête du parti libéral FDP, M. Möllemann n'avait jamais eu ni le charisme ni la dimension politique d'un Hans Dietrich Genscher. Expert en manœuvres politiques, couturier d'opérations politico-affaires régulièrement dénoncées par la presse, il devait son ascension à un opiniâtre travail à la base du parti, et à une pratique des relations publiques très efficace.

Un nouveau Ludwig Erhard ?

L'ensemble des commentateurs politiques allemands constate néanmoins aujourd'hui que cet incident met en lumière l'affaiblissement du gouvernement dirigé par le chancelier Kohl. Le départ, au cours des neuf derniers mois, de cinq ministres importants, dont un, M. Christian Schwarz-Schilling (CDU), a expliqué sa démission par des divergences politiques avec le chancelier sur la question yougoslave, témoigne pour le moins d'une malaise rampant dans les sphères dirigeantes de Bonn. Les difficultés liées à l'intégration économique et psychologique de l'ancienne RDA, l'explosion, cet automne, de manifestations de racisme et de xénophobie, les difficultés de la construction européenne, ont révélé un gouvernement aux réactions lentes et dépourvu d'une vision d'ensemble des problèmes.

Le débat engagé dans le pays à propos de la succession de M. Möllemann témoigne bien de cette ambiance morose : les noms qui sont avancés ne suscitent qu'un

enthousiasme modéré. M. Günter Rexrodt, banquier et membre du conseil d'administration de la Treubodanstalt, ou M. Werner Hürbe, ministre des finances du Land de Brandebourg, n'ont pas l'étiquette d'un Ludwig Erhard, le mythe du ministre de l'économie du « miracle allemand » des années 50. Nombreux sont aujourd'hui ceux qui pensent qu'une personnalité de ce type serait aujourd'hui bien nécessaire pour tenir la barre de l'économie allemande, mais les mêmes s'accrochent pour constater que personne ne présente aujourd'hui le profil adéquat.

Lié par les accords de coalition passés en 1990, le chancelier Kohl est tenu de confier ce poste à une personnalité agréée par le FDP, ce qui exclut la seule personne susceptible de créer un choc psychologique, M. Birgit Brenel, la « dame de fer » des privatisations dans l'ex-RDA, qui est membre de la CDU.

Il ne fait maintenant plus de doute que le ministre des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, occupera le poste de vice-chancelier laissé vacant par M. Möllemann, et prendra la présidence du FDP au printemps prochain. Pour le reste, le chancelier Kohl, qui n'envisageait il y a quelques semaines qu'un remaniement limité de son cabinet, sera sans doute amené à procéder à une modification plus importante de son équipe ministérielle.

Il restera vraisemblablement sourd aux appels qui se multiplient dans le pays pour confier des postes-clés à des « techniciens » moins dépréciés que les « politiques ». L'équilibre de la coalition exige en effet que les intérêts des libéraux soient préservés, tout comme ceux d'une CSU bavaroise moins remuante, certes, que du temps de Franz Josef Strauss, mais toujours désireuse de peser sur les décisions majeures.

LUC ROSENZWEIG

Le différend hungaro-slovaque sur le barrage de Gabčíkovo

## Discorde sur le Danube

Avec la partition de la Tchécoslovaquie, la petite République de Slovaquie a hérité le 1<sup>er</sup> janvier d'un problème épineux : celui du barrage hydroélectrique de Gabčíkovo, sur le Danube.

Les Hongrois ont en effet retiré leur participation à cette œuvre pharaonique, décidée à l'époque communiste par les dirigeants de Budapest et de Prague, et demandent aux Slovaques d'abandonner le projet qui, disent-ils, a pour conséquence de modifier la frontière

### Budapest : une « bataille » perdue

ASVANYRÁRO (frontière hungaro-slovaque) de notre envoyé spécial

A soixante-dix ans, Erno Kosa s'est résigné à faire installer l'eau courante chez lui. Il y a un mois encore, perle. Mais c'est plus cher. Plus cher que l'eau qu'il a toujours puisée gratuitement et sans limite de puits creusés par son père au milieu de la cour de sa ferme. Un puits profond de 12 mètres, alimenté par les nappes phréatiques du Danube qui coule à quelques pas de sa maison. Mais lorsque le fleuve a été détourné par les Slovaques, le 24 octobre dernier, pour approvisionner la centrale hydroélectrique de Gabčíkovo, le puits s'est asséché en quatre jours. Pendant trois semaines, ce vieillard robuste a fait une vingtaine de navettes par jour chez son voisin pour remplir ses seaux d'eau. Le voisin, lui, profite déjà de l'eau courante, installée il y a seulement six ans dans ce petit village de deux mille âmes. Fatigué par ces aller et retour incessants, Erno Kosa s'est finalement résigné à se « moderniser ».

Pour lui, comme pour l'ensemble des habitants de cette bourgade d'Asvanyráro, la vie coule désormais aussi paisiblement que le Danube. Mais ce village situé dans la région frontalière du Szekes, considéré par les Hongrois comme un joyau de la nature, s'est brusquement trouvé en première ligne du plus grave contentieux hungaro-slovaque de l'ère postcommuniste. La centrale de Gabčíkovo, au cœur de cette polémique politico-écologique, se trouve en face du village, de l'autre côté du fleuve.

Après une interminable partie de bras de fer diplomatique entre Budapest, Prague et Bratislava, le gouvernement hongrois, initialement associé à ce projet de centrale, s'en est finalement retiré au printemps dernier. Motif : la mise en route de Gabčíkovo représenterait un grave « danger pour l'environnement », selon Budapest.

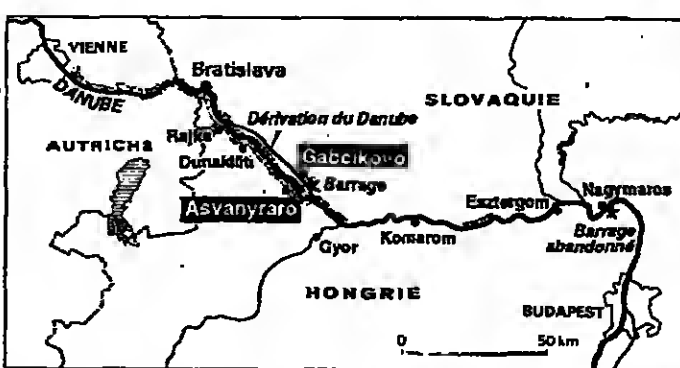
Pas de plan de crise

L'argument écologique a été exploité de telle façon que la déviation du Danube par les Slovaques a eu lieu dans un climat d'hystérie politique et d'inquiétudes légitimes pour les populations directement concernées, comme celle du village d'Asvanyráro.

Il est indéniable que le détournement du Danube dans un canal de dérivation d'une quinzaine de kilomètres a privé le lit original du fleuve d'une grande partie de son eau sur cette même distance. Résultat : les nappes phréatiques ont baissé,

comme en témoigne la fluctuation du niveau des puits de la région. Le gouvernement hongrois affirme qu'il ne s'agit pas uniquement d'un problème local puisque ces nappes abritent des réserves d'eau potable pour cinq millions de personnes.

Même si les perturbations de l'écosystème se mesurent à long terme, force est de constater que, deux mois après la mise en route de Gabčíkovo, la catastrophe annoncée n'a pas eu lieu. A cela les Hongrois répondent que le répit n'est que temporaire et qu'ils ont, en fait, été sauvés par la nature. Il a beaucoup plu cet automne dans la région et, surtout, le



barrage de pierres et de béton installé par les Slovaques pour dévier le Danube n'a pu retenir les deux dernières importantes crues du fleuve. L'eau a donc débordé pour retrouver son lit originel. Après avoir sensiblement baissé, le niveau du Danube autour d'Asvanyráro était, à la mi-décembre, à son niveau habituel en cette saison. Tous comptes faits, constatent les mauvaises langues, le barrage a peut-être empêché de graves inondations...

Pour l'instant, nous avons échappé au pire, reconnaît le maire d'Asvanyráro, Imre Boosy. Mais si la nappe phréatique continue de baisser pendant cent jours, nous attendrons un seul critique. Ici, comme dans le reste du pays, on redoute que l'impact de la mise en route de Gabčíkovo se fasse surtout sentir au printemps lorsqu'une éventuelle diminution des réserves d'eau pourrait avoir un effet désastreux pour l'agriculture. Tout en tenant des propos catastrophistes, ni les élus locaux ni le gouvernement n'ont toutefois prévu de « plan de crise » pour répondre au péril qu'ils disent envisager. A force de spéculer sur des lendemains sombres, les Hongrois risquent de griller leur dernière cartouche dans cette « bataille de Gabčíkovo » qu'ils ont déjà largement perdue.

YVES-MICHEL RIOIS

### Bratislava : un héritage embarrassant

GABČIKOVO de notre envoyé spécial

Gabčíkovo, un bourg de la plaine danubienne, avec ses maisons basses cachées par d'imposantes scarres de plastique transparent, ressemble à n'importe quel autre village de la Slovaquie du sud. A une exception près. A Gabčíkovo se trouve le point le plus élevé de toute cette région désespérément plate : le canal de retenue et le barrage sur le Danube se dressent jusqu'à dix-huit mètres au-dessus du niveau du sol – la hauteur d'un immeuble de sept étages. Ce « monstre », comme l'ont baptisé

les habitants de la commune, impressionne et fait peur. « Nous prions pour que le fleuve n'emporte pas le village », confie Eva Pribilova, employée de mairie, qui n'est pas convaincue de la solidité de l'ouvrage. « Il va falloir pourrir s'y habituer maintenant que le barrage fonctionne, même si nous n'en voulons pas », ajoute-t-elle en soupirant : « De toutes façons, personne ne nous a demandé notre avis, ni en 1977, ni après 1989, ni même les écologistes ».

M. Pribilova explique ainsi le désintérêt et l'apathie de ces concitoyens, qui, interrogés dans la rue, haussent les épaules ou répondent d'un vague « Qu'est-ce que ça changera ? ».

Mais à Gabčíkovo, on ne craint pas seulement la catastrophe naturelle ; on redoute aussi que ne s'envenime le contentieux politique entre Budapest et Bratislava à propos du barrage. La population, dont 95 % des 4 900 habitants appartiennent à la minorité hongroise de Slovaquie, ne veut pas être prise en otage ni servir de monnaie d'échange, affirment les hommes politiques hongrois locaux. « Si les relations entre la Slovaquie et la Hongrie se détériorent sur la question de Gabčíkovo, Bratislava pour-

rait mettre dans la balance les droits des Hongrois en Slovaquie contre l'achèvement de la centrale hydroélectrique », craint M. Ferenc Ladislas, du mouvement Együttélés (Coeexistence).

MARTIN PUCHTA



## EUROPE

Pour compenser les déficiences de la CEI

## Cinq pays d'Asie centrale ex-soviétique esquissent un rapprochement régional

MOSCOU

de notre correspondant

Les présidents de cinq Etats asiatiques de l'ex-URSS se sont rencontrés le lundi 4 janvier à Tachkent, en Ouzbékistan, pour esquisser un rapprochement régional destiné à compenser les déficiences de plus en plus évidentes de la CEI (Communauté des Etats indépendants).

L'initiative de la réunion revient au président ouzbek Islam Karimov, mais l'élément le plus significatif a été la participation du président du Kazakhstan, Nursultan Nazarbaïev, qui fut jusqu'à ces derniers temps un inlassable partisan du renforcement de la CEI. Sa présence est en effet une manière d'associer l'immense Kazakhstan, dont la population est presque à moitié russe, qui dispose de ressources énergétiques considérables, et conserve provisoirement sur son sol une part non négligeable des armements stratégiques nucléaires ex-soviétiques, aux quatre Républiques qui constituent traditionnellement l'Asie centrale soviétique, c'est-à-dire le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et la Kirghizie.

Les participants ont d'ailleurs expressément fait savoir qu'il conviendrait désormais d'entendre par « Asie centrale » l'ensemble constitué par leurs cinq pays. Par la bouche de M. Nazarbaïev, ils ont également fait part de leur intention de constituer un « marché commun », avec une même politique en matière de fiscalité, de douanes, de prix, d'investissements et d'exportations. En même temps, M. Nazarbaïev a expliqué que la région ne devait pas se « refermer sur elle-même », et il s'est prononcé pour un développement de la coopération avec le Russie. Les représentants des cinq pays concernés ont également confirmé leur attachement à la zone rouble, mais à condition que l'émission du rouble cesse d'être dans les seules mains de la Russie (en réalité, plusieurs de ces pays préparent dès maintenant l'émission d'une monnaie propre).

Soutien aux communistes tadjiks

De même, ils ont réaffirmé leur appartenance à la CEI, dont, ont-ils expliqué, selon l'agence Interfax, « les possibilités ne sont pas épuisées ». Cela n'a pas empêché M. Nazarbaïev de manifester son scepticisme au cours de la conférence de presse : « Nous ne sommes même pas sûrs qu'il y aura un prochain sommet de la CEI », a-t-il souligné en question d'abord prévu pour le 8 décembre, jour anniversaire de l'accord de Minsk qui avait marqué la naissance de la Communauté, a été reporté une première fois au 25 décembre, et est désormais théoriquement fixé au 22 janvier, en Biélorussie.

Rien ne prouve cependant que la réunion des « cinq » à Tachkent aboutisse à des résultats beaucoup plus concrets que les rencontres de la CEI. Les participants, qui doivent se revoir en avril, à Achkhabad, capitale du Turkménistan, sont restés pour l'essentiel aux déclarations d'intention. Ils envisagent en particulier une action commune pour tenter d'enrayer le dépeuplement de ce qui reste de la mer d'Aral, et la pollution de la mer

Caspienne. D'autres projets inspirent dès à présent le plus grand scepticisme, comme la création d'une chaîne de télévision commune, émettant depuis Tachkent, ou la publication d'un quotidien commun, à Alma-Ata : les présidents de la plupart de ces Etats, et tout particulièrement ceux d'Ouzbékistan, du Turkménistan et dans une moindre mesure du Kazakhstan, exercent un étroit contrôle sur une information destinée à les servir.

Les présidents de quatre des pays participants ont par ailleurs affirmé leur détermination à venir en aide au cinquième, à savoir le Tadjikistan, ravagé par la guerre civile. La réunion de Tachkent était d'ailleurs une manière de conforter le nouveau régime tadjik, représenté par le président Emomali Rakhmonov, et de consacrer la victoire des pro-communistes, obtenue au prix d'une extrême violence et avec la

complicité, mi-tacite, mi-active, de l'armée russe et de l'Ouzbékistan. A l'exception du kirghize Askar Aktaïev, les présidents des Etats de la région sont tous d'anciens potentats communistes qui avaient très mal accueilli le renversement de leur ex-colleagues Rahmon Nabiev par une coalition de démocrates et d'islamistes, doublement suspects à leurs yeux.

Les forces pro-communistes, représentant désormais le « régime », se sont assurées le contrôle de la quasi-totalité du pays, éliminant au passage nombre de leurs adversaires, tandis que des dizaines de milliers de personnes se réfugiaient en Afghanistan. Le délai accordé aux opposants pour remettre leurs armes a expiré lundi 4 janvier, et ceux qui n'ont pas obtempéré risquent désormais officiellement l'exécution.

JAN KRAUZE

## BIBLIOGRAPHIE

## Le temps des incertitudes

La guerre ravage depuis neuf mois le Tadjikistan et bouleverse les données sur les nouveaux Etats d'Asie centrale, edifiée au sein de la CSCE alors qu'ils sont encore largement ignorés, de l'opinion comme des détails. Les quelques vingt-cinq spécialistes de la région, réunis dans un récent numéro de la collection « Monde » des éditions Autrement, nous aident fort à propos à combler nos lacunes. A commencer, bien sûr, par l'histoire de cette Asie centrale, « objet de fascination et de désir pour les voyageurs et les conquérants » : Grecs et Chinois, Mongols et Russes, sont passés en ermites d'analyses dépassant souvent les images que l'on peut se faire de leurs influences. Sans oublier celle du comte Jean Potocki, ce Polonais francophone connu pour son *Manuscrit trouvé à Saragosse* qui fut aussi l'étonnant théoricien de ce qui deviendra l'impérialisme russe en Asie.

Mais l'ouvrage innove surtout par son attention au présent. On saura ce qui fait rêver un Kazakh, un Tadjik ou un Kirghiz aujourd'hui, au travers de leur littérature orale et contemporaine. Et surtout, on passera des rêves d'Orient à la réalité post-soviétique, une expérience racontée par Catherine Poujol, qui arpente depuis dix ans les ruelles des vieilles cités ouzbèkes. Pour percevoir, sous un quotidien et un cadre stéréotypés, la diversité léguée par une histoire qui s'est remise en marche. Y compris, par exemple, pour ces « juifs boukhariotes » qui vivaient à Samarcande – depuis la destruction du Temple, dit-on – et qui la quittent aujourd'hui.

Le versant chinois de l'Asie centrale, sous haute surveillance de Pékin, espère à renouer avec l'Ouest. La révolte matée de mai

1982 à Yining, analysée par Michel Jan, est à méditer pour qui s'interroge sur l'avenir des musulmans ouïgours, qui résistent toujours à la pression han et à son rouleau compresseur démographique.

Certains de leurs cousins émergents de l'ordre soviétique en seraient plutôt à regretter le départ des techniciens russes, alors que le réarmement arène les colonisateurs n'a pas encore été partout à la mesure de sa force envahissante. De retour d'une enquête en Ouzbékistan, Alain Blum, chercheur démographe, a trouvé un « étrange tiers-monde » au taux de scolarisation comparable à celui de la France, mais dont l'évolution doit moins au système soviétique – ses valeurs n'ont jamais été intégrées – qu'à la « lente évolution de pays en développement » à la « décolonisation déjà ancienne ».

Les aspirations des intellectuels, leur nationalisme et leurs attitudes face à l'islam – « terreau identitaire commun » de ces régions – sont décrits à partir de l'exemple, fort opportun, du Tadjikistan. Il restera à analyser leurs doutes après les dizaines de milliers de morts de la guerre civile tadjike. Si elle semble avoir retardé l'émergence d'un grand Tadjikistan par-dessus la frontière soviéto-afghane, c'est peut-être au profit de celle, dessinée par Oliver Roy, d'un grand Ouzbékistan. Dans les tourments que soulèvent ces rêves de recompositions, les clefs ici offertes risquent d'être longtemps d'actualité.

SOPHIE SHIHAB

« Asie centrale, aux confins des empires », révisé et complété, dirigé par Catherine Poujol. Editions Autrement-Série « Monde H. S. » numéro 64, 1992.

ALLEMAGNE : manifestation de chauffeurs de taxi à Stuttgart contre le racisme. Quelque 300 chauffeurs de taxi venus de toute l'Allemagne ont manifesté, lundi 4 janvier, dans les rues de Stuttgart pour protester contre la recrudescence des agressions racistes. Beaucoup d'entre eux avaient fixé sur leur véhicule des autocollants proclamaient : « L'étranger est mon ami ». Le président de Mercedes-Benz, M. Werner Niefer, dont le siège social est à Stuttgart, a pris la parole lors de cette manifestation et a dénoncé la « minorité de criminels fanatiques » responsable des agressions racistes. (Reuters).

L'AVOCAT Klaus Croissant sera jugé pour espionnage au profit de l'ex-RDA. L'avocat allemand Klaus Croissant, soupçonné d'espionnage au profit de l'ex-RDA, a été renvoyé, lundi 4 décembre, devant un tribunal de Berlin par le parquet fédéral de Karlsruhe. Ancien défenseur de la Fraction armée rouge, M. Klaus Croissant, soixante et un ans, est soupçonné d'avoir perçu 71 000 deutschemarks (250 000 francs) en échange de la fourniture aux services secrets est-allemands d'informations sur les milieux gauchistes et écologistes de la République fédérale. Il est inculpé depuis le mois de septembre 1992. (AFP).

## PROCHE-ORIENT

ISRAËL

## L'ONU envisage des « mesures » pour obliger Jérusalem à rapatrier les Palestiniens expulsés

Dans une lettre adressée au président en exercice du Conseil de sécurité, le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, a averti, lundi 4 janvier, qu'il pourrait recommander de nouvelles « mesures » pour amener Israël à appliquer la résolution 799, adoptée le 18 décembre par le Conseil et exigeant le retour « immédiat et en toute sécurité dans les territoires occupés », des quelque 400 Palestiniens qui en ont été expulsés.

« Une question de principe est en jeu : l'action d'Israël est illégale, au regard de la loi internationale », souligne M. Boutros-Ghali, qui a ren-

contré la semaine dernière à Genève le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat. Le secrétaire général, qui « o le regret » de dire que la mission de son envoyé spécial dans la région, M. James Jonah, la semaine dernière, « n'a pas abouti... en raison essentiellement de la mauvaise volonté d'Israël », annonce qu'il dépêchera un nouvel émissaire au Proche-Orient, M. Chinnaya Gharrakha, qui avait été récemment nommé représentant spécial de l'ONU aux négociations multilatérales de paix israélo-arabes.

Dans les territoires occupés, des centaines de soldats et de policiers

israéliens ont procédé lundi à une vaste opération de nettoyage après l'assassinat d'un agent du Shin Beth (le service de sécurité intérieure) la veille à Jérusalem (le Monde du 5 janvier). Des dizaines de personnes, dont cinq membres de la famille de l'un des assassins présumés, ont été mises sous les verrous et sont soumises à des interrogatoires.

L'un des tueurs a été identifié : il s'agirait d'un collaborateur palestinien recruté par le Shin Beth au sein du Mouvement de la résistance islamique Hamas. (AFP).

## TÉMOIGNAGE

## Pour le repos de Michel Seurat

par Jean-Paul Kauffmann

La bourse Michel-Seurat 1992 a été remise le 5 janvier. Elle est de ces événements qui peuvent rassurer à bon compte les consciences, à commencer par celle du gouvernement français. S'il est nécessaire d'honorer et de perpétuer la mémoire de notre ami qui fut aussi un chercheur et un spécialiste du Moyen-Orient d'une grande envergure intellectuelle, il est essentiel que sa famille et ses amis puissent enfin se recueillir devant sa dépouille mortelle. Or les bonnes paroles qui sont prodiguées régulièrement par le Quai d'Orsay à sa femme n'ont pour seul effet que d'augmenter sa douleur et la nôtre.

Nous pleurons Michel, mais nous ne pouvons porter son deuil. Notre chagrin est une âme errante qui ne parvient jamais à se fixer. Pour sa femme, ses deux filles et sa mère, Michel n'en finit pas de mourir. A sa mort, qui fut terrible, s'ajoute une incertitude, celle d'un apaisement qui ne s'achève jamais parce que nous sommes privés de son corps. Depuis toujours, les hommes ont besoin de la proximité de leurs morts pour qu'ils continuent de vivre au milieu des vivants, pour qu'ils parlent et agissent avec nous. Ce repos est refusé à Michel.

## Deux semaines d'agonie

Je veux rappeler ici quelques faits. C'est le 27 décembre 1985, sept mois après notre enlèvement, que j'ai vu pour la dernière fois Michel. Extrait du cachot où nous étions enfermés, il fut transféré dans une cellule voisine. « Pour le soigner », assuraient nos ravisseurs, qui le laissèrent en fait agoniser pendant au moins deux semaines sans le secourir. La mort dans l'âme, nous écoutions sa toux devenir et s'étendre. Puis, une

IRAN : un homme d'affaires suisse libéré sous caution. Arrêté en mars dernier à Téhéran, un homme d'affaires suisse, M. Hans Buhler, a été libéré sous caution lundi 4 janvier. Selon l'agence officielle IRNA, le tribunal militaire de Téhéran « poursuit ses investigations sur son cas et celui des autres personnes arrêtées dans le cadre de son dossier ». Accusé de contacts illicites avec des militaires et de corruption, M. Buhler travaillait pour une société suisse spécialisée dans les télécommunications à longue distance. (AFP).

KOWEÏT : des élections législatives partielles en février. La justice ayant suspendu deux députés, des élections législatives partielles seront organisées le 15 février au Koweït, a annoncé lundi 4 janvier le ministre koweïtien de l'Intérieur. Deux candidats malheureux aux législatives du 5 octobre dernier avaient introduit un recours mettant en cause la participation au vote de militaires – interdite par la Constitution – dans leurs circonscriptions respectives. (AFP).

## La mort du journaliste Shalom Cohen

Ancien député, correspondant de Libération en Israël depuis 1985, Shalom Cohen est mort le 31 décembre des suites d'une hémorragie cérébrale. Il était âgé de soixante-trois ans.

Avec sa chevelure grisonnante, son regard malicieux et son sourire fraternel sous la moustache poivre et sel, Shalom Cohen était l'un des journalistes israéliens les plus attachants et les moins ingénués. Né à Bagdad en 1926, arrivé à Jérusalem à l'âge de six ans, il avait grandi au Caire, puis à Alexandrie avant de « monter » en Palestine en 1946. De son adolescence égyptienne, il avait gardé le goût de la langue arabe – qu'il parlait et lisait couramment – et des idées révolutionnaires dont il ornait son sionisme géocroisé.

Après avoir rejoint un kibboutz, il participait à la guerre d'indépendance puis se lance dans l'action militaire, convaincu d'ambition que Juifs et Arabes devraient se partager un jour l'ancienne Palestine mandataire et y cohabiter en frères. Militant inlassable de la paix, il restera fidèle à cet idéal de jeunesse. Cofondateur avec Uri Avnery du mouvement pour la paix « HaZeh » (Forces nouvelles) – et de « Theboudaisme du monde » – il sera député de 1969 à 1973.

Entre-temps, il participe à l'éphémère aventure des « Pentheres noires », le mouvement contestataire des Juifs orientaux parti de Mousrara, l'un des quartiers pauvres de Jérusalem. Un jour de février 1970, il fait sensation en déclarant sa candidature à la tribune de la Knesset, pour protester contre la définition trop restrictive à ses yeux – car trop religieuse – que ses collègues veulent donner du judaïsme. Il sera suspendu de Knesset pour cinq séances. Fougueux Shalom...

Ennemi de toutes les intolérances, la religion l'intéressait pourtant et lui inspira, bien plus tard, ses deux principaux ouvrages. *Les Trois Frères d'Israël* (P.U.M. Fayard), son entretien avec le plus célèbre trio familial de rabbins du pays, est un livre à la fois grave et espiègle où Shalom Cohen pose les questions clés qui hantent le judaïsme et le sionisme. *Deux est un baril de poudre* (Colman-Lévy), offre un péripécie chez les religieux intégristes. On gardera longtemps le souvenir de ce conteur-à qui aimait tant égarer les vieilles histoires juives et arabes de sa chère Alexandrie.

J.-P. L.

« Le Monde diplomatique » de janvier

## Nouvelles guerres expéditionnaires

L'humanitarisme peut-il tenir lieu de politique étrangère ? Cette question, le Monde diplomatique de janvier la pose à propos des deux crises qui n'ont cessé de grossir tout au long de 1992 : celle de l'ancienne Yougoslavie et celle de Somalie. La réponse est négative. L'échec des missions humanitaires de l'ONU est patent, et l'intervention militaire paraît inévitable. Sur ces tragédies, sur ce qu'elles signifient aussi pour l'Europe et les Etats-Unis, Ignacio Ramonet, Alain Joux, Philippe Leymarie, Monique Chemillier-Gendreau, Paul-Marie de la Gorce, Antoine Sanguinetti apportent informations et analyses.

Dans ce même numéro du Monde diplomatique, lire des reportages sur l'Éthiopie (Claire Brisset), la Russie des riches et des pauvres (Michel Chossudovsky), l'Angleterre de la

récession (Serge Halimi), le Japon et l'avenir de la zone Asie-Pacifique (Jacques Decarnoy), les violences en Colombie (Hubert Prolongeau), Helti à bout d'espérance (Jean-Pierre Alaux). Et aussi des études sur la crise de la gauche française (Bernard Cassen), les marchés financiers et leur irresponsabilité (Danièle Gervais), le conflit en Kurdistan turc (Michel Verrier), la fin de la Tchécoslovaquie (Karel Bartek), la Moldavie menacée (Annie Daubenton), l'extrême droite russe (Denis Paillard), l'Allemagne en proie à la xénophobie (Rand Ham), le drame de Timor-Orient (Jean-Pierre Catry), l'Afrique du Sud et les risques de balkanisation (Hein Marais et Pierre Beaude), ainsi que des études sur les médias (Michael Palmer, Marc Ferro), sur l'œuvre de Derek Walcott (Alain Jouffroy) et une nouvelle de Maurice Pons.

## LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

appelle à un rassemblement en solidarité avec les victimes de la « purification ethnique » dans l'ex-YOUGOSLAVIE le 6 JANVIER 1993 à 19 heures PARVIS DES DROITS DE L'HOMME ESPLANADE DU TROCADERO

- Droit d'asile en France pour les réfugiés de l'ex-Yugoslavie.
- Soutien aux forces démocratiques de l'ex-Fédération yougoslave, en particulier aux médias locaux indépendants.
- Justice pour les victimes de tous les crimes de guerre : massacres, tortures, viols.
- Défense de la République bosniaque contre les projets de partage ethnique de son territoire.

LDH - 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris. Tél. : 44-08-87-29

هنا من الأصل

# RIENT

**ires » pour obliger  
alestiniens expulsés**

...expulso

La mort  
du journaliste  
Shalom Cohen

ancien député, correspondant de l'édition en Israël de 1985 Shalom Cohen est le 31 décembre des de d'une hernie cœbrale etant age de cinquante-six ans

[illegible]

1. The first step is to identify the problem. In this case, the problem is that the company is not meeting its sales targets.

2. The second step is to analyze the data. This involves looking at the sales figures for each product line and identifying any trends or patterns.

3. The third step is to develop a plan. This involves setting specific goals for each product line and determining the actions that need to be taken to achieve those goals.

4. The fourth step is to implement the plan. This involves putting the plan into action and monitoring the results.

5. The fifth step is to evaluate the results. This involves comparing the actual results to the targets and determining whether the plan was successful.


[illegible]

the 1990s, the number of people in the world who are illiterate has increased from 1.2 billion to 1.5 billion. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.7 billion by the year 2015. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.9 billion by the year 2020. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 2.1 billion by the year 2025. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 2.3 billion by the year 2030. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 2.5 billion by the year 2035. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 2.7 billion by the year 2040. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 2.9 billion by the year 2045. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 3.1 billion by the year 2050. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 3.3 billion by the year 2055. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 3.5 billion by the year 2060. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 3.7 billion by the year 2065. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 3.9 billion by the year 2070. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 4.1 billion by the year 2075. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 4.3 billion by the year 2080. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 4.5 billion by the year 2085. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 4.7 billion by the year 2090. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 4.9 billion by the year 2095. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 5.1 billion by the year 2100.

L'HOMME

**L'HOMME**

44-38861-2729



**L'Allemagne à 999 F.\***  
**L'Europe à 1.399 F.\***  
**Lufthansa**

Année du grand marché européen, 1993 est pour vous l'année de tous les privilèges puisque vous voyagez en notre compagnie. De Munich à Berlin et de Dresde à Hambourg, vous pourrez découvrir tous les visages d'une Allemagne qui change. Et grâce à notre réseau, les 12 pays de la CEE ne vous auront jamais paru aussi proches le temps d'un

**week-end d'évasion. Dans l'espace économique européen, la nouvelle liberté c'est**

**surtout la liberté de choix.  
Alors n'hésitez pas:  
partez avec Lufthansa.**

**\*Prix aller-retour valables du 2.1. au 31.3.93  
sur tous nos vols de la France vers l'Alle-  
magne, et leurs prolongations vers les villes  
des pays membres de la Communauté  
Européenne, en Classe Economique.  
Renseignez-vous auprès de votre agent de  
voyages.**



# Lufthansa

**Pour toutes informations et réservations:**

Paris (1) 42 65 37 35

**Lyon 78 63 66 66**

**Marseille 42 78 25 03**

**Nice 93 83 02 80**

**Toulouse 61 71 97 97**

Tarifs applicables du 2 janvier au 31 mars 1993 pour des billets au départ de la France achetés entre le 2.1. et le 15.1.93. Prix soumis à des conditions particulières de vente et de transport et à l'approbation gouvernementale.



## AFRIQUE

NIGÉRIA : avec la mise en place d'un conseil de transition

## Le président Babangida entend contrôler l'évolution du processus de démocratisation

Le Nigéria a entamé sans trop de difficultés une nouvelle phase dans son interminable processus démocratique avec l'entrée en fonctions, lundi 4 janvier, du conseil de transition - formé uniquement de civils - qui va administrer le pays jusqu'au départ du président, M. Ibrahim Babangida, prévu désormais le 27 août.

LAGOS

correspondance

La campagne de «désobésance civile» que voulaient organiser, à partir du 2 janvier, certains opposants, mécontents de voir le général-président rester huit mois de plus au pouvoir, a été étouffée dans l'œuf par les forces de sécurité qui, depuis plusieurs semaines, menaient la vie dure aux militants des droits de l'homme. L'un des plus connus, M. Beko Ransome-Kuti - frère du chanteur Fela - a été interpellé vendredi avant d'être relâché lundi matin, lorsque les autorités ont eu la certitude de tenir la situation bien en main.

Après le levé de bouillottes qui avait accueilli, fin novembre, surtout dans les milieux «sudistes», la prolongation sous une forme atténuée du régime militaire, la composition du conseil est assez habile. Les musulmans - treize membres sur vingt-sept - n'y joignent qu'un rôle secondaire, les postes les plus importants revenant à des personnalités chrétiennes du Sud : le président du conseil, le chef Ernest Shonekan, un industriel chevronné, appartient au très dynamique groupe yoruba, tout comme le banquier Oladele Olasore, qui reçoit le portefeuille des finances. Il aura la tâche délicate de négocier avec le FMI et de rétablir une certaine discipline budgétaire, après un déficit record en 1992.

Le poste-clé de l'énergie a été confié à M. Philip Asiodu, technocrate jibo dans la lignée de son prédécesseur, M. Chu Okongwu. Cette nomination devrait rassurer les habitants des régions pétrolières du Sud-Est, qui se plaignent d'être trop souvent négligés par l'Etat.

fédéral. Le président Babangida n'a d'ailleurs pas craint d'appeler au conseil des «revenants» qui s'étaient engagés, il y a vingt-cinq ans, dans la sécession du Biafra, tels que le diplomate de carrière, le chef Mathew Mbu, chargé des affaires étrangères, ou encore le radical Uche Chukwumerije, jadis infatigable propagandiste de la cause biafraise.

Meis certains observateurs viennent dans les semaines accordées aujourd'hui aux «sudistes» un lot de consolation : déjà interrompu à deux reprises, le processus toujours plus compliqué - beaucoup le disent même impraticable - de l'élection présidentielle devrait favoriser les musulmans originaires du Nord ou du Centre. Installés aux commandes pour huit mois seulement, les membres du conseil (dont deux femmes) n'ont pas droit au titre de ministre mais à celui de «secrétaire». Ils rendront régulièrement des comptes au Conseil national de défense et de sécurité (CND), qui, à partir du 2 janvier, relève du conseil dirigeant des forces armées et constitue le nouveau centre de gravité du pouvoir.

Hommes forts contre «sang neuf»

Les secrétaires aux affaires étrangères, à l'intérieur et à la justice en font partie, mais il est clair que les trois hommes forts de ce régime hybride resteront comme par le passé le général Babangida, le vice-président, l'amiral Augustus Aikhomu, et le chef d'état-major, le général Sanni Abacha. Eux seuls auront la haute main sur l'armée et la sécurité, notamment la toute nouvelle garde nationale.

La volonté de contrôler le plus étroitement possible la transition se heurte malgré tout à la résistance d'une classe politique qui dispose de relais efficaces dans les médias et à la nécessité d'injecter un peu de «sang neuf» pour redonner espoir à la population. Ainsi, la présidence s'est-elle laissée élire à la tête du Sénat - la Chambre haute du Parlement inauguré en décembre - un universitaire de

quarante ans, le docteur Iyorebia Ayu, qui ne présente pas le profil habituel de l'establishment nigérian : fils de paysans pauvres, membre d'une minorité du Centre, diplômé de sociologie et de sciences politiques avec une thèse «radicale», ex-«Jacobin» défendant l'unité du Nigéria contre les tendances centrifuges sudistes, mais se bat aussi pour élargir les compétences de l'Assemblée nationale, qu'un décret présidentiel a restreintes jusqu'à la fin de la transition à des domaines culturels ou... topographiques.

M. Ayu a enfin laissé entendre qu'il ne se prêterait pas à une manœuvre visant à faire «légitimer» par le Sénat la survie du régime Babangida au cas où le processus démocratique s'enlisait une fois de plus.

MICHÈLE MARINGUES

## L'Algérie avec humour

Suite de la première page

Ali Dilem, vingt-cinq ans, appartenant, quant à lui, à la génération des «quatre-vingt-huitards», celle qui, faisant fi des interdits, s'est «éclatée» aussitôt que s'est mis à souffler le vent de la démocratie. Caricaturiste à Alger République avant de l'être au Matin, il se rappelle ses débuts - et ses excès - lorsque, «bête et méchant», il dessinait le président Chadli en guêles et le premier ministre Hamrouche en tenue d'Adam. Il ne regrette rien et se veut, aujourd'hui, «tout aussi méchant, mais avec une pointe d'intelligence», en clair : «plus responsable».

L'humour n'est pas la chose la mieux partagée dans les allées du pouvoir et moins encore dans les rangs des «barbus». Qu'importe! Les gens du cru ont besoin de se raconter des histoires, celles de Djihad par exemple, une sorte de Guignol local, fauché mais débrouillard, qui réussit, en tout bien tout honneur, à se jouer des puissants du moment. «Il faut, plus que jamais, en ces temps de sinistres, par le rire et la dérision, désamorcer le peuple, le soustraire à la consternation», juge Youcef Bennadoudja. Au reste, pour les Algériens qui en ont gros sur le cœur, se moquer de ceux qui ont conduit leur pays au bord du précipice est «une manière de s'en venger», note Sid Ali Melouah, éditeur à l'hebdomadaire satirique El Manchour (la voie), qui, succès populaire aidant, vit des seules recettes de ses ventes.

Six mois après la démission-déposition du président Chadli, l'assassinat de son successeur, Mohamed Boudiaf, le 29 juin dernier, a troublé le monde des humoristes. Le changement des mœurs politiques dont celui-ci s'était fait le ferait d'ailleurs que vaine utopie? «Ca nous a mis le moral à zéro, se souvient Sid Ali Melouah. On a suspendu la parution d'El Manchour pendant deux mois, le temps de reprendre nos esprits». Slim, qui s'en veut d'avoir été

leuré par des brigands impunis», n'a plus très envie de prendre des risques. «Des dessins forts, confie-t-il, j'en fais pour moi et pour mes copains, et ensuite je les détruis».

Animateur, dans un passé récent, d'émissions humoristiques plus ou moins bien tolérées par le pouvoir, Mohamed Ali Allalou n'entend pas baisser pavillon et prépare un nouveau rendez-vous hebdomadaire sur les ondes d'Alger-Chaine 3 : «Les périmés». «Un médicament n'est jamais périmé à sa date d'expiration», il peut encore agir quelque temps, explique-t-il. L'Algérie, c'est la même chose : on a l'impression de tout avoir raté, mais, en réalité, nous avons encore une chance à saisir pour éviter l'irréparable».

«Sur des sables mouvants»

Toutes les vérités sont-elles bonnes à dire, même sur un ton badin? Chacun a sa recette. Celle de Saïd Mekbel, billettiste au Matin, consiste à «égratigner les institutions devant les hommes». Pour Mohamed Ali Allalou, «il y a moyen d'aborder beaucoup de sujets scabreux d'un condition de savoir soigner l'emballage».

L'état de décomposition politique du pays complique la tâche des humoristes, qui se savent plus très bien contre qui et contre quoi exercer leur verve. «Les partis sont inexistant, les discours creux, les citoyens égarés», assure Sid Ali Melouah. Désormais, El Manchour, qui s'était posé en «défenseur des valeurs républicaines» et en pourfendeur de l'intégrisme, va «faire du social, dénoncer les situations d'insécurité». Soutenu de «coller à l'actualité» sans, pour autant, toucher à la religion et à l'armée, Mohamed Ali Allalou promet «un gros délire sur le sida». Ali Dilem, lui, ne s'interdit rien : «A nous de bousculer les tabous, dit-il, sinon c'est cult».

Innuent par leurs voisins de quartier, menacés par des correspondants

## L'art des étrennes...

LAGOS

correspondance

«Allo, ici Nitel (la Compagnie nigérienne du téléphone). Nous voulons vérifier si votre ligne fonctionne...»

«Elle fonctionne à nouveau, merci. Après trois semaines d'intermission...»

«Oh! vraiment? Mais, vous savez que c'est la nouvelle année...»

Certains agents des télécommunications nigériennes ont une manière bien à eux d'obtenir du client récalcitrant leur «prime de Nouvel An». Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls, en ces temps de crise économique, à pratiquer le «marché noir» du téléphone. Rente assurée pour quelques techniques peu scrupuleuses de Nitel, toujours prêts à «rendre service», même le dimanche.

Ainsi le transfert d'une ligne téléphonique est-il facturé aux abonnés de 2000 nairas, environ 500 francs. En comptant trois à quatre mois d'attente. Si le délai vous paraît trop long, on vous propose avec des regards appuyés d'acheter vous-même les câbles, dix fois plus

cher. Pour une nouvelle ligne, il faut déboursier, sous la table, entre 30 000 et 40 000 nairas (de 7 500 à 10 000 francs).

Une lecture attentive de la liste détaillée des communications internationales figurent sur votre facture - que Nitel envoie très ponctuellement - réserve parfois quelques surprises : vous avez appelé sans le savoir le Japon ou le Brésil, sans doute au cours d'une crise de somnambulisme. Ou, plus fort encore, vous avez longuement téléphoné aux Etats-Unis, alors qu'à cette date-là votre ligne était «morte»!

Seule parade efficace - pour le moment - le tout nouveau réseau de téléphone cellulaire mobile dont le Nigéria a été le premier pays africain à se doter. Jusqu'à ce que les «pirates» découvrent la faille du système.

M. M.



anonymes, voire «condamnés à mort» par des justiciers de fortune, ces humoristes mesurent le prix de leur impertinence et de leur persiflage. Ils n'ignorent rien des manœuvres que des gens de tout bord entreprennent pour tourner à leur avantage l'arme de la dérision. «Sans m'en rendre compte, en faisant campagne contre l'intégrisme, j'ai servi le pouvoir, qui s'est rebiffé des que j'ai décoché des flèches dans sa direction», reconnaît Youcef Bennadoudja. Les inventeurs d'El Manchour, ancienne formule éprouvée, eux aussi, qu'ils avaient fini par devenir «l'alibi du système».

«Notre gros problème, c'est la manipulation, car nous contrôlons mal les sources d'information. Nous manœuvrons sur des sables mouvants», souligne Saïd Mekbel, qui prépare la sortie d'un mensuel satirique d'investigation, le Baroud.

Dans l'Algérie d'aujourd'hui où l'équipe au pouvoir est, plus que jamais, sujette à s'irriter d'une remise en cause de son autorité qui pourrait l'affaiblir dans la lutte implacable qu'elle a engagée contre l'intégrisme, l'humour a du mal à obtenir droit de cité. Si le gouvernement tolère un certain «débordement des crânes» dans la presse

écrite indépendante dont l'audience est assez limitée, il veille, en revanche, à éviter tout débordement dans les médias «lourds», les médias audiovisuels. Ainsi «Madame Doudoune», privée d'annee, a fait les frais, pour une bonne part, de ces bumeurs officiels.

Prise dans la tourmente, la population, qui en a vu bien d'autres, a appris à juger des choses et des hommes sans s'en laisser conter. Et si, éditée que celle, elle devait se rallier à un parti, ce serait probablement, dans les circonstances actuelles, toute de mieux, le parti d'en ruer.

JACQUES DE BARRIN

Plusieurs journalistes d'El Watan en garde à vue. - Après la suspension de la parution du journal El Watan, accusé d'avoir «primé», annoncé l'assassinat de cinq gendarmes (le Monde du 5 janvier), le directeur du quotidien, M. Omar Belhouche, le directeur de la rédaction et trois journalistes étaient toujours retenus, lundi 4 janvier, pour la deuxième journée consécutive, dans les locaux de la gendarmerie. On ignore s'ils doivent être présentés au parquet. - (AFP)

## POUR LES SOLDES A LONDRES, PROFITEZ



Sealink et le serpent monétaire se sont mis d'accord : on baisse! Sealink vous propose 17 départs par jour en Mauche et des prix cadeaux sur toutes les lignes françaises Sealink. Cadeaux sur la traversée, cadeaux dans les rues : les magasins regorgent d'affaires! A vous le petit cashmere ou l'imperméable dont vous avez différé l'achat. Avec Sealink, la fête continue!

مكتبة الأمل

## AFRIQUE

SOMALIE : réunis à Addis-Abeba

### Les chefs de clans rivaux ont préparé de prochaines négociations...

Les chefs de clans somaliens, réunis lundi 4 janvier à Addis-Abeba, ont laissé entendre qu'ils étaient parvenus à un accord sur les modalités de prochaines négociations pour donner un gouvernement à leur pays. Mais aucune date ne semble avoir été fixée et il y a peu d'espoir de voir l'instauration d'un cessez-le-feu dans l'immédiat.

Une partie des troupes américaines participant à l'opération «Rendre l'espoir» regagnera les États-Unis d'ici à la fin du mois de janvier, mais la majorité des hommes restera en Somalie au-delà de cette date, a indiqué lundi le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney.

ADDIS-ABEBA

de notre envoyée spéciale

Cette fois-ci, les «elders», ces vieux chefs coutumiers à la barbe roussie au henné, n'ont pas fait le voyage. Contrairement à la précédente réunion sur la Somalie, organisée début décembre dans cette même ville d'Addis-Abeba, la conférence qui s'est ouverte, lundi 4 janvier, sous l'égide du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, rassemble exclusivement les groupes «politiques» et les factions armées. Quarante de ces mouvements ont été invités à ce qui a été prudemment baptisé «réunion informelle préparatoire à la réconciliation nationale en Somalie».

Sur le fond, personne ne se fait d'illusions. La «réconciliation» prendra sans doute «des mois, voire des années», a lui-même indiqué M. Boutros-Ghali, dans son discours d'ouverture. Sur la forme, une amorce de dialogue semble pouvoir s'esquisser. Prés, dans une note distribuée la veille, de pérorer «sans armes» dans la salle de conférence; les délégués somaliens ont tenté de faire bonne figure. Sourire courtois aux lèvres, le général hawiyé Mohamed Farah Aidid, en costume et cravate, a agacé l'écoute du secrétaire général de l'ONU, que ses partisans avaient furieusement conspué, la veille, dans les rues de Mogadiscio.

«Attitude colonialiste»

Assis quelques mètres plus loin, son principal rival, le «président par intérim» Ali Mahdi (lui aussi hawiyé) conversait à voix basse avec ses conseillers. Même les sécessionnistes du Somaliland ont envoyé, à titre d'observateurs, cinq représentants - dont le président du comité central du Mouvement national somali (MNS), M. Ibrahim Meyeal Samatar.

Scène fautive note au tableau, le boycottage de la séance inaugurale, décidé par une partie des délégués, afin de protester contre le choix, trop restrictif à leurs yeux, des invitations officielles. «Les Nations unies se sont arrogé le droit d'exclure certains groupes (quatre au moins l'ont été) et d'en inviter d'autres», explique l'ancien ministre marabout Mohamed Sadi Samatar, qui n'hésite pas à dénoncer l'attitude «coloniale» de l'ONU.

Malgré ces remous de couloirs, M. Boutros-Ghali semble ne pas

devoir démentir de son objectif: «Nous sommes ici pour parvenir à un accord sur une date (...) pour la conférence nationale de réconciliation». Cette rencontre, conformément aux vœux du secrétaire général de l'ONU et de la plupart des participants, pourrait être organisée à Mogadiscio.

Dans un discours remarqué, le président éthiopien, M. Atoles Meskel Zenawi, s'est montré très dur vis-à-vis de ses «frères» somaliens: «Force que vos jugements ont été aveuglés par le rancœur clanique, vous apparaissez aujourd'hui devant le peuple de Somalie, devant le communisme international et devant l'histoire, comme les principaux artisans de la tragédie», a-t-il lancé de la tribune. «Mais ceux qui ont été les éléments moteurs du drame doivent être désormais les éléments clés de sa résolution», a-t-il ajouté.

Manifestation des étudiants éthiopiens

C'est au moment où le chef de l'État éthiopien prononçait ce discours qu'à quelques kilomètres de là une manifestation des étudiants de l'université d'Addis-Abeba était violemment réprimée par les forces de l'ordre. «On voulait profiter de la présence de Boutros-Ghali et défiler devant les bâtiments de l'ONU», raconte un étudiant, dont le front s'orne d'un bandage imposant. La manifestation s'est heurtée, dès la sortie du campus, au feu des militaires. Armées «de kalachnikov, de gourdins et de baïonnettes», les forces de l'ordre n'ont pas fait de quartier. «Plusieurs centaines» d'étudiants auraient été blessés et sept autres auraient été tués, selon des rumeurs persistantes. Mais officiellement on ne fait état que d'un mort.

Les manifestants souhaitent dénoncer l'actuel gouvernement de transition, dont-ils contestent la légitimité: «Les Tigréens se sont imposés par la force, en 91. Personne ne les a élus», souligne un étudiant. Autre sujet de colère, directement lié au premier: la prochaine organisation, en avril, du référendum sur l'indépendance de l'Erythrée. «Les Tigréens et les Erythréens se sont mis d'accord pour détruire l'unité nationale, pour démanteler l'Éthiopie. Jamais nous ne l'accepterons!», explique-t-on sur le campus. Le calme était revenu au début d'après-midi. Mais l'amertume persiste. Contre le gouvernement «tigréen», mais également contre l'ONU qui, en acceptant d'envoyer des observateurs lors du référendum érythréen, a ainsi, par avance, apporté sa caution à ce que d'autres, en Éthiopie, considèrent comme un coup mortel porté à l'ancien empire.

CATHERINE SIMON

■ OUGANDA : Élection présidentielle en 1994. - La première élection présidentielle directe de l'histoire de l'Ouganda aura lieu en 1994, a annoncé le chef de l'État, M. Yoweri Museveni, samedi 2 janvier. Dans un rapport remis quelques jours auparavant, la commission constitutionnelle avait recommandé que la suspension des partis politiques soit maintenue pendant encore au moins sept ans et qu'un scrutin présidentiel ait lieu dans un délai de deux ans. - (Reuters)

## AMÉRIQUES

CANADA : candidate potentielle à la succession de M. Mulroney

### M<sup>me</sup> Kim Campbell a été nommée ministre de la défense

MONTRÉAL

de notre correspondante

Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, a annoncé, lundi 4 janvier, une réorganisation de son gouvernement, qui sera suivie, a-t-il indiqué, d'un autre «remaniement structurel», vraisemblablement plus important, avant les élections législatives fédérales, qui doivent avoir lieu d'ici à novembre.

Pour l'heure, M. Mulroney a accepté la démission de cinq ministres, dont quatre faisaient partie de son cabinet depuis son arrivée au pouvoir en 1984. Il s'agit de MM. Marcel Masse (défense), Jake Epp (énergie), Robert de Cotret (secrétariat d'État), William Winegard (sciences) et Gerald Merrifield (anciens combattants), qui ont décidé de ne pas briguer un nouveau mandat de député. Le ministre des affaires constitutionnelles, M. Joseph Clark, qui avait envisagé de quitter la vie politique après l'échec du référendum de 1992 sur la réforme constitutionnelle qu'il avait pilotée, reste en place. Il se voit en outre confier la direction d'un comité ministériel chargé de réexaminer le rôle du système canadien de protection sociale.

Le seul nouveau venu au cabinet, dont le nombre de ministres passe de trente-neuf à trente-cinq, est un député québécois de trente-sept ans, M. Pierre Vincent, nommé à la consommation et aux affaires commerciales en remplacement de M. Pierre Blais, promu à la justice.

Pour la première fois, le portefeuille de la défense est confié à une femme, M<sup>me</sup> Kim Campbell, qui abandonne celui de la justice. De tous les ministres considérés comme candidats potentiels à la succession de M. Mulroney à la tête du Parti conservateur, M<sup>me</sup> Campbell, spécialiste des affaires soviétiques, est la seule qui affecte ce remaniement. Alors que se multiplient les missions des «casques bleus» canadiens, ses nouvelles fonctions lui fourniront l'occasion d'acquiescer une stature internationale pouvant la mettre sur un pied d'égalité avec une autre candidate potentielle, M<sup>me</sup> Barbara McDougall, qui reste ministre des affaires extérieures.

M. Mulroney, dont la cote de popularité est toujours aussi basse, a-t-il voulu implicitement appuyer la candidature de M<sup>me</sup> Campbell à sa succession? Il a préféré esquiver cette question et entretenu l'ambiguïté sur son avenir personnel.

CATHERINE LECONTE

ÉTATS-UNIS

### Première exécution par pendaison depuis 1965

Après le rejet par la Cour suprême de l'État de Washington (ouest des États-Unis), lundi 4 janvier, d'un appel visant à surseoir à son exécution, Wardell Allen Dodd a été pendu mardi matin.

Le condamné avait préféré être exécuté par pendaison plutôt que par injection d'une substance mortelle. La plus haute instance de cet État (le seul qui maintienne la corde dans son arsenal répressif) s'était prononcée sur la requête d'une organisation de défense des libertés, aux yeux de laquelle la pendaison - pratiquée pour la dernière fois en 1965 sur le territoire améri-

caïn - était une punition «cruelle, interdite par la Constitution».

Le condamné, âgé de trente et un ans, reconnu coupable en 1989 du viol et du meurtre de trois jeunes garçons, avait ébahi la potence parce qu'il avait lui-même pendu la plus jeune de ses victimes, âgée de quatre ans. Depuis son arrestation, il n'avait cessé de réclamer que la peine capitale lui soit infligée, arguant que c'était la «seule chose» qui puisse arrêter ses instincts meurtriers. Aucune exécution par pendaison n'avait eu lieu dans l'État de Washington depuis 1963. - (AP, AFP, Reuters)

EN BREF

■ BRÉSIL : L'ex-président Collor risque huit ans de prison. - Dans le cadre de la procédure de droit commun intentée contre lui, l'ancien président Collor a été inculpé, lundi 4 janvier, pour «corruption passive» et «association de malfaiteurs», crimes passibles de huit ans de prison. M. Collor a été privé, le 30 décembre, de ses droits civiques par le Sénat, qui l'a jugé coupable d'avoir profité d'un réseau de recyclage de fonds secrets mis sur pied par son ami Paulo Cesar Farias. Ce dernier, actuellement en Espagne, a aussi été inculpé lundi. M. Collor a repoussé l'ordre de ne pas quitter le pays sans autorisation. - (AFP, Reuters)

■ ÉTATS-UNIS : M. Clinton s'engage à faire ratifier rapidement le traité START 2. - Le président élu Bill Clinton s'est engagé auprès du président russe Boris Eltsine, lors d'une conversation téléphonique avec ce dernier, à faire en sorte que le traité de désarmement

START 2 soit ratifié rapidement par le Congrès, a déclaré, lundi 4 janvier, à Little-Rock (Arkansas) son porte-parole. Le principe d'une prochaine rencontre entre les deux hommes a également été abordé lors de cet entretien, mais aucun date n'a été arrêtée. - (AFP, Reuters)

■ MEXIQUE : remaniement ministériel. - Le président Carlos Salinas de Gortari a accordé une promotion à trois de ses successeurs potentiels à l'occasion du remaniement, lundi 4 janvier, de son gouvernement. M. José Patrocinio González, gouverneur de l'État de Chiapas, a été nommé ministre de l'Intérieur; M. Jorge Carpizo MacGregor, chef de la commission nationale des droits de l'homme, a obtenu le portefeuille de la justice; et M. Emilio Lozoya Talamanda, directeur de l'Institut pour la sécurité sociale, celui de l'énergie. Suivant la tradition, le chef de l'État, qui ne peut briguer de second mandat, désigne un

AFGHANISTAN

Désignation d'un Parlement à pouvoirs constituants

Désigné pour se succéder à lui-même, pour dix-huit mois, comme président de l'Afghanistan, M. Burhanuddin Rabbani a prêté serment le samedi 2 janvier, tandis que des obus et des missiles tirés sur les hommes du Hezb-i-Islami sur Kaboul tuèrent au moins douze personnes. Des rumeurs ont commencé à circuler d'une attaque imminente de M. Gulbuddin Hekmatyar, chef des «hézbis» fondamentalistes, contre la capitale. De nombreux Kaboulis fuient vers le Pakistan. Lundi 4 janvier, le conseil (shura) de 1 335 délégués qui avait élu M. Rabbani le 30 décembre s'est mis à ses travaux, après avoir désigné un cinquième de ses membres pour constituer un Parlement doté de pouvoirs constituants.

Hormis le Jamiat, parti d'origine de M. Rabbani, seules trois formations, sur neuf, ont soutenu les travaux de la shura: le Ittihad du pro-seoudien Rasoul Sayyaf, le Harakat-i-Inqelab du leader traditionaliste peshoune Nebi Mohammadi, et le petit mouvement élite Harakat-i-Islami de M. Assef Mohseni. Cependant, le dirigeant de la dissidence du Hezb, M. Yunus Khalil, qui s'était porté candidat à la présidence, a en fin de compte refusé la présidence, a en fin de compte refusé la présidence. Le général Dostom, chef des miliciens ouzbeks ex-communistes, a aussi assuré le nouvel élu de son soutien. - (AFP, AP, Reuters)

ANGOLA

L'ONU et Washington critiquent le gouvernement pour une offensive meurtrière contre l'UNITA

Le secrétaire général de l'ONU a exprimé, lundi 4 janvier, sa «consternation» à la suite de combats qui avaient opposé la veille à Lubango, dans le sud du pays, les forces gouvernementales aux troupes de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). M. Boutros-Ghali a également condamné la violation de l'immunité d'un camp de l'ONU. «Des que les combats ont commencé, les forces de la mission de vérification des Nations unies en Angola (UNAVEM) ont tenté de

faire cesser les hostilités. Mais leurs efforts ont été rendus impossibles lorsque la police gouvernementale a menacé de tirer sur les forces de l'UNAVEM si elles ne retournaient pas dans leur camp», a indiqué un porte-parole de l'ONU. Malgré quelques réserves, les États-Unis ont aussi mis en cause le gouvernement angolais.

Selon le gouverneur de la région de Huila, dont la capitale est Lubango - où le calme était revenu lundi - ces incidents ont fait entre 20 et 30 morts. Mais l'UNITA parle d'un véritable massacre, en affirmant que plus de 200 de ses partisans ont été tués. - (AFP, Reuters)

BANGLADESH

Des musulmans ont tenté une «marche vers l'Inde»

Des dizaines de milliers de citoyens du Bangladesh, membres d'une organisation fondamentaliste musulmane, ont dû interrompre, lundi 4 janvier, une «marche vers l'Inde» pour protester contre la destruction, le 6 décembre, de la mosquée d'Ayodhya par des fanatiques hindouistes. Des heurts avec la police bengalaise ont éclaté près de Jessore, non loin de la frontière, faisant au moins trois morts et une centaine de blessés. L'ordre de mettre fin à la manifestation a été donné par les organisateurs, après que deux ministres furent venus faire connaître aux participants les implications de leur mouvement: New-Delhi avait fermement averti Dacca de prévenir toute approche de sa frontière. Des sanglantes émeutes avaient éclaté au Bangladesh peu après les événements du 6 décembre. - (AFP, AP, UPI)

ÉGYPTE

Un copte tué et un autre blessé en Haute-Egypte

Un copte (chrétien) a été tué et un autre blessé lundi 4 janvier dans deux villes de Haute-Egypte, Ibbet et Dairout, par des hommes soupçonnés par la police d'être des intégristes islamistes. La veille, l'explosion d'une bombe dans l'église de Dairout, avait fait des dégâts matériels. La police a imputé cet attentat à la Gamaa Islamiya, principal mouvement extrémiste en Égypte.

Par ailleurs, aux termes de l'acte d'accusation rendu public lundi, dix des treize intégristes islamistes impliqués dans l'assassinat de l'écrivain Farag Foda, le 7 juin dernier au Caire, sont passibles de la peine de mort. Parmi les accusés figure notamment M. Safouet Abdel Ghani, déjà impliqué dans l'assassinat du président du Parlement égyptien, Rifaat el-Mahjoub, tué en octobre 1990. - (AFP, Reuters)

■ COORDINATION contre l'intégrisme musulman. - Le ministre égyptien des Waqfs (biens religieux), M. Mohammed Ali Mahjoub, a annoncé, samedi 2 janvier à Tunis, qu'une conférence axée sur «les moyens de faire face aux courants extrémistes» musulmans se tiendra le 19 janvier au Caire. L'objectif de ce forum, qui réunira les ministres des affaires religieuses de plusieurs pays islamiques, vise à «mettre le monde islamique devant ses responsabilités face aux idées extrémistes». - (AFP)

# DE LA COMPLICITÉ DU SERPENT MONÉTAIRE.

Aller/Retour - 3 jours (72 h) maxi		Aller/Retour - plus de 3 jours		Séjours en promotion 1 nuit pour 1 semaine + 2 personnes			
				en English Breakfast		en Continental Breakfast	
Voiture + 2 personnes	450 F	Voiture + 2 à 5 personnes	800 F	Catégorie 1: Kensington Place	370 F par pers.	Catégorie Anglaise moderne: Pavilion	425 F par pers.
Voiture + 3 personnes	550 F			Catégorie 2: Lanes: Pavilion	430 F par pers.	Catégorie Tradition: George	434 F par pers.
Voiture + 4 personnes	600 F						
Voiture + 5 personnes	600 F						



## POLITIQUE

Les cérémonies des vœux à l'Elysée

## M. Mitterrand souhaite « que la nation puisse juger sérieusement du travail accompli et des acquis réalisés »

M. François Mitterrand a ouvert, lundi 4 janvier, à l'Elysée, les traditionnelles cérémonies de vœux en recevant, en début d'après-midi, à huis clos, ceux du gouvernement. Le premier ministre, en cette circonstance, a notamment souligné la nécessité de lancer « un message d'espoir » aux chômeurs.

Selon les propos rapportés par le porte-parole de la présidence de la République, M. Jean Musitelli, M. Pierre Bérégovoy a déclaré, en particulier : « Le chômage nous angoisse. Il sévit partout dans le monde et la société révèle son impuissance. (...) Il n'y a pas de remède propre à notre pays. Mais la France se doit d'être à l'avant-garde du partage du travail et de la création des emplois d'utilité sociale. Nous l'avons fait pour les chômeurs de longue durée. Il va falloir le faire plus et mieux en 1993. C'est le nouveau chemin de la solidarité. »

Le premier ministre a également rendu au président de la République un hommage personnel très appuyé en lui disant : « Plus que tout autre vous incarnez

l'unité de la nation. Le suffrage universel vous en a donné mandat à deux reprises. En ces temps d'incertitudes où le bruit des boîtes assourdit les cris de détresse de peuples affamés, nous avons besoin de votre clairvoyance et de votre autorité. (...) Les ministres qui m'entourent, auxquels je demande une solidarité renforcée, savent que l'histoire ne retient pas les passions de l'instant et qu'elle n'est guère indulgente aux gens pressés. L'histoire inscrite dans la durée la fermeté des attitudes et des convictions. Vous en êtes le plus bel exemple. »

Dans sa réponse, M. Mitterrand a vanté les mérites de M. Bérégovoy en louant « la qualité de son travail et de sa réflexion à la tête du gouvernement » puis il a exhorté les ministres à poursuivre leurs efforts « sans perdre un seul jour pour surmonter les difficultés du moment » et à défendre leur bilan dans la perspective des élections législatives afin que, « à la veille du grand débat national », les Français « puissent, sérieusement, déterminer leur choix. »

Il a notamment déclaré aux

membres du gouvernement : « Soyez habillés par une certitude, celle d'avoir bien travaillé, et par une nécessité, celle de continuer à le faire. Vous avez le temps de faire valoir ce que vous êtes. Puisse en vous-mêmes l'énergie pour faire face à vos responsabilités. » Le chef de l'Etat a souhaité « que la nation puisse juger sérieusement du travail accompli et des acquis réalisés. »

« Employer à plein les moyens de la négociation »

Un peu plus tard, dans l'après-midi, les membres des bureaux de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil économique et social, conduits par leurs présidents respectifs, MM. Henri Emmanuelli, René Monory et Jean Mattéoli, sont venus présenter à leur tour leurs vœux au chef de l'Etat. M. Emmanuelli, faisant allusion au projet de réforme constitutionnelle, a souhaité que « la fonction parlementaire bénéficie du respect et de la légitimité qu'elle mérite. »

« Je fais des vœux pour la politique que vous incarnez et que défendent



les socialistes, a-t-il ajouté. Quoi qu'il en soit, tous les hommes de générosité et de solidarité savent que sur les vrais sujets, les questions de fond, le bilan de l'action

gouvernementale est son meilleur plaidoyer. Enfin, recevant, en fin de journée, les vœux du corps diplomatique, M. Mitterrand a appelé « à la négociation et au dia-

logue » dans les conflits actuels en déplorant que, dans l'ex-Yougoslavie, « le partage des positions se fasse autour des thèmes ethniques et religieux ». Il a toutefois estimé : « La phase historique dans laquelle nous sommes marqués une vaine du regard des deux conflits mondiaux de la somme des malheurs et des misères, des dictatures et des régimes impitoyables » qui l'ont précédée.

Evocant l'exaspération des nationalistes, M. Mitterrand a ajouté : « C'est vrai que c'est difficile, l'Europe, aujourd'hui. Le réveil des nationalismes concurrents, qui souvent se définissent selon des critères ethniques, est dangereux. Les foyers d'incendie sont encore nombreux mais ils peuvent être dominés, contrôlés, mis à l'écart. Des procédures existent. Faisant allusion à la situation dans l'ex-Yougoslavie, il a souligné que « le devoir des autres puissances est de veiller à ce que fonctionnent les procédures d'arbitrage et de conciliation » et il a conclu, à ce sujet, qu'« il faut employer à plein les moyens de la négociation et du dialogue plutôt que de recourir à l'intimidation et à la force ».

Après le vote du budget de la région Languedoc-Roussillon

## Une mise au point de M. Claude Allègre (PS)

Nous avons reçu de M. Claude Allègre, porte-parole du groupe socialiste au conseil régional de Languedoc-Roussillon, la lettre suivante en réponse à notre article du 24 décembre sur le vote du budget :

Contrairement à ce qui est écrit, seuls les élus de l'Aude (trois sur quatre) ont voté contre le budget après y avoir été autorisés par le groupe socialiste. L'absence du groupe socialiste n'est pas motivée par les 5 millions donnés à l'Orchestre de Montpellier, allégué un peu léger quand on sait que le budget de la ville de Montpellier est de 1,3 milliard, mais par la mise en place d'un programme prioritaire de 200 millions destinés à la création d'emplois et au maintien d'activités dans l'espace rural — programme qui sera géré avec tous les paris — et par l'organisation des assises pour l'emploi qui

devraient déboucher sur un programme prioritaire l'an prochain. Quant à la conclusion, une simple analyse arithmétique vous montre que Jacques Blanc est désormais l'otage des socialistes et non l'inverse.

Il s'agit d'une participation éminemment plus large à terme, que ne sont pas ceux que les socialistes ont fait état M. Allègre. En reconnaissant que M. Blanc est désormais « l'otage des socialistes », M. Allègre confirme ce que nous écrivions, à savoir que ce budget a consacré « la victoire du clientélisme ». — J. M.]

## EN BREF

o Les inscriptions sur les listes électorales en 1992 à Paris sont en progression. — Le nombre des inscriptions nouvelles sur les listes électorales dans la capitale a été « en progression » l'année dernière par rapport à 1991, a annoncé, lundi 4 janvier, la mairie de Paris, en précisant que « 101 204 électeurs (chiffres provisoires au 30 décembre 1992) se sont fait inscrire en 1992 contre 83 112 en 1991 ». L'évolution du nombre des électeurs parisiens au cours des quatre dernières années reflète cependant la diminution de la population : les électeurs inscrits étaient en effet 113 581 en 1991, 116 356 en 1990, 121 426 en 1989, 125 644 en 1988, selon les chiffres de la mairie de Paris.

o M. Gérard Longuet (PR) regrette que l'UDF et le RPR donnent « une très mauvaise image de désunion ». — M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, a regretté, lundi 4 janvier, sur RTL, que l'opposition donne « une très mauvaise image de désunion sur la

forme et dans le fond ». « Il est invraisemblable de penser que nous ne sommes pas capables aujourd'hui de désigner des candidats communs dans la majorité des circonscriptions que nous pouvons gagner », a affirmé M. Longuet, qui a déploré que « certains responsables de l'opposition soient plus préoccupés par « le partage des dépouilles » que par « la construction de la victoire ».

o M. Masseret (PS) souhaite une élection présidentielle anticipée. — M. Jean-Pierre Masseret, sénateur (PS) de la Moselle, premier secrétaire de la fédération socialiste de ce département, a déclaré, lundi 4 janvier, que « le seul acte politique salutaire qui puisse être posé, au-delà des intérêts partisans, c'est l'organisation d'un grand débat sur les questions de société ». « Compte tenu des institutions de la V<sup>e</sup> République, seule une élection présidentielle peut permettre d'ouvrir le champ de ces débats », estime le sénateur, qui souhaite « mener la maison et vider les abcès ».

## CHINE : COLLOQUE ANNUEL

VOYAGEURS EN CHINE organise son 16<sup>ème</sup> Grand Forum d'information le samedi 23 janvier 1993 au Grand Ecran Gaumont, place d'Italie, de 9 h à 16 h.

En ce jour du Nouvel An lunaire, pour ouvrir dignement l'année du Coq, des sinologues (J.-L. Domenach, M. Holzman), journalistes (F. Le Quintrec, P. Sabatier), hommes politiques (J. Toubon) et hommes d'affaires viendront analyser la Chine de l'an 2000. Films, diapositives, danses du Dragon et des Lions, poèmes viendront compléter et illustrer leurs interventions. Programme détaillé sur demande.

## INSCRIPTION

VOYAGEURS EN CHINE, 15 rue Sainte-Anne, 75001 Paris tél. 42 86 16 40, ou sur place 30 min avant le début des débats. Prix 100 F

## L'Amérique, l'Europe, la France

Suite de la première page

Séparés par leurs divergences économiques et commerciales, ils avaient le souci de ne pas affecter leur cohésion, de crainte que leurs divisions ne profitent à l'Union soviétique. Les Etats-Unis avaient besoin d'une Europe occidentale forte, bouclier contre la menace soviétique à l'est et facteur d'équilibre au sein de l'Alliance.

Ce temps est terminé. Déjà un changement s'était amorcé lorsque la coexistence pacifique avait succédé à l'équilibre de la terreur. Un dialogue direct s'était établi entre Washington et Moscou, très souvent par-dessus la tête des Européens. Le processus s'est accéléré et a changé de nature.

La superpuissance américaine est seule. Son influence n'est pas encore équilibrée par l'émergence d'une Europe politiquement unie. Les pays du tiers-monde, auxquels s'ajoutent désormais ceux de l'Est, sont agités de spasmes plus ou moins violents que la logique Est-Ouest ne vient plus réguler.

Les concurrences d'intérêts entre les grands pays industriels s'aggravent. La disparition de la menace d'une guerre mondiale avec l'URSS laisse libre cours à la réalité des conflits économiques entre pays développés. L'après de la compétition est renforcé par l'affaiblissement de la croissance mondiale.

L'Amérique, consciemment ou non, en tire la leçon. Elle tend à développer son leadership économique et commercial dans un monde nouveau où nulle autre puissance ne vient l'équilibrer. Elle réagit plus fortement à la rivalité japonaise. Enfin, elle se méfie de l'Europe, qui pourrait lui disputer sa prééminence dans le siècle à venir.

Un Américain auquel je confiais ce diagnostic me disait qu'il n'y avait pas de meilleurs alliés que ceux de la dernière guerre. Mon interlocuteur était sincère, et je suis sûr que son sentiment est largement partagé outre-Atlantique. Les Américains sont nos amis, et il faut parler franchement à ses amis. Je constate, sans acrimonie mais avec réalisme, que la superpuissance américaine devient exigeante sur le plan commercial, plus sans doute qu'elle ne le souhaiterait elle-même.

Deux exemples s'offrent sous nos yeux. Le dossier du GATT : il s'agit pour nous de défendre l'agriculture et le monde rural français et européen. Pour les Etats-Unis, il s'agit d'écouler une production alimentaire excédentaire tout en se donnant les moyens de réguler la consommation mondiale et de pratiquer une stratégie d'influence sur les relations internationales ; deuxième exemple : les attaques dont est l'objet le SMES, qui s'expliquent largement parce qu'il préfigure le modèle unique européen qui pourrait être très vite l'égal du dollar.

Une société des nations est en train de naître, fondée sur la paix et sur le droit. Elle peut croître et prospérer que dans un monde équilibré : c'est l'intérêt de l'Amérique elle-même. Pour cela, l'Europe, en

tant que puissance économique et politique, se doit d'exister. C'est une priorité d'évidence.

L'effondrement de l'URSS, les soubresauts de l'Est, les nécessités nouvelles du droit d'ingérence, la concurrence économique des Etats-Unis et du Japon, imposent l'édification sur le continent européen d'un pôle de stabilité et d'intervention. C'est la Communauté. Mais une Communauté qui ne serait pas seulement la rencontre de hasard de pays voisins. Une Communauté mue par un projet commun et capable de transformer son histoire en destin.

Cela signifie d'abord qu'elle sache protéger les identités nationales de chacun des Etats membres, et harmoniser leurs intérêts respectifs, au lieu de tenter de les fondre en un intérêt unique encore hors de portée. La Communauté n'est pas un nouvel avatar de l'Etat-nation. Les Etats membres ne sont pas les régions d'un ensemble nouveau dans lequel ils se fondraient. La Communauté est une association par consentement mutuel : un pour douze, douze pour un. L'affaire du GATT est là aussi un test.

## « Un rempart contre Pinconan »

Cela signifie ensuite, par un plus grand respect et un fonctionnement plus démocratique, que la Communauté sache, au-delà de l'adhésion des Etats, susciter celle des peuples.

La Communauté ne doit pas être seulement un grand marché où circulent librement les hommes, les marchandises et les services. C'est un ensemble qui, par sa puissance, doit être capable de susciter les événements économiques au lieu de les subir. L'union économique et monétaire pour garantir le bénéfice d'une monnaie forte et peser à la baisse sur les taux d'intérêt. Politiques communes pour organiser la restructuration de tel secteur, assurer la modernisation de tel autre, protéger un troisième d'une concurrence internationale trop inégale. Aménagement commun du territoire pour nourrir la croissance et prévenir le creusement des inégalités régionales. Au moment où, sans grand talent de prophète, on peut prévoir une situation économique internationale durablement difficile, car le temps des taux de croissance à deux chiffres n'est plus, et où la tentation du repli sur soi est toujours plus grande, ce souci d'un espace européen de croissance est une clef de l'avenir.

La Communauté, c'est aussi un modèle de société. Les pays occidentaux présentent, en effet, un profil distinct de ceux des Etats-Unis et du Japon. Ils vivent sous l'empire de ce que l'on appelle chez nous l'économie mixte, outre-Rhin l'économie sociale de marché, ailleurs encore un modèle solidaire en économie ouverte. Ce modèle se caractérise par deux traits singuliers liés l'un à l'autre : un haut niveau de compétitivité économique et un haut niveau de protection sociale. Il repose sur le dialogue de trois

acteurs principaux : les entreprises, les pouvoirs publics et les partenaires sociaux. Il se fonde sur deux valeurs partagées : la liberté et la solidarité.

Quoi qu'on puisse en dire, l'édifice politique, la construction économique et le modèle de société européens ont formidablement bien résisté aux graves intempéries économiques ou politiques de la période récente. Frappés par le ralentissement économique mondial — surdéterminé en Allemagne par la réunification et en Grande-Bretagne par les dégâts de l'ultralibéralisme —, les pays européens tirent mieux que d'autres leur épingle du jeu.

L'Europe est un rempart contre l'inconnu et un facteur d'équilibre mondial. Puissance politique, elle doit se doter des éléments d'une défense commune, respectueuse des alliances que nous avons contractées, mais capable d'agir par elle-même. Certes, cela demandera du temps. D'où l'absolue nécessité de ne prendre aucun retard. Cette démarche européenne — sous ses trois aspects : édifice politique, construction économique, modèle de société — est la seconde grande problématique de la décennie, parce que c'est notre avenir, les forces de progrès doivent s'unir autour de l'Europe. Celles qui ont manqué le rendez-vous du 20 septembre le comprennent mieux désormais.

Rééquilibrage des relations internationales et notamment des rapports entre l'Europe et les Etats-Unis. Développement du modèle européen. Il faut ajouter une dernière ligne d'horizon : approfondissement d'une voie française originale de développement et de cohésion sociale.

Tous nos partenaires savent que la France a réalisé au cours de la décennie un réajustement économique spectaculaire. Elle a su, dans le même temps, préserver et élargir ses acquis sociaux. Enfin, elle a étendu ses libertés publiques.

## « Une étonnante économie et sociale »

Mais, comme tous les pays industrialisés, elle subit le ralentissement économique international, et le chômage recommence à croître. D'où les vieilles tentations qui reviennent à la surface.

Un peu d'inflation, une petite dévaluation, nous recommandent les partisans de la facilité. Le franc fort, baliverne ! La baisse des impôts, il n'y a que cela de vrai ! Mais en même temps, il faut réduire le déficit budgétaire. On a entendu tout cela, il n'y a pas si longtemps. On a vu le temps qu'il faut pour s'en remettre. Le déficit budgétaire doit être maîtrisé, mais, en période de faible croissance, il peut être temporairement augmenté si la politique monétaire est bien tenue. Cela étant, faire croire qu'il suffirait de laisser repartir la baisse des prix pour réduire le chômage est une étonnante économie et sociale. Le syndicaliste que j'ai été le sait. L'inflation est toujours un impôt de plus pour les petites gens. Quand elle repart, les augmentations nominatives de salaires sont aussitôt réduites à néant par la hausse des prix. Que l'on se souvienne aussi de la ponction de 6% sur l'épargne populaire qui était de règle il y a douze ans ! Désormais cette épargne est protégée et gagne de 2 à 3% par an. C'est notre victoire sur l'inflation qui garantit le

pouvoir d'achat de la France et des Français et assure la dynamique de nos exportations.

Dire cela, ce n'est pas plaider en faveur du statu quo. Il y a des leçons à tirer de la décennie, des inflexions à conduire, des réformes à mettre en œuvre. Elles peuvent réunir les Français de bon sens et de courage, de quelque horizon qu'ils viennent. Ces réformes répondent à des principes simples.

Entre le libéralisme qui accroît les inégalités au nom de la liberté, et le collectivisme qui asphyxie la liberté au nom d'une égalité imaginaire, il y a place pour une société de responsabilité et de solidarité.

Entre l'étatisme bureaucratique qui étouffe l'initiative et l'anti-Etat qui dissout la solidarité, il y a place pour un Etat moderne dans une société libre.

Entre l'individualisme libertaire ou le corporatisme débridé qui sapent l'unité générale et la chaîne de plomb autoritaire qui nie le droit des individus ou des groupes sociaux, il y a place pour une société où le lien civique retrouve son sens dans le respect des différences.

Entre le puritanisme qui sécrète le contrôle social et l'enfer, et la dissolution de l'éthique qui sécrète la corruption, il y a place pour une société de transparence respectueuse du droit et des libertés.

Ces réformes répondent à des principes simples et se fondent sur une doctrine claire : dire aux Français la vérité. Ne rien leur cacher des difficultés et des enjeux de demain. C'est l'avenir qui importe, et cet avenir doit leur être montré tel qu'il est : des relations à rééquilibrer avec les Etats-Unis, une Europe à fortifier, des efforts de long terme d'immigration et d'action à consentir en France pour garantir notre système de protection sociale, donner une dimension écologique à l'action économique, organiser un partage du travail adéquat.

Je ne reviendrai pas sur le bilan de la législature et des trois gouvernements qui se sont succédés depuis 1988. Beaucoup a été fait et il reste, comme toujours, encore à faire. Les Français en décideront. Je leur demande aujourd'hui de mesurer l'ampleur de la nouvelle donne internationale. Le repli sur soi nous est interdit. Nous avons un devoir de solidarité avec nous et hors de nos frontières. Voilà pourquoi il faut unir nos efforts. Homme de gauche et militant socialiste, je sens la nécessité d'un dialogue nouveau avec les forces vives de la nation. C'est la signification que je donne à l'Alliance des Français pour le progrès.

PIERRE BÉRÉGOVOY

## Dialoguez avec Philippe Seguin

Aujourd'hui, êtes-vous de droite ou de gauche ?

Faut-il intervenir en Bosnie ? Votez en direct

3617 POLITIQU

هكزام لال



sérieusement  
»

Il paraît qu'une petite dose d'inflation ferait du bien.  
C'est toujours ce qu'on dit quand ça va faire mal.



Des assureurs, des banquiers et des investisseurs, d'habitude si prompts à donner aux autres des leçons de bonne gestion, sont en train de "prendre un bouillon" dans l'immobilier. Des spéculateurs qui rêvaient de se faire passer pour des capitaines d'industrie se prennent les pattes dans leur château de cartes boursier et n'arrivent plus à rembourser leur immense dette.

Et après avoir incité les ménages français à se désendetter, ce petit monde voudrait convaincre nos élus qu'une bonne petite dose d'inflation serait salvatrice pour leur business !

Les consommateurs savent que l'inflation, c'est un impôt supplémentaire qui frappe directement leur pouvoir d'achat. Il est temps, au contraire, qu'ils puissent toucher les dividendes des années de rigueur en bénéficiant des prix les plus bas, y compris pour des produits hier encore inaccessibles.

CLM / BDDO

**E. LECLERC** 

Dialogue avec  
Philippe Seguin  
Aujourd'hui, on vote  
à droite ou à gauche  
Faut-il intervenir  
en Bosnie ?  
Votez en direct  
3617 POLITIQUE

Tandis que redoux et verglas font leur apparition en France

## Le froid a tué huit personnes

Après le froid - qui éviscassait en France depuis quelques jours mais est resté très loin des records connus des basses températures - est venu le verglas. Un redoux, en effet, a été provoqué classiquement par l'arrivée sur l'ouest du pays d'air moins glacial et plus humide. La vague de froid, qui devait continuer sur l'est dans la journée du mardi 5 janvier, a provoqué jusqu'à présent la mort de huit personnes, dont celle d'un cyclomoteuriste accidenté après un dérapage, le samedi dernier dans l'Oise, et retrouvé mort de froid. Les sept autres victimes sont des « sans domicile fixe » ou des marginaux, habitant en permanence dans des cahutes précaires.

Le froid, très vif au cours de la journée de lundi 4 janvier, a été responsable de records de la production d'EDF : 67 900 mégawatts vers 10 heures, 70 000 mégawatts à 19 heures, qui battent le record précédent de 67 800 mégawatts établi le 6 février 1991. EDF, qui aurait pu produire 75 000 mégawatts le 4 janvier, a même continué à exporter plusieurs milliers de mégawatts vers divers pays européens.

Tandis que les pouvoirs publics et les associations caritatives tentent de faire face aux besoins d'hébergement pour les « sans domicile fixe », la controverse persiste entre la ministre de l'éducation nationale et la culture et la ministre des affaires sociales, A.

M. Jack Lang qui, dimanche 3 janvier, a demandé que des locaux scolaires soient utilisés pour accueillir des sans-abri, M. René Teulade a, de nouveau, rappelé que ces locaux sont destinés « à d'autres fins ».

Le ministre des affaires sociales, qui s'exprimait, mardi 5 janvier, sur Radio-Montecarlo, a ajouté : « Il faut tout faire pour empêcher que les gens meurent de froid en France, mais aujourd'hui on ne décrète pas l'obligation, et au fur et à mesure que l'information va toucher lesdites populations, l'accueil mis en place sera mieux utilisé. C'est l'objectif que nous poursuivons. »

## Dispositifs d'information renforcés à Paris

L'initiative prise par M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale, de demander aux recteurs d'académie de mettre leurs locaux disponibles à la disposition des sans-abri n'a pas eu, au cours de sa première soirée du lundi 4 janvier, au moins à Paris, le succès escompté. A la Sorbonne, M. Michel Gendreau-Massaloux, recteur de Paris, personnellement sollicité par le ministre, avait fait étendre quelques matelas devant l'amphithéâtre Michod.

Conduits en taxi par une association protestante qui leur avait offert à souper, huit sans-abri se sont présentés vers 20 heures à la Sorbonne. Parmi eux, Michel, un ancien soixante-huitard, photographe au chômage, se déclarait ravi de se retrouver sur le théâtre de ses exploits d'adolescent. En revanche, au Grand-Palais, Amédée, ancien commis-épicer de soixante-deux ans, a trouvé porte close. La directrice du restaurant universitaire, qui ne disposait d'aucun matériel de couchage, n'a pu lui offrir que l'abri de son porche, avec quelques fruits en prime.

Aussi les « sans domicile fixe »

se sont-ils rabattus sur les boîtes traditionnelles de Paris, comme l'ancienne station de métro Saint-Martin, non loin de la République, ouverte depuis le dimanche 3 janvier. Vers 23 heures, quatre-vingts personnes, dont une demi-douzaine de femmes, dormaient déjà à poings fermés dans les boîtes à deux lits aménagées sur ce quai depuis les grands froids des années passées. Il restait encore une trentaine de « lits » disponibles.

De son côté, la Ville de Paris a mis en place, mardi 5 janvier, un dispositif d'information sur les disponibilités d'hébergement offertes aux sans-abri. Grâce à trois moyens : un téléphone vert répondant au numéro 05-08-75-75 (qui double celui créé par le ministère des affaires sociales, au 05-02-24-24) ; les panneaux lumineux situés aux carrefours et l'affichage sur les panneaux Decaux. Il s'agit de diffuser quotidiennement les adresses des quelques vingt centres d'accueil de la Ville et des associations caritatives, ainsi que le nombre de lits encore libres.

M. Jean Tiberi, premier adjoint au maire, et M. Marie-Thérèse Hermange, chargée des questions de l'enfance et de la famille, ont

présenté ce projet, lundi 4 janvier, en présence des représentants du Secours catholique, d'Emmaüs, de l'Armée du salut, de l'Œuvre de la mie de pain et des Petits frères des pauvres qui, au même titre que le bureau d'aide sociale de Paris, sont parties prenantes de cette action. Ils ont rappelé que les capacités d'accueil pour sans-abri sont d'environ dix mille lits en Ile-de-France, dont cinq mille dans la capitale même.

Les divers responsables de centre ont confirmé que toutes les places disponibles n'avaient pas été occupées chaque soir de cette vague de froid. Si les uns et les autres reconnaissent qu'il est impossible d'évaluer correctement le nombre de « sans domicile fixe » présents à Paris (de 12 000 à 15 000, pense-t-on), ils estiment toutefois que leurs effectifs sont plutôt en augmentation.

« Nous enregistrons avec un décalage d'environ trois mois le contrecoup des événements malheureux qui affectent d'autres pays d'Europe », indique M. Dominique De Legge, directeur du bureau d'aide sociale. Selon M. Jean

Tiberi, la Ville est prête à mobiliser « tous les moyens nécessaires » pour abriter les « sans domicile fixe » durant la période la plus rigoureuse de l'hiver.

Commentant l'action de M. Lang, le premier adjoint de M. Chirac a déclaré : « Rien ne doit être négligé, mais s'il reste des places dans les centres d'hébergement habituels, commençons par le faire savoir. Tel est le sens du dispositif que nous mettons en place. »

MARC AMBROISE-RENDU

La guide des centres d'hébergement en Ile-de-France. - La préfecture de région et l'observatoire régional de santé ont établi comme chaque année un Guide « Ile-de-France » des centres d'hébergement pour personnes en difficultés. Ce guide répertorie 171 centres permanents pouvant offrir plus de 8 300 places d'hébergement temporaire.

Préfecture de région, 29, rue Barbet-de-Joury, 75007 Paris. Tél. : 47-53-33-80. Observatoire régional de santé, 21-23, rue Molière, 75015 Paris. Tél. : 40-61-80-36.

## ENVIRONNEMENT

Parti le 7 novembre 1992 de Cherbourg chargé d'une tonne et demie de plutonium

## L'« Akatsuki-Maru » est arrivé sans encombre au Japon

Parti de Cherbourg le 7 novembre 1992 avec à son bord une tonne et demie de plutonium provenant de l'usine de retraitement des combustibles irradiés de La Hague (Manche), le navire japonais Akatsuki-Maru est arrivé mardi 5 janvier à Tokai, à 140 km au nord-est de Tokyo. Ni la traversée, sous la protection du navire escorte Shikishima, ni l'arrivée au Japon, n'ont donné lieu au moindre incident.

TOKYO

de notre correspondant

L'arrivée au Japon de l'Akatsuki-Maru a suscité moins d'émotion et de manifestations que son départ de Cherbourg. Le convoi avait soigneusement évité les eaux territoriales en faisant le grand tour par le cap de Bonne-Espérance et le sud de l'Australie, de sorte que ce périple de 35 000 km en haute mer, sans escale, n'a offert aucune occasion de relancer l'agitation autour du chargement de plutonium.

A Tokai même, quelque huit cents policiers anti-émeute avaient été mobilisés pour contenir trois cents manifestants appartenant à différents mouvements antinucléaire. Une dizaine de vedettes de police ont en outre tenu à distance quelques embarcations de protestataires, dont Robin des Bois et Greenpeace Japon, qui avait affrété un navire, l'Exstasy.

Depuis le 26 décembre, une trentaine d'activistes campent sur la plage de Toyooka, à proximité du port. Au cours des derniers jours, plusieurs petites manifestations avaient eu lieu dans la localité de Tokai, dont une marche aux chandelles le long de la rivière Kaji. D'autres, toujours de faible envergure, se sont déroulées à Tokyo. Le transport du plutonium a

néanmoins provoqué au Japon un débat auquel n'avait pas donné lieu la politique nucléaire du gouvernement. Celle-ci suscite encore des résistances locales, mais elle a finalement été peu discutée et laissée largement à la discrétion des autorités qui ont pu se cantonner dans le secret. Mais cette attitude, inspirée par la crainte des remous, a eu un effet contraire : elle a provoqué une levée de bouilliers à l'étranger et cela a conduit les Japonais, restés jusque-là indifférents, à s'interroger. Ils ne redoutent pas l'utilisation de ce plutonium à des fins militaires car le Japon, pour l'instant, n'a pas l'intention de se doter de l'arme nucléaire. Mais les citoyens japonais n'apprécient pas l'exemple néfaste que donne Tokyo aux pays aspirant à entrer dans le club des nations détentrices de plutonium, car il fait planer la menace de la prolifération nucléaire.

Tokyo ne semble pas prêt à réviser sa politique nucléaire. Ce premier transport sans incident devrait au contraire encourager à continuer. L'Agence pour les sciences et la technologie va néanmoins reconsidérer sa politique de black out de l'information sur les transports. D'une manière générale, le gouvernement cherche à rendre plus transparente sa politique d'exploitation du plutonium. Il serait maintenant favorable à la proposition de l'Agence internationale pour l'énergie atomique de mettre sur pied un système de gestion international du plutonium.

Le Japon envisagerait en outre une coopération avec le département américain pour l'écologie en vue de développer un nouveau cycle du combustible (notamment de conditionnement des combustibles irradiés récupérés dans les surgénérateurs). Dans la mesure où de telles installations seraient à proximité des réacteurs, ce nouveau cycle rendrait inutiles les transports de plutonium.

PHILIPPE PONS

## Mobilisation sans enthousiasme dans l'éducation nationale

Était-ce vraiment une bonne idée que celle, lancée dimanche 3 janvier, par le ministre de l'éducation nationale et de la culture, M. Jack Lang, de mettre à contribution les locaux scolaires et universitaires disponibles pour l'accueil des sans-logis ? Malgré leur bonne volonté, recteurs et chefs d'établissement semblaient la trouver quelque peu délicate à réaliser. Et lundi 4 janvier après-midi, la mobilisation était lente.

Le cabinet de M. Lang avait d'ailleurs pris soin, en fin de matinée, d'adresser une deuxième note aux recteurs recitifiant quelques peu le premier et plus question, en effet, d'ouvrir « écoles collèges et lycées » aux sans-abri, mais plutôt de privilégier « l'utilisation de gymnases ou de salles de sport relevant notamment de l'enseignement supérieur ». L'appel visait également les restaurants universitaires gérés par les CROUS.

Les responsables rectoraux avaient de toute façon rectifié d'eux-mêmes la consigne. Comment, en effet, imaginer que l'on puisse accueillir les sans-logis la nuit dans des locaux utilisés, dès 8 heures du matin, par des élèves ? Qui aurait réglé les problèmes d'hygiène, de sécurité, de remise en état des locaux ? Au Secours populaire comme au Secours catholique, on jugeait en tout cas l'idée du ministre « irréalisable ». « L'hiver, ça ne se découvre pas quand le thermomètre descend à - dix », aougnait M. Pierre Lévêque, du Secours catholique. Dans cette période de grand froid, nos associations sont débordées. Leur demander de prendre en charge de nouveaux centres d'accueil, dans les lycées ou ailleurs, suppose d'abord qu'elles disposent de bras bénévoles supplémentaires.

Les associations caritatives ne se sont donc pas précipitées pour utiliser les locaux scolaires. Dans les académies de Bordeaux, de Lille et de Grenoble, par exemple, où les recteurs avaient immédiatement pris

contact avec la préfecture pour étudier d'éventuelles demandes des associations, aucune sollicitation particulière ne leur a été adressée. Dans l'académie de Lyon, certains collèges ont bien proposé des dortoirs vides, mais ils étaient trop éloignés de l'agglomération. Lors d'une réunion convoquée lundi après-midi par le préfet de Lyon, M. Paul Bernard, il était finalement décidé que, les offres d'accueil pour les sans-logis étant en nombre suffisant, il convenait de mieux utiliser les possibilités existantes sans mettre à contribution les locaux scolaires, du moins dans l'immédiat. De même à Strasbourg, où la préfecture accueillait que les 700 places destinées aux sans-abri dans les trois grandes villes alsaciennes, Strasbourg, Colmar et Mulhouse, n'étaient pas toutes occupées.

Ailleurs, quelques initiatives isolées étaient prises : utilisation des locaux d'une ancienne école normale à Montpellier (Hérault) ou proposition spontanée d'un surplus de couvertures et de matelas dans deux internats de la région parisienne. « Mais, visiblement, reconnaissait-on au ministère de l'éducation nationale dans la soirée, ce ne sont pas tellement les locaux qui manquent. » En effet, le gymnase mis à disposition à Antony (Hauts-de-Seine) par le CROUS de Versailles restait finalement vide lundi soir.

La mise à contribution des restaurants universitaires était plus aléatoire. M. Jean-François Dauriac, directeur du CROUS de Créteil (Val-de-Marne), déclarait, dès lundi, de servir une soupe populaire dans ses quatre restaurants universitaires de Villeneuve, Melun, Créteil et Saint-Denis, avec l'accord « enthousiaste, volontaire et bénévole » de 240 employés concernés. Une opération identique à Lyon et Saint-Étienne et dans deux restaurants universitaires parisiens. Quant à celui d'Antony, dépendant du CROUS de Versailles, il devait s'y mettre mardi soir.

## JUSTICE

Dans une lettre diffusée auprès de tous les juges d'instruction

## L'Association des magistrats instructeurs s'oppose à l'application de la réforme de la procédure pénale

Trois semaines à peine après l'adoption définitive, par le Parlement, de la réforme de la procédure pénale (le *Monde* du 23 décembre 1992), l'Association française des magistrats chargés de l'instruction (AFMI) - qui affirme regrouper un cinquième des magistrats instructeurs - revient sur son opposition au texte proposé par MM. Michel Sapin, ancien ministre délégué à la justice, et Michel Vauzelle, actuel garde des sceaux. Dans une lettre diffusée, lundi 4 janvier, à tous les juges d'instruction de France, l'AFMI, qui précise qu'elle a « tout fait » pour éviter le vote de ce texte, estime que la réforme « favorise la délinquance organisée ou dérivée des victimes », réduit le juge d'instruction

« à un sous-juge du siège » et crée une justice à deux vitesses.

« Si les juges d'instruction appliquent ce nouveau texte dans toute sa rigueur, les conséquences extrêmement néfastes de la réforme apparaîtront très rapidement », souligne M. Jean-François Ricard, le vice-président de l'AFMI. « C'est notamment le cas des lettres recommandées que nous allons désormais devoir adresser aux personnes contre lesquelles des poursuites sont engagées. Elles avertiront les délinquants et réduiront de ce fait la portée de nos investigations. Ce texte ruine l'efficacité de la justice pénale française. »

Avant l'entrée en vigueur des principales dispositions de cette réforme, au mois de mars, l'AFMI

propose donc aux juges d'instruction trois « réactions » : la première est de refuser, pendant la période transitoire, d'être juge délégué au sein de la collégialité chargée de la mise en détention ; la deuxième est de demander systématiquement la mise en détention de toutes les personnes mises en examen ; la troisième est d'envisager d'être déchargé des fonctions d'instruction. « Cette dernière réaction, plus « musclée », présenterait l'avantage d'un impact particulièrement fort, coocult la lettre de l'AFMI. Il y a urgence si nous ne voulons pas voir sombrer notre institution. »

A. C.

Huit mois après le drame

## L'instruction sur la catastrophe du stade de Furiani est close

Le dossier de l'instruction sur le drame du stade de Furiani qui avait fait 15 morts et 2 177 blessés avant le match de coupe de France de football Bastia-Olympique de Marseille, le 5 mai 1992 (le *Monde* du 7 mai), a été clos, lundi 4 janvier, à Bastia, par le juge d'instruction Jean-Pierre Rousseau. Au total, dix-huit personnes ont été inculpées dans le cadre de cette affaire, parmi lesquelles un responsable de Sud Tribune, la société chargée d'installer les tribunes provisoires, des dirigeants du club bastiais, ainsi que M. Jean-Fournier-Fayard, président de la Fédération française de football (FFF). L'enquête a révélé une accumulation de légèretés et de négligences (le *Monde* du 22 juillet), tant dans l'organisation de la rencontre que dans l'installation des tribunes provisoires.

Au début du mois de février, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bastia tiendra une audience à huis clos, en présence des avocats, afin que ceux-ci puissent

faire les observations d'usage. Elle rendra ensuite, à la mi-mars, un arrêt pour fixer le lieu d'un procès qui pourrait être programmé à la fin du mois de septembre ou au début du mois d'octobre.

Sur les dix-huit inculpés, dont seize pour homicides involontaires et coups et blessures involontaires, trois ont subi une incarcération temporaire : M. Jean-Marie Boissonaud, le directeur général de Sud Tribune qui avait supervisé le montage de la tribune ; M. Bernard Rossi, directeur pour la Haute-Corse de la société de contrôle technique Socotec ; M. Jean-François Filippi, président du club de Bastia au moment des faits. Préfet de Haute-Corse au moment du drame, M. Henri Hurand avait été placé en position hors cadre après la catastrophe, tandis que son directeur de cabinet, M. Raymond Le Deun, avait été inculpé d'homicides involontaires, de même que le directeur départemental de l'équipement, M. Didier Cauville.

## REPÈRES

VILLE

M. Tapie salue l'action de M. Loncle

M. Bernard Tapie, ministre de la ville a salué, lundi 4 janvier, le travail accompli par son prédécesseur, M. François Loncle, lors d'une cérémonie de passation des pouvoirs. M. Tapie s'est déclaré « content » de voir que, dans les quartiers, « les militaires sont en place, les maisons du citoyen sont en train de naître, les contrats avec des sociétés privées ont été signés ». Le nouveau ministre de la ville avait déclaré, au lendemain de sa nomination, le 24 décembre : « J'ai l'impression que le temps a suspendu son vol depuis ma démission. » M. Tapie, en prenant possession de son portefeuille, est revenu sur cette déclaration ironique à l'égard de son prédécesseur : « Même si quelques mois maladroits ont pu être interprétés ici ou là, j'espère rester ton ami et te soutenir une bonne année L.-J. En lisant les journaux, j'ai eu l'impression qu'il n'y avait pas grand chose de fait, c'était pas très bien raconté », a-t-il déclaré en se tournant vers M. Loncle qui venait de lui souhaiter « bon vent ».

SCIENCES

Mission antarctique avortée pour le robot Dante

Une panne a empêché le robot Dante, de la NASA, d'effectuer une exploration du cratère du volcan Erebus, dans l'Antarctique, qui devait lui servir de terrain d'essai avant une mission martienne (le *Monde* du 1<sup>er</sup> janvier). Cette sorte d'essai préalable a été stoppé accidentellement vendredi 1<sup>er</sup> janvier à cause de la détérioration d'un câble de fibre optique. Ce dernier ne pouvant être remplacé avant l'arrivée du mauvais temps, la mission a été arrêtée. La NASA se console de cet échec en affirmant que cette expérience a permis de prouver qu'il est possible de contrôler ce robot dans un environnement proche de celui de la planète Mars. - (AFP)

مكازم الأنجل



# SCIENCES • MEDECINE

## L'atome au secours du passé

Grâce aux techniques de l'ARC-Nucléart, la radioactivité préserve les vestiges archéologiques

**S**EPT catafalques, plus ou moins grands, recouverts de plastiques noirs, occupent une bonne partie d'un vaste hangar, un des bâtiments du Centre d'études nucléaires de Grenoble (CENG) qui abritent les installations de l'ARC-Nucléart. Il s'agit, en fait, des pirogues retrouvées récemment à Bercy et à Noyen-sur-Seine (Seine-et-Marne), arrosées en permanence.

Avec la récupération, à partir de 1972, de multiples vestiges préhistoriques et médiévaux en bois, en corne, en os, en cuir remontés du fond du lac de Paladru (Charavines, Isère), il a fallu trouver de toute urgence le moyen de conserver nombre de ces objets divers qui nous sont parvenus parce qu'ils étaient immergés dans l'eau ou dans la vase depuis des siècles ou des millénaires. Et d'autant plus que des trouvailles analogues se sont déjà vite multipliées un peu partout en France. Or, des qu'ils sont mis au sec, les bois et les cuirs gorgés d'eau, entre autres, se ratatinent immédiatement et tombent très vite littéralement en poussière, perdus ainsi à jamais pour la connaissance de la vie d'autrefois.

C'est pour éviter ce désastre qu'une pirogue de la fin du quatorzième siècle de notre ère, trouvée en 1962 déjà dans le lac de Paladru, a passé plus de seize ans dans le lac de la Tête d'Or à Lyon... avant d'être apportée à Grenoble pour y être encore simplement gardée dans l'eau pendant longtemps, puis enfin traitée dans les installations de Nucléart au CENG. Ainsi s'est-elle pu être présentée en toute sécurité, d'abord - temporairement - à l'exposition du Grand Palais, « Trente ans d'archéologie », en 1989, puis - définitivement - au Musée dauphinois de Grenoble.

### La sensibilité en raison inverse de la complexité

Les découvertes du lac de Paladru ayant été faites en Isère, il était logique de songer à créer les structures d'accueil nécessaires dans le sein du CENG, pour traiter non seulement les bois ou cuirs gorgés d'eau, mais aussi d'incommensurables « objets » qui, eux, étaient atteints par des insectes. Au CENG, on pouvait, en effet, procéder à des traitements fondés sur les propriétés - bénéfiques - des radiations ionisantes, en particulier les rayonnements gamma émis par une source de cobalt 60.

Ainsi sont nés, en 1970, le laboratoire Nucléart (spécialisé dans la désinfection et aussi dans la conservation d'objets en bois par imprégnation et radiopolymérisation) puis, en 1981, le Centre d'étude et de traitement des bois gorgés d'eau. En 1989, une convention liant le ministère de la culture, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), la ville de Grenoble, la région Rhône-Alpes et le conseil général de l'Isère a permis de créer l'Atelier régional de conservation (ARC)-Nucléart dirigé par deux codirecteurs, Michèle Giffault (conservateur des musées de France) et René Ramière (ingénieur au CEA). ARC-Nucléart emploie dix-sept personnes.

Les principaux bailleurs de fonds sont la ville de Grenoble et le CEA, qui donnent respectivement par an près de 1 million de francs et 2,2 millions de francs.

Les rayonnements gamma ont des particularités très intéressantes. Tout d'abord, ils sont très pénétrants et ils sont mortels pour les micro-organismes ou les petits organismes (moisissures, bactéries, larves, insectes, etc.), étant entendu que moins un organisme est évolué, plus il supporte des doses élevées de ces rayonnements. Ce qui explique que la désinfection de 2 mètres cubes d'objets nécessite une dose de 500 grays pendant une ou deux heures, mais que la désinfection requière une dose de 10 000 à 18 000 grays pendant vingt-quatre heures. Quant à l'homme - l'être le plus évolué - la dose létale (qui entraîne la mort de la moitié des individus exposés) est de 5 grays.

Ensuite, les rayonnements gamma ont l'énorme avantage de ne pas induire de radioactivité dans les matériaux de la cellule d'irradiation, ni dans ceux des objets traités. Dès que la source de cobalt 60 a été redescendue dans sa piscine de stockage, il n'y a plus de myonement, ni dans la cellule ni dans les objets traités : on peut donc immédiatement pénétrer dans la première et manipuler les seconds sans courir le moindre risque.

### Eau, acétone puis résine

Les objets désinfectés sont très divers. Il peut s'agir de meubles, de statues et de sculptures, de boîtes, de vanneries, éventuellement de momies (c'est d'ailleurs dans les installations de Nucléart que fut testé, sur une momie anonyme, le procédé de désinfection - 18 000 grays pendant douze heures - qui fut appliqué ensuite à Sachy sur la gisante momie de Ramsès II en 1977) (1). En outre, on étudie actuellement l'application de cette technique aux livres, papiers et tissus.

En quelques heures, les larves, bactéries, moisissures et autres micro-organismes sont tués - jusque dans le cœur de l'objet traité, et d'autant mieux que la « résine » est entrecoupée de retournements des gros objets qui seront ainsi irradiés de façon plus homogène. La principale limitation de ces traitements vient des dimensions (4 x 4 mètres) de la cellule d'irradiation et surtout de celles de son énorme porte (1 mètre de large, 1,90 mètre de haut et 1,50 mètre d'épaisseur).

Bien entendu, cette désinfection est purement curative. Elle ne peut en aucun cas être préventive. Elle doit donc impérativement s'accompagner d'une désinfection et d'une désinsectisation complètes et soigneuses des locaux où reviennent les objets « entrecoupés » à Grenoble.

L'exposition aux rayonnements gamma fait aussi partie d'opérations de consolidation d'objets en bois, sous mais verrouillés au point que l'œuvre des organismes xylophages compromet leur survie. Ces objets sont imprégnés sous vide en quelques heures (selon l'état et la dimension du bois traité) de

ARC-NUCLÉART

Fragment de 30 centimètres de haut d'une statue en bois doré datant du XVIII<sup>e</sup> siècle, provenant de l'église de Finestrot (Rhône-Orientale), classée au titre des Monuments historiques (mobiliers) et très endommagée par l'action d'organismes xylophages. Ce fragment a été consolidé par le procédé Nucléart d'imprégnation-radiopolymérisation de façon que la statue (haute de 1 mètre) soit ensuite restaurée par l'entreprise Arts et Bâtiment d'Issoire (Puy-de-Dôme).

résine styrénopolyester. Puis ils sont soumis aux rayonnements gamma pendant un temps et dans une position préalablement calculés. Les rayonnements gamma font rapidement polymériser la résine, qui, ainsi, durcit et redonne de la solidité aux vieux bois.

Les premiers traitements avaient l'inconvénient de fumer la surface des objets. En utilisant des résines plus complexes, on a réussi à éviter cet inconvénient.

En revanche, l'imprégnation par résine polymérisée est toujours un traitement irréversible. Si bien que, pour consolider les bois polychromes, on ne s'en sert qu'en tout dernier recours. Certes, le traitement ne fait pas disparaître les couleurs encore présentes. Mais elle les fixe et empêche ainsi d'aller explorer les couches de peinture sous-jacentes.

Très différents sont les traitements des bois gorgés d'eau. Ceux-ci, imprégnés maintenant humides depuis

leur repêchage, sont d'abord plongés pendant des mois dans des bains successifs (cinq, en général) d'acétone, produit inflammable, volatil et cher. Les cuirs et les supports d'acier inoxydable - très coûteux - sont donc faits en fonction de la taille des objets à « soigner » : une cuve longue de 12 mètres coûte plus de 250 000 francs avec ses isolants et son couvercle... Au fil des mois, l'acétone remplace l'eau qui imprégnait le bois. Ensuite, viennent plusieurs autres bains successifs de résine de styrénopolyester qui, en quelques autres mois, prend la place de l'acétone dans la masse du bois. Après polymérisation de la résine par irradiation gamma, l'objet conserve ses formes originales et, surtout, retrouve une bonne solidité même si son poids est supérieur à celui du bois sans résine.

Si l'eau qui imprégnait l'objet à traiter est salée, il faut commencer par déchlorurer celui-ci sous une cascade d'eau courante pendant des mois. Si

l'eau est chargée de divers sels métalliques (comme c'est le cas de la source de Chamalières, près de Clermont-Ferrand, dans laquelle on a trouvé deux milliers d'ex-voto gallo-romains en bois) (2), on commence aussi par un très long rinçage sous une cascade d'eau douce. Mais il faut, en plus, « épousseter », souvent au pinceau, les sels qui sortent du bois. Sans cet « époussetage », la résine pénétrerait mal dans les bois et ne pourrait s'y fixer que partiellement.

### Rien n'est parfait

On peut aussi traiter les bois gorgés d'eau au moyen d'une très lente imprégnation par une solution de plus en plus riche en polyéthylène-glycol (à peu de chose près l'antigel classique des radiateurs de voitures) chauffée à 40 °C au maximum et brassée. Lorsque l'objet à traiter est imprégné d'une solution à faible pourcentage de polyéthylène-glycol, on fait partir l'eau par lyophilisation (3). Ce traitement présente un grand avantage : il est réversible. Il suffit de réimmerger l'objet dans l'eau ; le polyéthylène-glycol étant « amateur » d'eau, il sort. Mais rien n'étant parfait en ce bas monde, les bois aussi aiment l'eau, et ceux qui ont été traités par lyophilisation doivent être conservés en atmosphère contrôlée et sont assez fragiles.

C'est à peu près ce qui a été fait à Stockholm pour sauver le *Vasa*, bateau-amiral de la flotte suédoise ayant fait naufrage en 1628 et redressé en 1961. A cet effet, qu'il a fallu procéder à l'imprégnation au polyéthylène-glycol par aspersion (pendant dix-sept ans) puisqu'il n'était pas question de mettre ce navire long de 69 mètres ni dans une cuve ni dans une chambre à vide où l'on aurait pu le lyophiliser (le Monde du 1<sup>er</sup> janvier).

Le traitement des bois gorgés d'eau constitue l'activité principale de l'ARC-Nucléart. La visite des réserves où sont entreposés - en atmosphère normale ou en atmosphère contrôlée - les objets traités montre la diversité et des objets et des institutions qui ont recours au savoir-faire du laboratoire. Y voisinent, en effet, une écopie et des casse-tête de Tahiti, des poules provenant de bateaux français coulés devant

la Hougue (au bout du Cotentin) en 1692, un clayonnage lattes de bois et brins d'osier (un morceau de panier?) récupéré dans le port romain de Toulon, de nombreux ex-voto de Chamalières, des fragments de vanneries et de cordage repêchés dans la Saône, pour ne citer que quelques-uns des objets que nous avons vus par centaines dans les réserves de l'ARC-Nucléart.

Curieusement, les techniques de l'ARC-Nucléart servent aussi à consolider des objets neufs sans aucune valeur archéologique : elles donnent une très grande résistance aux planchers de lieux de grande circulation. Ainsi les 600 mètres carrés de planchers du Musée du Jeu de Paume supportent-ils, sans grand dommage depuis 1990, les frottements de grains de sable apportés par les semelles des visiteurs et les martèlements des talons aiguilles. Il a suffi d'imprégner sous vide de styrénopolyester les lattes neuves de frêne, d'orme ou de hêtre et de polymériser la résine par rayonnement gamma. Ainsi, un plancher épais seulement de 10 millimètres est-il devenu beaucoup plus résistant qu'un plancher de chêne épais de 12 centimètres.

YVONNE REBEYROL

(1) Ce sont ces mêmes rayonnements gamma qui sont utilisés pour stériliser les seringues et instruments chirurgicaux, certains fruits, les épices importées et autres produits alimentaires.

(2) Ces ex-voto, qui sont exposés au musée Barpin de Clermont-Ferrand, ont été traités à l'ARC-Nucléart, une résine qui n'est plus utilisée. Elle a, en effet, divers inconvénients : elle blanchit le bois et elle se rétracte. Ce qui oblige à conserver les bois aussi traités dans une atmosphère à hygrométrie strictement contrôlée.

(3) La lyophilisation des objets gorgés d'eau commence par un bain de quelques mois dans des solutions de polyéthylène-glycol. Elle se continue par la congélation, entre -25 °C et -40 °C, de l'objet imprégné. Elle s'achève par un long séjour de ce dernier dans une chambre étanche où la pression est maintenue à un millième ou un dix-millième de la pression normale. Le polyéthylène-glycol reste dans le bois à l'état solide mais l'eau contenue dans l'objet se sublime, c'est-à-dire qu'elle passe directement de l'état solide à l'état gazeux. Seule, elle sort de cet objet sans que celui-ci s'effondre.

"C'en est assez de cette dictature du cholestérol et de la bêtise. Laissons les Français manger en paix."

Pr Marian Apfelbaum à L'EXPRESS



"Une révolution qui divise le monde médical et ébranle les tenants du tout-allégé." L'EXPRESS

"Dans un livre savoureux, le grand spécialiste de la nutrition met en boîte les alarmistes, les obsédés du 'light' et tous les fans de la 'malbouffe' made in USA." ELLE

"Le Pr Marian Apfelbaum jette un pavé dans la mare..." VITAL

Collection dirigée par Pierre Quet

Editions du Rocher

Dirigées par Jean-Paul Bertrand

## Les fleurs aussi savent le dire

Entre tabous et manœuvres de séduction, la vie sexuelle des plantes livre peu à peu ses secrets

**«L**a propagation des êtres est le plus grand objet de la nature. Elle y sollicite impérieusement les deux sexes, aussi bien qu'elle en reçoit ce qu'elle leur destinait de force et de beauté». Diderot, dans cet extrait de l'*Encyclopédie*, parlait de l'espèce humaine, peut-être des espèces animales... Mais certainement pas des orchidées. On vient pourtant de découvrir que ces belles exotiques, hermaphrodites comme leur nom (du grec *orchidion* : «petit testicule») ne l'indiquent pas, connaissent elles aussi une sexualité hautement élaborée. A en croire les travaux récemment publiés dans la revue scientifique britannique *Nature* (datée du 17 décembre) par une équipe de botanistes, les plus sensuelles d'entre elles choisissent même leurs partenaires selon des critères extrêmement précis...

A bien y réfléchir, quoi de plus énigmatique que la sexualité des fleurs? Seule la pollinisation, prélude à la fécondation, a depuis longtemps perdu son mystère : d'une fleur à l'autre, le transfert du pollen (principe mâle) au pistil (principe femelle) s'ébauche au gré du vent, au détour des humeurs et des goûts d'insectes butineurs. La suite est un secret d'alouette, et les voies de rencontre des organes reproducteurs, chez les orchidées comme chez tous les angiospermes, ces plantes dont les

ovules sont enclos, restent pour l'essentiel impénétrables. Les fleurs ont des pudeurs que la science ne connaît pas.

A force de ruse et de patience, les botanistes, pourtant, parviennent parfois à violer cette intimité. Ils découvrent alors que la sexualité des plantes, loin des frivolités qu'on leur prête volontiers, se résume en fait à une longue suite d'interdits, au sortir desquels quelques rencontres seulement pourront se nouer.

### Transport amoureux

Premier de ces interdits : l'auto-reproduction. Comme les orchidées, la majorité des fleurs qui peuplent notre globe sont en effet hermaphrodites, chacune d'entre elles possédant à la fois des organes mâles (enfermés dans les anthères) et des organes femelles. A priori, rien ne serait donc plus facile, pour ces espèces, que de s'auto-féconder. Or, dans les faits, cela ne se produit pratiquement jamais : à l'instar des sociétés animales ou humaines, interdisent les mariages consanguins, les angiospermes se reproduisent presque exclusivement par pollinisation croisée.

Une particularité due à de subtils mécanismes biologiques de reconnais-

sance du soi et du non-soi, qui, en multipliant ainsi leur diversité génétique, explique sans doute la remarquable réussite des plantes à fleurs au cours de l'évolution des espèces.

Autre singularité bien connue des botanistes : à quelques exceptions près, les plantes à fleurs ne s'accouplent pas entre espèces différentes, ni même, le plus souvent, entre variétés d'une même espèce. Lorsque de telles pollinisations se produisent - et il s'en produit sans cesse - le pollen inadéquat est purement et simplement évincé par le pistil qu'il tente de conquérir. Le phénomène intéresse tout particulièrement les agronomes, qui, s'ils parviennent à comprendre et à surmonter ces mécanismes naturels de défense, peuvent espérer créer de nouvelles espèces hybrides de légumes ou de céréales.

Plus étonnante encore, la découverte relatée dans *Nature* montre que les fleurs, au sein d'une même variété, restent encore capables de choisir leur partenaire! Les chercheurs se sont ici attachés aux racines de l'espèce *Aerangis elatior*, une orchidée particulièrement prolifique sur l'île de Madagascar. Suivant à la trace (à l'aide d'une technique leur permettant de marquer individuellement le pollen de chaque fleur) les papillons qui les pollinisent ils durent rapidement se rendre à l'évidence : «Alors que presque toutes les

orchidées sont dotées d'attributs sexuels mâles et femelles en état de fonctionnement, seules un petit nombre d'entre elles assurent l'essentiel de la reproduction locale», précise Anders Nilsson, botaniste à l'université d'Uppsala (Suède) et coauteur de cette étude. Il est des orchidées plus érotiques que d'autres, qui s'accouplent préférentiellement entre elles...

«Tas de beaux yeux, tu sais» : en langage orchidée, comment cela se dit-il? Quelle est la nature du message de séduction que le papillon transmet d'une fleur à l'autre? Par quelle fragrance plus ou moins volatile, quelle nuance de forme ou de couleur est attiré cet involontaire Cupidon, en quête du meilleur nectar? Les chercheurs, pour l'heure, en sont encore réduits aux suppositions. Mais ils sont armés : comprendre comment les orchidées choisissent leur partenaire ouvrira de nouvelles perspectives en matière de reproduction florale, tant sur le plan agronomique que sur celui de l'évolution des espèces. Une voie de recherche qu'avait déjà entrevue Charles Darwin il y a plus d'un siècle, qui publiait en 1862 une étude sur les *Diverses inventions par lesquelles les orchidées britanniques et étrangères sont fertilisées par les insectes*.

CATHERINE VINCENT



# Un entretien avec le docteur Louis René

Après six années à la tête de l'ordre des médecins, le président sortant estime que celui-ci doit avoir « une fonction de contestation »

« En quittant la présidence du conseil national de l'ordre des médecins (1), poste que vous occupez depuis près de six ans, quel sens donnez-vous à l'action, parfois controversée que vous avez menée durant cette période ?

— Au total, j'ai cherché à ouvrir l'ordre des médecins sur le monde contemporain, sur la société civile. Ne prenons qu'un exemple : j'ai, pour la première fois, réussi à faire venir devant l'assemblée générale annuelle de l'ordre, une instance qui groupe tous les représentants des conseils départementaux et régionaux, des personnalités qui n'étaient pas membres de notre institution, comme le professeur Luc Montagnier, ou comme M. René Rémond, qui nous a expliqué ce qu'un non-médecin, éventuellement malade, attend de son praticien. Pour le dire d'une autre manière, il m'a paru essentiel d'être à l'écoute de ceux que nous avons pour mission de soigner. J'ai ainsi réuni des experts de différents horizons, médecins, juristes, moralistes ou « éthiciens », sur des sujets aussi controversés que le diagnostic prénatal, le transsexualisme, etc. Signe de notre temps, notre congrès international sur l'éthique médicale a réuni, en 1991 à Paris, trois mille personnes et trois ministres. Sur ce point, je pense ne pas avoir échoué.

— Vous savez, en revanche, échoué dans l'entreprise de réforme de l'institution ordinaire que vous vous étiez fixés et à laquelle vous attachez tant d'importance.

— Je regrette que la réforme de l'ordre, travaillée durant longtemps de manière collective, prévue et annoncée officiellement, n'ait pas pu aboutir. Je regrette aussi qu'un texte gouvernemental adopté en conseil des ministres, déposé en son temps sur le bureau de l'Assemblée, n'ait pas abouti. Je me félicite, en revanche, puisque cela ne relève que d'un texte réglementaire, que la publicité des débats de juridictions ordinaires aux échelons national et régional que j'ai

demandée il y a plusieurs mois soit très prochainement une réalité.

— Pourquoi, à votre avis, un tel blocage de la part d'un gouvernement qui n'avait jamais cessé son souci non plus, comme en 1981, de dissoudre mais de faire évoluer l'ordre des médecins ?

— Je pense que deux gouvernements successifs ayant fait un décompte des voix (et cette réforme ne valait pas à leurs yeux un 49-3) ont découvert qu'ils se heurteraient à des oppositions d'origines diverses. Mathématiquement, les voix de droite et les voix communistes interdisaient l'adoption de cette réforme. Au-delà de l'aspect politique, il y avait aussi une autre dimension. C'est ainsi : notre ordre alimente des crises irrationnelles fantasmatiques. Il est dramatique de penser que notre société ne peut pas vivre sans bouc émissaire. L'ordre en a été un. Il est tellement simple de désigner du doigt l'institution chargée de tous les péchés. La réalité, on le sait, est beaucoup plus complexe.

## « A consultation courte, ordonnance longue »

— Votre souhait de voir l'ordre réformé, d'ouvrir sur la société, prendre en compte les nouvelles dimensions de la pratique médicale et du rapport médecin-malade, a incité certains à discerner en vous un allié objectif, voire un militant, du Parti socialiste. En avez-vous souffert ?

— Nullement. Cela dit, je souhaite que mon successeur poursuive le travail entrepris et reste dans la continuité. Je sais aussi qu'il devra imposer sa marque personnelle et qu'il devra, à sa façon, « retrouver le père ». Mon successeur se retrouvera aussi fort heureusement dans une situation très différente de celle qui était la mienne à mon arrivée. Je ne compte plus les anciens opposants à l'institution ordinaire devenue, au fil du temps, des interlocuteurs enrichissants et tout à fait objectifs.



— Ne pensez-vous pas qu'il existe une ambiguïté dans le fait que l'ordre laisse aux syndicats une question aussi essentielle que celle du niveau de rémunération de l'acte médical ? Vous dites vous-même que la consultation est plus qu'un acte technique, un dialogue qui, d'une manière générale, doit durer longtemps, chose économiquement difficile, voire impossible, pour nombre de praticiens. Pourquoi n'avez-vous pas mis tout le poids de l'ordre aux côtés des représentants syndicaux pour réclamer plus d'argent pour une meilleure pratique ?

— Depuis une quinzaine d'années, l'ordre est exclu des discussions conventionnelles, même s'il est vrai qu'une convention médicale ne peut être ratifiée par le ministre sans que l'ordre soit entendu sur l'aspect déontologique du texte conventionnel. L'ordre a, par ailleurs, ces derniers temps, joué un rôle dans une certaine conception de l'indépendance de la formation médicale continue. Cela dit, il faudra bien un jour, d'un point de vue purement économique, accepter de reconnaître que le

slogan « à consultation courte, ordonnance longue » est une réalité. Ce jour-là, tant du point de vue éthique qu'économique, il faudra trouver une formule permettant de rémunérer convenablement le praticien qui consacre un temps important à chacune de ses consultations. Prenons l'exemple de l'information, de l'accompagnement du séropositif vis-à-vis du virus du sida. Il n'existe pas, on le sait, de véritables moyens thérapeutiques face à cette maladie.

— Dès lors, le médecin doit parvenir à convaincre le séropositif de changer ses modes de vie les plus intimes. Il doit, dans le même temps, cooïder les séropositifs de prendre les mesures nécessaires pour ne pas s'infecter. Pensez-vous qu'il suffise de préconiser sur une ordonnance l'achat de préservatifs ? Plus encore qu'avec la contraception orale, le médecin est ici amené à s'aborder la sexualité humaine dans sa réalité la plus physiologique.

— Comment, pour la somme de 100 francs par consultation, s'aborder facilement avec tout le tact, toute la conviction nécessaires l'ensemble des questions que nous sommes généralement tous enclins à mettre derrière une feuille de vigne ? Il ne faut d'ailleurs pas se centrer uniquement sur la médecine libérale. Le problème est idéologique dans les centres anonymes et gratuits où les praticiens sont payés à la vacation.

## Refonte du code de déontologie

— Précisément, l'ordre, dans ses attitudes, n'a-t-il pas adopté des attitudes changeantes vis-à-vis du conventionnement ? Les responsables ordinaires n'ont-ils pas souvent jugé que la convention avec les caisses de sécurité sociale pouvait être une perte préjudiciable de l'indépendance médicale ?

— Historiquement, oui. Toutefois, l'expérience a montré que ces craintes ne relevaient que du fantasme. Dans un autre ordre d'idée, j'ajoute qu'une refonte du code de

déontologie va prochainement être transmise au ministre de la santé. On y précise entre autres que l'acharnement thérapeutique est considéré comme une faute, que le médecin doit constituer pour chaque malade un dossier ou encore remettre à son patient le compte rendu opératoire qui le concerne. Là encore, il s'agit d'ouvrir la pratique médicale sur la vie.

— Craignez-vous l'instauration en France d'une médecine à deux vitesses ?

— C'est, dès 1945, que s'est mise en place la notion d'assurance-maladie généralisée aux salariés. Le niveau de vie était alors sans commune mesure avec celui d'aujourd'hui, même en tenant compte de l'actuelle récession. Pourtant, parallèlement à l'élévation du niveau de vie, nous avons vu apparaître en France un quart-monde constitué d'un nombre très élevé de personnes qui, pour différentes raisons, ne sont pas en mesure de bénéficier de l'assurance-maladie.

— A quelques mètres du plus grand centre hospitalo-universitaire — territorialement parlant — d'Europe, il y a, rue du Jura à Paris, une petite « boutique » de Médecins du monde qui ne désemplit pas, parce que ce quart-monde est incapable d'accéder à notre médecine ultra-scientifique.

— Il y a un phénomène que notre gouvernement devrait — devra — prendre en compte. C'est d'autant plus vrai et plus urgent que toutes les élections récentes ont montré, eux Etats-Unis, en Grande-Bretagne ou en Allemagne, que les questions de financement des systèmes de santé sont déterminantes. Je ne fais pas de politique mais j'insiste auprès de nos élus pour qu'ils prennent au plus vite la mesure de l'ampleur et de l'urgence de ces questions.

— Quelle analyse faites-vous de la répartition des ordres médicaux dans les pays d'Europe de l'Est depuis l'effondrement du bloc soviétique ?

— Dans tous ces pays, on a vu en quelques années se reconstituer des ordres qui avaient été bannis d'un trait de plume par Staline. Une des

caractéristiques de l'accession à la démocratie, c'est la création d'un ordre des médecins. L'ordre s'fondamentalement une fonction de contestation éthique. Je veux dire qu'il devrait être un organisme de contestation au nom d'une certaine éthique humaniste.

— Contestation, lorsque l'on voit apparaître une eugénisme autoritaire, lorsque l'on voit apparaître la toute-puissance d'un Etat qui, en ne respectant pas le secret médical, s'oppose au droit à l'intimité de la personne. En France, le code de déontologie de 1975 qui a été promulgué en 1979 souligne que le médecin est au service de l'individu et de la santé publique dans le respect des personnes. En d'autres termes, tout médecin est à la fois au service d'un homme et de l'Homme.

— Croyez-moi, il n'y a là aucune grandiloquence. Il faut rappeler aujourd'hui, sans faire d'apologie, que c'est l'ordre des médecins qui, en France, par la voie de l'un de mes prédécesseurs, Louis Portes, a su dire aux autorités occupantes qu'elles n'avaient aucunement le droit de réclamer aux médecins français le diagnostic des malades qu'ils prenaient en charge. Contrairement à ce qu'on a pu dire ou croire, l'ordre des médecins n'est pas un organisme corporatiste. Si l'institution de Vichy a été dissoute en 1945 comme « contraire à l'ordre républicain », pour reprendre les termes signés par le général de Gaulle, c'est parce qu'elle confondait les représentations syndicales et ordinaires. J'insiste, au risque de paraître paradoxal, sur un sixième-huitième atterré : l'ordre est un organisme de contestation. Il importe, par exemple, de rappeler aux médecins et à leur ordre, à l'heure où le décryptage du génome humain avance à grands pas, qu'il n'existe pas, grâce au ciel, de race pure.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

(1) Le successeur du docteur Louis René sera élu le jeudi 7 janvier.

## POINT DE VUE

# La gestion des déchets radioactifs : une, dix ou mille générations ?

par Henri Wallard

La gestion des déchets radioactifs : une, dix ou mille générations ? En 1990, les riverains concernés par les travaux conduits par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), manifestaient leur opposition. En 1992, la découverte d'un trafic clandestin de déchets hospitaliers entre la France et l'Allemagne scélébra une vague de protestations. Ces deux crises manifestent, chacune à leur façon, le décalage entre certaines pratiques et les nouvelles exigences en matière d'environnement.

Les sujets scientifiques et techniques sont maintenant tenus de s'insérer dans un projet de

société qui intègre des préoccupations d'ordre politique, social, éthique ou encore culturel. Cette obligation vaut pour la gestion de tous les déchets, radioactifs ou non. Les réactions de rejet de ces dernières années ont montré la nécessité d'un débat, qui se lie au Parlement. Ce débat a permis de comparer les options et d'indiquer qu'à long terme les solutions de facilité l'emportant sur les décisions nécessaires.

Il a conduit à préciser la notion parfois abstraite de « générations futures ». Est-ce une, dix ou mille générations ? La gestion des déchets radioactifs doit, en fonction de ces objectifs, être améliorée. Mais ce débat s'en fait une

portée plus générale sur l'ensemble des déchets, en particulier chimiques et toxiques.

Devenue établissement public indépendant depuis la loi du 30 décembre 1991, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs a aujourd'hui trois missions complémentaires : information, gestion industrielle, recherche. Elle a été chargée de recenser les déchets radioactifs sur le territoire national. Un état des lieux sera d'ailleurs diffusé début 1993 et actualisé chaque année.

L'ANDRA gère les déchets de faible et moyenne radioactivité et à vie courte, qui représentent 90 % du volume produit par les grandes installations nucléaires.

En outre, l'agence reprend également des déchets provenant d'activités nucléaires banalisées, très nombreuses sur le territoire national (hôpitaux, centres de recherche, industries), qui doivent faire l'objet d'une égale vigilance. Les risques graves que peut entraîner l'abandon inconséquent d'une source radioactive militent pour, après évaluation d'ici quinze ans, décider en toute connaissance de cause de leur gestion. Ces déchets, de faible volume, peuvent rester sur les centres de production et y être surveillés, sans difficulté majeure, pendant de nombreuses années encore. Il ne faut cependant pas rester pas-

sif sous prétexte que les décisions opérationnelles n'interviendront que d'ici quinze à trente ans.

La phase de recherches prévue par la loi est un préliminaire indispensable. Elle garantit que toute la réflexion souhaitable sera menée sans a priori scientifique ni précipitation avant les décisions finales de gestion à long terme et que différentes voies auront été explorées : adaptation et transmutation des éléments à vie longue, conditionnement des déchets, possibilité de stockage souterrain. La crise s'impose à la gestion des déchets radioactifs à vie longue un principe sain : évaluer les options avant de décider de leur gestion. Encore faut-il se donner les moyens de conduire cette réflexion.

## Une démarche responsable

Un processus par étapes est ainsi proposé. Le législateur a en effet souhaité créer les conditions d'une démarche très graduelle, assurant les meilleures garanties de transparence dans les décisions tout en privilégiant la concertation. La mise en place d'un médiateur témoigne de cette prise de conscience. Une démarche qui répond ainsi aux attentes des citoyens.

Moyennant certaines précautions, il est possible de garantir un très haut niveau de sûreté du confinement des déchets pendant plusieurs dizaines de milliers d'années. Et pourtant les règles de sûreté établies par l'Etat imposent, pour protéger l'environnement, de donner des garanties de confinement à des échelles encore plus lointaines. C'est-à-dire alors même que des changements climatiques prévisibles comme les prochaines glaciations auront vraisemblablement changé la surface de la planète, que la

niveau des mers aura baissé et que les civilisations se seront transformées.

Cette exigence du sûr à long terme le montre clairement : le dossier des déchets radioactifs aura servi de révélateur à la prise de conscience des enjeux et des choix nécessaires en matière d'environnement. Il va de soi que ces objectifs de protection des générations futures, même lointaines, s'adressent à toutes les catégories de déchets.

## Un choix d'environnement

Une substance chimique toxique laissée par notre génération présente autant de risque qu'un produit radioactif d'être un jour manipulée par nos lointains descendants, qui auront perdu le mémoire de sa présence. Elle ne que tout autant d'être dispersée lors des changements climatiques. Pourtant, 80 % des Français pensent que les déchets radioactifs sont plus longtemps dangereux pour l'environnement (1), alors que les déchets chimiques ont une durée de vie infinie !

L'inquiétude légitime suscitée par la gestion des déchets radioactifs à vie longue aura ainsi finalement révélé un véritable choix d'environnement. La réflexion engagée dépasse l'échelle d'une vie humaine et amène à considérer la protection de l'environnement sous sa dimension spatiale et temporelle. Mais cette gestion de l'ensemble des déchets est coûteuse : plus de 1 milliard de francs en 1992, en tenant compte des activités de l'ANDRA et des dépenses directes des producteurs de déchets. Ces dépenses permettent de prendre des garanties importantes pour l'environnement, tout en restant supportables (de l'ordre du centime dans le coût du kilowattheure). Elles

constituent néanmoins une forte incitation à une gestion drastique des installations nucléaires pour produire de moins en moins de déchets. Et, en tout état de cause, la coût de l'insertion, voire de l'insérisation, serait infiniment plus élevé. Il n'est que de voir les dégâts causés par l'absence de gestion des déchets, tant chimiques que radioactifs, dans les pays d'Europe orientale.

Il faudra donc décennies pour résoudre totalement ce problème, qui témoigne hélas ! en vraie grandeur de ce que signifie de léguer à la génération suivante des déchets mal gérés. Sans compter les risques d'apparition de filières clandestines et les exportations vers les pays en voie de développement.

Enjeu de société autant que technique et économique, la gestion des déchets radioactifs doit être menée en France de façon responsable sur tous les plans. Le long terme se gère par des actions du quotidien, et, contrairement aux apparences, l'absence de décision est en fait une décision cachée aux citoyens qui se paie durement : économiquement, socialement, éthiquement.

La responsabilité consiste au contraire à gérer ici et maintenant, en améliorant les filières de traitement, qui posent encore problèmes, il faut aussi surveiller correctement les déchets du passé, tout en réaménageant les anciens sites lorsque c'est possible. Les générations futures, qui sont souvent utilisées dans les discours, nous jugeront sur nos actes, et c'est en gérant concrètement les déchets que nous les respecterons vraiment.

(1) Sondage réalisé par la SOFRES en août 1992.

Henri Wallard est directeur de l'ANDRA.

## La science en débat

dans le cadre de l'exposition

### L'HOMME ET LA SANTÉ

Conférence  
mercredi 13 janvier à 17h

### Nouvelles stratégies pour le traitement de la douleur

Jean-Marie Besson, directeur de l'unité Physiopharmacologie du système nerveux, Inserm U 161, Paris

Bernard Roques, directeur de l'unité Pharmacochimie moléculaire, Inserm U 266, Paris

Animation : Bruno Rivals, directeur de la Communication, groupe Quotidien Santé.

accès libre

citée des Sciences et de l'Industrie  
30 avenue Corentin Cariou 75019 Paris.  
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 73 32

مكتبة الأمل



## SCIENCES • MÉDECINE

## Béziers redécouvre ses arènes romaines

La ville investit dans les richesses passées — et oubliées — de son sous-sol

MONTPELLIER

de notre correspondant

**F**AUT-IL parler d'ingratitude ou d'amnésie ? Des deux pour Béziers. Peu de gens savent, en effet, que la cité languedocienne recèle un trésor digne de ceux que possèdent, non loin de là, Arles ou Nîmes. Seules les maisons construites en escalier derrière la place Garibaldi, en plein centre-ville, ou des noms tels que rue des Anciennes-Arènes ou rue du Cirque conservent la mémoire de ce qui fut, autour du premier siècle après Jésus-Christ, un amphithéâtre romain. Les nouvelles arènes, construites plus loin en briques à la fin du dix-neuvième siècle pour les manifestations lyriques puis tauromachiques, achevèrent d'enterrer le souvenir du Béziers antique.

L'action conjointe de la municipalité et de la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) a permis de réparer cette injustice. A la demande du maire, M. Alain Barrau, lui-même reprenant l'idée de ses prédécesseurs et s'appuyant sur une étude réalisée par une société d'économie mixte d'aménagement, la Société d'équipement de Béziers et de son littoral (SEBLI), une équipe d'archéologues de la DRAC a enfin mis au jour la configuration précise de ces anciennes arènes et a révélé du même coup une partie de l'histoire de la ville. Les chercheurs ont creusé à la main, puis ont confronté leurs résultats et leurs hypothèses avec ceux d'une société lyonnaise, le Centre d'études et d'essais du bâtiment et des travaux publics (CEBTP), qui a procédé à des sondages par radar.

Ainsi il apparaît avec certitude qu'au cœur d'une ellipse dessinée par des immeubles anciens, sous des jardins et des garages, dorment toujours les vestiges en partie conservés de l'amphithéâtre de Béziers. Le sol des arènes (la partie intérieure du monument, là où se

déroulaient les spectacles) se trouve à 4 mètres environ sous le sol actuel. Autour, apparaissent nettement des traces de l'« ambulateur » (le promenoir qui fait le tour du monument sous les gradins), de la cavea (l'ensemble des gradins) dont une partie est encore intacte — quatre de ces gradins ont été mis au jour, — ainsi qu'une des deux entrées principales à un bout du grand axe de l'ellipse du monument. Un ensemble complexe de voûtes recouvrait le vomitoire principal a été découvert à l'intérieur d'une... cave à charbon. Le mur séparant la cavea de l'arène proprement dite a, lui aussi, été retrouvé : certaines parties sont déjà visibles, d'autres ont été simplement détectées. On sait, de plus, qu'il existait sous les arènes un collecteur destiné à canaliser les eaux de pluie qui ruisselaient vers leur centre.

## Chasse au loup

Béziers, successeur de la colonie romaine nommée Colonia Urbs Julia Septimanorum Baeterrae devait donc, comme Narbonne dont l'amphithéâtre a été entièrement creusé, vivre au premier siècle au rythme des spectacles offerts d'abord en l'honneur de défunts, ensuite par les autorités. La ville romaine couvrait alors une vingtaine d'hectares. Elle était traversée par la voie Domitienne qui reliait l'Italie à l'Espagne.

Dans ces arènes, on devait pratiquer la chasse au loup, au lynx et probablement à toutes sortes d'animaux exotiques (crocodiles et peut-être rhinocéros). Comme à Nîmes ou à Arles, les édiles, les riches marchands et les invités importants assis sur les gradins du bas, tout comme le peuple massé sur les gradins du haut, devaient rire devant les spectacles burlesques donnés à la mi-journée puis, dans l'après-midi, regarder sans désemparer les suppliciés subir leur châtiment ou les gladiateurs s'entre-tuer. L'amphithéâtre semble avoir été abandonné très tôt. Dès



Sur cette vue aérienne, on aperçoit les jardins et les garages — invisibles de la rue — qui recouvrent les arènes et qui ont adopté la forme elliptique de l'ancien amphithéâtre.

le deuxième siècle. A-t-il été victime de défauts de construction en s'effondrant en partie ? Les fondations peu profondes peuvent le laisser penser, tout comme la construction fruste des voûtes. Par ailleurs, avec un grand axe long de 107 mètres, l'amphithéâtre était moins imposant que ses voisins arlésien ou nîmois dont le grand axe dépassait les 133 mètres. De

toute façon, dès le troisième siècle, menacés par les invasions barbares, les Biterrois pillèrent les pierres de l'amphithéâtre et les réemployèrent dans les fortifications édifiées à la hâte.

Mais, alors que les murs d'enceinte se font généralement en s'appuyant sur les amphithéâtres, ceux de Béziers sont construits plus loin, rejetant ainsi le monu-

ment à l'extérieur de la ville nouvellement fortifiée. Au neuvième siècle, l'amphithéâtre sert toujours de carrière : les arènes s'effacent peu à peu devant les champs.

Au quatorzième siècle, la ville s'étend et rejoint enfin ses vieilles pierres. Les terrains vagues sont remblayés. Des immeubles sont construits en s'articulant autour du site. Le quartier conserve, d'ailleurs, la trace du monument romain par sa structure elliptique et par le réseau des rues qui convergent, en patte d'oie, vers l'ancienne entrée principale de l'amphithéâtre. Mais l'urbanisation finira par noyer les vestiges romains sous de nouvelles constructions. Il faudra attendre 1992 pour que le passant puisse commencer à en prendre conscience, grâce à un petit promontoire aménagé au bord d'un jardin qui surplombe le site.

La municipalité, qui a déjà consacré 500 000 francs aux premiers sondages, poursuit par ailleurs une politique d'acquisition foncière commencée il y a quinze ans, les élus d'alors ayant déjà conscience de la valeur de ce sous-sol. Trente-cinq propriétés qui entourent l'ellipse ont donc été achetées pour 3,4 millions de francs. Et la ville négocie l'achat des garages qui sont situés juste au-dessus des arènes et qui devront être détruits. Les propriétaires,

parfois réticents, semblent mieux comprendre aujourd'hui l'intérêt de ces travaux. Pour le reste, plusieurs hypothèses d'aménagement plus ou moins ambitieuses ont été proposées par la DRAC et sont pour étude sur le bureau du maire. Quel que soit son choix, la ville devra pouvoir mettre en valeur le site sans trop de destructions car les habitations bordent celui-ci mais n'empêchent pas dessus.

Il faudra sans doute encore cinq ans pour achever les fouilles. L'enjeu pour Béziers n'est pas mince. L'amphithéâtre est en effet le seul monument romain local dont les vestiges soient conservés en élévation : 8 mètres au-dessus du sol dans la partie ouest du monument qui a été excavée dans la colline Saint-Jacques. Mais, au-delà de la découverte et de la valorisation nécessaire de ce patrimoine local, pour une ville par ailleurs en crise, il y a derrière ce projet des objectifs plus profonds : la recherche d'une identité grâce à la résurgence de la mémoire ; la mise au jour d'un nouvel objet de fierté pour les habitants.

JACQUES MONIN

## LA FAIM DANS LE MONDE

## CCFD ECHANGERAIT POLITIQUE DE L'AUTRUCHE CONTRE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT.

Voyons les choses en face. Surtout l'avenir. Combien de millions d'hommes, de femmes et d'enfants souffriront-ils encore de la misère et de la faim dans 10, 20 ou 30 ans ? Eh bien non, la misère et la faim ne sont pas une fatalité. L'aide d'urgence ne suffit pas. Il faut aller plus loin dans le sens d'une véritable solidarité à long terme : le développement. Depuis 30 ans, le CCFD travaille avec ses partenaires du tiers monde. Ils mettent en place des solutions durables de développement. Ainsi, les plus démunis peuvent enfin prendre eux-mêmes leur avenir en main. Depuis 30 ans, partout où le CCFD agit, les résultats sont là. Soyons nombreux à démontrer que la volonté est plus forte que la fatalité.



Développement, le mot de la faim.

Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement  
4, rue Jean-Lantier - 75001 PARIS - CCP Paris 4600 F

GARNIER PARSY &amp; Co Consultants

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUBE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beube-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie  
du « Monde »  
12, r. M. Guesbroux  
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 5137  
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

## Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :  
Jacques Lesourne  
Directeur général : Michel Cuv  
Membres du comité de direction :  
Jacques Guin, Philippe Dupuis,  
Isabelle Tassin,  
15-17, rue de Colonne-Pierre-Avia  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Téléc : MONDIPUB 634 128 F  
Téléc : 46-62-98-71 - Société Régie  
de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA

## Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LM

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beube-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél. : (1) 49-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales-CCF
3 mois	536 F	572 F	798 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 968 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre  
règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur  
numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

221 MQ 02

PP Paris PP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## CHRONOLOGIE

## ÉTRANGER

1<sup>er</sup>. - GATT : à l'appel du CNJA et de la FNSEA, des milliers d'agriculteurs européens manifestent à Strasbourg contre les décisions du GATT. Le 4, Washington lève les menaces de sanctions sur les exportations agricoles européennes annuées le 5 novembre. Le 8, à Bonn, des milliers d'agriculteurs manifestent également contre l'accord sur le volet agricole du GATT conclu le 19 novembre (1, 5, 6-7, 9, 10, 11, 18).

1<sup>er</sup>. - VENEZUELA : le président Carlos Andrés Pérez Rodríguez lève le couvre-feu institué le 27 novembre après la tentative de coup d'État avorté fomentée contre lui (3).

3. - ESPAGNE : un pétrolier grec, l'*Aegean Sea*, avec 79 000 tonnes de brut à bord, fait naufrage à l'entrée du port de La Corogne, dans le nord-ouest de l'Espagne, et laisse échapper une nappe de pétrole qui pollue 100 kilomètres de côtes (5, 8).

4. - ALGÉRIE : afin de lutter contre le terrorisme islamiste, le gouvernement institue l'État d'urgence à Alger et dans cinq départements, pour une période indéterminée. Alors que le dialogue entre le pouvoir et les forces politiques est paralysé, les attentats contre les

forces de l'ordre se poursuivent (4, 10, 16, 18, 19, 22, 29).

6. - INDE : la destruction par des hindouistes fondamentalistes d'une mosquée à Ayodhya (Uttar Pradesh), l'une des sept villes saintes de l'hindouisme et symbole de la cohabitation entre la minorité musulmane et la majorité hindoue du pays, entraîne des sanglants affrontements intercommunautaires dans tout le pays, provoquant la mort de près de 1 200 personnes ainsi qu'une grave crise politique. Le 7, des émeutes anti-indiennes se déroulent au Pakistan et au Bangladesh (8, 9, 10, 11, 12, 15, 18, 22, 27-28).

6. - SUISSE : 50,3 % des Suisses se prononcent contre l'adhésion de leur pays à l'Espace économique européen (EEE), devant rassembler les pays de la CEE et de l'AELE (Association européenne de libre-échange) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993. Les résultats du référendum révèlent les clivages entre les francophones pro-européens et la Suisse allemande, hostile à un rapprochement avec l'Europe. Le 9, M. Adolf Ogi est élu président de la Confédération helvétique pour 1993 (7, 8, 9, 11).

## Décembre 1992 dans le monde

Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par BRIGITTE CAMUS-LAZARO

10. - MAASTRICHT : le Parlement portugais ratifie le traité de Maastricht, suivi par l'Allemagne le 18 (4, 5, 14, 15, 17, 20-21, 24).

10. - ÉTATS-UNIS : M. Bill Clinton compose son équipe chargée de la politique économique. Le sénateur Lloyd Bentsen est nommé secrétaire au Trésor et M. Leon Panetta à la direction du budget. Le 14, un Nul, M. Ronald Brown, est nommé secrétaire au commerce, et Thomas Mc Larty secrétaire général de la Maison Blanche. Le 21, M. Richard Riley est nommé secrétaire à l'éducation et M. Hazel O'Leary, secrétaire à l'énergie. Le 22, M. Bill Clinton confie à d'anciens collaborateurs de M. Jimmy Carter les postes-clés

du secrétariat d'État et du Pentagone : M. Warren Christopher dirigera la diplomatie et M. Les Aspin le secrétariat à la défense. Le 24, le cabinet est complet, il compte quatre femmes, quatre Noirs et deux Hispaniques (8, 12, 13-14, 23, 24, 26).

11-12. - CEE-SOMMET D'EDIMBOURG : des accords sont conclus sur la question danosie et le budget communautaire de 1993 à 1997. Le choix de Strasbourg comme siège du Parlement européen est confirmé. Le feu vert est donné à l'ouverture de pourparlers entre la CEE et les pays candidats à l'adhésion. Le projet d'initiative européenne de croissance est adopté. Le 22, les dix-sept membres de la nouvelle Commission européenne, qui entrent en fonctions en janvier, sont désignés (8, 10, 12, 13-14, 15, 16, 17, 22, 24, 27-28).

13. - LIECHTENSTEIN : 55,8 % des électeurs approuvent par référendum l'adhésion de la principauté à l'Espace économique européen (EEE) (13-14).

13. - PROCHE-ORIENT : un garde-frontière israélien, calcivé à Lod, le 13, par un mouvement islamiste, qui réclame la libération du cheikh Ahmed Yassin, condamné à la prison à perpétuité, est retrouvé assassiné le 15. Le 16, Israël décide d'expulser des territoires occupés 415 Palestiniens soupçonnés d'être des fondamentalistes islamistes, opposés au processus de paix. Le 18, Israël refuse d'accueillir les Palestiniens, qui restent confinés dans la « zone de sécurité » contrôlée par l'Armée du Liban sud (ALS) d'Antioch Lahad. Le 18, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 799 condamnant Israël et exigeant la modification du projet de loi de finances pour 1993 (19).

17. - MEURTRE DE CÉLINE JOURDAN : jugé coupable du viol et du meurtre de la petite Céline Jourdan, commis le 28 juillet 1988 à La Motte-du-Caire (Alpes-de-Haute-Provence), Didier Gentil est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de vingt-huit ans. Richard Roman, coaccusé, est acquitté par la cour d'assises de l'Isère après que l'avocat général ait abandonné l'accusation. (1, 2, 4, 5, 6-7, 9 au 12, 16, 18, 19, 23).

19. - RÉFORME DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE : le Parlement adopte définitivement la réforme du code de procédure pénale, qui modifie tous les stades de la procédure (11, 23, 24).

19. - LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : l'Assemblée nationale adopte définitivement le projet de loi relatif à la lutte contre la corruption et à la transparence de la vie économique (5, 24).

21. - LUTTE CONTRE LA DROGUE : le plan de lutte contre la drogue présenté par M. Paul Quilès, à partir d'un rapport du préfet Robert Broussard, se prononce contre la décriminalisation et la légalisation des stupéfiants. Il suscite la désapprobation des spécialistes de la drogue, qui le jugent « répressif », et une polémique au sein du gouvernement sur l'action à conduire pour lutter contre la drogue (23, 24, 25).

23. - Le projet de loi de finances rectificative pour 1992 est adopté. Deux mesures nouvelles sont introduites par le gouvernement : la fiscalisation complète de l'indemnité des parlementaires et son doublement de 15 % du prix du tabac en 1993. Le nouveau déficit budgétaire de 1992 est fixé à 188,7 milliards de francs. Deux amendements sont adoptés : le premier

au sein du cabinet. Celui-ci propose au Liban un « compromis » sur l'aide aux expulsés, rejeté par Beyrouth. Le 30, M. Roland Dumas s'entretient avec M. Yasser Arafat à Genève (3, 9, 11, 16 au 19, 20-21, 22 au 25, 27-28, 29, 30, 31).

14. - RUSSIE : à l'issue du Congrès des députés, commencé le 1<sup>er</sup>, le président russe, M. Boris Eltsine, est contraint d'accepter la nomination de M. Viktor Tchernomyrdine comme premier ministre, à la place de M. Egor Gaidar, qui occupait ce poste depuis le 15 juin. Le 23, M. Boris Eltsine présente son nouveau gouvernement. Il conserve l'essentiel de l'ancien cabinet, dont M. Andreï Kozirev, le ministre des affaires étrangères, « bête noire » des conservateurs (3, 4, 5, 6-7, 8, 10, 12, 13-14, 15, 16, 22, 25, 26, 29).

15. - SALVADOR : onze mois après la conclusion des accords de paix de Mexico, la fin de la guerre civile (92 000 morts en douze ans) est officiellement consacrée par une cérémonie (17).

17. - CHINE-RUSSIE : M. Boris Eltsine effectue en Chine la première visite d'un chef d'État russe de la période post-soviétique. Il doit l'abréger du fait des événements intérieurs en Russie (18, 19, 20-21).

18. - CORÉE DU SUD : lors de l'élection présidentielle, Kim Young-sam l'emporte, avec 42 % des suffrages, sur ses deux rivaux, Kim Dae-jung et Chung Ju-yung, le

« Ross Perot » créen. Le vainqueur succède au président Roh Tae-woo en février (17, 20-21, 26).

24. - ALLEMAGNE : les manifestations contre la xénophobie qui ont lieu depuis le début du mois prennent de l'ampleur dans tout le pays, notamment à Munich, Francfort et Hambourg (3, 8, 10, 11, 12, 15, 16, 17, 22, 23, 26, 27-28).

24. - ÉTATS-UNIS : le président George Bush accorde le « pardon » à M. Caspar Weinberger, ancien secrétaire à la défense de M. Ronald Reagan, et à cinq autres personnes impliquées dans le scandale de la vente secrète d'armes à l'Iran en 1985 et 1986 (26, 27-28, 29).

27. - IRAK : un F-16 américain abat un Mig-25 irakien alors qu'il violait la zone d'exclusion aérienne au sud du 32<sup>e</sup> parallèle, imposée à l'Irak le 27 août 1992, conformément à la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU du 6 avril 1991 (29, 30).

29. - BRÉSIL : refusant d'être jugé par le Sénat, le président Fernando Collor de Mello, suspendu de ses fonctions le 2 octobre, présente sa démission. Le 29, le président par intérim, M. Itamar Franco, est officiellement investi. Le 30, le Sénat reconnaît M. Fernando Collor de Mello coupable de corruption et le condamne à la suspension de ses droits civiques pendant huit ans (4, 19, 23, 25, 30, 31).

## Somalie : l'opération « Rendre l'espoir »

Le 3, par la résolution 794, le Conseil de sécurité de l'ONU approuve une opération militaire internationale d'urgence, composée d'un corps expéditionnaire de près de 38 000 hommes, auquel participent une vingtaine de pays, et placée sous commandement américain, destinée à sauver de la famine et de la guerre des centaines de milliers de personnes en Somalie.

Le 9, premiers éléments du corps expéditionnaire de l'opération « Rendre l'espoir », 1 800 « marines » débarquent à Mogadiscio, suivis par les premières troupes françaises (2 120 hommes au total), de l'opération « Oryx ».

Le 16, la force multinationale entre à Baidoa, ville-mouroir.

Le 17, pour la première fois depuis 1945, l'Allemagne annonce l'envoi d'unités armées hors des frontières de l'OTAN, pour prendre part aux opérations de secours en Somalie.

Le 20, les militaires occidentaux prennent le contrôle du port de Kismayo, dans le sud du pays, qui était en proie aux pillages.

Le 28, les deux chefs de guerre qui se disputent le capital, MM. Ali Mahdi Mohamed et le général Mohamed Farah Aidid concluent un accord de paix. Le 31, M. George Bush rend au Somalie (2 au 5, 6 au 19, 22 au 25, 26, 27-28, 31).

## Bosnie : l'hypothèse d'une intervention militaire

Le 6, en Slovaquie, lors des élections législatives, les partis centristes l'emportent. Le même jour, M. Milan Kucan est réélu à la tête de l'État.

Le 8, Médécine sans frontières dénonce l'existence de nouveaux camps de détention en Bosnie où des atrocités sont perpétrées.

Le 9, M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, se rend au Sandjak et au Kosovo, deux provinces de la Serbie menacées d'un nouveau conflit intercommunautaire.

Le 11, le Conseil de sécurité de l'ONU décide le déploiement préventif de « casques bleus » en Macédoine pour éviter une extension du conflit de la Bosnie dans l'ensemble de l'ex-Yugoslavie.

Le 12, à l'issue du sommet européen d'Edimbourg, les Douze souhaitent un renforcement de la résolution 786 du 9 octobre,

interdisant le survol du territoire bosnien par l'aviation serbe.

Le 18, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 798 exigeant la fermeture des camps de prisonniers en Bosnie-Herzégovine.

Le 20, en Serbie, les élections législatives permettent l'entrée au Parlement des ultranationalistes.

Le 20, M. Slobodan Milosevic, président de Serbie depuis 1987, est réélu avec 58,32 % des voix contre 34,02 % à M. Milan Panic, premier ministre, depuis le 4 juillet, à l'issue d'un scrutin entaché d'irrégularités. La victoire du président sortant, principal responsable de la guerre selon les Occidentaux, relance le débat sur une éventuelle intervention militaire, mais les Occidentaux divergent sur les moyens à mettre en œuvre pour obliger l'aviation serbe à respecter la zone d'exclusion aérienne.

Le 27, M. Roland Dumas

déclare que la France « prendra sa part » dans une action militaire internationale, tandis que le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali et le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozirev, expriment leurs réserves.

Le 29, le premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, est renversé par une motion de censure des députés socialistes (ex-communistes) et ultranationalistes des deux chambres du Parlement fédéral. La victoire d'avoir brisé les intérêts serbes lors des négociations de Genève. Le 31, M. François Mitterrand réaffirme que les conditions d'une action militaire ne peuvent être envisagées que dans un engagement américano-européen et sous la responsabilité de l'ONU (1 au 6, 7 au 18, 21 au 31, 2/1).

## FRANCE

1<sup>er</sup>. - PERMIS A POINTS : entrée en vigueur du nouveau permis de conduire à douze points (2).

1<sup>er</sup>. - GRAND STADE : M. Pierre Bérégovoy confirme le choix du site de Melun-Sénart (Seine-et-Marne) en prévision de la Coupe du monde de football en 1998 (1, 6-7).

2. - RÉFORMES CONSTITUTIONNELLES : le conseil des ministres adopte le décret créant le comité consultatif pour la révision de la Constitution appelé à se prononcer, avant le 15 février 1993, sur les propositions de réforme rendues publiques par le président de la République le 30 novembre. Ce comité est présidé par M. Georges Vedel (3, 4, 8).

3. - AFFAIRE PIERRE BOTTON : le 4, la mise en détention de l'homme d'affaires lyonnais est confirmée, tandis que M. Charles Giscard d'Estaing, neveu de l'ancien président de la République, est inculpé d'abus de biens sociaux, de faux en écritures de commerce et de banque et usage (6-7, 13-14, 18, 20-21, 24, 30, 31).

2-4. - FEN : réunie en congrès extraordinaire, la FEN se dote de nouveaux statuts. Le 10, le SNE-TA (Syndicat national de l'enseignement technique et de l'apprentissage autonome) vote son départ de la Fédération de l'éducation nationale pour protester contre l'extension du champ de syndicalisme du syndicat des enseignants (SE), aux enseignants du technique (4, 6-7).

3. - AFFAIRE RENÉ TRAGER : dans le cadre de l'instruction de l'affaire René Trager, du nom de l'industriel nantais inculpé dans plusieurs dossiers de financement politique occulte, M. Michel Maurice, ancien conseiller de M<sup>me</sup> Georgina Duloix au ministère des affaires sociales, est inculpé de corruption. Le 18, M. Antoine Duloix est inculpé de recel d'abus de biens sociaux (11, 5, 6-7, 15, 16, 19, 20-21).

3. - AFFAIRE JEAN-MICHEL BOUCHERON : l'Assemblée nationale vote la levée de l'immunité parlementaire de M. Jean-Michel Boucheron, député non inscrit

de la Charente, ancien maire socialiste d'Angoulême, enlui en Argentine (10, 13-14, 19).

9. - ÉLECTIONS PRUD'HOMALES : 14,5 millions d'électeurs, salariés des entreprises de droit privé, employeurs et chômeurs indemnisés, élisent les juges des conseils de prud'hommes. Les résultats traduisent le déclin de la CGT (5, 8, 9, 10, 11, 12).

9. - Mort de Geoffrey Choborde de Courcel, ancien collaborateur du général de Gaulle, secrétaire général de la présidence de la République de 1959 à 1962 (12).

10. - SPORTS ET PUBLICITÉ POUR LE TABAC : le Grand Prix de France de formule 1 automobile qui devait avoir lieu le 4 juillet 1993 sur le circuit de Nevers-Magny-Cours est annulé en application de la loi Evin contre le tabagisme, en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993. Le même jour, M. Michel Charasse dépose au

Sénat un amendement visant à autoriser la retransmission des compétitions mécaniques dans des pays où la publicité pour le tabac est permise. Le 23, un autre amendement du gouvernement, destiné à aider les compétitions de sports mécaniques afin de compenser les pertes de recettes dues à l'application de la loi sur le tabagisme, est adopté (12, 13-14, 15 au 19, 24).

14. - CATASTROPHE FERROVIAIRE DU 27 JUIN 1988 A LA GARE DE LYON (56 morts et autant de blessés) : le jugement rendu par la quatorzième chambre correctionnelle de Paris condamnant le conducteur du train à quatre ans de prison dont six mois ferme, entraîne une grève de vingt-quatre heures très suivie par les cheminots (16, 17).

17. - CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCES : le rapport semestriel de l'OCDE et la note de conjoncture de l'INSEE ne prévoient pas de reprise avant l'été 1993 dans les principaux pays industrialisés. Les partis de l'opposition se divisent sur la politique monétaire à mener (16, 18, 19, 22, 23, 24, 29, 30, 1/1).

17. - BUDGET 1993 : les députés adoptent définitivement et sans modification le projet de loi de finances pour 1993 (19).

17. - MEURTRE DE CÉLINE JOURDAN : jugé coupable du viol et du meurtre de la petite Céline Jourdan, commis le 28 juillet 1988 à La Motte-du-Caire (Alpes-de-Haute-Provence), Didier Gentil est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de vingt-huit ans. Richard Roman, coaccusé, est acquitté par la cour d'assises de l'Isère après que l'avocat général ait abandonné l'accusation. (1, 2, 4, 5, 6-7, 9 au 12, 16, 18, 19, 23).

19. - RÉFORME DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE : le Parlement adopte définitivement la réforme du code de procédure pénale, qui modifie tous les stades de la procédure (11, 23, 24).

19. - LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : l'Assemblée nationale adopte définitivement le projet de loi relatif à la lutte contre la corruption et à la transparence de la vie économique (5, 24).

21. - LUTTE CONTRE LA DROGUE : le plan de lutte contre la drogue présenté par M. Paul Quilès, à partir d'un rapport du préfet Robert Broussard, se prononce contre la décriminalisation et la légalisation des stupéfiants. Il suscite la désapprobation des spécialistes de la drogue, qui le jugent « répressif », et une polémique au sein du gouvernement sur l'action à conduire pour lutter contre la drogue (23, 24, 25).

23. - Le projet de loi de finances rectificative pour 1992 est adopté. Deux mesures nouvelles sont introduites par le gouvernement : la fiscalisation complète de l'indemnité des parlementaires et son doublement de 15 % du prix du tabac en 1993. Le nouveau déficit budgétaire de 1992 est fixé à 188,7 milliards de francs. Deux amendements sont adoptés : le premier

affectant 5 milliards de francs à la Sécurité sociale, le second, prévoyant, au titre des recettes non fiscales, un ajustement alimenté à hauteur de 1 milliard de francs, par les propres réserves de l'Assemblée nationale, cette dernière ayant décidé, de rembourser à l'État 2 milliards de francs sur ses propres réserves, au titre du trop perçu (23, 24, 26).

23. - AÉRONAUTIQUE : face à la crise que traverse le secteur, M. Pierre Joxe annonce la conclusion d'un accord entre le groupe privé Dassault et le groupe public Aérospatiale pour le rapprochement de certaines de leurs activités (24).

23. - LICENCIEMENT : l'annulment de M<sup>me</sup> Martine Aubry sur les plans sociaux, prévoyant l'annulation des procédures de licenciement non accompagnées du reclassement des salariés, est définitivement adopté par l'Assemblée nationale dans le cadre du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (DMOS) (23, 24, 25).

24. - INDICATEURS ÉCONOMIQUES : en novembre, la balance commerciale a été excédentaire de 2,59 milliards de francs, le chômage a augmenté de 1,2 % et les prix sont restés stables (24, 1/1).

24. - GOUVERNEMENT : M. Bérégovoy annonce le retour de M. Bernard Tapie au gouvernement. Le président l'OM reprend les fonctions de ministre de la ville qu'il avait exercées d'avril à mai avant de s'en démettre à la suite de son implication dans le litige privé l'opposant à M. Georges Tranchant, député RPR des Hauts-de-Seine. Celui-ci ayant retiré sa plainte au terme d'une transaction, M. Tapie, le 18, a bénéficié d'un non-lieu. Son retour au gouvernement suscite toutefois des réactions négatives à gauche comme à droite (25, 26, 27-28, 1/1).

30. - FICHIER DES JUIFS : selon le prérapport de l'historien René Rémond, rendu public, le fichier des juifs « découverts » en 1991 dans les archives du secrétariat aux anciens combattants, ne serait pas le fichier du recensement ordonné par les Allemands sous l'Occupation (1/1).

## CULTURE

8. - PEINTURE : une polémique s'installe entre la France et les Pays-Bas sur l'authenticité de six dessins, découverts par deux « chercheurs » en 1990, dans le sud de la France et attribués à Van Gogh (8, 15, 23, 25).

9. - Mort du chorégraphe Dominique Bagouet (11).

9. - CINÉMA : le 50<sup>e</sup> prix Louis Delluc décerné au meilleur film français de l'année est attribué au film de Christine Fassel *Le petit prince à dix ans*. Le 25<sup>e</sup> prix Georges Sadoul, décerné aux meilleurs premiers films français et étrangers de l'année revient à *la Sentinelle*, d'Arnaud Desplechin (français) et à *The Grocer's Wife* (la Femme de l'épicer, canadien) de John Pozor (12).

23. - Un décret paru au Journal officiel modifie le statut du Louvre qui devient « établissement public national à caractère administratif » (25).

24. - Mort du dessinateur belge Peyo, le père des Schtroumpfs (25).

28. - THÉÂTRE : Marguerite et le président, pièce mise en scène par Didier Bezace, d'après des entretiens entre le président François Mitterrand et Marguerite Duras en 1985 et 1986. Jean-Marie Galey interprète le président. (A l'Aquarium) (27-28).

28. - Mort du pianiste d'origine russe Nikita Magaloff (29).

31. - Mort du peintre néerlandais César Domela, pionnier de l'abstraction (1/1).

هكذا من الأمل



## CULTURE

## CINÉMA

## Le rêveur d'Amérique

Aux confins de tous les imaginaires américains un cinéaste européen invente une grande légende mélancolique

ARIZONA DREAM  
d'Emir Kusturica

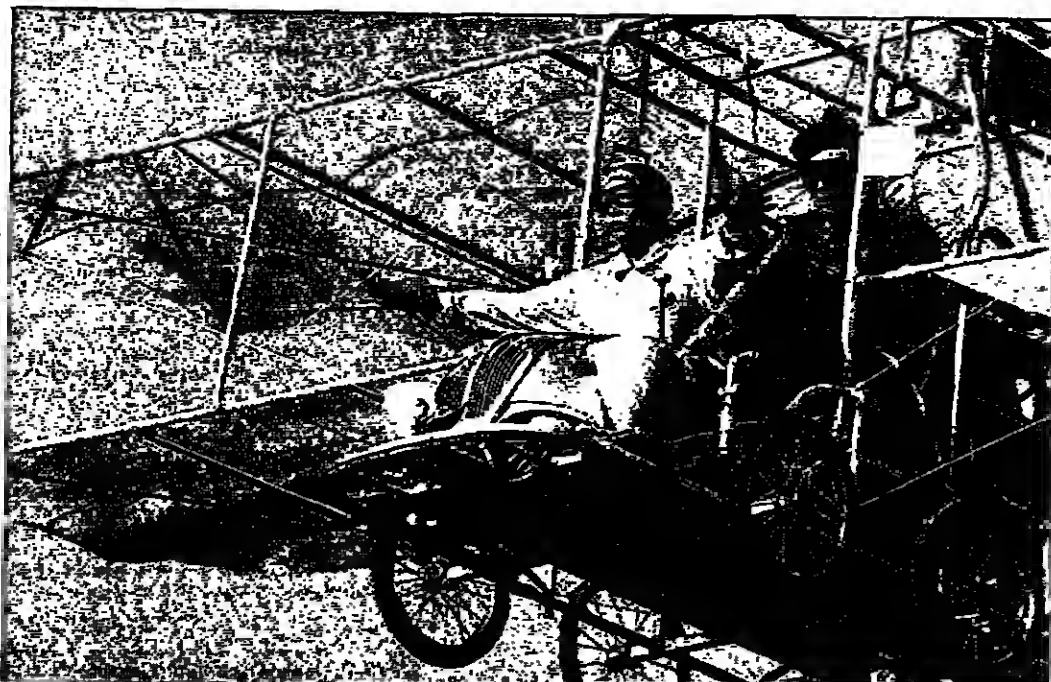
C'est une vessie de phoque, ou de renne, avec laquelle joue un enfant esquimo tout content que son papa esquimo ait échappé à la tempête, et qui s'envole. Un tour de lanterne magique, c'est devenu un ballon rouge qui vient éveiller un jeune homme endormi à New York - à moins que nous ne soyons seulement entrés dans son rêve. C'est le début du quatrième film d'Emir Kusturica qui, depuis le premier, *Le souvenir de Dolly Bell* en 1981, a toujours aimé faire s'envoler les gens et les choses.

Kusturica, envoyé lui-même de sa Yougoslavie natale vers les États-Unis, rescapé de la tempête qui massacra sa ville Sarajevo, s'apprête à tenter un improbable tour de force, annoncé par ce prologue en forme de conte onirique : non pas réussir son atterrissage en Amérique, comme le font d'ordinaire, avec plus ou moins de casse ou de casse, les cinéastes européens attirés à Hollywood. Mais plutôt faire décoller l'Amérique elle-même, dans son orbite à lui. Et ses spectateurs à sa suite.

Mais il ne s'agit pas ici d'être expédié dans la stratosphère à coups d'effets spéciaux, comme en a pris l'habitude ce cinéma « moderne » qui confond grand spectacle et attraction foraine *high tech*. Kusturica est de la race des rêveurs avertis, pas de celle de Werner von Braun.

Espoirs particuliers  
et délire farfelus

En vol plané et en musique, direction le sud, chaleur et désert de l'Arizona, réserve de paysages mythiques, territoires des délire primaires de l'Amérique profonde. Le jeune homme endormi de New York, l'ami des poissons (Johnny Depp), est quasiment kidnappé par son cousin Paul (Vincent Gallo), qui, en attendant de devenir vedette de l'écran, vend des voitures dans le magasin de Léo. Or, tantôt Léo, père substitué d'Axel, fantasque et ébaleur, benêt et génial, se marie. Avec une jeune femme, Léo, c'est Jerry Lewis. Ou plutôt, le personnage est à la fois Léo, figure haute en couleur de la fiction, et Jerry Lewis, acteur de cinéma imparable et incomparable.



Faye Dunaway et Johnny Depp.

Dans ce pays où on expose des carcasses de Cadillac comme monuments d'une civilisation qui s'éteint, pullulent les personnages décalés, enfermés dans leurs manies. Le rêve américain n'est plus un élan collectif, il n'en reste que les espoirs particuliers, déconectés, prompts à tourner au délire d'une ribambelle de quidams farfelus. En voici deux spécimens, belle-mère et belle-fille, très belles toutes les deux. L'ainée, Elaine (Faye Dunaway), a un peu assassiné son mari, elle se passionne pour des machines supposées l'arracher à l'attraction de cette vallée de larmes. La plus jeune, Grace (Lili Taylor), héritière de la considérable fortune du papa défunt, cultive un penchant prononcé pour les tortues, l'accordéon, et le suicide.

Axel, bientôt installé dans leur ranch baroque et décati, aimera l'une et l'autre. Axel est pris dans le réseau des rêves de tous, le rêve de Léo qui veut décrocher la lune en vendant des limousines, celui de Paul qui croit atteindre la gloire en connaissant par cœur tous les dis-

logues des films de Scorsese, celui d'Elaine qui cherche la paix dans les airs, celui de Grace avec son credo romantique mêlant pureté, générosité et désespoir. Axel, lui, ne croit rien de tout cela, mais respecte les lubies des autres, pas plus nuisibles que la raison des gens raisonnables.

Le carburant d'*Arizona Dream* et sa richesse sont dans cette égalité d'esprit du jeune homme, dans cette équité de la caméra à considérer les protagonistes. La richesse (rien à voir avec le budget) est, aussi, dans la réalisation de Kusturica : une idée par plan semble pour lui un minimum. On songe qu'il faudra revenir à une autre scène, suivre à nouveau son grand poisson-sorcier qui flotte entre ciel et terre, entre veille et sommeil. Pour mieux goûter tel jeu de rimes intérieures, tel enlacement d'une ballade d'Iggy Pop et d'une balade au-dessus du désert, telle variation sur un thème mineur. Mais en deviner la présence est déjà grand plaisir.

Si, il y a trois ans, l'ambitieux *Temps des glans* abusait parfois de

la virtuosité de son cinéaste déjà labellisé comme prodige (Lion d'or à Venise pour le premier film, Palme d'or à Cannes pour le deuxième, *Papa est en voyage d'affaires*), Kusturica, désormais plus maître de son talent, compose et harmonise, suggère et organise ce qu'il était jadis sur l'écran avec un mélange d'invention et d'arrangement. Il profite, aussi, d'un éblouissant pontifex de dons et contre-dons avec ses interprètes : à Johnny Depp, il offre l'occasion de sortir de son emploi de bel adolescent rebelle ; à Faye Dunaway, dont la carrière s'effiloche, il donne l'occasion de son plus beau rôle depuis *Bonnie and Clyde* ; aux deux connus Lili Taylor et Vincent Gallo, il donne leurs rôles de comédiens de premier rang.

Et à Jerry Lewis, il donne tout, ses souvenirs de jeune spectateur enthousiaste et son adhésion de cinéphile horrifié par l'ostentation dans lequel le tiennent les Américains, le statut de star, et la mélancolie, et la franche rigolade. En retour, toute la troupe d'acteurs américains offre sans réserve au

pied-tendre slave des trésors de magnétisme et de finesse, un alliage irrésistible de professionnalisme et de naturel.

Si, deux heures vingt durant, le film s'envole d'un seul élan, il opère pourtant deux virages sur l'aile. Le premier est marqué par le décollage d'une de ces machines volantes qu'Axel, mi-Vinci mi-Nimbus, hricole pour Elaine. Jusque-là, *Arizona Dream* a retrouvé la veine originelle du cinéma, invention synchrone du grand essor du machinisme, qui trouva sa plus haute illustration dans le burlesque, puis ses développements plus sophistiqués dans la comédie américaine : Kusturica s'installe sans effort apparent en haut de l'arbre généalogique qui part de Chaplin et Keaton, passe par Lubitsch, Capra et McCarey, jusqu'au Hawks de *L'impossible Monsieur Bébé*.

Le saut  
de l'ange

Ensuite, c'est tout le cinéma américain qui débarque, Hitchcock et le western, le film noir et le fantastique. Le film, malgré sa singularité à fleur d'écran, court alors le danger de ce savoir-faire du collage et du recyclage qu'on dit « post-moderne », Kusturica flirte avec le reproche de trop d'habileté. Mais dans les ultimes séquences, enlevant d'un coup son « appareil », il passe au-dessus des nuages, là-haut, tout haut, là où ces considérations n'ont plus cours, dans la gloire d'un cinéma plein, généreux, évident.

Dans ses précédents films, Emir Kusturica racontait en jeune cinéaste des histoires d'enfants et d'adolescents. Il exécute cette fois le saut de l'ange, passe à l'âge adulte sans trahir son enfance. Et, par-dessus l'abîme transatlantique, il connecte les pôles opposés de la distance européenne et de l'aplomb hollywoodien. Il rend ainsi justice aux mythes de l'Amérique - réelle et cinématographique, mais y a-t-il une différence ? - l'exacte part de ses mensonges et de ses beautés, de ses échecs et des espoirs qu'elle a incarnés. Exploite qu'aucun metteur en scène du Vieux Continent n'aurait mené à bien, depuis le rêve opiant d'il y a cent ans, *l'Amérique*, il y aura bientôt dix ans.

J.-M. F.

## Un entretien avec Emir Kusturica

« Les films doivent être plus grands que la vie »

Emir Kusturica ressemble à un grand petit garçon, mauvaise tête-bon cœur, rugueux et charmeur, toujours sur le point de s'en aller. Il est né à Sarajevo, il y a trente-trois ans. Il a été une rock star dans son pays. Ses films montrent tous des enfants en train de grandir, des animaux emblématiques et curieusement séduisants, des mondes qui disparaissent, et des tentatives splendides de décoller à la fois du sol et de la réalité. Long et difficile à réaliser, *Arizona Dream* est son premier film américain.

« Vous avez décidé un jour qu'il vous fallait rêver pour survivre ? »

« C'est venu naturellement. Je suis arrivé en Amérique et j'ai eu peur. La même peur que j'ai éprouvée lorsque je suis entré pour la première fois dans la grande cathédrale gothique de Prague. Je me sentais si petit, un tout petit morceau de rien. Perdu. Les rêves du film sont donc une manifestation d'auto-défense. Je ne dis pas que je sois le seul à rêver, je ne dis pas que je suis unique, je dis que mes rêves sont ceux d'un type qui vient d'une partie de la planète civilisée d'une bien curieuse façon.

« Quand vous êtes arrivé aux États-Unis, c'était dans l'intention de faire un film ? »

« Non, j'avais été appelé à New York par quelqu'un que je considère comme un très grand metteur en scène, quelqu'un qui a su devenir un cinéaste américain sans pour autant se renier, Milos Forman. Il m'a appelé pour que je lui succède à l'Université, que je donne des cours de cinéma. Au bout d'un an et demi, j'ai réalisé que je n'avais rien vu, je vivais chez moi, je sortais peu, je lisais beaucoup. Raymond Carver, Jim Harrison, d'autres encore. C'est en découvrant cette littérature que je me suis rendu compte à quel point notre regard sur l'Amérique était faussé par l'image que nous en renvoie Hollywood.

« Ce que je hais dans le cinéma hollywoodien, pas dans le cinéma américain qui est tout autre chose, c'est le naturalisme. J'essaie d'expliquer ça à mes étudiants. Ils ne font pas la différence entre la réalité et le réalisme. Ils pensent que la vie est plus grande que les films, c'est faux. Les films doivent être plus grands que la vie. Dès l'instant où vous posez une caméra dans les rues de New York, vous prenez une décision artistique et, comme dit Godard, une décision morale. Je pense que le naturalisme est revenu dans les films à travers la télévision, cette tuerie de cinéma. Quand je vois à la télé l'armée américaine débarquer à Mogadiscio avec les marines maquillées en Rambo, je me dis qu'il faut à tout prix résister à ça.

« Pourquoi êtes-vous parti d'un scénario américain pour *Arizona Dream* ? »

« Question de vocabulaire, d'expression. Il fallait que le premier regard soit d'un autochtone. Pour que je puisse dire que le rêve américain n'existe plus, j'avais besoin de savoir ce qu'il avait été, dans ce pays où les vieilles voitures sont devenues des statues symbolisant son idéal.

« Echapper  
à sa culpabilité »

« Vous avez délibérément voulu retrouver des formes de mises en scène américaines en tournant ? »

« J'ai beaucoup appris du cinéma américain, en particulier celui des années 70, qui est pour moi l'âge d'or. Il me semble qu'il y a une faiblesse dans le cinéma européen, y compris la nouvelle vague, et toutes les autres nouvelles vagues qui sont nées dans tant de petits pays, c'est l'absence d'utilisation des gros plans. En cette fin de siècle, nous sommes entourés de tant de choses complexes et disparates que le gros plan

peut retrouver sa fonction de jadis. Dans *Au bout en emporte le vent*, dans tous les gros plans, on sent un gros plan immobile transmettant l'énergie, servait à capitaliser l'émotion.

« Dans *Arizona Dream*, Faye Dunaway essaie tout le temps de voler. Vous avez le sentiment, vous, d'avoir atteint ? »

« Je ne crois pas. Mon idée du cinéma est toujours de faire tout s'envoler. Je me sens très proche de l'Amérique de ce point de vue, et du sentiment très fort qu'il avait des éléments naturels. J'essaie de garder ces vieux rêves. En ce qui concerne le vol, il est significatif que David Atkins, le garçon qui m'a apporté le scénario, voulait faire de Faye Dunaway un personnage infatigable, il proposait de l'entourer de poupées et de jouets. Ça m'a paru une idée psychologique, et pas du tout cinématographique. Ma première impression quand je suis arrivé en Arizona a été : « Bon dieu, si je vivais ici, je m'envolerai », on sent un besoin de planer au-dessus de ces immensités, de ce désert.

« Les machines volantes du film sont une utopie rétrograde, quand tout le monde prend l'avion et qu'on vend des ULM partout. »

« Ce n'est pas vrai. On croit les États-Unis modernes et unifiés parce que la télévision arrive partout, mais en fait on y trouve beaucoup de gens décalés, qui vivent dans une autre époque, des dinosaures, en particulier les cinéastes comme le personnage qu'incarne Faye Dunaway. Elle a des raisons d'être comme ça, elle a été traumatisée dans son enfance, elle a tué son mari, voler est un moyen d'échapper à sa culpabilité.

« Songez-vous à refaire un film en Europe ? »

« C'est une question politique. Je veux rester un cinéaste européen, qui fait des films partout. Je me sens comme un fabricant de ponts, qui crée des liens entre des lieux différents. J'avais ce projet. Un pont sur le Drina, le chef-d'œuvre de notre littérature, écrit par Jvo

La mort  
de François Mathy  
conservateur en chef  
du Musée des arts déco

Le conservateur en chef du Musée des arts décoratifs, François Mathy, est mort des suites d'un cancer, le 3 janvier. Il était âgé de soixante-quinze ans.

En France, les conservateurs de musée n'ont pas toujours bonne presse auprès des artistes. Il est pourtant un nom qui revenait fréquemment dans les entretiens, les conversations, un nom qui était le seul de la profession à s'inscrire régulièrement dans les livres d'or des galeries d'avant-garde depuis les années 50 : François Mathy.

Lorsqu'on l'interrogeait, au soir de sa vie, sur cette étrange unanimité, il se contentait d'évoquer une certaine disponibilité, une capacité d'écoute à laquelle il était attaché. Ce n'est pourtant pas la seule qualité d'un homme qui, empiriquement, guidé par le bon sens et une grande sensibilité, marqua sa profession d'un sceau profondément original.

Il était né à Ronchamp, en 1917. La réflexion d'un professeur de lettres en khâgne l'orienta vers des études d'histoire de l'art : à l'école du Louvre, François Mathy se spécialisa dans une discipline alors peu fréquentée, l'archéologie orientale. La guerre interrompit sa jeune carrière, et il se consacra, dix ans durant, à l'inspection des monuments historiques. Promoteur du renouveau de l'art sacré, il commet l'erreur d'avouer son admiration pour Le Corbusier, ce qui le rend indésirable auprès des architectes liés à son administration.

Un poste providentiellement vacant lui permit d'intégrer, en 1953, le Musée des arts décoratifs où on le laissa libre d'exprimer sa boue, ce dont il ne se priva pas en organisant, deux ans après son arrivée, une exposition consacrée à Picasso qui regroupa des chefs-d'œuvre jamais rassemblés depuis. Les grandes manifestations se succédèrent sans discontinuer, montrant Léger, Chagall, les papiers collés de Matisse, l'Américain Mark Tobey, ou Balthus, mais aussi Jean Dubuffet. Dubuffet, homme difficile, lui accorda son amitié, et c'est le Musée des arts décoratifs qui sera le cadre de la première grande donation de l'artiste hawaïen à l'État français.

Cette liste pourrait paraître banale, mais il faut se replacer dans le contexte d'une époque où les conservateurs craignaient plus que tout l'exposition d'artistes vivants, qu'ils regroupaient au mieux dans des manifestations collectives. François Mathy fut le premier à leur donner individuellement l'imprimatur du musée. Ses expositions de groupes portaient des titres significatifs, comme « Antagonismes », « Équivalences », ou encore « Artistes et artisans », et tentaient de réconcilier les arts décoratifs, avec les grands noms de l'art contemporain. On vit ainsi Georges Mathieu exposer un lit défilant et gigantesque, et bien d'autres créations qui réconciliaient mobilier et modernité.

Nommé directeur du Centre de création industrielle en 1968, qu'il conduisit jusqu'à son insertion au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou en 1976, il fut aussi l'un des principaux organisateurs de l'exposition « 62-72 », destinée à montrer un état de l'art contemporain en France en 1972. Voulu par le président Pompidou, elle fut la cible d'attaques violentes et de polémiques politiques autant qu'esthétiques, qui en firent un échec retentissant, le seul, mais le dernier, d'une carrière atypique et courageuse.

HARRY BELLET

[François Mathy est né à Ronchamp (Haute-Saône) le 17 août 1917. Après des études à l'École du Louvre, il devient inspecteur principal des Monuments historiques (1942-1951). En 1953, il est nommé conservateur (conservateur en chef à partir de 1966) au Musée des Arts Décoratifs où il accomplit toute sa vie professionnelle. En 1976, il est directeur du Centre de création industrielle du Centre Pompidou, qu'il a contribué à fonder. Parmi les grandes rétrospectives qu'il a organisées, on lui doit : « Picasso » (1955), « Léger » (1956), « Chagall » (1959), « Dubuffet » (1961), « Siméon » (1966), « Balthus » (1966), et des expositions : « Antagonismes » (1960), « L'objet » (1963), « Équivalences » (1973), « Artistes-Artisans » (1977). En 1972, à la demande du président Pompidou, il avait été commissaire de l'exposition organisée au Grand Palais : « 1962-1972 ».]

## TALILA

au « PIGALL'S »  
77, rue Pigalle  
(métro PIGALLE)  
Tél. : 42-82-10-48

PROLONGATION  
jusqu'au 10 janvier

E/C

Trois concerts  
lyriques  
dirigés par  
David  
Robertson

Le 12 janvier au châtelet  
20 h 30

Les 18 et 29 janvier  
à l'Auditorium / Châtelet  
à 19 h

Igor Stravinsky  
Renard, Les Noces  
Luciano Berio  
Passaggio

Salvatore Sciarrino  
L'ohongrin  
Wolfgang Rihm  
Andere Schatten

Hans Werner Henze  
Voies

Avec  
le Chœur du Théâtre  
du Châtelet,  
le Groupe Vocal de France  
Lorna Anderson,  
Victoria Schneider,  
Luiza Castellani,  
Kathryn Magistro, sopranos,  
Dagmar Peckova, Jane Turner,  
mezzo-sopranos,  
Neil Mackie, Leonard Pezzino,  
Huw Rhys-Evans, ténors  
Nicolas Isherwood,  
Wolfgang Koch, basses,  
Didier Henry, baryton,  
Christoph Anders, récitant

Châtelet 40 28 28 40



CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS  
DE CONCERTS

OPERA BASTILLE Amphithéâtre Mercredi 6 Janvier 20 h (p.a. Valérie)	QUATUOR BALANESCU PAUL HILLIER Baryton J. MACGREGG Piano CAGÉ, SATIE NANCARROW	CHATELET Théâtre Mercredi 6 Janvier 20 h (p.a. Valérie)	CONCERTS D'AMSTERDAM Dir. : Riccardo CHAILLY Violon KULKA BEETHOVEN BARTOK RIMSKY-KORSAKOV
AUDITORIUM CHATELET Jeudi 7 Janvier 19 h (p.a. Valérie)	Les Arts Florissants Dir. et clavier WILLIAM CHRISTIE D'INDIA, CESTI STEFFANI, DURANTE HAENDEL	CONCERTS D'AMSTERDAM Dir. : Riccardo CHAILLY Violon KULKA BEETHOVEN BARTOK RIMSKY-KORSAKOV	J. ROSE prod. François-Rodé Rimmon, coll. « Harmoniques » 520 pages, 250 F.
OPERA BASTILLE Amphithéâtre Jeudi 7 Janvier 20 h 55 F 44-73-13-00 (p.a. Valérie)	GAVIN BRYARS ENSEMBLE Œuvres de Gavin BRYARS	CONCERTS D'AMSTERDAM Dir. : Riccardo CHAILLY Violon KULKA BEETHOVEN BARTOK RIMSKY-KORSAKOV	DUCHABLE GARD CAUSSE Meyer BRAHMS, BRUCH SAINT-SAËNS
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Vendredi 8 Janvier 20 h 30 Tél. Loc. 44-52-50-50 Places : 40 à 280 F (p.a. Valérie)	ORCHESTRE NATIONAL DE LYON Dir. : Emmanuel KRIVINE Sol. : Maria José PIRES SCHUBERT CHOPIN MOUSSORGSKI	SALE GAVEAU Lundi 11 Janvier 20 h 30 (p.a. Valérie)	J.-M. FOURNIER prod. « Grande Rencontre-Vous » Mora
OPERA BASTILLE Amphithéâtre Vendredi 8 Janvier 20 h Tél. Loc. 44-73-13-00 (p.a. Valérie)	CONCERT PROQUART Quatuor SAINT-LAWRENCE BARTOK, MOZART, BEETHOVEN	AUDITORIUM CHATELET Mardi 12 Janvier 20 h (p.a. Valérie)	Ensemble orchestral de Paris Dir. : Pascal VERROT Trio Wanderer BARTOK, HAYDN LIGETI, MARTINU
CHATELET Théâtre Vendredi 8 Janvier 20 h 45 (p.a. Valérie)	MIDIS MUSICAUX Jeunes chanteurs français Le 8 : ANNIK MASSIS soprano Jean-Pierre COLLO piano HAENDEL, FAURÉ DEBUSSY Le 11 : LAETITIA HIMO violoncelle NADIA HIMO piano GRIEG, DEBUSSY	SALE GAVEAU Mardi 12 Janvier 20 h 30 (p.a. Valérie)	J.-M. FOURNIER prod. « LES MARIS de PHILHARMONIA » paysant Kris
OPERA BASTILLE Amphithéâtre Samedi 9 Janvier 20 h Tél. Loc. 44-73-13-00 (p.a. Valérie)	THE THEATER OF VOICES J. NELSON P. HILLIER D. MINTON P. ELLIOT C. BOWERS-BROADBENT	OPERA BASTILLE Amphithéâtre Jeudi 14 Janvier 20 h Tél. Loc. 44-73-13-00 (p.a. Valérie)	SKANAVI piano BEETHOVEN RACHMANINOV CHOPIN
		OPERA BASTILLE Amphithéâtre Jeudi 14 Janvier 20 h Tél. Loc. 44-73-13-00 (p.a. Valérie)	LES MUSICIENS DE L'OPERA BASTILLE DOHNANYI BARTOK
			QUATUOR LARK SCHOENBERG ZEMLINSKY BARTOK

**ALEXANDER MARKOV VIOLON**  
EN CONCERT AVEC L'ORCHESTRE DE PARIS. DIRECTION : GUNTHER HERBIG  
PROKOFIEV - WEBER - STRAUSS  
MERCREDI 6 ET JEUDI 7 JANVIER SALLE PLEYEL - 20H30  
SAMEDI 9 JANVIER THEATRE DU CHATELET - 11H00  
LOCATION : 43 43 07 86  
SHOW-CASE DEDICACE AU VIRGIN MEGASTORE PARIS  
LE VENDREDI 8 JANVIER A 17H30

**VILLE DE REIMS**  
La Ville de Reims  
recherche  
son CONCESSIONNAIRE  
pour son  
GRAND THEATRE

MISSIONS :  
Il sera chargé de sa gestion  
et  
de l'organisation de la saison lyrique  
DÉPÔT DE CANDIDATURE :  
Adresser votre candidature sous pli recommandé  
avec accusé de réception à :  
Monsieur le Maire de Reims  
Hôtel de Ville  
Direction de la Culture  
51096 REIMS CEDEX  
Pour obtenir le règlement de candidatures,  
ou le texte de la convention de concession  
téléphonez au 26-40-54-53 poste 1402  
Pour toute information complémentaire  
téléphonez au 26-40-54-53 poste 1257  
Les candidatures devront parvenir au plus tard pour le :  
30 janvier 1993

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT  
**ARTS  
et SPECTACLES**

## CULTURE

## Le tour d'Europe du docteur Burney

L'art de « voyager utile » au dix-huitième siècle

VOYAGE MUSICAL  
DANS L'EUROPE  
DES LUMIÈRESde Charles Burney  
(traduit, présenté et annoté  
par Michel Noiray)  
Flammarion, coll. « Harmoniques »  
520 pages, 250 F.

Voilà, à point nommé, un livre qui ouvre les portes de l'Europe. On ne s'y perd jamais, grâce à un système de notes et à un index dignes du Biedermeier. On y voyage avec gourmandise sur les traces d'un homme aimé d'une seule passion : la curiosité. Bon pied, bon œil, esprit vif et surtout bonne oreille. C'est que M. Burney, outre qu'il fut musicien lui-même, fut intellectuellement nourri par les encyclopédistes français. Et que ce « citoyen anglais » fut avec quelque excentricité et beaucoup d'anticipation ce que personne n'avait fait avant lui. Se transporter de Londres à Naples (en passant par Paris), puis de Calais à Amsterdam (via Vienne et Berlin) pour constater en vérité et non en théorie l'état de la musique de son siècle.

Plus de 3 000 kilomètres pour l'itinéraire franco-italien. Et beaucoup plus encore pour le périple germanique (d'ailleurs relaté avec bien plus d'insolence et de fantaisie). Ces distances, parcourues à deux années d'intervalle (1770 et 1772), sont dignes des grands itinéraires de la belle génération, à une époque où la chaise de poste remplaçait la Harley Davidson. Strophe dans les interstices, l'incroyable Burney sut braver les piques françaises, les vagues déchaînées du Danube, la saleté des églises allemandes, le goût déplorable des chanteurs français, la décadence des chanteurs italiens (Barbetta

et autre Caffarelli qu'il décrit « âgés et en ruine »), il sut même vaincre un trac terrible quand on le pria de se montrer lui-même au clavier. Aucun détail de ses transpirations ne nous est alors épargné.

Au nombre des cabots et des fausses notes qu'il supporta sans barguigner, pour la seule gloire d'avoir, au passage, tout vu et tout entendu, la prise de vue d'une novice à Rome aux effets du bel canto sur les femmes enceintes, on peut cocher que notre voyageur fut un héros. Le premier reporter musical de l'histoire, le premier critique international, le premier historien de la musique à être sorti de ses livres pour braver l'imprévisible réalité. Le voici, par exemple, qui arrive affamé à Linz. Que fait-il ? Il cherche une auberge. Pas pour voler le vin de messe ni dévorer les hosties. Pour apprécier, ni plus ni moins, l'état de l'orgue.

Raisonneur, pincailleur, un brin chauvin et féroce antiallemand, le bon docteur a son caractère : il n'en est, à sa façon, que plus attachant. Comme tout voyageur qui agace une fois ou l'autre les mœurs et les cuisines étrangères, il aime rappeler que seule la vieille Angleterre fabrique des produits d'usage et de qualité, que les Viennois et les Français achètent et admirent d'importer quoi — y compris des auteurs aussi « démodés » que Molière et Racine. Et il glisse sans y insister que « la grande quantité de forêts non coupées dans diverses régions de l'Allemagne indique un peuple barbare et sauvage ».

Cet accès de xénophobie valut à notre Européen des plaintes officielles de la diplomatie allemande ; la phrase fut édulcorée dans l'édition suivante. Mais les faiblesses du roi Frédéric II pour les plats opéras de Graun (on s'étonne que l'on puisse

trouver inimitable un compositeur qui fut si constamment un imitateur) et sa passion pour un instrument aussi « intéressant » que la flûte le possèdent à des sortes d'intuitions sur « Sa Majesté prussienne » qui ne toisent pas plus de liberté en art qu'en matière de gouvernement ».

La lyricomanie, l'italomanie de notre observateur ont beau tourner à l'obsession, son aigre appréciation du talent de Mozart frise l'aberration, son mépris du « bruit » allemand avoisine la calomnie, il est une qualité que l'on ne peut lui refuser : le courage de sa subjectivité. Trop de courbettes, peut-être, et d'arguties sur des chanteurs négligeables, sur des compositeurs dont le nom — comme Jomelli, Galuppi, Piccini, Sacchini — ne sont guère passés à la postérité. Mais quand Burney croise le génie, il perd tout self-control et s'écroule. Sa description de la vieillesse perche-née de Voltaire, ses notes sur le mauvais caractère de Rameau, son portrait de Carl Philipp Emanuel Bach vacillant sur son piano-forte, sont des témoignages journalistiques irremplaçables. Quel dommage que la technique de l'interview au style direct ne soit pas plus souvent utilisée !

ANNE REY

Rectificatif. — Contrairement à ce qui était indiqué dans le Monde du 31 décembre 1992, la Compagnie Angélique Preljocaj reste à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne), où elle a été installée au Centre chorégraphique national en 1990. C'est uniquement à titre personnel qu'Angélique Preljocaj a été nommée partenaire artistique du Théâtre national de la danse et de l'image à Châteaufort.

## DIAGONALES

Q'EST-CE encore que ce Bestov, ou Bestoff, dont on nous rebat les oreilles depuis les fêtes ? Un général en chef, un dernier Russe chamarré, un ex-KGB passé au Pentagone avec bagages et désinence ? Renseignement pris, c'est de l'anglo-manique, mis pour « les meilleurs moments de l'année », les K. O. les plus pantalons, les rires et papiers les plus gras, le « toujours plus », y compris « de papiers », qu'édite la compagnie généralisée, fin dernière de l'homme libéral.

Naguère, on aurait dit Anthologie. Le mot vient de fleur, en grec. Il sent bon l'Hymette. Depuis le seizième siècle qu'on l'emploie, il dit bien ce qu'il veut dire : morceaux choisis, bouquet. Pour qui préfère les relents de latin, il y eût le synonyme florilège. Sans doute nos fanatiques de modernité trouvent-ils best of moins obsolète, comme ils disent pompeusement au lieu de dévot. Les mêmes qui sont en train d'imposer le barbare feed-back, alors que nous avions rétroaction, si on tient absolument à faire savoir, ou mieux : choc en retour !

Le pape, quand il voyage, on le montre toujours baissant à quatre pattes le sol qui l'accueille, au risque de perdre sa calotte. Le rite est du dernier païen, au fond. La terre ne devrait rien signifier pour qui la considère catholiquement, et non cathodiquement. C'est sur un livre saint du pays visité que le visiteur devrait poser ses lèvres. Globe et globe ne sont rien au regard des paroles venues les enseigner, ce Verbe qui était tout, au commencement, et qui le reste, en principe.

Dénâle Sallenave a plus de piété. Elle fait partie des rares intellectuels d'Occident qui ont profité de l'ouverture du rideau de fer pour se jeter à la découverte ou à la redécouverte des villes et cultures sœurs si cruellement séparées

## Fin mot

(Passage à l'Est, Gallimard). A Moscou, Prague ou Bucarest, elle a écarquillé les yeux devant musées, éplanades et bibliothèques, non sans comparer ses surprises à ses lectures, sensations et paysages d'origine, tout comme elle emmène les lettres de Sartre à New-York, et comme Montaigne promenait sa librairie en Italie, à dos de mémoire.

Comment penser le monde, parasseusement réputé impensable, si on ne frotte pas ainsi les lectures aux lectures, paragraphe contre paragraphe ? Cette vieille foi dans le grimoire, si Sallenave l'a conservée et passée à l'épreuve d'errances studeuses dans l'Est libéré, contrairement à la plupart des bourgeois du livre, que cette curiosité n'a pas effleurée, ne cherchez pas, c'est qu'à l'inverse d'eux elle n'a pas reçu le legs du berceau. On regarde autrement l'héritage, avec on ne sait quelle tendresse prévenante, quand le milieu auquel on s'arrache en était froidement exclu !

« Trop bavard ! », ai-je entendu protester par des jeunes gens pourtant fûtés, en découvrant les Enfants du paradis (grâce à ARTE).

C'est vrai. Prévert se fait ouvertement plaisir, une réplique sur deux. On dirait que chaque mot d'auteur sur le vie, l'émour ou la mort est candidat au... best-of du siècle. Mais c'était dans le goût déclamatoire de l'époque romantique, qu'illustraient les grondements de Frédéric Lemaître. Et le film tient à ces phrases mémorables, comme les guirlandes aux réverbères en stuc du Boulevard du Crime.

Dans ces années 40, on croyait encore — en

France surtout, où on ne pouvait plus se payer que de mots — que le monde était peut-être fait pour ébourier de belles paroles. «... A un beau livre », s'était juré Jules Verne, en éditant le monument des Hommes de bonne volonté. Une biographie fouillée d'Olivier Rony (R. Laffont éd.), rappelle, à une époque qui se passe d'oubli, que l'entreprise avait de prométhéens.

Revoir Prélude à l'été conduit à de plaisantes confirmations. De tous les arts d'expression, l'écrit est le seul qui ne cesse de recréer à l'infinité des significations auxquelles l'auteur n'avait pas songé. Si méfieux que fut le normand Farigoule — on le lui a assez reproché — il ne pouvait prévoir ce que Montaigne, cité par Antoine Compagnon (Chat en poche, Seuil) appella la « fortune », ce beau hasard dont l'artiste lui-même s'étonne et que le lecteur, longtemps après, exhume pour lui seul, tout ébaubi.

Ebaubi : Hervé Guibert déglutit ce mot cocasse, quelques semaines avant de mourir, à trente-six ans (Le Paradis, à paraître chez Gallimard). Il savoura aussi une Afrique dégingolée comme l'était celle de Rimbaud, comme doivent sembler une agonie injuste et l'approche du silence, auquel ne peut s'opposer qu'une liberté seigneuriale, au-delà du bien et du mal, ne se reconnaissant d'autre morale qu'encre et toujours le texte à écrire, contre la mort.

A lui seul, le livre ne résout rien, Guibert et les autres le savent ; mais s'il doit y avoir une issue, mettons : une paix féconde, ils savent qu'elles viendront du travail sur le livre, écrit ou lu, de la plume ou du regard courant sur du papier, et de nulle part ailleurs.

Fin mot : le dernier, disent les dictionnaires, celui qui donne la clé du reste.

## ÉDITION

Après son départ du Seuil

M. Bétourné est nommé  
secrétaire général de Fayard

M. Olivier Bétourné, quarante et un ans, qui a démissionné le 28 décembre 1992 de son poste de conseiller éditorial auprès du PDG des éditions du Seuil, M. Claude Cherké, va intégrer les éditions Fayard. M. Bétourné devient, avec le titre de secrétaire général, le bras droit du PDG de Fayard, M. Claude Durand, qui dirige également, depuis septembre 1991, les éditions Stock.

Historien de formation, entré au Seuil à vingt-six ans en 1977, M. Bétourné avait pris la responsabilité du secteur des essais politiques en 1982 et avait été nommé secrétaire général littéraire en 1984. En 1989, il avait été candidat, avec M. Pascal Flamand, à la succession de M. Michel Chodkiewicz à la présidence du Seuil, poste pour lequel M. Cherké avait été finalement choisi.

Des « désaccords prolongés avec la direction actuelle », selon les termes de M. Bétourné, expliquent son départ. Ces désaccords se sont cristallisés sur le refus, par la direction du Seuil, de publier le futur livre d'Elisabeth Roudinesco, compagne de M. Bétourné : une biographie de Jacques Lacan, éditeur de Lacan. M. Cherké précise qu'il n'a pas voulu s'engager sur un projet de livre, portant notamment sur la vie privée du psychanalyste et dont l'auteur exigeait par contrat qu'il soit publié sans la moindre modification.

Par ailleurs, M. Julien Green, dont M. Bétourné était également l'éditeur au Seuil, a annoncé qu'il donnerait désormais ses ouvrages à une autre maison d'édition.

P. L.

BERTRAND POIROT-DELPECH  
de l'Académie françaiseOrchestre Philharmonique de Radio France  
Les Années VingtVendredi 8 janvier, 20h30  
Maison de Radio France, Salle Olivier MessiaenHindemith Kammermusik n° 4 et 6  
Haydn Symphonies n° 84 et 85 « La Reine »Guy Comentale, violon  
André Gridtchouk, viole d'amour  
Marek Janowski, direction

Location : 42 30 15 16

ROND-POINT  
THEATRE RENAUD BARRAULTAu bord  
de la viede  
GAO XINGJIANMISE EN SCÈNE  
ALAIN TIMARdu 6 au 16 janvier  
LOC. 42.56.60.70orchestre national  
de lyonemmanuel krivine  
direction musicale  
maria-josé pires  
pianoschumann, chopin,  
mozart, gershwin / revuel8 janvier 1993, 20h  
théâtre des champs-élysées  
places 40 à 280 F

location : 11 49 52 50 50

مكتبة الأمل



## AGENDA

## CINÉMA

## LA CINÉMATHEQUE

## PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

**MERCREDI**  
Du burlesque à la comédie américaine : *Burlesque 28* : au boulot : *Early to bed* (1928), *Scoundrel's Toll* (1916), de Mac Sennett, chez le blanchisseur (1923), *Charlot pompier*, de Charles Chaplin, *Malac forgeron* (1922), 18 h ; *Mon mari le patron* (1935, v.o.), de Gregory La Cava, 21 h.

## PALAIS DE TOKYO

## (47-04-24-24)

**MERCREDI**  
Shiro Toyoda : Une jeune fille (1937, v.o. s.t. anglais), de Shiro Toyoda, la Printemps d'une petite fille (1940, v.o. s.t. anglais), de Shiro Toyoda, 21 h.

## CENTRE

## GEORGES-POMPIDOU

## SALLE GARANCE (42-75-37-29)

**MERCREDI**  
Le Cinéma méditerranéen : *Calabacino Tienres* (1948, v.o. s.t.), de Gilberto Martini Solares, 14 h 30 ; *On a volé un tram* (1953, v.o. s.t.), de Luis Buñuel, 17 h 30 ; *Epiphanie* (1963, v.o. s.t.), d'Alfredo Galdino, 20 h 30.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

## 2, Grande-Gallerie,

## porte Saint-Eustache,

## Forum des Halles

## (40-26-34-30)

**MERCREDI**  
I love Paris. Paris vu par les Américains : *Artistes* : Paris X 2 (1968, v.o.) de Jay Rosenblatt, *Christie in Paris* (1990, v.o.) de David et Albert Mayesles, *Susan, Françoise, Deborah* : *Click* (1980, v.o.), de Karen Thorsen, 18 h 30 ; *Une femme disparaît* : *Spot collante* : *Dim*, *Francis* (1967, v.o.) de Roman Polanski, 20 h 30.

## LES EXCLUSIVITÉS

## L'ACCOMPAGNATRICE (Fr.) : Gou-

## mont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Gou-

## mont Ambassade, 9 (43-55-16-03),

## 38-65-75-08 ; Montparnasse, 14

## (43-20-12-06).

## AGANTUK LE VISITEUR (Ind., v.o.) :

## Lucanville, 8 (45-44-67-34).

## LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) :

## Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ;

## Dantier, 14 (43-21-41-01).

## L'ATLANTIQUE (Fr.) : Goumont Les

## Halles, 1 (40-28-12-12) ; Goumont

## Hautefeuille, 6 (46-33-73-38) ; George

## V, 8 (45-62-41-48, 38-65-70-74) ;

## Francis, 9 (47-70-33-88) ; Goumont

## Gobeline, 13 (45-61-94-65, 38-65-70-74) ; Goumont

## Gobeline bis (ex Fauvette), 13 (47-07-55-88) ; Sept Parnassiens, 14

## (45-20-32-00).

## ATTACHE-MOI (Esp., v.o.) : Studio

## Gala, 5 (43-54-72-71) ; Dantier, 14

## (43-21-41-01).

## BASIC INSTINCT (\*) (A., v.o.) : UGC

## Triomphe, 8 (45-74-83-50, 38-65-70-74) ; v.f. : UGC Opéra, 9

## (45-74-83-50, 38-65-70-74) ;

## BEAU FIXE (Fr.) : Epée de Bois, 5

## (43-57-57-47) ; 14 Juillet Parnasse, 1

## (43-28-60-07) ; Elysées Lincoln, 8

## (43-59-36-14).

## SEETHOVEN (A., v.o.) : Club Goumont

## (Publicité Médiation), 8 (43-58-52-78) ;

## Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

## SEIGNETS DE TOMATES VERTES

## (A., v.o.) : Cinochea, 8 (46-33-10-82) ;

## UGC Triomphe, 8 (45-74-83-50, 38-65-70-74) ;

## LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) :

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ; v.f. :

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## George V, 8 (45-82-41-48, 38-65-70-74) ;

## LA CRISTE (Fr.) : Goumont Les Halles, 1

## (40-28-12-12) ; Rex, 2 (42-36-83-93,

## 38-65-70-74) ; UGC Odéon, 8

## (42-25-10-30, 38-65-70-74) ; Goumont

## Marianne-Concorde, 9 (43-58-82-82) ;

## UGC Biarritz, 13 (45-62-20-40, 38-65-70-74) ;

## Francis, 9 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12

## (43-04-04-87, 38-65-71-33) ; UGC

## Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59, 38-65-70-74) ; UGC

## Gobeline, 13 (45-61-94-65, 38-65-70-74) ;

## Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet

## Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gou-

## mont Convention, 18 (45-22-47-94) ;

## UGC Maitrot, 17 (40-88-00-18, 38-65-70-74) ;

## Pathe Clichy, 18 (45-22-47-94).

## CRUSH (Aust., v.o.) : Ciné Beaubourg,

## 3 (42-71-52-36).

## ARIZONA OREAM. Film américain

## francophone d'Emil Kusturica, v.o. :

## Forum Horizon, 1 (45-08-57-57, 38-65-70-74) ;

## Les Trois Luxembourg, 9 (45-33-97-77, 38-65-70-74) ;

## UGC Danton, 6 (42-25-10-30, 38-65-70-74) ;

## La Pagode, 7 (47-05-88, 38-65-70-74) ;

## UGC Champ-Élysées, 9 (45-22-40-40, 38-65-70-74) ;

## Max Linder Panorama, 9 (42-44-86-86) ;

## La Bastille, 11 (43-07-48-88) ; Escu-

## riel, 13 (47-07-28-04) ; Goumont

## Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Maitrot,

## 14 (38-65-70-74) ; Goumont

## Grand Ecran Grenelle (ex Kinopoc-

## nisme), 15 (43-06-50-50) ; v.f. :

## Montparnasse, 14 (43-35-30-40, 38-65-70-74) ;

## UGC Gobeline, 13 (45-61-94-65, 38-65-70-74) ;

## LES EXPERTS. Film américain de

## Phil Alden Robinson, v.o. : Forum

## Horizon, 1 (45-08-57-57, 38-65-70-74) ;

## Goumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ;

## 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-10-30, 38-65-70-74) ;

## Goumont Hautefeuille, 6 (46-33-73-38) ;

## Goumont Ambassade, 9 (43-58-16-06, 38-65-70-74) ;

## UGC Biarritz, 13 (45-62-20-40, 38-65-70-74) ;

## 14 Juillet Bastille, 11 (43-47-80-81) ;

## Goumont Parnasse, 14 (43-35-30-40, 38-65-70-74) ;

## 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. :

## Rex, 2 (42-36-83-93, 38-65-70-74) ;

## UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06, 38-65-70-74) ;

## Paramount Opéra, 2 (47-42-80-33, 38-65-70-74) ;

## UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59, 38-65-70-74) ;

## UGC Gobeline, 13 (45-61-94-65, 38-65-70-74) ;

## Goumont Opéra, 2 (47-42-80-33, 38-65-70-74) ;

## Goumont Convention, 18 (45-22-47-94) ;

## Pathe Clichy, 18 (45-22-47-94) ;

## La Gambetta, 20 (46-36-10-96, 38-65-70-74) ;

## VIEILLE CHAÎNIE. Film français de

## Chantal Claret, v.o. : 14

## Juillet Bastille, 11 (43-47-80-81) ;

## Goumont Parnasse, 14 (43-35-30-40, 38-65-70-74) ;

## 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. :

## Rex, 2 (42-36-83-93, 38-65-70-74) ;

## UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06, 38-65-70-74) ;

## Paramount Opéra, 2 (47-42-80-33, 38-65-70-74) ;

## UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59, 38-65-70-74) ;

## UGC Gobeline, 13 (45-61-94-65, 38-65-70-74) ;

## Goumont Opéra, 2 (47-42-80-33, 38-65-70-74) ;

## Goumont Convention, 18 (45-22-47-94) ;

## Pathe Clichy, 18 (45-22-47-94) ;

## La Gambetta, 20 (46-36-10-96, 38-65-70-74) ;

## VIEILLE CHAÎNIE. Film français de

## Chantal Claret, v.o. : 14

## Juillet Bastille, 11 (43-47-80-81) ;

## Goumont Parnasse, 14 (43-35-30-40, 38-65-70-74) ;

## 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. :

## Rex, 2 (42-36-83-93, 38-65-70-74) ;

## UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06, 38-65-70-74) ;

## Paramount Opéra, 2 (47-42-80-33, 38-65-70-74) ;

## UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59, 38-65-70-74) ;

## UGC Gobeline, 13 (45-61-94-65, 38-65-70-74) ;

## Goumont Opéra, 2 (47-42-80-33, 38-65-70-74) ;

## Goumont Convention, 18 (45-22-47-94) ;

## Pathe Clichy, 18 (45-22-47-94) ;

## La Gambetta, 20 (46-36-10-96, 38-65-70-74) ;

## VIEILLE CHAÎNIE. Film français de

## Chantal Claret, v.o. : 14

## Juillet Bastille, 11 (43-47-80-81) ;

## Goumont Parnasse, 14 (43-35-30-40, 38-65-70-74) ;

## 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. :

## Rex, 2 (42-36-83-93, 38-65-70-74) ;

## UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06, 38-65-70-74) ;

## Paramount Opéra, 2 (47-42-80-33, 38-65-70-74) ;

## UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59, 38-65-70-74) ;

## UGC Gobeline, 13 (45-61-94-65, 38-65-70-74) ;

## Goumont Opéra, 2 (47-42-80-33, 38-65-70-74) ;

## Goumont Convention, 18 (45-22-47-94) ;

## Pathe Clichy, 18 (45-22-47-94) ;

## La Gambetta, 20 (46-36-10-96, 38-65-70-74) ;

## VIEILLE CHAÎNIE. Film français de

## Chantal Claret, v.o. : 14

## Juillet Bastille, 11 (43-47-80-81) ;

## Goumont Parnasse, 14 (43-35-30-40, 38-65-70-74) ;

## 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. :

## Rex, 2 (42-36-83-93, 38-65-70-74) ;

## UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06, 38-65-70-74) ;

## Paramount Opéra, 2 (47-42-80-33, 38-65-70-74) ;

## UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59, 38-65-70-74) ;

## UGC Gobeline, 13 (45-61-94-65, 38-65-70-74) ;

Nous publions le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir de mercredi. Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figurent dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (date fixe).

## mandia, 8 (45-63-16-16,

## 40-28-12-12) ; Goumont Opéra, 2

## (42-25-10-30, 38-65-70-74) ; UGC

## Gobeline, 13 (45-61-94-65, 38-65-70-74) ;

## GROCK (Sué.) : Utopie, 5 (43-28-84-85) ; Renégat, 18

## (42-88-64-44).

## HOOK (A., v.o.) : Cinochea, 8

## (43-33-10-32) ; Saint-Lambert, 15

## (45-32-91-68).

## IMPITOYABLE (A., v.o.) : Club Gou-

## mont (Publicité Médiation), 8

## (42-58-82-78) ; Grand Pavois, 15

## (45-22-47-94).



## ÉCONOMIE

## BILLET

## « Crise » dans les sociétés de services informatiques

On a beau être dans un secteur de pointe, on n'en développe pas forcément des méthodes de management d'avant-garde. En France, deux sociétés de services informatiques, Cap Gemini Sogefi, le leader français — et même européen — dans cette activité, et la petite « Csi », filiale du CEA-Industrie, ont réagi plutôt brutalement au durcissement de la conjoncture dans leurs métiers. Ce sont 600 suppressions d'emplois qui ont été annoncées chez « Cap ». Ce sont 124 qui, dans la foulée, ont été programmées à la Csi. Dans un cas, comme dans l'autre, le dispositif retenu comporte un fort volet de licenciements. Ces mesures sont quasiment inédites. Cette année, selon le Syndicat professionnel de consultants et ingénieurs-conseils (SYNTEC), l'activité progressera de 7 % contre plus de 10 % dans les années 80. Même si la performance est loin d'être catastrophique (on peut difficilement parler de « crise »), ce « décrochage » a fait souffler un véritable vent de panique.

Far de lance de la profession, CGS a baïlé son développement sur l'assistance technique, c'est-à-dire la vente de journées d'ingénieurs à des entreprises. Cap Sesa, l'entité française du groupe, réalise encore 25 % de son chiffre d'affaires dans la délégation de personnel, activité qui l'apparente encore à une « super-boîte d'intérim ». La Csi s'est lancée plus récemment sur ce créneau qui avait les apparences d'une formule à succès.

Le système s'est avéré extrêmement rentable plusieurs années durant. Les sociétés de services et d'ingénierie en informatique (SSI) embauchaient chaque année des ingénieurs débutants, qui se formaient sur le tas, faisaient leurs classes en cumulant les missions. Et les quittaient, une fois l'expérience acquise, avant qu'ils ne deviennent trop chers.

Aujourd'hui les entreprises sabrent dans leurs départements et dépenses informatiques, réduisent d'autant leurs « débouchés » auprès des SSI et cessent la mécanique. Le marché de l'emploi plus dur. Et les jeunes vétérans des SSI moins tentés de prendre le large. L'assistance technique souffre donc. A l'opposé, d'autres catégories de services informatiques sont en pleine explosion. Par exemple, qui consiste à sous-traiter, pendant une durée déterminée, toute l'informatique d'un client.

Le secteur n'est donc pas sinistré dans son ensemble. Ni la Csi, ni CGS ne termineront dans le rouge cette année. Les motifs de licenciements avancés parlent d'« inadéquation des compétences à l'évolution du marché ». Curieux argument ou beau constat d'échec pour des sociétés qui vendent à leurs clients de la formation informatique.

CAROLINE MONNOT

Les attaques contre le franc et la détermination des autorités monétaires françaises et allemandes

## M. Sapin adresse une nouvelle mise en garde aux spéculateurs

Un nouveau dispositif de guerre s'est mis en place au ministère de l'économie et des finances afin de déjouer la spéculation contre le franc. Lundi 4 janvier au soir, M. Michel Sapin a de nouveau mis en garde les spéculateurs, et mardi 5 janvier, les autorités monétaires françaises et allemandes ont publié un communiqué commun affirmant leur détermination à préserver la parité actuelle entre le franc

et le mark, tandis que la Banque de France relevait le taux de ses prises en pension à 24 heures de 10 % à 12 %.

Mardi, peu après la publication du communiqué, le franc retrouvait un peu de vigueur sur les marchés des changes, la monnaie allemande revenant de 3,470 francs environ à 3,41 francs. Les spéculateurs « paieront le fait qu'ils se trompent », a déclaré lundi 4 janvier le

ministre de l'économie et des finances au « Club de la presse » d'Europe 1.

M. Sapin a affirmé que le soutien apporté par les autorités monétaires allemandes à la France n'est pas le fruit du hasard mais celui de la compréhension mutuelle profonde entre la France et l'Allemagne. M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou, ministre déléguée chargée des affaires européennes, a jugé, mardi 5 janvier sur

France Inter, « désastreux » que la « spéculation » soit alimentée « par des responsables politiques de l'opposition ».

Interrogé le même jour sur Europe 1, M. Edmond Alphandery, député centriste de Maine-et-Loire, a pour sa part déclaré : « Ne laissons pas penser que demain nous pourrions laisser flotter le franc et sortir du SME. »

## Tenir trois mois

Suite de la première page

A Bercy, puis à Matignon, M. Bérégovoy a constamment rappelé que l'arrimage du franc au deutschemark au sein du SME était l'un des éléments-clés de sa politique économique. Le débat démocratique ouvre la possibilité de contester cette politique, et donc de remettre en cause le caractère apparemment quasi immuable de la parité entre les deux monnaies. Le débat a d'ailleurs été permanent depuis 1988. Certains économistes, de tous bords, n'ont pas — surtout à l'époque où le déficit commercial était relativement élevé — manqué de rappeler qu'une dévaluation doperait les exportations. Et plusieurs membres du PS, aujourd'hui au gouvernement, ne contestaient-ils pas, il y a deux ou trois ans encore, la politique du franc fort ? Mais par les temps qui courent, le débat crée une incertitude. Avant même d'avoir été sanctionné par les électeurs, il conduit les opérateurs sur les marchés des changes à agir. D'objet, le franc est devenu l'objet du débat.

Concrètement, que se passe-t-il ? Tous les détenteurs de devises françaises s'interrogent. Le franc risque-t-il d'être dévalué ? Menace-t-il de sortir temporairement du SME ?

Leurs avoirs en francs — détenus ou empruntés — perdraient alors du poids. Il leur faut donc anticiper sur ce qui devrait se passer dans les jours, les semaines et les mois à venir, donc se « couvrir ». L'une de leurs principales périodes de référence pour leurs emprunts ou leurs swaps (échanges de titres) est le « trois mois ». Ce que se passent-ils alors ? La droite va l'emporter aux législatives, le fait semble acquis. Que fera-t-elle ? Ses principaux dirigeants (MM. Giscard d'Estaing, Balladur, Barre, Monory, tous anciens ministres des finances) se sont déclarés, avec plus ou moins de force,

favorables au maintien du système monétaire européen (SME) et de la parité actuelle entre le franc et le mark. Mais cela ne suffit pas à convaincre les marchés financiers.

Tout d'abord, les opérateurs savent que les hommes politiques les plus responsables nient toujours leurs projets en matière monétaire. Une dévaluation ne s'annonce pas à l'avance. Ils en ont encore fait l'expérience ces derniers mois : en septembre, M. John Major, premier ministre britannique, multipliait encore les déclarations hostiles à la dévaluation de la livre quelques heures avant l'annonce de la sortie de la monnaie britannique du SME. Les opérateurs — qui gèrent des fonds cédés — constatent aussi qu'il n'y a pas, à droite, d'unanimité sur cette question. Et ils ne peuvent rester insensibles aux déclarations de MM. Séguin, Pasqua et Madelin en faveur d'un décrochage du franc. A cet égard, beaucoup relèvent la modération — sinon l'ambiguïté — de M. Jacques Chirac sur ce sujet. Le 22 décembre, l'ancien premier ministre s'est déclaré favorable « sur le principe » au maintien de la parité, tout en ajoutant que « le débat actuel ne paraît pas s'imposer ».

Enfin, ils sont certes convaincus que l'économie française est saine et qu'une dévaluation ne se justifie pas si l'on s'en tient aux seuls « fondamentaux ». Ils approuvent généralement l'affirmation avancée dans le communiqué de mardi matin selon laquelle « le taux pivot actuel (...) est pleinement justifié par les données économiques fondamentales ». Mais ils doutent que la France puisse continuer à supporter longtemps des taux d'intérêt réels (défalcés de l'inflation) aussi élevés — les plus élevés dans l'histoire récente. Mardi encore, la Banque de France a été contrainte de relever de 10 % à



12 % le taux de ses prises en pension à vingt-quatre heures, l'un de ses taux directeurs. Les pressions en faveur d'une baisse du loyer de l'argent de la part des milieux industriels et financiers risquent donc de s'accroître, et le « parti de la dévaluation » — selon l'expression du premier ministre — « le parti de l'étranger » — selon celle employée par M. Michel Sapin à l'annonce de M. Madelin — de se renforcer. Déjà le CNPF, officiellement partisan du franc fort, a du mal à camoufler le mécontentement de ses troupes.

Les acteurs de la finance jugent donc risqué de conserver aujourd'hui en portefeuille des francs. Et ce, même si la personne de M. Bérégovoy leur apparaît comme un rempart puissant à toute dévaluation, tant il semble avoir lié son sort à celui du franc fort. Est-il possible qu'il « ajoute le désordre à la déroute », celle de son parti ? Dans le doute, ces acteurs vont donc chercher, dans les jours et les semaines à venir, à vendre leurs francs pour éventuellement les racheter, après l'hypothétique dévaluation. A ces opérateurs qui se couvrent contre le risque de change viennent naturellement s'ajouter, sur le marché, les spéculateurs — les « agitateurs », selon le propos de M. Sapin. La situation leur offre des opportunités d'affaires.

Dans ces circonstances, même si elle s'en défend, la droite, collectivement, n'a pas réellement intérêt à clarifier ses intentions. Si, par son ambiguïté, elle favorise la spéculation et provoque un décrochage du franc vis-à-vis du deutschemark, elle pourrait être gagnante sur deux tableaux. La dévaluation instantanée du franc serait aussi celle, définitive sans doute, de M. Bérégovoy dans l'opinion. Le gouvernement de droite issu des législatives de mars n'aurait pas à dévaluer et pourrait néanmoins retrouver quelque marge de manœuvre notamment sur les taux d'intérêt. M. Bérégovoy ne peut donc pas compter sur la droite. L'Allemagne volera-t-elle, encore une fois, à son secours ?

En acceptant la publication d'un nouveau communiqué mardi, Francofort indique qu'elle n'est pas indifférente. Sans y être contrainte par les mécanismes du SME, la Bundesbank intervient régulièrement sur les marchés des changes pour soutenir le franc. Mais en fait, et toutes les analyses convergent, une seule initiative pourrait suffire pour sauver à court terme la devise française : que la Bundesbank, la banque centrale allemande, baisse sensiblement et rapidement ses taux d'intérêt. Tous les regards sont donc fixés vers Francofort, où la banque doit tenir, jeudi 7 janvier, la prochaine réunion de son conseil, souverain en la matière.

Ce conseil va-t-il décider d'une baisse des taux ? Aux pressions extérieures se sont maintenant ajoutées des pressions internes en Allemagne. Le chancelier Kohl veut sauver le SME au nom de l'avenir de l'Europe, les industriels et les banquiers allemands veulent éviter la récession et expliquent qu'il vaut mieux dévaloriser les chômeurs à retrouver un emploi que les rentiers à améliorer leurs fins de mois. Mais aux yeux des « faucons » de la Bundesbank, la masse monétaire et l'inflation, deux cailloux empoisonnés de

la réunification, galopent encore trop vite. Farouchement jalouse de son indépendance, la Bundesbank n'aime pas agir directement sous la pression. Mais quand la crise est trop vive, elle cède, on l'a vu en septembre (le Monde du 29 et du 30 décembre).

Depuis cette période, la situation a considérablement évolué outre-Rhin. L'Allemagne a vécu son premier trimestre de croissance négative, et même le président de la Deutsche Bank, le premier établissement financier du pays, réclame aujourd'hui un assouplissement de la politique monétaire. En Allemagne comme à l'étranger, les observateurs sont convaincus que la baisse des taux n'est qu'une question de mois. « Si l'Allemagne n'est pas capable de faire un geste au moment où cela ne lui coûte rien... », souligne, découragé, un banquier parisien. La Bundesbank acceptera-t-elle d'abaisser sa garde dès le début de l'année ? Simplement pour faire plaisir à Paris ? Cela se peut.

D'où l'idée d'une initiative commune franco-allemande plus forte que l'attitude défensive adoptée le 23 septembre, puis aujourd'hui, par les autorités monétaires des deux pays. Dès le lendemain de la crise monétaire de septembre, le SME, passé d'un « excès d'honneur à un excès d'indignité », selon l'expression de l'un de ses pères, est devenu candidat à une rénovation. Il n'était plus question que de resserrement de la marge de fluctuation entre le franc et le mark (1). Dans l'entrevue accordée au Financial Times (datée du 9 décembre) juste avant le sommet d'Edimbourg, M. Mitterrand avait fait allusion à un projet de rapprochement franco-allemand « en discussion ». M. Jacques de Larosière envisageait publiquement, pour sa part, une « occidentalisation » de la construction européenne avec quelques pays seulement. Restait à définir comment, selon le gouverneur de la banque de France, amorcer institutionnellement un « véritable partage du pouvoir monétaire ».

## L'indépendance de la Banque de France

Quelle forme pourrait prendre une telle initiative politique ? De nombreuses hypothèses sont évoquées. L'annonce d'un resserrement des marges d'abord, voire la création d'un taux fixe entre les monnaies allemande et française. La création d'institutions conjointes ensuite, soit par le renforcement du comité monétaire franco-allemand (2), soit par l'échange de gouverneurs des instituts d'émission, soit par la création d'un institut monétaire franco-allemand, embryon du futur institut monétaire européen, et pouvant gérer des réserves de change mises en commun. La proclamation de l'indépendance de la Banque de France, enfin, réclamée avec insistance par l'Allemagne, mais dont Paris a toujours fait savoir qu'elle n'interviendrait que lorsque la législation européenne l'exigerait. Pour faire un pied de nez à la droite, M. Bérégovoy pourrait d'ailleurs ressortir une proposition de loi sur l'indépendance de la banque centrale présentée au Parlement par M. Pasqua en 1985 même si M. Sapin a semblé, lundi, exclure cette hypo-

thèse. L'effet d'annonce d'une telle initiative serait-il suffisant pour calmer les marchés ? Pour l'instant, le gouvernement hésite sur sa stratégie. Une initiative — s'il doit y en avoir une — doit-elle être prise « à froid » ou annoncée pendant « une crise » ? Officiellement, aucun des projets n'a fait l'objet de discussions très approfondies entre la France et l'Allemagne. En fait, l'expérience de la fin septembre montre que Paris n'obtient des concessions allemandes qu'à chaud — en quelques heures de discussions à Washington, en pleine tourmente monétaire — plutôt qu'à l'issue de longs mois de rencontres internationales officielles.

Si le conseil de la Bundesbank n'annonce pas une baisse de ses taux jeudi, une crise spéculative violente menace. Les salles de change l'ont fait savoir à la Banque de France. Pour l'heure, les deux instituts gèrent au mieux la « crise rampante ». Les caisses de la Banque de France ont été vidées de plus de 100 milliards de réserves depuis la mi-novembre. Il lui reste aujourd'hui en caisse, or compris, environ 200 milliards de francs. La Banque a reporté au maximum, jusqu'à ce mardi, l'augmentation des taux d'intérêt à court terme, une mesure qui rend plus chers les crédits contractés par les spéculateurs pour jouer contre le franc. Elle approvisionne le marché monétaire pour des durées limitées à vingt-quatre heures. Si nécessaire, elle pourrait durcir encore le crédit.

Si l'Allemagne refuse de baisser ses taux et juge que les conditions d'un rapprochement institutionnel ne sont pas remplies, il ne restera donc à M. Bérégovoy qu'une défense, désespérée et coûteuse. Pour tenir jusqu'au 29 mars et rester l'homme qui n'a pas dévalué le franc, en laissant s'envoler les taux et en vidant les caisses de la banque centrale, Mitterrand espère éviter d'avoir à se rendre à la capitale, au nom de l'Europe et du SME, le secours efficace des Allemands.

ERIK IZRAELEWICZ et FRANÇOIS LAZARE

(1) Le SME autorise des fluctuations de 2,25 % de part et d'autre d'un « cours pivot » défini entre deux monnaies, et qui s'établit actuellement à 3,3386 francs.

(2) C'est en 1988, le comité économique et monétaire franco-allemand réunit, quatre fois par an, les ministres de l'économie et des finances et les responsables des banques centrales des deux pays.

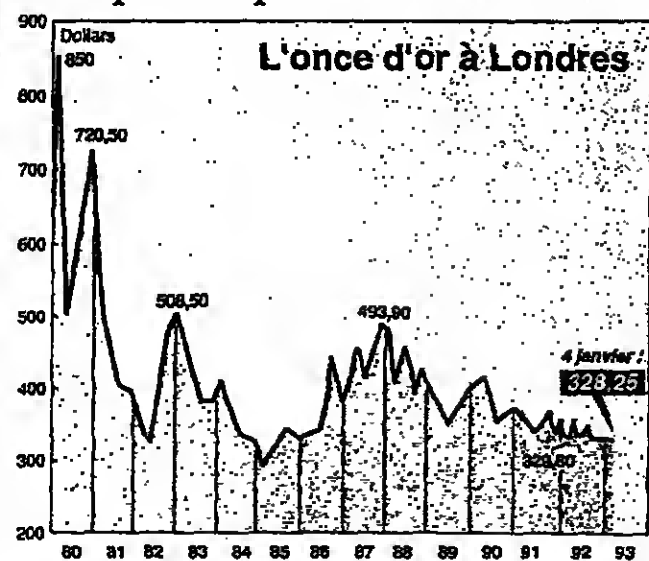
## Le communiqué commun de la Banque de France et de la Bundesbank

Les autorités monétaires françaises et allemandes ont publié, mardi 5 janvier, à 8 h 30, avant l'ouverture des marchés, le communiqué suivant : « Les gouvernements et les banques centrales de France et d'Allemagne confirment leur déclaration commune du 23 septembre 1992 (1) et réaffirment que le taux pivot actuel entre leurs deux devises est pleinement justifié par les données économiques fondamentales. »

« La Deutsche Bundesbank soutient la décision d'augmenter le taux officiel des prises en pension de la Banque de France. Les deux banques centrales poursuivront leur coopération étroite de manière à assurer le bon fonctionnement du mécanisme de change du système monétaire européen. »

(1) NDLR : dans ce communiqué, les autorités monétaires franco-allemandes avaient conclu de leur examen des données fondamentales de leurs économies que « les cours pivots actuels entre leurs devises reflètent correctement la situation réelle de leurs économies et qu'aucun changement des cours actuels n'est justifié ». Les gouvernements et les banques centrales se déclarent décidés à agir « en conformité avec les règles du système monétaire européen ».

## L'or au plus bas depuis sept ans à Londres



Les cours de l'or sont tombés lundi 4 janvier à leur niveau le plus bas depuis le mois de janvier 1986 sur le marché londonien, déprimés par une vague de ventes notamment de producteurs et d'investisseurs moyen-orientaux. L'once de métal fin est tombée à 328,25 dollars en début d'après-midi contre 333,05 dollars en clôture jeudi 31 décembre.

La fermeté du dollar, la crise monétaire en Europe et les faibles perspectives de reprise de l'inflation ont également pesé sur les cours, a estimé M. Mike Kurtanek, analyste à la maison de courtage Credit Lyonnais Laing. Le raffermissement du dollar, qui devrait continuer de progresser pendant le premier semestre 1993, limite les achats d'investisseurs et accentue les ventes de producteurs en appréciant artificiellement les cours cotés en dollars, a-t-il ajouté.

Les cours devaient rencontrer un seuil de résistance à 325 dollars l'once, mais pourraient ensuite chuter rapidement à 284 dollars, soit leur niveau le plus bas depuis février 1984, a-t-il précisé. Même mouvement aux États-Unis où, en une journée, l'or a perdu 4,70 dollars pour terminer à 328,10 dollars l'once sur le marché de New York, son niveau le plus bas depuis le 3 janvier 1986. Sur le contrat à terme de février, l'once d'or a terminé à 328,40 dollars en baisse de 4,70 dollars.

هنا من الأمل



# ÉCONOMIE

Alors que les critiques se multiplient

## Les assureurs cherchent à justifier les hausses de tarifs de l'assurance automobile

L'annonce par certains grandes compagnies d'une hausse de près de 10 % en 1993 des tarifs de l'assurance automobile a été accueillie par une levée de boucliers. D'autant plus qu'elle fait suite à des relèvements de tarifs en 1990 et en 1991. Pour des associations de consommateurs, les assureurs privés et, dans une moindre mesure, les mutuelles en rajoutant et font payer à leurs clients la baisse de rentabilité de leurs placements financiers et plus encore les conséquences de la crise de l'immobilier. Mais, si les compagnies ont sans doute la main lourde, l'assurance automobile n'en est pas moins confrontée à une vraie crise.

« Il y a une limite à la mutualisation des risques, on va tout droit vers la non-assurance de certains modèles et de certaines marques », affirme froidement M. Roland Pizen, directeur général du GAN. « Il y a des modèles, certaines petites bombes, qui sont volés dans une proportion de 60 %. A ce niveau, on ne peut plus faire de l'assurance », ajoute-t-il. Pour les assureurs, le vol et, dans une moindre mesure, le gel du bonus qui a entraîné de nouveaux comportements, plus « irresponsables », des assurés, sont à l'origine de la situation « difficile » de l'assurance automobile. Un point de vue partagé par les mutualistes, qui couvrent 50 % du marché. « Il y a des régions de France comme Marseille, Lyon et sa banlieue, Paris et la grande couronne où nous allons finir par refu-

ser d'assurer certains modèles, comme cela se fait déjà pour les deux-roues », explique-t-on au GEMA (Groupeement des mutuelles d'assurances).

Les vols et effractions sur les véhicules vont coûter en tout aux assureurs français 8,5 milliards de francs en 1992, soit 20 % de plus qu'en 1991, estime la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA). A cela plusieurs raisons, à commencer par l'ouverture des frontières de l'Europe de l'Est et la mise en place vers ces pays de filières « professionnelles » de recyclage des véhicules volés. Dans le même temps, les réseaux plus traditionnels, notamment vers le Proche-Orient et le Maghreb, ont continué à fonctionner. Enfin, les conditions économiques difficiles ont à la fois entraîné une recrudescence de la petite délinquance, « l'emprunt » d'une voiture pour le week-end, et la multiplication des faux sinistres.

### Négligence coupable

Ces mêmes conditions difficiles ne sont sans doute pas étrangères à la multiplication des bris de vitres et autres accidents sur des véhicules en stationnement, après la réforme du bonus-malus du 1<sup>er</sup> janvier 1992. Depuis la suppression du gel du bonus dans ce genre d'incidents, les déclarations se sont multipliées. Les bris de vitre ont ainsi augmenté de 25 % en 1992. Mais leurs conséquences financières sont sans commune mesure avec l'augmentation des vols.

Selon la FFSA, le nombre de déclarations de vol faites aux assureurs a dépassé 850 000 en 1992, soit une augmentation de 20 % par

rapport à 1991. La proportion de véhicules non retrouvés est également en progression : plus de 110 000 voitures volées en 1992 ne seront jamais retrouvées. Assureurs et constructeurs automobiles ont fait preuve dans ce domaine et pendant des années d'une négligence coupable. Les compagnies et les mutuelles ont commencé à se plaindre auprès des pouvoirs publics et des constructeurs depuis seulement quelques mois. Les constructeurs, qui se sont fort bien arrangés de cette situation pendant des années, commencent également à réagir. La protection d'une voiture contre le vol est d'ailleurs en train de devenir un véritable argument de vente.

En attendant que des systèmes de plus en plus sophistiqués fassent diminuer de façon radicale les vols, (notamment le repérage d'une voiture volée à l'aide d'une puce intégrée au véhicule), le consommateur n'échappera pas à une augmentation des primes. Même si la FFSA conteste les chiffres de l'ordre de 10 % avancés pour les hausses de tarifs à venir et considère que « les ajustements tarifaires devraient être très variables d'une société à l'autre, et peuvent par ailleurs varier à l'intérieur d'une même société, notamment selon les régions, les conducteurs et les véhicules ».

### Baisse de la rentabilité des placements

Mais pour la quasi-totalité des compagnies il sera impossible d'échapper à des hausses de 5 % à 10 % dans les prochains mois. Et cela même si, à l'inverse de l'assurance-dommage, l'assurance responsabilité civile, incluse dans les contrats automobiles, coûte de moins en moins cher aux assureurs

du fait de la diminution de 6 % du nombre des accidents corporels en 1992.

Les mutuelles se veulent nettement plus modérées que les compagnies classiques en matière de tarifs, mais n'échapperont pas, à de rares exceptions près dont la MACIF, à des hausses qui ne devraient pas dépasser 5 %. A cela, une raison essentielle : leurs résultats techniques dans l'automobile sont dans l'ensemble encore positifs. Ce qui n'est pas le cas des compagnies classiques, dont les pertes techniques devraient approcher les 3 milliards de francs en 1992. Ces derniers ont entrepris depuis plusieurs années de rattraper des parts de marché perdues face aux mutuelles en réduisant leurs tarifs.

Elles ont réussi à compenser la faiblesse ou même l'absence de résultats techniques par des bénéfices réalisés sur le placement des primes, les fameux résultats financiers. Mais le contexte moins favorable sur un certain nombre de marchés financiers a réduit la rentabilité des placements et met les compagnies traditionnelles dans une situation délicate.

Elles reconnaissent pourtant que l'augmentation des primes ne pourra se poursuivre longtemps. Elles estiment en tout cas qu'elle ne pourra pas se poursuivre après juillet 1994, et la totale libération du marché européen de l'assurance. D'ici là, les assureurs espèrent pouvoir lutter à armes égales. La France est en effet un des pays de la Communauté où les contrats d'assurance automobile sont les plus lourdement taxés.

ÉRIC LESER

## SOCIAL

Selon une étude de l'INSEE

## L'intéressement des salariés ne favorise pas l'emploi

D'avantage de salaire signifie-t-il moins d'emploi ? Une étude parue dans la revue *Économie et statistique* de l'INSEE (1) indique que cette équation n'est pas tout à fait dénuée de pertinence.

L'institut de la statistique s'est penché sur le cas de 539 entreprises qui ont pratiqué l'intéressement entre 1986 et 1989, une technique qui consiste à accorder des primes en fonction des résultats, et de 172 autres n'y ayant pas recouru. Première constatation : « l'impact positif de l'intéressement sur la productivité apparaît sans ambiguïté dans les estimations en taux de croissance » puisque, selon l'INSEE, augmenter d'un demi-point l'intéressement permet d'améliorer de 2 % à 2,2 % la productivité. Dès lors, le problème est de savoir si ces effets, en améliorant l'efficacité de l'entreprise et ses parts de marché, permettent d'embaucher ou, au contraire, s'ils découragent le recrutement en augmentant les salaires. La conclusion de l'étude est prudente, mais elle est sans ambiguïté.

Si l'intéressement est strictement proportionnel au profit, il ne nuit pas à l'emploi. Par contre, s'il est calculé comme un pourcentage de la masse salariale, s'il joue alors comme un coût additionnel pour l'employeur et la demande de travail peut rester stable, voire diminuer. Or, cette dernière option, qui « garantit une productivité supérieure » aux entreprises, est la plus couramment utilisée. « L'impact de

l'intéressement sur la demande de travail est nul sinon négatif » sur l'emploi, souligne donc l'INSEE qui suggère que les rémunérations de cadres soient désormais réservées aux seules fonctions reposant sur un « pur partage du profit ».

Consacrée aux écarts de salaires, une autre étude d'économie et statistique indique qu'en 1986, dans l'industrie, les hommes percevaient, à qualification, catégorie, ancienneté et âge identiques, un salaire brut supérieur de 12 % à celui des femmes. La divergence, plus marquée à mesure que le niveau de qualification s'élève, est particulièrement forte : parmi les ingénieurs et cadres (15 % pour les cadres débutants, 29 % pour les cadres confirmés). Par ailleurs, l'effet de l'âge apparaît « relativement faible » pour les professionnels les moins qualifiés. Les ouvriers de cinquante ans gagnaient 12 % de plus que ceux âgés de vingt ans mais l'écart correspondant atteint 21 % chez les employés, 39 % pour les agents de maîtrise et 76 % chez les cadres. Pour ces derniers, les écarts s'expliquent davantage par le poids des « facteurs individuels » que par l'existence d'une prime d'ancienneté, dont l'effet est proportionnellement plus faible en ce qui concerne les hauts salaires.

J.-M. N.

(1) « La formation des salaires », Économie et statistique n° 257.

## TRANSPORTS

En amont de l'enquête d'utilité publique

## Une circulaire organise un « débat démocratique » sur les grands projets d'infrastructure

Le TGV-Est pourrait être l'un des premiers grands projets à faire l'objet d'un « débat démocratique » défini dans une circulaire en date du 15 décembre 1992 par le ministre des transports, M. Jean-Louis Bianco. Confrontée par le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, la construction d'un train à grande vitesse entre Paris et Strasbourg devrait se cofinancer d'une co-voiture de 20 milliards de francs, et sa réalisation, réclamée par les élus locaux, ne devrait pas susciter l'opposition enregistrée par le TGV-Méditerranée.

Actuellement, le public ne s'exprime qu'à partir de l'enquête d'utilité publique, alors que les jeux sont quasiment faits. Le gouvernement a pu percevoir les limites de ce type de consultation, avec les projets du TGV-Méditerranée et de l'autoroute A 16 entre Boulogne et Paris. La loi d'orientation des transports intérieurs n'a pas précisé l'organisation du débat démocratique, note la circulaire du ministre des transports. « Ces insuffisances conduisent souvent à la mise en cause de la légitimité des projets et de toute réalisation qu'elle soit ».

Pour remédier à ces lacunes, une phase de débat sur les grandes

fonctions de l'infrastructure devra être organisée par un préfet coordonnateur bien en amont du projet, prévoit la circulaire. A quoi sert le projet ? Est-il articulé avec un schéma de desserte régional ? Quel est son impact sur l'environnement ? Quel est son intérêt économique et social ? A l'issue de cette consultation avec les responsables politiques, socio-économiques ou encore associatifs, le projet pourra être substantiellement modifié, voire abandonné. Les conclusions du débat feront l'objet d'un cahier des charges.

Ensuite seulement viendra la phase de l'enquête d'utilité publique qui porte plus particulièrement sur le tracé. Au terme de cette enquête, de nouvelles modifications, parfois importantes, pourront être décidées pour améliorer l'infrastructure et son insertion. Ces engagements de l'Etat seront rendus publics afin de veiller à leur réalisation, prévoit la circulaire. Ainsi, les préfets pourront constituer avec les responsables locaux concernés un comité de suivi de la mise en œuvre des engagements de l'Etat.

M. La.

## ÉTRANGER

## M. Alan Blinder futur conseiller économique à la Maison Blanche

M. Alan Blinder, professeur d'économie à l'université de Princeton, a été choisi par le futur président américain Bill Clinton pour renforcer l'équipe des conseillers économiques de la Maison Blanche. La nomination de cet économiste reconnu est destinée, selon le *New York Times*, qui annonçait lundi 4 janvier la nouvelle de source proche du président, à apaiser les critiques qui avaient accueilli le choix de M. Laura D'Andrea Tyson comme chef des conseillers économiques du président.

Certains avaient reproché à cette économiste de l'université Stanford, spécialiste des questions industrielles et commerciales, de manquer d'outils d'analyse plus généraux qui pourraient apporter

M. Blinder, quarante-sept ans, titulaire d'un doctorat du MIT (Massachusetts Institute of Technology) et auteur de trois ouvrages. La nomination de celui-ci pourrait être confirmée cette semaine et doit être approuvée par le Congrès.

En 1992 la hausse des prix de détail a atteint 4,8 % en Italie. L'année 1992 a été un peu meilleure que la précédente sur le front de l'inflation en Italie. La hausse des prix de détail exprimée en glissement annuel (décembre 1992 comparé à décembre 1991) s'est élevée à 4,8 %, contre 6 % un an plus tôt. Calculé en moyenne annuelle, le taux d'inflation s'est situé à 5,4 % en 1992, soit un point de moins qu'en 1991 (6,4 %).

## COMMUNICATION

## « Rebondir », le premier magazine anti-chômage

Les chômeurs et tous ceux qui craignent le chômage, c'est-à-dire la plupart des actifs, ont désormais un magazine à leur disposition : *Rebondir*. Paru le 5 janvier, le premier numéro de ce mensuel en quadrichrome, de qualité similaire à celle des autres périodiques, a été tiré à 300 000 exemplaires (15 francs pour 68 pages en couleurs) et compte sur une diffusion minimale de 100 000 exemplaires. Son directeur-fondateur, M. Bertrand Lobry, qui crée en 1983 le magazine économique *Défis* avant de le céder au groupe L'Agence, a réuni autour de ce projet un capital de 1,5 million de francs, souscrit par lui-même (60 %) et des personnes amies.

M. Lobry se fonde sur trois idées simples : personne n'est à l'abri du chômage ; aucun pays développé n'a trouvé la recette idéale pour lutter contre lui ; toutes les initiatives pour aider les gens à s'en sortir ou à l'éviter sont donc bienvenues. Un discours positif large-

ment présent dans *Rebondir*, qui préfère s'adresser aux chômeurs plutôt que de parler du chômage. Au fil des pages, le lecteur pourra apprendre comment changer de métier, comment éviter le trac avant un entretien d'embauche, quelles sont les professions où le chômage n'existe pas, comment rédiger un CV, comment trouver formation et stages, etc., en se fondant sur des exemples concrets, des entretiens, des portraits et des adresses d'entreprises dénichées par le réseau d'agences de presse régionales EPI.

Réalisé par des journalistes dont certains ont connu le chômage, « on ne parle bien que de ce que l'on connaît », note M. Lobry. « *Rebondir* est le seul magazine de ce type dans les pays industrialisés. Le succès aidant, il pourrait être publié dans d'autres pays européens. »

Y.-M. L.

## EN BREF

Le CSA reçoit le dossier complémentaire de la chaîne éducative Eureka. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a reçu, jeudi 31 décembre, un dossier complémentaire du projet de chaîne éducative Eureka, en vue de l'attribution de la partie diurne du cinquième canal national de télévision. A la suite d'un appel à candidatures, le CSA n'avait pas attribué cette partie diurne (*Le Monde* du 28 novembre), demandant au projet Eureka de préciser ses programmes, ses actionnaires et son financement (notamment par les entreprises et collectivités locales) avant la fin de 1992. Après examen de ce volumineux dossier, le CSA pourrait statuer en janvier.

La compagnie maritime britannique P and O ferme sa ligne Boulogne-Douvres. La compagnie maritime britannique P and O a annoncé, lundi 4 janvier, la fermeture de sa ligne entre Boulogne et Douvres. Elle a décidé, à quelques mois de l'ouverture du tunnel sous la Manche, de concentrer ses efforts sur les lignes les plus courtes et notamment Calais-Douvres qui connaît une forte croissance, alors que Boulogne-Douvres est en stagnation. Les deux navires qui opéraient à partir de Boulogne ne seront pas affectés à l'une des sept autres lignes de la compagnie et seront vendus.

**VENTES PAR ADJUDICATION**  
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie - 75008 Paris  
Tél. : 45.68.12.66 - FAX : 45.83.89.81  
MINITEL 3615 Code A3T, puis O.S.P.

**MANUFACTURE D'APPAREILLAGE ELECTRIQUE DE CAHORS**  
Zone Industrielle de Regard - 46003 CAHORS CEDEX  
VENTE s/saisie immob. aux enchères publiques, à l'audience des Criées du trib. de gde inst. de CAHORS (Lot), au Palais de Justice, square de Verdun, JEUDI 14 JANVIER 1993, à 14 h

**DIVERS IMMEUBLES à VALROUFIE (Lot)**  
Maison d'hab. et de dépend. - Cours de tennis av. (fonton)  
2 piscines, appentis, chemin, PARC arboré, av. arrosage automatique -  
DIVERSES PARCELLES en nature de TERRE, LANDES d'une cont. totale de 3 HA. 50 A. 15 CA  
**MISE A PRIX : 1 397 000 F**  
S'adr. pour renseignements : M<sup>re</sup> FAUGÈRE-MESSERSCHMITT au numéro de tél. : 65-35-07-56 - M. Michel HIBON - Tél. : 65-35-72-11.

**VENTE sur surenchère ap. conversion de saisie au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 21 JANVIER 1993, à 14 h, en TROIS LOTS dans un immeuble, sis à**

**PARIS-16<sup>e</sup> - 5, pl. de la Porte-de-Passy**  
1<sup>er</sup> lot :  
**APPARTEMENT de 6 P. Ppales**  
au 1<sup>er</sup> étage, comp. entrée, séjour double, 3 chambres, petit bureau, cuisine, office, 2 salles de bains, 2 wc., 1 cave.  
2<sup>e</sup> lot : 1<sup>er</sup> étage  
**2 CHAMBRES**  
3<sup>e</sup> lot : au sous-sol  
**UN PARKING**  
Mises à Prix : 1<sup>er</sup> lot 4 070 000 F  
2<sup>e</sup> lot : 440 000 F - 3<sup>e</sup> lot : 291 500 F  
S'adr. à la SCP COURTEAULT, LECOCQ, RIBADEAU-DUMAS, avocats à PARIS-16<sup>e</sup>, 17, av. de Lamboille - Tél. : 45-24-46-40 - Tous avocats près le tribunal de gde inst. de PARIS, sur les lieux pour visiter en s'adr. à l'avocat.

**VENTE sur saisie immobilière, Palais de Justice PARIS le JEUDI 21 JANVIER 1993, à 14 h 30 - EN UN LOT**

**LOCAUX à PARIS (17<sup>e</sup>)**  
**6, SQUARE VILLARET-DE-JOYEUSE**  
à usage PROFESSIONNEL, rez-de-cha. et s/sol  
**MISE A PRIX : 1 900 000 F**  
S'adr. pour tous renseignements : SCP BRUN et ROCHER, avocats 40, rue de Liège, 75008 PARIS - Tél. : 42-93-50-40

**CADEAU :**  
Un pack lors de l'achat d'un **MACINTOSH** (Boite POSSO + disquettes + tapis souris)

**Mac Le 4/40**  
- Ecran Apple 12" coul. - Claris Works -  
Même configuration avec 14" couleur : **8423F** ht

**7495F** ht

**TEL. (1) 49 46 11 11**

**4000 PRODUITS MAC**

**Apple Center**

**PARIS**

**4000 PRODUITS MAC**

**Le Monde de l'éducation**

**EXCLUSIF**  
**CAHIER SPÉCIAL**  
**LES RÉSULTATS DU BAC 92**

Public, privé, tous les résultats du bac section par section. Avec un guide sur 2 200 lycées : les langues enseignées, les options, les classes préparatoires.

- **ENQUÊTE : L'EUROPE DE L'ÉCOLE**  
Douze questions pour comprendre ce qui va changer avec l'Acte unique : langues, rythmes scolaires, public-privé, formation professionnelle, examens, accès à l'université...
- **REPORTAGE :**  
**L'INTERNAT, JOUR ET NUIT AU LYCÉE ?**  
Pour tout savoir sur un mode d'hébergement encore et toujours indispensable à certains.
- **SONDAGE :**  
**LE BAROMÈTRE DES 15-24 ANS, LES JEUNES JUGENT LES HOMMES POLITIQUES**  
Quelle image ont-ils des partis ? Quels sont leurs leaders préférés ?

**NUMÉRO DE JANVIER 1993 - 35 F**

**EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX**

## VIE DES ENTREPRISES

En signant un nouveau contrat de plan

## EDF s'engage à baisser ses tarifs et à diminuer son endettement

Pas moins de quatre ministres (économie, budget, industrie, énergie) présents à la cérémonie : la signature, mardi 5 janvier, du troisième contrat de plan d'électricité de France (EDF) fait recette au sein du gouvernement. Il est vrai que ce bref document - guère plus d'une vingtaine de pages - qui fixe les « grandes orientations stratégiques d'EDF » pour les quatre années à venir (1993-1996) constitue un modèle du genre. Négocié rapidement (les discussions avaient démarré à l'automne), il comporte treize articles, complétés par deux annexes, qui sont suffisamment équilibrés pour donner satisfaction à toutes les parties concernées. Et à l'entreprise publique.

Deux facteurs émergent de ce contrat de plan : les tarifs et l'endettement d'EDF. Sur la baisse des tarifs, EDF, approuvé par Bercy, promet de diminuer ses tarifs de 1,25 % par an en moyenne à francs constants jusqu'en 1996 (le Monde du 21 décembre 1992). Modérés selon

les consommateurs, avec une probable prime en faveur des PME-PMI, les ajustements tarifaires interviendront le 15 février avec un réajustement l'année suivante si nécessaire.

Comparé au contrat de plan antérieur (1989-1992), l'effort sur les tarifs est moindre (la baisse était de 1,5 % par an en moyenne). Mais il est compensé par des engagements plus ambitieux en matière de désendettement. Très lourdement endettée (194 milliards de francs fin 1992, soit davantage que le chiffre d'affaires de cette entreprise, premier producteur mondial), EDF fera en sorte qu'en 1993 et fin 1996 sa dette diminue de 40 milliards (deux fois plus que dans le précédent contrat de plan).

La durée ne s'arrête pas là. EDF, indique un communiqué de l'entreprise, vise « un très faible niveau de dette vers 2005, à cette époque le renouvellement du parc nucléaire entraînant une montée sensible du niveau des investissements, et donc des besoins en finan-

cement importants ». Si la promesse d'EDF, contenue dans le contrat de plan, d'enfouir certaines lignes en moyenne et basse tension ne constitue pas une surprise (elle ne fait que reprendre une convention conclue cet été avec les pouvoirs publics), en revanche l'engagement de l'entreprise de réduire les émissions de soufre et d'oxyde d'azote bien au-delà de ce que prévoit la directive européenne de 1988 est nouveau. Montant de l'investissement prévu à cet effet : 3 milliards de francs pour la durée du contrat.

Autre engagement souscrit par EDF : améliorer la qualité de l'électricité fournie. Pour faire en sorte que « le niveau moyen de qualité de la fourniture en France soit équivalent au standard européen d'ici 2005 », l'entreprise publique prévoit d'investir 44 milliards de francs d'ici à la fin de 1996. Un pactole qui bénéficiera pour partie aux entreprises du BTP chargées d'améliorer le réseau d'électricité.

J.-P. T.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## PROJETS

o Réorganisation à la banque Paribas. - Un comité central d'entreprise de la banque Paribas a rendu, lundi 4 janvier, un avis favorable à un projet de réorganisation, prévoyant l'organisation par métiers des activités de la banque. La création d'un « département conseil », aux côtés des trois métiers plus traditionnels de la banque - banque commerciale spécialisée (corporate banking), activités de marché (capital markets) et gestion institutionnelle et privée (asset management), - constitue le point essentiel de cette réorganisation.

o Hollywood Cheving Gum va disposer d'une seconde usine près de Châtelleraut. - Le groupe américain Kraft General Foods vient de poser la première pierre d'une deuxième usine Hollywood Cheving Gum à Saint-Genest d'Amboise, près de Châtelleraut. La première usine ouverte en 1987 emploie une centaine de personnes et produit huit mille tonnes de pâte à mâcher par an. Avec la deuxième unité, le groupe compte passer à 240 employés et 12 000 tonnes dans un délai de deux ans. Cette décision intervient alors que Kraft General Foods a décidé de fermer son usine Krema de Montreuil-sous-Bois en Seine-Saint-Denis. (Corresp.)

## ACQUISITIONS

o Les laboratoires Merck-Clevent rachètent Probal à Rhône-Poulenc. - Les Laboratoires Merck-Clevent (chimie, pharmacie), filiale du groupe allemand Merck, ont racheté la société Probal SA au groupe public français Rhône-Poulenc, pour un montant non précisé. Probal est une société de distribution de produits chimiques et de matériel de laboratoires, dont le chiffre d'affaires

est de 485 millions de francs avec 350 salariés, principalement à Paris et Briare (Loiret).

o STI et Ameritech acquièrent 49,9 % du capital de la norvégienne Netcom. - La compagnie Singapore Telecom International (STI) et la société américaine Ameritech International vont prendre une participation importante dans le capital de l'entreprise norvégienne Netcom GSM A.S., qui détient une licence pour développer un réseau de radiotéléphones portables en Norvège.

STI et Ameritech prendront une participation de 49,9 % dans le projet, le consortium scandinave fournissant les 51,1 % restant, a précisé Singapore Telecom (STI) dans un communiqué. STI, filiale de ST, prévoit d'investir 75 millions de dollars singapouriens (249 millions de francs) dans le projet. Netcom est une filiale du groupe financier suédois Kinnevik. La transaction doit attendre de recevoir l'aval du gouvernement norvégien avant d'être formalisée.

## CRISES

o Marrel annonce la suppression de 93 emplois dans la Loire. - La direction de Marrel SA a annoncé récemment, lors d'un comité central d'entreprise, la suppression de 93 emplois sur les 805 de l'usine d'Andrézieux-Boulbeon dans la Loire. Ces licenciements constituent le quatrième plan de réduction des effectifs depuis 1991, les trois précédents ayant entraîné le départ de 145 des 1 800 salariés de ce groupe fabricant de buses et d'équipements hydrauliques. Pour M. Pierre Marinier, PDG de Marrel SA, ce nouveau plan résulte du tassement du marché du matériel de travaux publics, de la réduction sensible des commandes militaires et des compagnies aériennes. Le chiffre d'affaires de

Marrel SA a baissé de plus de 15 % en 1992 et devrait continuer à décroître en 1993. La CGT s'indigne de la stratégie européenne du groupe, se demandant si elle doit « passer par l'abandon du site de production d'Andrézieux-Boulbeon par des vagues successives de licenciements ». Fin 1991, Marrel avait réussi une offre publique d'achat sur son principal concurrent européen, le britannique Edbro. Pour M. Marinier, cette opération a été « positive », puisqu'elle s'est traduite par des « compensations à l'exportation » pour l'ensemble du groupe. Le PDG de Marrel n'a pas d'autres rachats de sociétés européennes en 1993, en Allemagne notamment. (Corresp.)

o British Aerospace va supprimer 600 emplois supplémentaires. - L'avionneur britannique British Aerospace (BAe) a annoncé récemment la suppression de 600 emplois dans ses usines de Woodford et Chadderton qui produisent des avions de transport régionaux, portant à plus de 1 200 les réductions d'effectifs annoncées par BAe depuis le début de la semaine. Le groupe a mis en avant la baisse des commandes et la réaction pour justifier cette décision. Le 16 décembre, BAe avait annoncé la suppression de 650 emplois dans ses usines de Bristol et de Chester, qui fabriquent des équipements pour Airbus.

## PARTICIPATION

o France Câbles et Radio prend 34 % de Téléinvest (holding de Cofat). - France Câbles et Radio (FCR), filiale de Cogeco (groupe France Telecom), a pris une participation de 34 % dans le capital de Téléinvest, société holding du groupe Cofat spécialisée dans l'installation de matériels de télécommunications. Le prix de cette prise de participation n'a pas été révélé. Cofat, qui installe principalement des autocumulateurs d'entreprise, a enregistré un chiffre d'affaires de 500 millions de francs en 1991 et un résultat « légèrement bénéficiaire ». Elle emploie 800 personnes.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Trésor Trimestriel

SICAV OBLIGATAIRE À DISTRIBUTION TRIMESTRIELLE

GÉSTION CDC TRÉSOR

FILIALE DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Entre le 31 mars et le 30 novembre 1992, TRÉSOR TRIMESTRIEL a déjà réalisé une performance de 11,23 % en taux annualisé, contre 10,49 %\* pour la moyenne de sa catégorie.

\* source MICROPAL

Neuf mois après son lancement (le 9 mars 1992), l'actif de TRÉSOR TRIMESTRIEL dépasse maintenant les 650 millions de francs. Le flux de souscriptions important et continu enregistré exprime la satisfaction des clients qui utilisent TRÉSOR TRIMESTRIEL pour profiter régulièrement et en toute sécurité des fruits de leur capital.

A une période où l'on peut anticiper une baisse des taux courts, TRÉSOR TRIMESTRIEL est un véhicule idéal pour diversifier fructueusement vos placements à long terme.

TRÉSOR PUBLIC

VOTRE ARGENT VA FAIRE DES PROGRES

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	4445	4400	Imvnt. Computer	128 90	128 90
BAC	23 70	23 70	IP.B.M.	23 50	23 50
Banq. Par.	495	495	Locat.	37 10	40 80
Banq. (Lyon)	255	255	Mars Comm.	305	305
CAL-de-Fr. (CCL)	778	740	Miles	135 80	135 80
Calsonic	223	225	N.S.C. Schenker	785	785
Cantel	785	801	Publi-Presse	420	401
CEGEF	185	184	Publi-Union	317	317
CFP	243	242	Revue-Alp. (Lyon)	97	97
CNIM	941	831	Sat. Invest. (Lyon)	138	133
Cofinor	281	281 10	Seda	315	315
Confor	185	185	TFI	365	365
Cred.	88	90	Thermodyne (Lyon)	309	301 30
Daplo	185	185	Unilog	230	228
Dassault	870	868	Vel et Co	115	115
Deutsche Wirt. Co.	323	323	Y. St-Laurent Group	525	525
Dowling	997	1005			
Dreier	74	74 95			
Edison	84 10	84 10			
Edison Reford	200	200			
Emp. Propriété	170	170			
Enx	123	123			
G.F.F. (group. L)	48	48			
G.L.M.	440	436			
Geograph	127	127			
Géral	932	930			
LCC	185	185			
Mariva	40 95	40 95			
Mariva H&A	1000	1020			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 4 janvier 1993  
Nombre de contrats estimés : 61 532

COURS	Mars 93	Jun 93	Sept 93
Dernier	112,46	113,10	112,58
Précédent	112,14	112,64	112,36

## Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
112	0,76	0,93
	0,46	0,85

## CAC 40 A TERME

COURS	Janv. 93	Fév. 93	Mars 93
Dernier	1 862	1 875	1 903
Précédent	1 877	1 899	

## CHANGES

Dollar : 5,5845 F ↓

Le dollar s'inscrivait en légère baisse, mardi 5 janvier, après sa forte progression des derniers jours. Il cotait à Paris 5,5845 francs contre 5,5920 francs au cours indicatif de la Banque de France. Le mark repassait sous la barre de 3,41 francs après le communiqué commun des autorités monétaires françaises et allemandes.

FRANCFORT 4 janv. 5 janv.  
Dollar (en DM) 1,638 1,678  
Tokyo 4 janv. 5 janv.  
Dollar (en yen) 134,90 125,25

## MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (5 janv.) 12 1/4 12 3/4 %

New-York (4 janv.) 3 1/2 %

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

31 déc. 4 janv.  
Valeurs françaises 184,68 -  
Valeurs étrangères 87,38 -  
SSEF, base 100 : 31-12-91  
Indice général CAC 40 484,49 479,78  
SSEF, base 1000 : 31-12-91  
Indice CAC 40 1 857,78 1 843,88

NEW-YORK (indice Dow Jones)

31 déc. 4 janv.  
Industriel 3 301,11 3 308,22  
Londres (indice Financial Times) 31 déc. 4 janv.  
100 valeurs 2 846,50 2 861,50  
30 valeurs 2 185,20 2 209,50  
Mines d'or 64,34 62,50  
Fonds d'Etat 93,90 94,05

FRANCFORT 31 déc. 4 janv.

Dax 31 déc. 4 janv.  
100 valeurs 2 846,50 2 861,50  
30 valeurs 2 185,20 2 209,50  
Mines d'or 64,34 62,50  
Fonds d'Etat 93,90 94,05

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,5800	5,5810	5,7090	5,7160
Yen (100)	4,4530	4,4683	4,5543	4,5644
£	6,6498	6,6543	6,6827	6,6927
Deutschmark	3,4120	3,4130	3,4055	3,4077
Franc suisse	3,7666	3,7686	3,8480	3,8484
Lira italienne (1000)	3,6291	3,6292	3,6241	3,6242
Livre sterling	8,4122	8,4239	8,5274	8,5448
Peseta (100)	4,7946	4,7985	4,7564	4,7684

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/8	3 1/4	3 1/4	3 3/8	3 1/2	3 5/8
Yen (100)	3 3/4	3 7/8	3 11/16	3 13/16	3 5/8	3 7/8
£	10 5/16	10 9/16	10 7/16	10 7/8	10 1/2	10 3/4
Deutschmark	8 11/16	8 13/16	8 9/16	8 11/16	8 1/2	8 3/4
Franc suisse	5 15/16	6 1/16	5 7/8	6	5 1/2	5 5/8
Lira italienne (1000)	7 1/16	7 1/4	7 1/16	7 1/8	7 1/8	7 1/4
Livre sterling	13 1/16	13 1/8	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
Peseta (100)	15 3/8	15 3/4	15 1/8	15 3/4	15 1/4	15 1/2
Franc français	13 13/16	14 1/16	13 1/2	14 1/4	13 3/4	14 1/4

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde

COMMENT PENSER

L'ARGENT ?

Sous la direction de Roger-Pol Droit

هنا من المال



## BOURSE DU 5 JANVIER

[illegible]

**COMPTANT**

[illegible]

### Actions

Applications Hydr.	1570	1580	Louisa	2580	2650
Artes	432	432	Lucas	210	220
Dana C. Marino	895	881	Macines Bull.	20	20 80
E.H. Popper, Supr.	220	...	Magnet	170	...
H.R. Anson	326	328	Mini Display	340	...
Minidivide	225	...	Mits.	40	...
Monitors Invenst.	479	...	Navigators (B&N)	155	155
Stacy Comb	950	...	Options	262 50	265
S.T.T.	...	20 95	Ortel (C)	575	571
Cambridge	1160	1150	Origen Desectors	300	480
Carlson (Louisa)	283	263	Pulse Monitor	1124	...
Cas Products	2 20	...	Pulse Microdot	440	...
C.B.C.	263	246 70	Performance	184	...
C.E.B.F. (Finger)	770	...	Peta France	252	...
Continental Molec.	310	308 80	Peta Omega	180	178
Congex	23 80	...	Petroleum	305	...
Changas Hy	147 60	147 70	Petal Omega	...	...
CIS (C)	952	...	Piper Heidsieck	601	...
C.I.U.	...	...	Pipework	230	...

**BLICITÉ**

## FINANCIÈRE

**Renseignements :**

**46-62-72-67**

## Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 5/1	COURS DES BILLETS		M E
			achat	vente	
Etats-Unis (1 \$ us)	5 382		53	58	
Allemagne (100 dm)	8 670				Or
Belgique (100 fr)	341 710		331	351	Or
Bolivar (100 fr)	16 817		18	17	17
Pay-Bas (100 f)	303 830		283	311	Nep
Italie (100 lire)	82 640		4	5	Nep
Denmark (100 kr)	88 040		84	92	Pla
Gde-Bretagne (1 £)	8 285		7	8	Pla
Grèce (100 drachmes)	2 885		2	26	Pla
Suisse (100 fr)	378 490		366	387	Son
Spain (100 pes)	100 000		71	83	Pla
Norvège (100 L)	79 990		74	82	Pla
Autriche (100 sch)	46 584		4	6	Pla
Épingle (100 pes)	4 800		4	5	Pla
Portugal (100 esc)	3 800		37	41	Pla
Canada (1 \$ can)	4 286		41	45	Pla
Japon (100 yens)	4 468		43	46	Pla

### Marché libre de l'or

COURSES DES MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 5/1
en (pièce en barre)....	58200	58200
en (en lingot).....	59300	59250
en (en lingot).....	341	338
en (en lingot).....	400	.....
en Suisse (20 f.).....	342	341
en Suisse (20 f.).....	345	338
en Suisse (20 f.).....	438	438
en Suisse (20 f.).....	2380	2300
en 10 dollars.....	1100	1100
en 5 dollars.....	600	.....
en 5 pesos.....	2220	2210
en 10 florins.....	355	350

**SICAV** (sélection)

		Cours		Dernier		VALEURS		Emission		Rachet		VALEURS		Emission		Rachet		VALEURS		Emission		Rachet	
		préc.		cours				Frais incl.		net				Frais incl.		net				Frais incl.		net	
Etrangères																							
A.E.G.	510	....		Action.	201 81	198 41		Franc-Regio.	3078 59	1048 15		Pro/Associations	31124 95	31134 96									
Alcan Min. Sm.	420 10	....		Accionerina C.	30086 83	30086 83		Franc-Associ.	371 21	37 21		Pro/Associ.	987 32	983 24									
Alus Alumin.	37 50	....		Accionerina D.	30095 83	30095 83		Franc-Cap.	45 01	44 34		Chart.	135 42	132 12									
Amalcan Bonds	191	195		Amid-gum	8026 63	7717 91		Franc-Cap.	241 58	237 98		Rachet	721 79	707 14									
Amstel	241 10	....		Amplady	942 07	823 37		Franc-Papier	904 39	882 88		Rachet	152 26	150 85									
Asiaticum Mines	251	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82 80	....		Asocad	1184 31	1184 31		Franc-Papier	884 73	883 18		Rachet	538 05	535 80									
Asiaticum Mines	82																						

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

## RELIGIONS

## Le livre-bombe de Drewermann

Les Editions du Cerf renoncent à publier en France un pamphlet du théologien allemand condamné.  
Albin Michel l'éditera sous le titre : « les Fonctionnaires de Dieu »

Nouveau Luther ou mystificateur génial? Eugen Drewermann ne prétend ni à l'une ni à l'autre de ces distinctions. Prêtre, psychanalyste, il a écrit en consultation, pendant plus de vingt ans, des centaines de lettres à des prêtres, à des religieux, à des religieuses. Sorti en Allemagne en octobre 1989, son ouvrage monumental, *Kleriker* (neuf cents pages serrées), l'une des critiques les plus massives et radicales du système ecclésial jamais publiées de l'intérieur, s'est aussitôt arraché. Vendu à plus de cent mille exemplaires, il figure encore aujourd'hui parmi les meilleures ventes des librairies allemandes.

« Heureusement qu'il n'y a pas de bûcher », écrit, avec un humour noir, un évêque français au traducteur de Drewermann, Jean-Pierre Bagot. Nul doute, en effet, que le théologien allemand y serait monté, dans cette ville de Paderborn (Rhénanie du Nord-Westphalie), forteresse du catholicisme germanique, où, avant d'attaquer les Saxons, s'était établi Charlemagne et où le pape lui-même était allé implorer l'aide de l'empereur. L'archevêque de Paderborn, Mgr Degenhardt, a privé son troublant psychanalyste de son droit d'enseigner à l'université catholique de la ville, à célébrer la messe, à prêcher. Mais, chaque samedi, ses cours de théologie donnés par suppléance à l'université d'Etat et ses « prédications » dans une école attirent plusieurs centaines de fidèles.

## Une lecture anti-institutionnelle

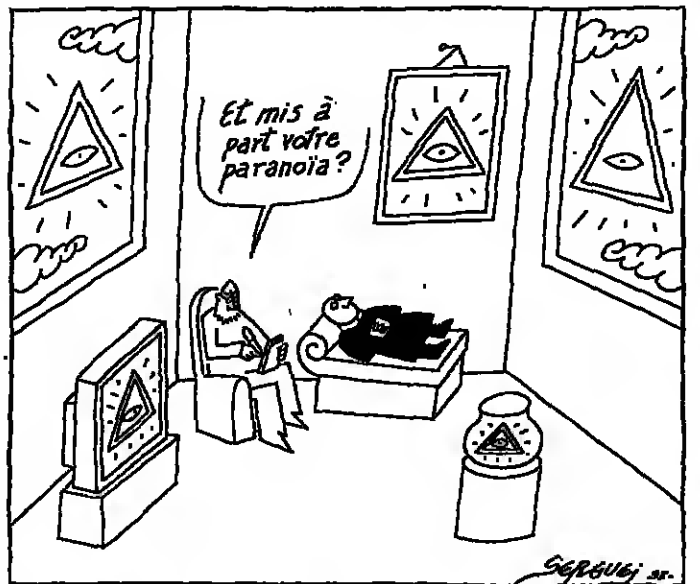
Impressionnée par l'ampleur de la polémique, et par sa propre audace - elle a déjà publié sept livres, avec des succès divers, du théologien proscrit, la vieille maison d'édition du Cerf, tenue par les

dominicains, a renoncé *in extremis*, alors que la traduction était chez l'imprimeur, à sortir en France *Kleriker*. Déjà plusieurs théologiens pressentis pour préfacier librement ce livre-brûlot s'étaient dérobés. « Nous ne maîtrisons plus les effets affectifs de l'opération », dit un responsable du Cerf. Cela fait le bonheur d'Albin Michel, qui récupère la mise, rachète le contrat avec l'éditeur suisse, Walter Verlag, et lancera le livre en mars, dans une version légèrement raccourcie, sous le titre *les Fonctionnaires de Dieu*.

Avec un succès identique à celui de l'Allemagne? Rien n'est moins sûr. La description des roulements, des troubles fonctionnels, de la « misère psychique » des prêtres, des religieux, des religieuses n'est pas nouvelle. Mais on passe, avec Drewermann, de la revue spécialisée au gros tirage. A partir d'études de cas concrets, le psychanalyste fait le lien entre l'origine « mater-

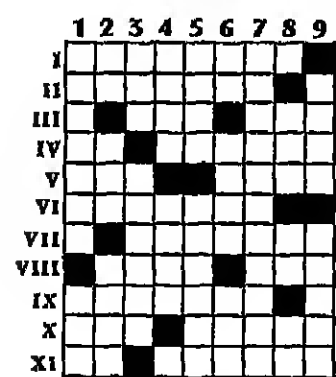
## Autocensure symbolique

Courageusement pluraliste - cette maison édite des textes du pape aussi bien que des théologiens de la gauche - l'éditeur par le Vatican pour la récente publication dans les pays francophones du Nouveau



## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5948



## HORIZONTALEMENT

1. N'a vraiment pas eu de chance avec ses enfants. - 2. Tranche quand on parle de cuisine. - 3. Ne pas sa place dans une bibliothèque scientifique. Bien pris quand il est « fait ». - 4. Dieu. Une réponse vraiment bête. - 5. Ce de cadu qui a déguisé. En Angleterre, nom qu'on donna à la souris. - 6. Comme la ton du calui qui tranche. - 7. Une certaine habitude. - 8. Accueillir avec joie. Un peu piquant quand il est frais. - 9. Pourrait être trouvé un peu bancal. - 10. Un bon bout de temps. Finir un œil. - 11. Note. Porté avec beaucoup de force.

## VERTICALEMENT

1. Oiseau qui manque de discrétion. Communa dans l'eau. - 2. Une victime de la jalousie. Montagneux à l'est. Rend des semelles glissantes. - 3. Se donna du mal. Fait tomber les têtes. - 4. En Allemagne. C'est la moindre des choses. - 5. Peut marquer le coup. Ornant des étables. - 6. Dieu pour Moïse. Fit circuler. Pouvait devenir une lourde charge. - 7. Qui donne beaucoup de jasons. - 8. Planches. Conjonction. Préposition. - 9. Pas conservés. Affluent de la Loire.

Solution du problème n° 5947

## Horizontalement

1. Opération. - 2. Racolage. - 3. Dioda. - 4. Orie. Réa. - 5. Eu. Bu. - 6. Mollard. - 7. Arra. Sue. - 8. Tossarah. - 9. En. Ti. - 10. Ulander. - 11. Réa. Azur.

## Verticalement

1. Ordonnateur. - 2. Pair. Ironie. - 3. Ecclésiastes. - 4. Rode. Léa. - 5. Ale. Eléa. Aa. - 6. Té. Rue. Ranz. - 7. Lule. USA. Dd. - 8. Os. Ebruter. - 9. Nez. Etre.

GUY BROUTY

nelle» de la vocation (l'Eglise était pour le prêtre une nouvelle figure de sa « mère ») et un système ecclésial contraignant, notamment par ses vœux d'obédience, de chasteté, de pauvreté, qui privent le « clerc » de sa liberté, le « dépersonnalisent », en fait un « bureaucrate », un « fonctionnaire » de Dieu. Le résultat en est l'exercice d'une « fausse pauvreté », d'une « fausse obédience », d'une « fausse chasteté », c'est-à-dire une anthropologie, soutient Drewermann, qui n'a plus rien à voir avec l'Evangile et n'est pas digne de lui.

La démonstration est nourrie par une érudition et une culture prodigieuse en sciences humaines. Le théologien-psychanalyste puise à l'histoire des religions, à celle des mythes et des symboles, à la sociologie, à la philosophie, à l'écologie, mais aussi au cinéma, dont il est passionné, et surtout à la littérature, empruntant aussi bien au Sartre de la Nausea ou de l'Enfer d'un chef qu'à Bernanos (*Journal d'un curé de campagne*), à Graham Greene (*La Puissance et la Gloire*), à Zola, à Francis Jammes, etc.

Mais les mêmes qui reconnaissent la fécondité intellectuelle de Drewermann déplorent chez lui un manque cruel de rigueur méthodologique. « C'est de l'Umberto Eco plus que du Fernand Braudel », dit l'un de ses contempteurs en France qui dénoie le détournement idéologique de l'histoire, le pillage de l'abondante littérature française sur la figure du prêtre, au service d'une lecture anti-institutionnelle, typiquement allemande, d'une Eglise réputée outre-Rhin pour son autoritarisme et son fonctionarisme.

Le choc est brutal aujourd'hui dans le clergé allemand. Mais cette

Cathéchisme universel, comptant parmi ses administrateurs des pasteurs chrétiens éclairés (Roger Fauroux, Michel Housin), le Cerf a sans doute anticipé sur des campagnes de dénonciation et d'intimidation venant des milieux les plus conservateurs. Il n'a pas, semble-t-il, obéi à des pressions, des conceptions, voire des interventions directes de l'épiscopat français, demeurées à l'état de rumeurs.

Cette autocensure n'est-elle pas plus grave que l'interdit lui-même et surtout plus symbolique du climat de frilosité dominant aujourd'hui dans l'Eglise catholique? Toucher au statut du prêtre, à son besoin de sécurité, de stabilité psychique, à sa place dans l'appareil institutionnel, c'est comme toucher à la dynamique. C'est la structure sacrée des ministères, donc le pouvoir et l'autorité dans l'Eglise, qui sont en cause. D'où le caractère toujours tabou des débats sur une éventuelle ordination des femmes ou le célibat des prêtres.

Même très contestable, l'œuvre de Drewermann permet à un certain public d'accéder à l'histoire des religions, à l'écologie, à la théologie. Plutôt que de s'en plaindre et de se réfugier dans le silence, des évêques allemands aussi orthodoxes que Mgr Karl Lehmann, président de la conférence épiscopale, et Mgr Walter Kaspar, l'un des théologiens favoris de Jean-Paul II, ont encouragé dans leur pays la lecture de Drewermann, précisant pour faire l'indispensable travail de critique interne de son œuvre. Dans quelques semaines, les évêques français relèveront-ils le même défi, lorsque sortiront les *Fonctionnaires de Dieu*?

HENRI TINCO

## « Une telle publication aurait été utilisée contre nous »

explique le Cerf

« Il est apparu que les intentions du Cerf auraient été mal comprises, voire mal interprétées et déformées », écrivent, mardi 5 janvier, les éditions du Cerf dans un communiqué annonçant qu'elles renoncent à publier, sous le titre *le Clerc*, la traduction du *Kleriker* d'Eugen Drewermann. « Force nous est de constater, ajoute la maison d'édition catholique, qu'une telle publication serait indûment utilisée contre le Cerf aux dépens de nombreux efforts éditoriaux de cette maison. (...) »

« La renonciation à cette publication nous coûte beaucoup au plan déontologique, tant vis-à-vis d'un

éditeur étranger (...) que des auteurs, libraires et lecteurs. Nous restons persuadés que les débats concernant l'Eglise gagneraient à être menés sereinement en son sein, avec les précautions qu'il s'impose, plutôt qu'en dehors d'elle. »

S'agissant de Drewermann, conclut l'éditeur, il faut rappeler que la politique de publication du Cerf a été engagée, tout en tenant compte des discussions soulevées par son œuvre et en s'appuyant sur ses travaux universitaires d'abord reconnus, bien avant que des sanctions soient prises à son encontre et que la presse ne s'empare du dossier. »

## CARNET DU Monde

## Naissances

Pierre et Isabel LUCIEN-BRUN partagent avec Chloé et Céline la joie d'annoncer la naissance de

Gaspard,

le 16 décembre 1992.

10, rue aux Fèvres, 71100 Chalon-sur-Saône.

Chloé AZIZA et François AUDRAS sont heureux d'annoncer la naissance de

Romane,

le 19 décembre 1992, à Paris.

32, rue des Cordeliers, 75013 Paris.

## Décès

Jean Lefebvre (Aix-en-Provence), 80 ans, décédé le 19 décembre 1992, à Paris.

Carman Juana BAUDOT,

survenue le 29 décembre 1992, à Aix-en-Provence, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Elle avait fait don de son corps à la médecine.

Mme Maud Charnier, 80 ans, décédée le 29 décembre 1992, à Paris.

Henri CHARNIER,

survenue le 29 décembre 1992, dans sa soixante-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue Magenta, 78000 Versailles.

Nous avons la douleur de faire part du décès de

M. Belgacem DEBAH,

survenue le 2 janvier 1993, à l'âge de soixante-cinq ans, suite à l'agression du 2 juin 1991, à Tunis.

Nous remercions l'équipe médicale du Kremlin-Bicêtre et de Jean-Rostand.

Toutes les personnes qui l'ont aidé et soutenu, au cours de cette terrible épreuve.

Les membres de la famille pour le soutien qu'ils ont apporté au cours de ces dix-neuf mois de souffrance.

Les amis qui nous ont apporté leur concours.

Les obsèques se dérouleront en Algérie, à Oum-el-Bouaghi.

Henri et Geneviève Devillers, vicomte et vicomtesse de Lavernay, M<sup>me</sup> Atlantique Devillers de Lavernay,

M. Jean-Marie Devillers de Lavernay, M. et M<sup>me</sup> François Devillers de Lavernay, M. et M<sup>me</sup> Michel Gay

M. Jeanne-Marie Bourgeois, la famille Jean-Claude Phalip, ont la profonde douleur de faire part du décès de

vicomte Olivier DEVILLERS de LAVERNAY,

survenue le 4 janvier 1993, mané des sacrements de l'Eglise.

L'inhumation aura lieu le 7 janvier, à Tours-sur-Meymoot, dans la plus stricte intimité.

Une cérémonie religieuse à sa mémoire sera célébrée le 8 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, place Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7.

Tours-sur-Meymoot, 63590 Cussat.

M<sup>me</sup> Radhia El Fani, son épouse, Khalid, Haneem, Samir, Malika, ses enfants, Nicolas, Olivier, Nathalie, Sébastien, Anissa, Sofiane, Sabir, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Ahmed EL FANI, ancien professeur du lycée Alauoui, ancien inspecteur général du second degré,

survenue le 26 décembre 1992, à Tunis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

L'Ecole centrale Paris a la tristesse de faire part du décès de

professeur Bernard MARIN,

le 30 décembre 1992.

Les obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Martin de Vitry (III<sup>e</sup>-et-Villaine), le samedi 2 janvier 1993.

Une messe à la mémoire du disparu aura lieu le 15 janvier, à 9 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Soeur (Ile-de-Seine).

Marthe Gibeault, Robert Gibeault et Céline Poissant, Frédéric Gibeault, Alain et Monique Gibeault et leurs enfants David et Mathieu, François Gibeault et Diane de Saint-Gibeault et leurs enfants Olivier et Alexandra, ont la douleur de faire part du décès de

André GIBEAULT,

le 1<sup>er</sup> janvier 1993, à l'âge de quatre-vingts ans, à Montréal, Québec (Canada).

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue Albert-Bayer, 75013 Paris, 1705, rue Victoria, Saint-Lambert, Québec (Canada).

Les familles Olmet, Bosc, Dal-mières et Selgues, ont la douleur de faire part du décès de

Marie GINESTET,

née Delmire, survenue le 19 décembre 1992.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 21 décembre, à Rieupeyrou (Aveyron).

Nous n'oublierons jamais ton sourire.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Avenue du Rouergue, 12240 Rieupeyrou, 44, rue de Fécamp, 76112 Paris, 10, rue Georges-de-Porto-Riche, 75014 Paris.

M<sup>me</sup> Maurice Grivaux, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Daniel Rouzel, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Stéphane Dupra et leur fils,

Pierre, Erwan Rouzel, Olivier, Marie-Cécile Glama, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Maurice GRIVAUX, ancien professeur des universités, médecin honoraire de l'hôpital Brussais, chevalier de l'Ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques, survenue le 2 janvier 1993.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 6 janvier, à 10 h 45, en l'église Sainte-Elisabeth de Versailles.

Ni fleurs ni couronnes, mais des messes pourront être dites à son intention.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, impasse Nungesser-et-Coli, 78000 Versailles.

Jacques Jaubert, son fils, Dominique, Martin et Camille, sa belle-fille et ses petits-enfants, Ginette Jarraud, sa compagne, Le docteur et M<sup>me</sup> René Jaubert, M<sup>me</sup> Henry Benoit, née Jaubert, M<sup>me</sup> Robert Leboeuf, née Jaubert, M. et M<sup>me</sup> Henry Jaubert, M. et M<sup>me</sup> Jacques Jaubert, ses frères et sœurs, leurs enfants et petits-enfants, les familles Nègre, Amio et Jaure, ont la tristesse de faire part du décès de

Jean JAUBERT, ancien directeur des Domaines, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenue le 1<sup>er</sup> janvier 1993, à Créteil, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

L'inhumation a eu lieu à Brignoles (Var), sa ville natale.

30, avenue des Fusillés-de-Châteaubriant, 94100 Saint-Maur.

M. et M<sup>me</sup> Eugène Octape, M<sup>me</sup> Edouard de Goyse, ses enfants, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Victor de LAPOMMERAYE, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 6 janvier 1993, à 14 heures, en l'église Saint-Thérèse de Boulogne.

37, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris, 133, rue de Sully, 92100 Boulogne.

Antoine Riboud, président du conseil d'administration de l'Union des arts décoratifs, Les conservateurs du Musée des arts décoratifs, Et tout le personnel de l'Union des arts décoratifs, ont la tristesse de faire part du décès de

François MATHEY, conservateur en chef du Musée des arts décoratifs de 1966 à 1985, survenue le 3 janvier 1993, et s'associe à la douleur de sa famille.

(Lire page 15.)

M<sup>me</sup> Dominique Burnol et ses enfants, Catherine et Tamas Wesmas (N.-Z.), et Antoine Simkine, M. Jean-Baptiste Lebeuf, et son fils, Marie-Pierre et Ian Corrin et leurs enfants (G.-B.), ses enfants et petits-enfants, Et les familles Lebeuf, Felsel, Crivelli (France et Australie), de Marsac, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond LEBEUF,

croix de guerre 1939-1945, survenue le 1<sup>er</sup> janvier 1993.

Le service religieux aura lieu le mercredi 6 janvier, à 16 h 30, en l'église de Saint-Firmin-sur-Loire (Loiret).

Il sera inhumé auprès de

Nicole,

Cet avis tient lieu de faire-part.

Dominique Burnol, 19, rue Ernest-Renan, 63400 Chassignolles.

La famille Et les amis de

René LETORÉ,

ont la douleur de faire part de son décès, survenue le 23 décembre 1992, à Genève.

L'inhumation a eu lieu à Versailles le 30 décembre.

M. John de Penne Rouge, Martin et Claire, ses enfants, Le docteur et M<sup>me</sup> R. Périat, ses parents, Le docteur et M<sup>me</sup> G. Périat, Le docteur et M<sup>me</sup> D. Périat, ses frères et belles-sœurs, Ses neveux et ses oncles, Ses cousins, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Anne de PENNE ROUGE,

née Périat, survenue à l'âge de quarante-cinq ans, le 26 décembre 1992.

Ses obsèques ont eu lieu le 28 décembre, et l'inhumation le même jour, à l'ancien cimetière de Noyan-d'Allier.

807 Frostwood, Houston, Tx 77024 (USA). Rue des Forges, 03330 Bellemeuse, 69, rue Fondaine, 73015 Paris.

Le docteur Henri Zaidman, ses enfants, Et leurs petits-enfants, ont le regret d'annoncer le décès de

Madeleine ZAIDMAN,

née Solomon, survenue le 29 décembre 1992.

Les obsèques se sont déroulées dans la plus stricte intimité.

## Anniversaires

Il y a trois ans

Simone KLEIN,

née Decker, nous quittait.

En ce jour anniversaire, une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue, appréciée et aimée.

Pierre Kleio et Marie-Hélène Kleio.

Le 5 janvier 1992 disparaissait

Jean-Luc NIETO,

astrophysicien, directeur de recherches à l'Observatoire de Toulouse.

Pensées affectueuses.

## Nominations

La Fédération nationale des promoteurs-construc-teurs (FNPC) est heureuse d'annoncer la nomination, en 1<sup>er</sup> janvier 1993, de son président

André ANTOLINI,

en grade de chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

106, rue de l'Université, 75007 Paris.

Communications diverses

Judi 6 janvier, à 20 h 30, en CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3<sup>e</sup>, Albert Memmi interpellé par Henry Bulawko sur le thème « Bouleverser la révolution » (Ed. Arléa). Tél. : 42-71-68-19.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

**CARNET DU MONDE**  
Renseignements : 40-65-29-94  
Tarif : la ligne H.T.  
Toutes rubriques : 100 F  
Abonnés et actionnaires : 90 F  
Communications diverses : 105 F  
Thèmes étudiants : 60 F

مكتبة العالم



## FRANCE-MUSIQUE

**20.30** Concert (donné le 30 juillet 1992 lors du Festival de Montpellier) : Les crucs, de Liszt; Stabat Mater, de Gagnaux, par l'Ensemble Musicastre et le Chœur contemporain d'Albi.

**22.00** Concert, Fa/Si, de Benio, par Michel Fischer, orgue; Syrcus, de Teruggi, par Florent Jodard, percussions; Daniel Teruggi, styr; Suite I, de Sikors, par le Chœur Chopynaks, davecan, Daniel Teruggi, styr.

**23.09** Ainsi la nuit. *Quatuor à cordes n° 58* en ut majeur op. 54 n° 2, de Haydn; *Octuor pour cordes et vents en fa majeur* op. 188, de Schubert; *Maurica pour piano n° 3* en ut mineur op. 66, de Chopin.

**0.33** L'Heure bleue.

Après les résultats de l'autopsie

## Le parquet ouvre une information judiciaire pour « recherche des causes de la mort » de Xavier de La Fournière

Ancien agent de change et ex-adjoint (UDF) au maire de Paris, Xavier de La Fournière est mort, dimanche midi 3 janvier, à l'hôpital des prisons de Fresnes (Val-de-Marne), « des suites d'une embolie pulmonaire ayant entraîné un arrêt cardiaque », selon les résultats de l'autopsie (nos der-

nières éditions du 5 janvier). Une information judiciaire a cependant été ouverte par le parquet de Créteil, mardi 5 janvier, aux fins de « recherche des causes de la mort » de celui qui affirmait avoir contribué au financement des campagnes présidentielles de M. Valéry Giscard d'Estaing - affirmations démenties

par l'ancien président de la République. Soupçonné de détournements de fonds au détriment d'épargnants, Xavier de La Fournière avait été inculpé d'abus de confiance, abus de biens sociaux, escroquerie et faux et usage de faux en écriture privée, le 9 décembre, et écroué.

## Splendeurs et misères d'un agent de change

Depuis qu'en novembre il avait lui-même consenti à exposer ses fautes, Xavier de La Fournière n'avait plus qu'une seule crainte : « être embastillé ». « Je suis trop vieux pour aller en prison », nous avait-il confié comme pour conjurer le sort. Xavier de La Fournière y est mort, un dimanche midi, à cinq jours de ses soixante-six ans. Splendeurs et misères d'un agent de change reconnu de la place de Paris. D'un familier du giscardisme, d'un grand notable dont le nom avait toujours servi de caution. Passé du jour au lendemain de sa résidence du parc Monceau à Paris à la maison d'arrêt de Bois d'Arcy, délaissé de tous après avoir été, pendant des années, de tous les entourages. A trente-cinq ans, il devenait agent de change. Trois ans plus tard, il était l'un des premiers clubs giscardiens Perspectives et Réalités.

Xavier de La Fournière a constamment mêlé ses deux passions, la finance et la politique, avec ce goût des jeux de l'ombre devenu à la longue chez lui une discipline courtoise. Le financier a beaucoup apporté à la politique. Trésorier dès 1965 de la Fédération des républicains indépendants, puis de celle de la Fédération de Paris du Parti républicain, il était admis, dans les allées giscardiennes, que Xavier de La Fournière était un homme qui savait compter. La politique lui a aussi beaucoup rendu. Ministre des finances, M. Giscard d'Estaing le fit entrer en 1969 au Conseil économique et social, Président de la

République, il le poussa à la vice-présidence de cette même assemblée en 1974. Conseiller de Paris depuis 1971, Xavier de La Fournière devient, à toutes fins utiles, l'un des principaux adjoints UDF de M. Chirac en 1983. Officier de la Légion d'honneur et de l'Ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques et du Mérite agricole, des Arts et des Lettres et du Mérite sportif, membre d'une quantité d'associations variées, les honneurs n'avaient pas été avares avec lui, et cet éclatisme le ravissait. Pour être complet, il avait voulu aussi tater de la plume. Michel Poniatowski à la recherche de l'avenir fut son premier titre d'une série politique consacrée, en 1976, par la sortie d'une hagiographie intime : *Giscard d'Estaing et nous* (Editions Plon). « François Labarthe » fut son pseudonyme pour plusieurs autres romans sur des personnages moins actuels, tels que Lamartine ou Louise Michel.

### La faillite et les menaces

Xavier de La Fournière aurait eu sans doute à cœur de publier un jour le gros livre de ses souvenirs, si son histoire ne s'était brutalement déclinée à partir de l'été 1991, avec la faillite déclarée de sa société de Bourse, reprise en catastrophe à la demande des pouvoirs publics par Altus, filiale du Crédit lyonnais. Les repreneurs découvrirent alors un trou de 100 à 150 millions de francs, une mystérieuse double comptabilité provo-

quant une soudaine accumulation de plaintes. Ne mesurant pas l'ampleur du désastre, Xavier de La Fournière se proposait de rembourser sur ses deniers les clients lésés. Mais la décision, en décembre 1991, de porter plainte contre X pour escroquerie et abus de confiance.

Ces mésaventures s'ébruitèrent dans le petit monde politique. En février 1992, on le prit de démissionner de son poste d'adjoint au maire de Paris. Il est plusieurs fois physiquement menacé par des mystérieux commanditaires. Peu avant son incarcération, c'était un homme inquiet qui donnait rendez-vous dans Paris, changeant à la dernière minute ses horaires et surveillant constamment son voisinage dans les lieux publics. Voulait-il se prémunir ou espérer-il encore un soutien de ses amis ? En novembre dernier, l'homme de l'ombre préférait faire lui-même la lumière (le Monde du 19 novembre). Il affirme que la « cascade » de décrets remontant à la défaite de M. Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle de 1981, quand on oublie de lui rembourser les 5 millions de francs évacués, comme en 1974, pour le financement de cette campagne. De l'argent collecté par le biais de sa charge, par un système garanti depuis bien des années mais totale-

ment illicite : des clients lui confiaient d'importantes sommes qu'il s'engageait tacitement à rembourser avec un taux d'intérêt évoluant entre 12 % et 18 %.

« J'avais toujours l'espoir de me refaire, nous avait-il expliqué. C'est pour combler ce trou que j'ai été amené à prendre ce que me donnaient les uns pour payer les intérêts que je devais aux autres. » Une version sur l'origine de ses malheurs totalement contestée par ses amis : politiques, choqués d'abord par les insinuations d'un homme réputé si discret, et qui ne se sont pas privées ensuite, devant la persistance de telles insinuations, de le lâcher publiquement.

Au lendemain de l'incarcération de son ancien ami, M. Giscard d'Estaing, le 10 décembre 1992 sur TF 1, démentait catégoriquement « avoir eu la moindre relation financière d'aucune sorte » avec Xavier de La Fournière, qu'il affirmait n'avoir « pratiquement pas revu » depuis 1974. Depuis, c'était le silence. La disparition de Xavier de La Fournière, l'énigme qu'elle laisse, ne l'ont pour l'instant guère rompu.

DANIEL CARTON et DOMINIQUE GALLOIS

## « Une embolie pulmonaire ayant entraîné un arrêt cardiaque »

Dès le début de son incarcération à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy, Xavier de La Fournière s'était plaint de problèmes de santé qui avaient justifié, à diverses reprises, des examens par le service médical de la prison. Le 24 décembre, alors que son état de santé s'aggravait sous l'influence notamment de problèmes urologiques, les médecins pénitentiaires proposaient de l'opérer. Mais son hospitalisation à l'hôpital des prisons de Fresnes. Mais Xavier de La Fournière, âgé de soixante-cinq ans, refusait ce placement dans un service de médecine pénitentiaire qui a la particularité d'être le seul en France à bénéficier du statut d'établissement d'hospitalisation publique nationale spécialement destiné à l'accueil des personnes incarcérées. Devant l'insistance des médecins, le médecin acceptait finalement, le 28 décembre, d'être hospitalisé à Fresnes.

### La fin de l'action publique

Pour en faire, l'administration pénitentiaire s'est appuyée sur une disposition du code de procédure pénale (l'article 0. 382), qui prévoit que, « en cas où le médecin de l'établissement estime que les soins nécessaires ne peuvent être donnés sur place (...) les détenus malades sont envoyés dans un établissement pénitentiaire mieux approprié ou dans un établissement pénitentiaire spécialisé. Toutefois, si leur état de santé interdit leur transfert ou s'il y a urgence, ils doivent être admis dans le service hospitalier le plus proche ». « Les détenus ne peuvent, précise le même article, être hospitalisés, même à leurs frais, dans un établissement privé, à moins d'une décision ministérielle. » Sur la base de ce texte, les médecins pénitentiaires ont estimé que l'établissement public de Fresnes (qui a reçu près de trois mille détenus en 1992) disposait des services de soins adéquats pour recevoir Xavier de La Fournière. Celui-ci fut donc transféré à Fresnes, le 29 décembre.

Les examens cardiographiques pratiqués sur le prévenu au sein de l'unité de cardiologie-pneu-

mologie-neurologie de Fresnes ont alors permis de diagnostiquer un état de santé inquiétant. Rendit visite à son mari, le 30 décembre, Mme de La Fournière s'inquiétait, selon ses avocats, de constater qu'il avait « les mains violettes ». Ce qui justifiait son hospitalisation dans l'unité de soins intensifs de l'hôpital de Fresnes. C'est dans ce service réservé aux malades présentant une situation aggravée ou nécessitant des soins rapprochés que, dimanche 3 janvier à 11 h 35, Xavier de La Fournière devait décéder.

Trois jours plus tôt, ses avocats avaient déposé une demande de mise en liberté qui, entre autres arguments juridiques, évoquait ces problèmes de santé. Le décès est intervenu avant que le juge d'instruction (qui disposait d'un délai de cinq jours) ait pris une ordonnance à ce sujet. Une autopsie a été ordonnée par le parquet de Créteil - comme le veut la règle établie dans les cas de décès en détention, sur lesquels pèse toujours une suspicion. Pratiquée à l'Institut médico-légal de Paris, lundi 4 janvier en fin d'après-midi, cette autopsie a conclu à une « embolie pulmonaire ayant entraîné un arrêt cardiaque ». Xavier de La Fournière n'étant à l'évidence pas un détenu ordinaire, le parquet de Créteil a pris soin d'ouvrir, de surcroît, une information judiciaire pour « recherche des causes de la mort ». Il s'agit d'obtenir l'avis d'un cardiologue expert médical auprès des tribunaux afin de corroborer les premiers résultats de l'autopsie.

La décès de Xavier de La Fournière, qui était à ce jour le seul personne inculpée par M. Jean-Louis Chaprier, juge d'instruction au tribunal de Versailles, éteint l'action publique et met fin aux poursuites le concernant. Il reviendra au magistrat de décider, en fonction des éléments à charge pouvant être retenus contre d'autres personnes, s'il y a ou non lieu de poursuivre l'instruction. Meie aucun responsable politique n'a, à ce jour, été entendu par les enquêteurs de la section économique et financière chargée de l'enquête au SRFJ de Versailles.

ERICH INCIVAN

Au Cambodge

## Le prince Sihanouk et M. Hun Sen protestent contre la faiblesse de l'Autorité provisoire de l'ONU

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Le prince Sihanouk n'a pas démissionné de la présidence du Conseil national suprême du Cambodge (CNS). Mais son refus de coopérer avec l'Autorité provisoire des Nations unies (APRONUC) et le régime de Phnom-Penh exprimé lundi 4 janvier (le Monde du 5 janvier) a pour objet de mettre les points sur les « i ». Pour éviter un échec complet, l'ONU doit se ressaisir. Puisque les Khmers rouges refusent d'appliquer les accords de Paris, les « bécots bleus » devraient, au moins, avoir les moyens d'assurer le bon ordre de la campagne pour les élections prévues en mai. Ce qui n'est pas le cas.

La raison invoquée par Norodom Sihanouk - les élections dont sont victimes les militants du FUNCINPEC, le parti de son fils Ranariddh - est indiscutable. Le FUNCINPEC a ouvert des permanences dans toutes les villes du pays et ne paraît pas avoir de mal à recruter. Ce mouvement sihanoukiste se nourrit, avant tout, de l'hostilité contre une administration jugée corrompue et envers la présence d'une forte minorité vietnamienne.

### Phnom-Penh et les attentats

Le Parti du peuple (PPC, ex-communiste) de M. Chhun Sim et Hun Sen, qui contrôle l'administration, a beau compter dans ses rangs un autre fils du prince, Norodom Chakrapong, vice-premier ministre, il n'est plus assuré de l'emporter aux élections. Sur le plan militaire, le régime de Phnom-Penh tente d'envoyer le génocide de ses positions par les Khmers rouges, qui se sentent d'autant plus à l'aise que l'APRONUC n'a pas les moyens d'imposer sa loi. Sur le plan politique, il entend limiter les dégâts face à la formation la plus dynamique, le FUNCINPEC.

Le prince n'accuse pas - du moins ouvertement - le PPC d'être mêlé aux attentats contre le FUNCINPEC. Mais suivez son regard. De son côté, M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, a eu beau

jeu de rappeler, mardi, que les Khmers rouges étaient les principaux violateurs des accords. Pour la première fois, il est allé plus loin, accusant l'APRONUC de manquer de courage et d'imagination. Alignant, sans difficultés, les reculs de l'ONU sur le terrain devant les Khmers rouges, il souhaite que l'on donne aux « bécots bleus » les moyens de remplir leur mission. Et, constatant que « des élections ne pourront pas régler le problème cambodgien », il entrevoit trois issues au scrutin : une guerre entre le gouvernement élu et les Khmers rouges, la poursuite de la partition de fait du pays ou une nouvelle convocation de la Conférence de Paris pour résoudre le différend avec les Khmers rouges.

Pour éviter d'en arriver là, M. Hun Sen a exigé que l'APRONUC donne aux Khmers rouges jusqu'au 31 janvier pour dire s'ils participeront aux élections. En cas de réponse négative, ils seraient déclarés « margués et hors la loi ». Il réclame enfin la fixation sans délai de la date de l'élection présidentielle, qui permettrait au prince Sihanouk, seul éventuel candidat, de disposer d'une réelle autorité.

Même si les intérêts de leurs électeurs ne sont pas forcément convergents, les déclarations du prince et de M. Hun Sen mettent en relief l'immobilisme de l'APRONUC et la quasi-paralysie de la plus importante opération menée par l'ONU. Les accords de Paris n'ont pas permis de fixer les Khmers rouges, et les deux dirigeants cambodgiens en prennent acte. Il faudra bien, pour éviter un fiasco, que l'ONU invente quelque chose.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Un tiers des Européens prêts à vivre dans un autre pays de la Communauté. - Selon un sondage SOFRES réalisé pour le Parisien auprès de 12 500 personnes, 35 % des Européens seraient prêts à vivre dans un autre pays que le leur. Leurs préférences iraient à la France (9 % des personnes interrogées), à l'Espagne (5 %) et à l'Allemagne (4 %). La France arrive en tête de classement pour la gastronomie et la vie culturelle, l'Espagne pour le climat et le sens de la fête, l'Allemagne pour le niveau de vie, la protection sociale et la préservation de l'environnement.

## SOMMAIRE

### L'ANNÉE 1992 PAR PLANTU. 2

#### ÉTRANGER

- Pause à la conférence internationale sur la Bosnie-Herzégovine de Genève..... 3
- La différé hungaro-slovaque sur le barrage de Gabčíkovo..... 3
- Allemagne : le chancelier Kohl envisage un large remaniement ministériel..... 3
- L'ONU envisage des mesures pour obliger Israël à rapatrier les Palestiniens expulsés..... 4
- Nigéria : la mise en place d'un conseil de transition..... 6
- Somalie : la réunion des chefs de clans rivaux à Addis-Abeba..... 7

#### POLITIQUE

- Les cérémonies de vœux à l'Elysée..... 8

#### SOCIÉTÉ

- Le froid a tué huit personnes..... 10
- L'Akatsuki-Maru est arrivé sans encombre au Japon..... 10
- L'instruction sur la catastrophe du stade de Furiani est close..... 10
- Religions : le livre-bombe de Dreyermann..... 22

#### SCIENCES • MÉDECINE

- L'otome au secours du passé
- Les fleurs ouest savent le dire
- Un entretien avec le président du conseil de l'Ordre des médecins
- « La gestion des déchets radioactifs : une, dix ou mille générations », par Henri Wallard
- Béziers redécouvre ses orbes romaines..... 11 à 13

#### CHRONOLOGIE

- Décembre 1992 dans le monde..... 14

#### CULTURE

- Cinéma : *Anzora Dream*, d'Emir Kusturica..... 15

La mort de François Mithéy, conservateur en chef du Musée des arts décoratifs..... 15

Bibliographie : *Voyage musical dans l'Europe des Lumières*, de Charles Burney..... 16

Diagonales : « Fin mai », par Bertrand Poirot-Delpech..... 16

#### ÉCONOMIE

- Les attaques contre le franc : M. Sepin adresse une nouvelle mise en garde aux spéculateurs..... 18
- La crise dans les sociétés de services informatiques..... 18
- Les assureurs cherchent à justifier les hausses de tarifs de l'assurance automobile..... 19

#### INITIATIVES

- Dossier : les rituels de l'entreprise • Rennes à l'écoute de ses femmes • Tribune : Emplois de demain et formation d'aujourd'hui, par Bernard Jenuel • Les étages..... 25 à 36

#### Services

- Abonnements..... 13
- Annonces classées..... 30 à 36
- Cartes..... 22
- Marchés financiers..... 20 et 21
- Météorologie..... 23
- Mots croisés..... 22
- Radio-télévision..... 23
- Spectacles..... 17
- La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Initiatives » folioté de 25 à 36

Le numéro du « Monde » daté 5 janvier 1993 a été tiré à 502 632 exemplaires.

Demain dans « le Monde » : « Éducation-campus » : la grande misère des universités africaines

## Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont le clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10<sup>e</sup>) - M<sup>e</sup> Gare du Nord. Tél. 48-97-18-18. A Grenoble : 76-41-17-47 ; A Lyon : 06-05-18-15.

## MAXEL LASSANCE SOLDES

à partir du mercredi 6 Janvier  
17, rue du Vieux Colombar  
Paris (9<sup>e</sup>)  
21, rue Marbeuf  
Paris (8<sup>e</sup>)

### Quatrième Colloque

Qualité Totale de la Formation

12-13 et 14 Janvier 1993

Palais des Congrès Paris (Porte Maillot)

#### Thème

"Nouvelles démarches pour la Qualité Totale de la Formation"

1<sup>er</sup> Jour : Comment manager, aujourd'hui, la Qualité de la Formation.  
2<sup>e</sup> Jour : Normes et certification de la formation : nouvelles procédures.  
3<sup>e</sup> Jour : Nouveaux outils et nouvelles méthodes pour la qualité de la Formation.

#### Renseignements :

Journal de la Formation Continue  
2 rue d'Amsterdam - 75009 Paris  
Tél. (1) 42 67 93 80 - (1) 47 64 07 57 - Fax : (1) 40 53 81 55

Le mensuel  
**Ville Lumière**  
le premier journal qui sort  
les banlieues de l'ombre  
DOSSIER :  
**Les métiers de l'environnement**  
vente en kiosque 10 F

**EXCEPTIONNEL**  
PRIX BASSE SAISON  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur  
**COSTUMES MESURE**  
à partir de 2 890 F  
PANTALONS 965 F VESTONS 1 925 F  
3 000 tissus  
Luxueux et d'exception  
anglaises  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, VESTES  
MANTEAUX ET PARDESSUS  
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES  
**LEGRAND Tailleur**  
27, rue du 4-Septembre Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-81.  
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h

مكتبة



# Le Monde

## INITIATIVES

### Les rituels de l'entreprise

Tout groupe secrète ses règles de vie.  
Le monde du travail n'y échappe pas



■ A l'heure des fêtes  
Les traditions résistent  
à l'évolution des mœurs  
par Jean Menanteau

■ Les us et coutumes  
Chaque entreprise conserve  
jalousement sa symbolique  
par Liliane Delwasse

■ Symboles de l'esprit maison  
Quand il y a charisme, il y a liturgia  
par Valérie Devillechabrolle

■ La culture d'outre-Atlantique  
Comment transmettre les rites  
dans les filiales étrangères  
par Catherine Leroy

page 26

■ L'exclusion a aussi  
son cérémonial  
Avoir des idées, une insolence  
vis-à-vis de sa direction  
par Marie-Claude Betheder

■ Parcours d'initiation  
Le poids des habitudes  
par Francine Alzicovici

■ Ce qui ne se dit pas  
Ne pas enfreindre les règles secrètes  
par Alain Lebaube

■ Mariages de raison  
Passés les premiers temps,  
les langages se confondent  
par Marie-Béatrice Baudet

page 27

ORGANISATION  
□ Le juste-à-temps  
CARRIÈRE  
□ Rennes à l'écoute  
de ses femmes  
AUDIOVISUEL  
□ L'Europe recrute  
par petites annonces

page 28

TRIBUNE  
□ Emplois de demain  
et formation d'aujourd'hui  
par Bernard Januel

page 29

EN marge de la culture ou du projet d'entreprise, dont la mode ne cesse de se répandre, il y a encore place, dans les collectivités de travail, pour des rites. Officiels ou non, déclinés ou pas, mais qui servent à chaque fois de lien pour les membres du personnel. A moins qu'ils ne fonctionnent comme une machine à exclure, pour qui ne s'y conforme pas.

Anodins ou dévots, quelquefois tyranniques aussi, ils ne sont jamais que le fidèle miroir de ce que veut et croit être une communauté humaine, quand ils ne plongent leurs racines dans le passé d'une entreprise qui aspire au rang d'institution, ou qu'elle ne cultive ainsi sa différence. Parfois aussi, plus sacrés, ils font partie des moyens de management, soigneusement utilisés par les dirigeants, charismatiques le plus souvent dans ce cas, pour asseoir leur pouvoir.

M. Francis Bouygues, et son ordre du Minotaur qui distingue les meilleurs des «compagnons», appartient à cette catégorie. Vestiges d'un passé qui n'est pas révolu, il y a toutes les fêtes internes qui ne font que célébrer la «grande famille» et sert à rapprocher tous les officiants. Les départs à la retraite, les promotions et les anniversaires fournissent le prétexte de ces démonstrations selon des coutumes variables. Un «pot» n'a pas la même fonction ni le même décorum dans une banque ou dans une agence de pub. Certaines traditions survivent mieux dans certains secteurs que dans d'autres. Qui, en dehors de la presse et de l'imprimerie, organise des «à la»? Qui, ailleurs que dans les métiers de la mode, fête encore les cathédrales?

Curieusement, parce qu'ils n'étaient pas censés à l'origine avoir ce rôle, les comités d'entreprise sont devenus les grands pourvoyeurs de cérémonies tribales. Ils organisent des arbres de Noël, de plus en plus rarement des remises de médailles du travail, et se sont fait une spécialité des sorties de groupe. Pour un spectacle ou un voyage, qui renforcera la cohésion du personnel. A maints égards, ils sont les gardiens du temple.

Mais ils ne sont pas les seuls. Quand on est embauché par IBM — une performance, par les temps qui courent — on entre aussi en religion. Il faut adopter les coutumes et le costume de la maison, faire siens des comportements dont l'origine se perd dans la nuit des temps. Dans de nombreuses entreprises, et surtout quand elles sont prestigieuses ou fleurissent encore le paternalisme à l'ancienne, les codes de savoir-vivre se multiplient à plaisir. On respectera, bien après son départ, telle consigne du food-tour ou l'on se conformera, longtemps après que l'usage s'en soit banalisé, à la règle selon laquelle un cadre ne doit pas toucher à une photocopieuse.

Si l'histoire explique ces références, les liturgies d'entreprises peuvent aussi avoir des effets pervers. Qui dit rituel dit, par contre-coup, parcours d'initiation qui ressemble certes à un apprentissage, mais peut également devenir système de brimades plus ou moins bien supportées. Certains abandonnent pour ces raisons et il arrive même que des salariés compétents ou des cadres découvrent qu'ils sont jugés non pas sur leurs qualités professionnelles, mais exclusivement en fonction d'une allégeance à un ensemble de signaux d'identification. S'ils sont condamnés, c'est alors pour des vécus.

Innocent ou manipulateur, le non-dit parti-

cipe de cet ordre des choses et prend un tour d'autant plus redoutable que, justement, il n'est jamais explicité, ni vraiment fondé. Il autorise les sentences discrètes mais sans appel et les procédures de rejet. « Ici, ça ne se fait pas » est une phrase qui doit impérativement alerter l'initiant, qui dès lors prévient, doit macquer en finesse pour ne pas subir l'opprobre du groupe, parfois à l'insu de la direction, moins tatillonne.

CONTRAIREMENT à ce qu'on pourrait penser, s'agissant d'entreprises modernes ou de sociétés performantes, ces modes de fonctionnement ont la vie dure. On en voit les conséquences lors du rachat ou d'une fusion, quand deux cultures se heurtent et cristallisent les résistances. Des opérations, logiques industriellement ou financièrement, ont failli échouer à cause de cela et il faut du temps — ou la reddition de l'un des protagonistes — pour qu'un seul rite s'impose finalement à tous, symbole d'une osmose réussie. Qu'on se souvienne de la franche hostilité de la Télémeccanique à l'intégration dans le groupe Schneider, au nom de ses valeurs, et pas seulement parce qu'elle devait

rejoindre son ennemi de toujours, Metin Gerin. Le plus extraordinaire, enfin, c'est que les rites persistent toujours. Aujourd'hui, sous l'influence de la mode « new age », et plus encore par référence au modèle californien de l'entreprise high tech, il correspond, avec ses ties, au mythe d'une modernité branchée. Le personnel doit s'adonner au sport, cultiver son corps, et faire preuve de décontraction. Ce qui se traduit par un autre style vestimentaire et des attitudes nouvelles dans le travail. Le tutoiement sera de rigueur, mais le sunum sera d'utiliser la salle de squash de l'entreprise, ses jacuzzis, sa piscine ou ses courts de tennis.

Cela sert aussi à l'image que l'entreprise veut donner d'elle-même et certaines savent d'ailleurs en jouer avec une habileté démoniaque. Dans les « forums emploi » ou les « job conventions » des sociétés concurrentes en viennent à rivaliser auprès des candidats en vantant la qualité de vie chez elles, à grand renfort d'images sur leurs salles de gymnastique. Une fois recrutés, certains diplômés sont surpris de découvrir que l'ambiance n'est pas aussi ludique.

Alain Lebaube

### Porte d'entrée sur les métiers de l'ingénierie de la communication

#### INGÉNIEURS ET UNIVERSITAIRES

Au sein du Groupe FRANCE TELECOM, CITCOM est un lieu de transfert de savoir et de diffusion d'expertises dans le domaine de l'ingénierie informatique et télécom.

Sa stratégie s'appuie sur un réseau européen de centres dont la pièce maîtresse est l'Eurocenter. Ce programme de 7 mois prépare concrètement à l'exercice de responsabilité forte dans les métiers de l'ingénierie informatique et télécom. La session débute en Janvier 93 par 4 mois d'enseignement intensif au centre CITCOM de Paris et à l'université Paris VII. Vous réalisez ensuite un projet professionnel de 3 mois au sein d'une entreprise allemande.

De formation scientifique (Bac+4 minimum), vous êtes passionné par les hautes technologies et pratiquez un allemand de bon niveau ; CITCOM avec son programme Eurocenter se propose de vous fournir les moyens de dynamiser votre projet professionnel en y intégrant la maîtrise des systèmes de communication.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. LM011 à : INT-CITCOM - Service Sélection - 83, Bd Vincent Auriol 75013 Paris.

CITCOM

GIE INT-CITCOM entre FRANCE TELECOM et TELESYSTEMES

SESSION PARIS - ALLEMAGNE

### DEVENEZ UN SPECIALISTE EN COMMERCE INTERNATIONAL

#### IPREX

Cycle intensif de Commerce International

Durée : 15 semaines

Prochaine session : le 29 mars 1993

Sélection : 15 jours avant le début de la session

Rémunération : par l'Entreprise ou l'Etat

Stage agréé au titre du Congé Individuel de Formation

CDM

Centre de Développement du Management  
23 av. Guy de Collongue - B.P. 174  
69132 ECULLY CEDEX  
Tél. : (06-1) 72 20 25 21

Groupe ESC Lyon  
130A GRAND VUE-SEBASTIEN-LE-REVEREND

Je désire recevoir un dossier d'inscription

IPREX 1

Nom, Prénom :  
Adresse :

Tél. : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Le premier journal qui soit  
les bienfaits de l'ombre

DOSSIER :  
Les métiers de  
l'environnement

EXCEPTIONNEL  
LEGRAND Tailleur

## DOSSIER • Les rituels de l'entreprise

## A l'heure des fêtes

L'évolution des mœurs, tout en modifiant certaines célébrations, n'a pas supprimé les traditions

Cela pourrait être la France de Pierre Bonte, au cœur du droit issu du *Manuel du folklore français* de Van Genepp. Apparemment, on ne badine pas avec le rituel des fêtes sous nos étoiles. Pas plus que les palais de la République ne négligent la tradition. Ni non plus les comités d'entreprise, qu'ils soient publics ou privés. Les festivités d'usage ne sont-elles pas considérées comme des acquis sociaux ?

## La grande famille

Les élus le savent bien qui se gardaient de faillir. Quel premier ministre dérogerait, à l'occasion de Noël, à la séance récréative offerte par l'Hôtel Matignon aux enfants du personnel – environ un millier – de ses quarante de services, directions et délégations réparties dans Paris ? Deux mille jouets sont distribués. « Des jouets très classiques, précise Yvette Knoché, de la direction des services administratifs. Pas question d'offrir des consoles électroniques. La raison ? Leur prix, évidemment. De quel budget le service du personnel de Matignon est-il doté ? Bouche cousue. Reste que, pour la trentième fois cette année encore, le Palais Garnier, la Fanfare des gardes républicains et... Jacques Martin sont mobilisés pour Noël. En déshabillé, le rite ? « Le personnel y est à ce point attaché que nous ne pouvons accueillir la totalité des parents, indique Yvette Knoché. Nous avons dû trancher : la mère seule ou le père seul, mais non le couple, peut accompagner leurs enfants. » Noël, mais aussi la présentation

des vœux dans le grand salon de Matignon, en présence de l'hôte des lieux, un rituel qui a la solidité du roc, que ne saurait entamer aucune crise, fut-elle de régime ; et qui se perpétue dans l'ensemble des ministères. « Il s'agit d'un moment convivial, où tout le monde se rencontre », reconnaît un secrétaire du ministère du commerce et de l'artisanat. « Nous tenons beaucoup à ce type de manifestation, élargi aux remises de décorations, vins d'honneur à l'occasion d'un départ à la retraite, sorties chouchoute, dimanches passés en commun à la pêche sur un étang que la ville a acquis, taurins de tennis avec les élus », dit Yves Avril, chargé de la communication de la ville de Chartres.

De fait, cinq cents à six cents personnes sur les huit cents agents que compte la municipalité se rendent à la distribution des jouets et au spectacle offert aux enfants de la « grande famille ». « Ces manifestations font savoir les agents les plus jeunes. Ils disent : Ah ! toujours la même chose ! Mais ils viennent... » Pour Yves Avril, cette tranquille pérennité des choses possède une vertu cachée : « Il s'agit aussi, d'une certaine façon, de rompre les cloisons, d'éviter les cloisonnements hiérarchiques, de maintenir des liens avec le personnel retraité. »

## Cinquante places sur les bras

Les élus des comités d'entreprise, quasi à eux, paraissent raisonner davantage en termes de budget, de gestion et de priorité à donner dans les choix des

manifestations. Nombre d'entre eux cependant semblent déchirés entre le maintien des rites quelque peu surannés et l'évaluation des mœurs. Faut-il privilégier l'aide directe à la personne, sous forme d'un bon d'achat, quelquefois présenté sous le simple aspect d'un chèque... ou un voyage en Thaïlande ? La sortie au Lido ou la fête des mères ? Maud Faugetrouze n'a pas tranché. Responsable de la commission enfance et de la section voyage du comité d'entreprise BNP Evry-ville nouvelle (Essonne), qui regroupe près d'une trentaine d'agences, elle procède par sondage auprès des salariés. Quel usage faire des 900 F par personne dont elle dispose ? Ce mois de décembre, elle s'est retrouvée avec « cinquante places sur les bras » au spectacle pour enfants pour lequel elle avait loué deux cents places. « Dois-je augmenter les bons d'achat ? s'interroge-t-elle. Des bons qui doivent permettre d'acheter un jouet et, surtout, pas la perçuse dont papa rêve », précise-t-elle.

« Notre comité a une vocation sociale très forte », Maud a cependant observé que la demande des salariés se fait de plus en plus en faveur des voyages : « Des gens qui ont travaillé vingt ans ensemble se découvrent », et que la sortie annuelle du personnel au Lido, au Rni Dagobert ou à un spectacle de travestis parisiens – « Rite est devenu indispensable » – est toujours aussi prise ; mais que, ce revanche, « la fête des mères ou des pères n'intéresse plus personne ». Alors ? L'élu de la BNP n'a pas trouvé de réponse.

Jean Menanteau

## Symboles de l'esprit maison

La liturgie au service des valeurs fondamentales des sociétés

« Et surtout, ne nous tournons pas en ridicule ! C'est très important pour nous... » Cette exclamation, lancée en préambule d'un entretien consacré aux rites officiels d'une entreprise, en dit long sur la valeur que leur accordent les dirigeants des sociétés. Se pencher sur la signification de la liturgie qui rythme la vie d'une entreprise revient souvent à faire émerger ce qu'elle a de plus sacré : ses valeurs et ses hommes. Une fois dépouillés de leur symbolique, les rituels officiels, le

des effectifs de cette catégorie professionnelle. Ses membres se distinguent par « le fait d'un vêtement de protection de couleur distincte, d'un insigne sur lequel figurent le logo de l'ordre avec une, deux ou trois étoiles, selon le grade de l'intéressé » (article 17 des statuts). En retour, ils se doivent de constituer « un modèle » pour leurs collègues tant du point de vue de la transmission de leur savoir que dans leur conduite au dans leur respect des règles de sécurité. « Les compagnons sont

– sont en effet qualifiés au « Club des 100 % ». Cette qualification leur ouvre la porte d'une « convention » annuelle organisée pendant trois jours dans un pays étranger et à laquelle les épouses sont conviées. Les meilleurs des meilleurs (10 % des ingénieurs) seront, pour leur part, admis au très sélect « Golden circle ». Créé à l'origine pour véhiculer une « image d'excellence », ce rituel a toutefois contribué à distiller à l'extérieur de l'entreprise une perception plus négative, fondée sur un certain complexe de supériorité. Pourtant, à l'heure où les secousses économiques contraignent la firme à davantage d'humilité, nul n'envisage la suppression de ce rituel. « Même si nous sommes amenés à en changer le contenu, précise Cathy Kopp, directrice du développement du personnel, les rites permettent aux employés d'IBM de toujours savoir où est la maison. »

Ces liturgies offrent aux salariés la possibilité de se ressourcer tout en maintenant leur adhésion aux valeurs fondamentales de l'entreprise. Tel est aussi le sens de la coutume en vertu de laquelle tout nouvel embauché chez McDonald's effectue, quelle que soit sa fonction, un stage dans les cuisines d'un restaurant. La durée de ces stages varie, allant d'une semaine pour un secrétaire à plusieurs semaines pour un ingénieur ou un architecte – futurs cocoonneurs des lieux – et jusqu'à quatre mois... pour le DRH. Avec cette méthode, « nous souhaitons favoriser une meilleure compréhension mutuelle entre les personnels de bureau et ceux des restaurants », explique George Brown, vice-président de McDonald's France.

Et pour mieux sceller cet esprit maison, McDonald's organise chaque année, le premier vendredi d'octobre, la Journée du fondateur. Journée au cours de laquelle tous les membres du personnel – du PDG à la secrétaire – et les paratenaires extérieurs de la chaîne sont invités à travailler « à la file ». Un retour aux sources qui présente aussi l'avantage, ajoute George Brown, de ne pas trop se prendre au sérieux.

Valérie Devillechabrolle



plus souvent concoctés et mis en scène par le père charismatique de l'entreprise, laissent bien souvent apparaître une motivation profondément économique. La création en 1963 de l'Ordre du Minotaur, par Francis Bouygues se justifie ainsi par le souci de lutter contre l'incessant turn-over des ouvriers sur les chantiers. En créant cet ordre, qui emprunte beaucoup à l'organisation des compagnons du Tour de France, le fondateur de Bouygues entendait attacher à l'entreprise ses personnels instables. « L'ordre a rendu à leur métier ses lettres de noblesse », affirme Yves Gilmas, directeur général personnel du groupe. Regroupant les ordres d'une vingtaine de filiales de Bouygues, l'Ordre du Minotaur rassemble mille deux cents « compagnons », soit 11 %

plus durs entre eux que ne l'aurait été la hiérarchie si elle avait été chargée d'animer ce réseau », constate Jean-Pierre Rousseau, directeur des ressources humaines. Les conditions d'acceptation des candidats proposés par la hiérarchie sont rigoureuses, et les radiations de l'ordre ne sont pas rares.

## « Retour à la frite ! »

L'émulation professionnelle des ingénieurs commerciaux d'IBM passe aussi par un cérémonial particulier inventé dans les années 30 par Thomas J. Watson, emblématique patron de la compagnie. Ceux d'entre eux qui atteignent leur quota d'affaires dans l'année – 60 % des effectifs en moyenne

## Les us et coutumes

De la fontaine d'eau réfrigérée à la galerie de portraits, en passant par le monopole du vert

À côté des photocopies, un petit écriteau accroché au-dessus d'une corbeille recommandée : « Si vous utilisez l'appareil pour vos besoins personnels, veuillez payer les photocopies. » Personne ne vérifie – et la pourrait-on ? – si les pièces jetées dans la corbeille correspondent au nombre de documents photocopiés. N'importe quel plaisantin pourrait même vider les corbeilles à son profit exclusif. Mais ne pas profiter de l'entreprise à ses fins personnelles fait partie des traditions chez Michelin. Pour les communications téléphoniques non professionnelles, des Point-Phone sont mis à la disposition des salariés dans les couloirs. Mieux : deux numéros de téléphone permettent de communiquer avec l'extérieur. Un pour les conversations de travail, l'autre pour les conversations privées. A chacun de s'orienter en toute honnêteté. Ici, un maître mot : la confiance.

Dans cette entreprise centenaire, peu d'habitudes, rien de figé ni d'immuable : si le turn-over est très limité, la mobilité interne est la règle. Tout et tous bougent très vite et très fréquemment. Quelques rites pourtant servent de repères culturels.

## Le vocabulaire des initiés

Les bureaux sont tous identiques : l'ameublement austère et sans l'ombre d'un luxe ou d'une fantaisie est le même du directeur général au plus modeste employé. Ici la promotion ne se traduit pas par l'épaisseur de la moquette. Même souci d'égalité et même hargne de tout étalage de luxe sur les parkings : la plus grande modestie est de rigueur pour les voitures du haut en bas de la hiérarchie.

Un vocabulaire technique particulier est réservé aux initiés. Un jeune cadre récemment embauché

s'avoue surpris par certains termes à usage interne. « Les transparents pour rétroprojecteurs s'appellent chez nous des « cello ». Allez savoir pourquoi ! J'ai mis deux semaines avant de décoder », se souvient-il. Autre habitude spéciale, mais très appréciée : des fontaines d'eau réfrigérée sont implantées un peu partout dans l'établissement, comme aux Etats-Unis. A proximité, des petites armoires contiennent des sirops mis gracieusement à la disposition des salariés : menthe, mandarine, pamplemousse, orange, framboise...

Le rituel n'est plus ce qu'il était. Les plus anciens déclarent souvent les changements trop rapides et trop fréquents pour conserver au frais les traditions.

## On ne frappe jamais aux portes

Quelques vieilles coutumes ont survécu de-ci, de-là. Chez L'Oréal, par exemple, comme souvent dans le monde de la mode et de la beauté, on fête encore les cathérinettes, jeunes filles ayant atteint l'âge vénérable de vingt-cinq ans sans être mariées. Il est également d'usage d'offrir un brin de muguet à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai à toutes les salariées.

Au Crédit lyonnais, Jean-Yves Haberer, s'il a fait redécouvrir à son arrivée à son poste tout l'intérieur du siège de la banque, n'a pas osé toucher à l'escalier monumental, type Galeries Lafayette. En effet, une légende pépète une volonté de l'épouse du fondateur. Elle l'aurait imposé avec cet argument de poids : si la banque ne marche pas, on pourra toujours en faire un grand magasin.

C'est au pied de cet escalier, devant le monument aux morts, que le directeur général préside chaque année, le 11 novembre et le 8 mai, une cérémonie dédiée aux employés du Crédit lyonnais morts pour la France.

A Paribas, peu de rites. Tant l'individualisme est grand. Une coutume pourtant est bien ancrée depuis toujours : on ne frappe jamais aux portes. Quel que soit l'interlocuteur, il est d'usage de les entrebâiller et de passer la tête, au risque d'interrompre les réunions, quelles qu'elles soient. « Je peux vous voir dix secondes ? » Une habitude qui date de l'époque « western » où les affaires se faisaient sur-le-champ et de vive voix. Les notes écrites ont été longtemps considérées comme assommantes.

Autre institution séculaire, la Société générale s'enorgueillit de sa galerie de portraits au premier étage. Les murs sont ornés de photos très studio Harcourt représentant tous les directeurs généraux. Les présidents ont tous été directeur général, sauf un, le seul par conséquent à ne pas figurer parmi les portraits d'ancêtres : Jacques Mayoux. Beaucoup de traditions ont disparu à la Société générale, soucieuse de dénouer son image de marque. Le « légumier », un annuaire qui mentionnait les noms et grades de tous les cadres, n'existe plus, pas plus que les grades eux-mêmes. S'ils ont survécu dans le réseau, on les a définitivement abolis au siège. Heureusement, un rite a été sauvegardé au milieu des tempêtes et des changements. Depuis une circulaire de 1932, l'inspecteur général a le monopole de la couleur verte pour les écritures, pointages, annotations et diverses notes de service, aussi bien en France qu'à l'étranger. Crayon à papier autrefois et plume Sergeant Major, stylo à bille ensuite, crayon feutre à présent, seul le vert est utilisé, et à l'exclusion de tout autre département, par l'inspection générale. Et certains cadres affirment que cet interdit est si bien intériorisé qu'ils s'osent plus écrire en vert même en dehors de leur activité professionnelle.

Liliane Delwasse

## La culture d'outre-Atlantique

Savoir transmettre un label en supprimant l'obstacle de la distance

Dès le hall d'entrée, une vaste verrière où foisonnent les plantes vertes, vous saisissez l'importance des lieux. Tout est fait pour vous mettre à l'aise. Jusqu'à l'hôte qui vous salue, tous sourires, de prendre un café en attendant que l'on vienne vous chercher.

Au siège d'Apple-France, aux Utis, plaisir et convivialité semblent être au cœur du fonctionnement de l'entreprise. Sur les grands plateaux de travail règne une atmosphère feutrée et décontractée. Entre le costume-cravate et le jean, les jeunes loups – ils ont en moyenne trente-deux ans et sont cadres à 72 % – ont, semble-t-il, trouvé le juste milieu. Dans cette entreprise où l'on est fidèle à l'esprit de la maison mère implantée, en Californie, dans la Silicon Valley, la distance hiérarchique n'est pas très marquée. « Tout le monde se connaît et se tutoie », indique Danièle Mahaut, responsable formation et développement. « Je ne sais pas si on a des rites, poursuit-elle, mais il est sûr qu'il y a une culture d'entreprise relativement forte, basée sur l'individu, l'autonomie, la prise de responsabilité. Et il y a reconnaissance du droit à l'erreur. »

Dans les sous-sols, le centre Apple-Forme est à la disposition des salariés de l'entreprise pour les aider à se développer pleinement, à maintenir la culture physique, à lutter contre le stress... Pour accéder au centre, qui dispose d'un parcours cardio-forme,

d'après classiques et d'une salle de squash, les salariés doivent d'abord faire un bilan médical avec un médecin du sport. « Le suivi est très personnalisé. Le médecin fixe des objectifs en fonction des besoins des salariés. » Toutes les séances se déroulent en présence d'un coach professeur d'éducation physique ou kiné qui conseille, prend le pouls... Un coin détente a été prévu avec jacuzzi et sauna. Pour compléter le label « santé-bien-être », des conférences sont organisées régulièrement sur le sommeil, la respiration, le sida...

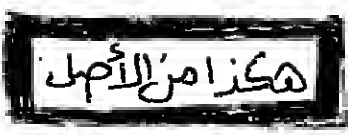
## Convivialité et business

Chez Compaq, distributeur de matériel informatique, la culture est un peu différente. Il est vrai que la maison mère est à Houston, Texas, à mi-chemin entre la Californie et la côte Est. « Disons que nous vivons un système mixte, explique son directeur général, Bernard Maniglier. Nous développons une très grande convivialité mais avec un côté business très fort. » Chez Compaq, tout le monde se tutoie, s'appelle par son prénom et, de même qu'Apple a instauré une fête annuelle, l'Apple-Day, journée de divertissements au cours de laquelle personne ne travaille, de même Compaq organise une fois par an pour tous ses salariés un week-end de ski. Mais chez Com-

paq, le costume-cravate est de mise, les distances hiérarchiques sont plus marquées au niveau des symboles. Les grands chefs ont de grands bureaux, les moyens chefs, de plus petits, les autres partagent les bureaux à quatre ou cinq. « Ici, il n'est pas question d'afficher les salaires dans les couloirs », résume Bernard Maniglier.

Au-delà de la convivialité, les deux sociétés se font un devoir d'informer régulièrement les salariés de la marche de l'entreprise. Une fois par trimestre, tous les personnels, y compris ceux des agences de province, sont convoqués au siège pour une réunion. Au cours de cette « grand-messe », on discute l'entreprise : présentation et analyse critique des résultats, annonce des projets à venir... « Il est important, souligne Bernard Maniglier, que chacun entende les mêmes choses en même temps. Cela permet à tous de s'exprimer, de critiquer, de poser des questions. Bref, l'informel ne fait pas que descendre, elle remonte, même de la province. » Autre avantage, précise Danièle Mahaut, « le fait que tout le monde soit bien au courant de ce qui se passe permet d'avoir une capacité de réaction très rapide ». Ce qui n'est pas négligeable dans des entreprises qui opèrent dans des secteurs où tout baigne très vite et qui doivent sans cesse adapter leur organisation du travail aux évolutions.

Catherine Leroy





INITIATIVES

DOSSIER • Les rituels de l'entreprise

# L'exclusion a aussi son cérémonial

Le détail et la rumeur sont les instruments essentiels pour se séparer d'un collaborateur

«ON vous a vu vous moucher dans un couloir de la maison avec du papier hygienique. Inadmissible!» Voici qu'à l'égard d'une personne bien précisée, une attention extrême semble s'attacher soudain au secondaire, voire au minuscule nu même carrément au dérisoire. Le rituel d'exclusion – s'est mis en route. Avec ses deux instruments essentiels : le détail et la rumeur.

Vers la mi-temps d'une vie professionnelle consacrée à la gestion des ressources humaines, Dominique D. a vécu par deux fois cette expérience. Un choc d'autant plus rude qu'il atteignait un homme qui pouvait se considérer comme un spécialiste reconnu : président de deux instances de réflexion dans son domaine, l'un français, l'autre international, et embauché comme directeur des ressources humaines d'un grand groupe particulièrement prestigieux.

Belle allure, élégance discrète, il raconte ses mésaventures avec un petit sourire qui ne réussit pas à effacer des restes d'amertume. En intégrant ce grand groupe il s'était aventuré dans un monde

bien particulier : celui qui rassemble les entreprises les plus renommées de la publicité, de la communication, du luxe. Le premier contact avait été quasiment enivrant : il avait été présenté à ses nouveaux collègues comme étant des plus belles capacités. «J'ai eu du mal à garder un peu de recul!» Il va vite comprendre que cet accueil dithyrambique vise à lui faire découvrir un aspect essentiel du mode de fonctionnement de l'entreprise. «C'est leur propre excellence que les dirigeants mettent en valeur en soulignant celle des collaborateurs qu'ils se choisissent. Et il faudra ensuite «renvoyer la balle» en faisant constamment leur panegyrique.»

## Une réalité bien différente

Cet esprit d'allégeance imprègne l'ensemble des rapports professionnels : «Avoir des idées propres est perçu comme une insolence à l'égard de la haute direction.» Tenant à sa part d'autonomie, Dominique D. tente de

donner son propre style à son secteur. Alors démarre la machine à exclure. Nul reproche ne lui est fait à propos de sa gestion, mais tout le reste devient objet de critique : du décor qu'il choisit pour son bureau à sa façon d'organiser l'après-midi qui suit une réunion...

Echaudé, il va se tourner vers un univers a priori totalement différent : une entreprise familiale de la chimie-pharmacie qui cherche à développer son activité internationale. Le nouveau DRH va être invité par le directeur général et son épouse à un repas donné pour fêter son arrivée : «Extrêmement chaleureux et convivial. L'entreprise comme une grande famille.»

Mais la réalité quotidienne est bien différente : «Il faut constamment être sur ses gardes.» On vous glisse dans l'oreille : «Vous ne devriez pas parler ainsi... Faites attention à ce que vous dites.» Et de fait, il le découvrira plus tard, «chaque geste, ou parole, jugé non conforme est recueilli et transmis en haut lieu.» L'entreprise est ainsi encombrée de traditions qui sont surtout des habitudes, des pesanteurs. Les réunions de direction sont plus solennelles qu'efficaces.

Pour ne pas assez prêter attention à tout cela, Dominique D. va rater son intégration. Il s'imagina qu'il va être jugé sur son dynamisme à mettre en route les changements pour lesquels il a été embauché, mais on dit dans les couloirs : «Il veut tout révolutionner.» Il met en place une nouvelle politique des salaires qu'il réussit à faire accepter par tous mais on parle bien davantage de ses nombreux papillons qui tranchent sur les cravates de ses collègues ou des placards qu'il a osé sortir de son bureau.

Il obtient en douceur le départ d'un cadre incapable dont on ne savait comment se débarrasser : mais on le congédiera du jour au lendemain pour n'avoir pas compris que la société avait pour du changement qu'elle lui demandait et qu'elle avait besoin d'être rassurée par un respect scrupuleux de ses cérémonies et de mille manies infimes.

Marie-Claude Betheder



Antoine Devillechabot

## Ce qui ne se dit pas

Il y a des règles non écrites qu'il ne faut surtout pas enfreindre

AUCUN règlement intérieur ne l'indique. La tradition orale n'en parle même pas. Pourtant, dans toute entreprise ou presque, il y a des codes non écrits qu'il vaut mieux respecter, de ces habitudes, jamais clairement exposées et dont on ne connaît pas l'origine, auxquelles il faut se conformer sans explication. Et malheur à celui qui ne comprendrait pas l'indécence...

Une moue, un froncement de sourcils, suffisent normalement pour rappeler à l'ordre le gogiat ou l'inconscient. Au pire, mais il aura alors dépassé les bornes du convenable, on l'assassinerait d'un «ici, ça ne se fait pas», signe définitif du mépris à l'égard de l'irresponsable qui sommeille chez tout gaffeur impénitent. Pour la collectivité de travail, le procès est entendu. Voilà quelqu'un qui non seulement est capable d'enfreindre les règles secrètes, mais, plus grave, est jugé coupable de ne pas s'être rendu compte qu'elles pouvaient exister. Une faute de goût et d'insérence impardonnable qui fait peser la menace de la déchéance sur l'ensemble du groupe humain constitué par l'entreprise.

Dans ce journal – mais c'est vrai également ailleurs – une jeune rédactrice qui s'entend dire «pas au Monde» doit comprendre qu'il a franchi une frontière invisible. Sa reconnaissance par ses pairs peut être définitivement entachée, surtout si un ancien reprend le sempiternel refrain de

«lo moison, décidément, n'est plus la maison».

A chaque fois, la difficulté vient de ce que ces rites sont impalpables ou inattendus. Ici, le port de la cravate est de tradition, et encore pas n'importe laquelle. Là, comme chez IBM, la chemise blanche est de rigueur et, d'un bout à l'autre du monde, les salariés de la multinationale ne doivent pas boire d'alcool aux repas. Sauf en France, par respect de la culture, une dérogation a été admise pour le vin, consommé modérément. Un banquier s'habille «sérieux», par définition, tout comme un publicitaire arborera des teintes voyantes, et jamais le contraire. Dans les cabinets de consultants, quels qu'ils soient, on sait qu'il s'agit d'une stagiaire si la jupe est trop courte et le pull mou. Sans que cela soit prescrit nulle part, la rigueur uniforme s'impose dès lors que l'on rend visite au client.

## Cafétéria obligatoire

Dans telle entreprise, il y a beau y avoir des portes, il coïncide de les laisser ouvertes, «parce qu'on n'a rien à cacher». Une seule exception est tolérée chez Renault et Young pour le jour où sont connues les augmentations individuelles de salaire. Il faut bien pouvoir en parler entre soi. Ailleurs, la cérémonie du

«petit café» fait partie des occasions auxquelles on ne peut pas se dérober. Mais chez Hewlett-Packard, le passage par la cafétéria détermine l'intégration. Ce lieu d'échanges est devenu une institution et on doit y apporter la preuve qu'on sait se défendre.

Inconsciemment ou pas, les chefs d'entreprise jouent aussi de ces petits riens pour créer un climat ou sacrifier un type de relation avec l'autorité. Quand il trouvait une feuille portant simplement un laconique «Me voir», le collaborateur se rendait immédiatement dans le bureau de son patron. Et personne ne se serait avisé de faire une plaisanterie avec ça. D'autres signent leurs messages d'une encre verte ou violette qui reste leur propriété exclusive.

Des légendes sont tenaces. Marcel Dassault ne supportait pas de serrer des mains moites, et on dit qu'il licencierait sur-le-champ, mais à prix d'or. De même, prétend-t-on, pour les femmes enceintes.

Dans une usine textile d'une vallée des Vosges, chaque ouvrier, pendant des années, avait l'habitude de regarder tous les matins si «l'appareillement de M. Marcel» était éclairci. Tout cela parce que, en trente ans, Marcel Boussac était venu nuitamment deux ou trois fois pour vérifier les comptes. Et que le logement était entretenu pour l'accueillir à tout moment!

A. Le.

## Parcours d'initiation

«EST-ce que ce monde est la mienne?», s'est demandé Vincent Deuzet, trente-deux ans, quand le DRH d'Yves Saint Laurent (YSL) lui a proposé, en 1989, de prendre la fonction recrutement, formation et mobilité de l'unité parfums. «Je n'étais pas le modèle standard», reconnaît-il. Pas seulement parce qu'il a le cheveu en bataille, se parfume chez Hermès, roule en vieille RS et possède un simple DUT de gestion. C'est aussi qu'il venait de passer cinq ans auprès des jeunes chimistes du Réseau orange, les fameuses bulles plantées dans les rues de Paris, où il était chargé du recrutement et du développement du centre de formation. Rien à voir, donc, avec l'univers du luxe, «où tout est centré sur l'image. Les femmes, par exemple, s'habillent et se parfument à YSL. Elles se remaquillent cinq fois par jour! Entrer dans un moule, cela ne correspondait pas à ma personnalité. Mais j'ai pensé que, comme «mes» chômeurs, les salariés d'YSL avaient des points forts et des points faibles. C'était pour moi un challenge. Et puis le DRH me faisait confiance».

Un DRH qui avait perçu chez ce fils d'une famille très bourgeoise du Cantal une capacité d'adaptation, «la sensibilité de la courtoisie et de l'entregent». Embauché mi-1989, la jeune Vincent réalisait très vite que «dans cette maison, la formation n'avait pas sa place». En lien direct avec le DRH, il fixe son objectif prioritaire à l'formation : la gestion, qui était «autoritaire». Les gens

ouvrent des parapluies en permanence.

Ils sont tellement imprégnés de cet univers du rêve que cela les désresponsabilise. Un homme, aussi, qui «roulait sur l'air», où chacun était «très infatué de sa position hiérarchique. On gaspillait de l'argent. Par exemple, on changeait les plantes de tous les bureaux chaque semaine. La taille du bac correspondait au grade, mais je ne le savais pas. Un jour, j'ai voulu changer de bac. Le chef du personnel m'a dit que celui que je voulais était réservé au niveau au-dessus...»

## Claque la porte

Trois mois après son arrivée, Vincent passe son premier test : la cérémonie de présentation des projets de budget. «J'ai demandé 3 % de la masse salariale, alors qu'en général on ne donne pas plus de 1,4 %». Dans son projet, il insiste sur le management participatif ou encore la refonte de la formation des conseillers beauté, qui existait depuis près d'un quart de siècle.

«C'était un peu gonflé, dit-il plutôt fier de lui. On m'a accordé tout le budget. Ça s'est très vite dans la maison.» Il s'empare alors de cet «a priori positif» pour faire avancer son idée de la formation en étant «proche des gens en permanence, à leur écoute. Ils ont sans doute pensé : il est jeune, il s'impli-

que : peut-être est-il différent des autres. Il ne nous fait pas peur». Ce qui n'a pas empêché quelques-uns, très attachés à leur parcelle de pouvoir, de glisser des peaux de banane sous ses pas.

Ainsi, qu'il ne soit pas allé saluer, dès son arrivée, un cadre supérieur, a provoqué un scandale. «Il a diffusé une note officielle, j'ai dû m'expliquer. Après, il me lançait des «monstres» longs comme le bras...» D'autres sa servaient de leurs relations affectives pour le neutraliser. Sans parler des pressions «venues de très haut» pour qu'il recrute «certaines personnes, pas forcément compétentes. En général, je leur donnais un flacon de parfum en leur montrant la sortie. Mais, parfois, c'était un ordre que je n'avais pas à discuter».

Au bout de deux ans, le DRH a quitté YSL. Peu après, Vincent refuse «la gestionnaire très directe» que la remplaçant lui impose et claque la porte. Aujourd'hui, salarié d'un ancien prestataire de formation d'YSL, il drasse son bilan. «J'ai essayé de travailler un vrai professionnel, en instaurant des rapports de confiance. J'ai évité de faire de la provocation, sans pour autant me compromettre. On disait que ma voiture était la plus déguisée de toutes. Ce n'était pas pour dérouter mais pour dire aux gens : soyez vous-mêmes. Et plutôt que de me plier à ma parure an YSL, j'ai préféré ne rien porter».

Francine Alzicovici

## Mariages de raison

Passé les premiers temps, les langages se confondent

ON connaît quelques couples célèbres : McDonnell-Douglas, Peugeot-Citroën, SEAT-Volkswagen... Jeunes ou vieux mariés. Pour certains, le temps a fait son office. Qui songerait aujourd'hui à dissocier McDonnell de Douglas?

D'autres, en revanche, convolent à peine en justes noces, apprennent à découvrir les us et coutumes du partenariat. A ce sujet, les témoignages semblent coïncider. Pour que l'union soit durable, un principe de base : chacun se doit de respecter la culture de l'autre, tout en édifant, bieu sûr, des règles structurantes (réflexions stratégiques, langage commun...).

Le ciment prend parfois très vite. 1991 : Schneider lance une OPA sur une entreprise industrielle américaine nommée Square D. Le lendemain de la réussite de l'opération, Didier Pineau-Vallecieuse, le PDG du groupe Schneider, se déplace aux Etats-Unis au siège de la société. Les employés avaient déjà placé sur leurs bureaux des petits drapeaux américains et français. Une semaine plus tard, Square D. proposait à ses salariés des cours de français!

Lorsque le pragmatisme américain fait défaut, la greffe est parfois plus délicate à prendre. Depuis septembre 1990, Dumez et rejoint le giron de la Lyonnaise des eaux. Deux moindres, deux cultures différentes. «D'un côté, témoigne ce salarié de chez Dumez, l'univers des BTP un peu baroudeur, plutôt paternaliste.

L'information a longtemps été partagée par quelques-uns qui faisaient partie de la «cœur»; de l'autre, une Lyonnaise des eaux où les rapports sont beaucoup plus feutrés et les jeunes cadres envoyés en séminaires d'intégration des leur embauche.»

Au final, pas de cocktail explosif : «La fusion», observe cette femme cadre de la Lyonnaise, se fait sur le terrain lorsqu'il faut faire front pour être les meilleurs sur un contrat commercial. L'équipe existe alors. Autrement, au quotidien, les salariés de Dumez se rapprochent individuellement. Il reste, bien sûr, une arrière-garde qui refuse de se mettre au diapason et essaie de garder des méthodes plus archaïques».

## La «paix des braves»

Plus les jeunes mariés ont des atouts communs, plus le rapprochement culturel semble facilité. «Nous utilisons à UTA ou à Air France, constate cette responsable d'UTA, le même langage codé propre au trafic aérien. Je n'ai donc absolument pas été dépayssée lors de la fusion des deux compagnies. Nous avions les mêmes façons de travailler et de nous comporter, bien sûr avec quelques légères différences. A UTA, entreprise beaucoup plus petite, nous nous appelons par le nom très souvent, alors qu'à Air

France les gens s'interpellent plus souvent par leur titre.»

Le temps aussi fait son effet. Depuis 1988, date de leur union forcée au sein du groupe Schneider, les deux anciens concurrents, Merlin Gerin et Télémeccanique, ont fait la «paix des braves», pour reprendre l'expression d'un ancien de Schneider, qui se souvient très bien des affrontements d'il y a quatre ans. «Depuis, il y a eu des échanges, les gens se sont côtoyés, ont appris à se connaître. Traditionnellement, à Télémeccanique, quelle que soit la qualification, ingénieur ou pas, les salariés faisaient un stage ouvrier. L'entreprise était également connue pour avoir choisi prudemment la carte du développement interne... contrairement aux Mer Gers, beaucoup plus entrepreneurs, qui, eux, parlaient sur la croissance externe».

Aujourd'hui, les choses ne sont plus du tout aussi figées. Télémeccanique s'ouvre ainsi, par exemple, un peu plus sur l'extérieur. Les plus optimistes parlent de «synergie de couple», d'autres «d'apaisement personnel». En tout cas, le résultat est là.

Marie-Béatrice Baudet

Pour les responsables des grandes entreprises publiques et privées  
«Le nouveau management : la fin d'un social ?  
Colloque organisé par l'Association des Administrateurs des PTT.  
Montpellier - La Corum - 4 et 5 février 1993

Ce que fut le social, ce qu'il n'est plus / Explosion des idéologies : les nouveaux acteurs / Y a-t-il un pilote dans l'entreprise / Manager le social, manager l'entreprise.

Intervenants : experts, syndicalistes, entreprises (France Télécom, la Poste, l'Adressat, l'ANPE, l'AP des Hôpitaux de Paris BSN, le BIT, BULI, EDF, la Compagnie Générale des Eaux, la GNF, la RATP, la SNCF, la Société Générale...)

Informations : Annie Ledoyer Association des Administrateurs des PTT Tél. (1) 42 79 45 19

Inscriptions : Marjorie Surjus La Corum Tél. (16) 67 61 67 61 poste 6640

INITIATIVES  
EXPERIENCES

## ORGANISATION

## Le juste-à-temps

La chasse aux délais inutiles  
dans le tertiaire, un facteur de qualité

« Le juste-à-temps dans l'industrie a permis de réaliser des gains de productivité considérables. Pourquoi ne pas appliquer la même méthode dans le tertiaire ? », lance Jean Martineau, directeur à la CEGOS.

Stock trop important, qualité de service au client insuffisante, temps de traitement trop long, le rudiment du juste-à-temps industriel se fait fort de régler ces problèmes. Dans les services, c'est finalement la même chose. Qu'il s'agisse de l'attribution d'un prêt dans une banque, du traitement du courrier, de la délivrance d'une carte grise, de la durée d'attente à un guichet... le délai est toujours la question épineuse, mais cruciale. Seule différence, le juste-à-temps administratif cherche à optimiser les flux d'informations et non plus de matière, pour réduire les dossiers entassés et les queues interminables comme, là, les stocks.

« Fluidifier  
l'information »

Les avantages d'une telle approche peuvent être considérables, car la réduction du temps d'attente augmente toujours la satisfaction du client, ce qui, par la même occasion, permet à l'entreprise de tirer un avantage concurrentiel et de s'imprégner de la notion de qualité de service. Jean Martineau est clair : « 10 % de délais en moins signifie 20 % de dépenses en moins et 50 % de qualité de service en plus ».

Comment introduire dans les services le juste-à-temps qui, en cherchant à « tendre » (voir les « flux tendus » industriels) toute l'organisation vers un objectif majeur, la réduction des délais, ne peut pas s'embarasser des vieux étonnements hiérarchiques et papassiers ? « Nous voulons nous attaquer en douceur au phénomène bureaucratique, souligne l'homme du zéro stock et du zéro défaut, aussi notre méthode est pragmatique et peu traumatisante. » Un processus cible transversal (traitement du courrier, facturation...) est choisi, et un « groupe pilote » part à la pêche des délais inutiles : temps de transport des documents, contrôle redondant, retraitements inutiles d'un dossier. Lors d'une seconde étape, le délai optimal à atteindre est déterminé, et les changements immédiatement réalisables sont mis en chantier. La démarche justifie souvent l'implantation des nouvelles technologies « gains de temps », du type réseau informatique ou messagerie. Pour Jean Martineau, les objectifs et les résultats d'une opération de juste-à-temps administratif sont mesurables et permettent de faire (comme en industrie) une analyse des retours sur investissements.

Il y a une réserve d'applications assez considérable dans le tertiaire (banque, assurance, par exemple), dans les grandes administrations, où les délais sont parfois étouffants (attribution

de brevets, procédures judiciaires, homologation d'un médicament...), et surtout dans les services administratifs des entreprises, qui ont rarement assimilé la notion de « client interne ». La COFACE, spécialiste de l'assurance-crédit à l'exportation, est intéressée par le système, car la rapidité de délivrance des polices est devenue une priorité stratégique pour ses clients et donc pour l'institution elle-même. « Pour assurer une efficacité maximale, nous devons aujourd'hui fluidifier l'information », commente Jacques Dupuy, directeur des systèmes d'information. Objectif prioritaire : réduire la durée des procédures (souscription de police, mise à jour des contrats, étude des risques-pays...) de 30 à 40 % en améliorant la communication entre les vingt délégations régionales et le siège. Le choix technologique s'est porté sur l'utilisation d'une messagerie qui doit éviter l'accumulation de papiers et les pertes de temps téléphoniques. La COFACE a attaqué le sujet par la souscription des polices d'assurances, et une expérience-pilote démarre entre la plus grosse délégation régionale et Paris.

Diminuer les durées de séjour et les délais de facturation, éviter l'attente à l'admission, supprimer les examens et les dossiers qui font double emploi, le temps est également devenu un facteur essentiel dans la gestion des hôpitaux. Une étude montre, par exemple, que les infirmières passent environ 30 % de leur temps à remplir des papiers au lieu d'être au chevet du malade.

Des applications  
pilotes

Gains de productivité et qualité de service à la clé, le dossier médical informatisé semble apporter une solution à ces problèmes. Ainsi, Digital Equipment et le CHU de Lille se sont attaqués depuis plus de trois ans au mal bureaucratique. A terme, deux mille postes de travail informatisés seront installés, mais, d'ores et déjà, des applications-pilotes fonctionnent dans l'établissement hospitalier. La réforme va bien au-delà d'une simple informatisation et concerne l'hôpital et son organisation dans leur ensemble, y compris l'implantation géographique des services.

Cette approche ouvre des horizons prometteurs car, souvent, productivité et administration font encore deux. Elle prend un intérêt particulier à l'heure où la crise pousse les entreprises à rechercher des « réservoirs » de productivité. Espérons toutefois qu'elle débouchera, avant tout sur une meilleure utilisation du personnel au profit du client, et non sur une recherche de productivité débridée se traduisant, comme souvent dans l'industrie, par des vagues de licenciements excessives.

Catherine Lévi

THE  
AMERICAN UNIVERSITY  
OF PARIS

département de formation permanente

Une nouvelle profession pour un nouveau siècle :  
Assistant Juridique

- Formation d'Assistant Juridique permettant d'exercer dans des cabinets et compagnies internationales en Europe ou aux Etats-Unis.
- Programmes de droit français des affaires ou de droit français enseignés en français ou de droit du commerce international et de la CEE enseignés en anglais.
- Assister à une session d'information gratuite à Paris 14 janvier à 18 h 30 ou le 16 janvier à 10 heures.
- Pour réserver votre place et obtenir une brochure gratuite contactez :

The American University of Paris  
The Institute for Paralegal Studies  
96, rue Saint-Dominique, 75007 Paris  
Tél. : 45-51-44-38 Fax : 45-51-56-20

## CARRIÈRE

## Rennes à l'écoute de ses femmes

Comment permettre aux cadres féminins  
d'accéder à des postes de haute responsabilité

La ville de Rennes a le goût du risque. Première collectivité locale en France à se pencher sur l'égalité des sexes en son sein, Rennes a pris un sacré pari en commandant une étude sur les femmes cadres : « Si de fortes discriminations sexuelles avaient été mises en lumière, l'image de la ville en aurait pâti... » reconnaît Anne Cogné, conseillère municipale chargée de la vie socioculturelle, à l'origine du projet. « Mais il était nécessaire de vérifier ce que nous pressentions en constatant que telle ou telle, avec de fortes compétences, n'évolue pas. »

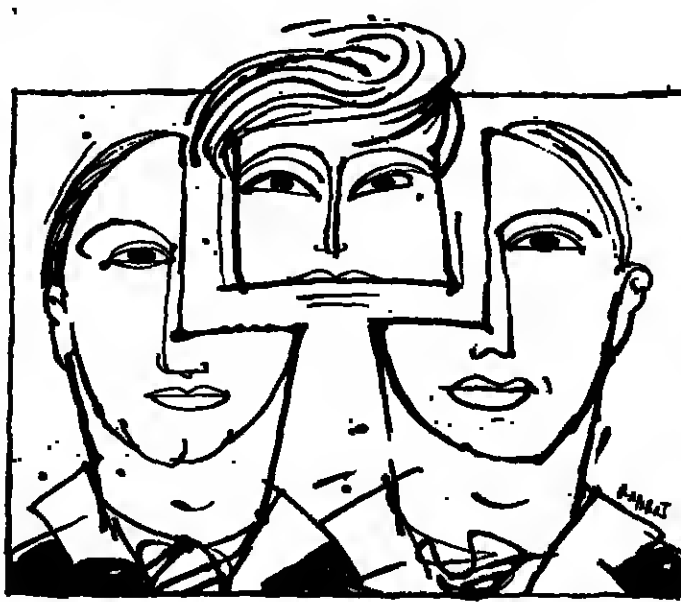
Pourquoi, alors que les emplois territoriaux se féminisent rapidement, les femmes restent aussi peu nombreuses aux niveaux supérieurs d'encadrement de la fonction publique locale ? Selon le bilan social 1990 de la ville de Rennes, les femmes représentaient 53 % des salariés de catégorie C, 37 % de ceux de catégorie B, et seulement 24 % des cadres de catégorie A. En 1992, ce phénomène de sous-représentation des femmes aux plus hauts niveaux d'encadrement ne s'est pas démenti : la ville ne compte que cinq directeurs territoriaux et cinq attachés principaux du sexe féminin, et tous les directeurs généraux (ils sont six) sont des hommes.

C'est à Annie Junter-Loiseau, maître de conférence à l'université de Rennes-II, titulaire d'une chaire d'études féministes, que la municipalité a confié la réalisation de l'étude, redoublée par une enquête de terrain. Après moult interviews de cadres féminins et masculins, Annie Junter-Loiseau confirme le pressentiment d'Anne Cogné : « Plus souvent cadres moyens que supérieurs, et plus fonctionnelles que hiérarchiques, les femmes cadres bénéficient d'un rendement professionnel moins favorable et d'opportunités de carrière plus limitées. » Et un mot, « si les femmes ont des difficultés à accéder à de hauts niveaux de responsabilité, c'est parce que la culture masculine domine », résume Anne Cogné.

A priori pourtant, dans la fonc-

tion publique plus encore que dans le privé, les discriminations sexuelles sont bannies : les règles de recrutement et de promotion, par le biais notamment des concours administratifs, sont les mêmes pour tous. D'où quelques réticences masculines lorsque l'idée de l'étude fut suggérée. Gilles Suignard, directeur du personnel, s'en fait l'écho : « Mon

ambitions, acceptent un moindre rendement professionnel de leurs diplômées. S'estime qu'on en est encore à faire un choix entre sa vie professionnelle et sa carrière », témoigne l'une des femmes interrogées par Annie Junter-Loiseau. « Aller plus haut qu'aujourd'hui, ça demande des horaires, de la disponibilité. Je ne sais pas si j'aurais envie », avoue une autre.



opinion, qui n'a changé, était que les différences d'évolution entre hommes et femmes dépendaient uniquement de facteurs externes : problèmes de disponibilité pour les femmes, liés au partage des rôles dans le couple, et problèmes de mobilité. »

« Même les femmes au départ ne ressentent pas d'inégalité. Il nous a fallu rendre visible la différence entre égalité formelle entre les sexes, et égalité réelle », reconnaît Annie Junter-Loiseau.

Pas de sexisme affiché, pas de discriminations sexuelles directes, mais des « barrières invisibles » qui limitent la progression professionnelle des femmes. Pour concilier leurs rôles sociaux d'épouse et de mère, et leur projet professionnel, les femmes autolimitent leurs

Autre enseignement de l'enquête, la forte domination de la culture masculine. Un exemple parmi d'autres : pour remplir leurs diverses missions, les femmes gèrent très strictement leur emploi du temps, ne gaspillent pas une minute. « Or actuellement, plus on reste longtemps au bureau, mieux on est notée, même si l'on est pas productive », rappelle Anne Cogné. Et l'étude de préciser : « Les femmes nient leurs contraintes temporelles personnelles au profit de celles imposées par l'organisation. »

Dans cet univers masculin, « la liste des handicaps attachés à leur statut sexuel est longue », poursuit, dans son étude, Annie Junter-Loiseau. « Elle va de la nécessité d'être surcompensée et de la pro-

ver, à la difficulté d'être minoritaire, en passant par l'absence de droit à l'erreur. » Tirillées entre vie professionnelle et familiale, les femmes cadres rêvent de temps partiels... sans pour autant en émettre le vœu : elles savent combien cette éventualité est mal admise pour les cadres, et craignent de « se faire piéger », de se laisser enfermer dans un poste de travail.

Dépourvues de plan de carrière, les cadres rennaises « occupent des fonctions dans lesquelles la féminité est une caractéristique culturelle ancienne, ou des postes nouvellement créés, où l'absence de passé stéréotypé facilite leur intégration. Des postes où les candidatures masculines sont rares et les qualités féminines appréciées ». Résultat : « L'intégration des femmes dans les premiers niveaux d'encadrement à Rennes s'est davantage effectuée sur une logique de complémentarité par rapport aux positions professionnelles des cadres masculins que sur une logique d'égalité, voire de concurrence. »

La sortie de l'étude, en septembre, semble avoir fait bouger les choses. « Quelques femmes cadres se sont mises à préparer activement des concours, constate Gilles Suignard, et toutes s'interrogent aujourd'hui sur le déroulement de leur carrière. Elles hésiteront moins à l'avenir à postuler pour des postes à responsabilité ». A plus longue échéance, Gilles Suignard est convaincu que cette étude fera évoluer les mentalités masculines.

Quelques mesures concrètes sont d'ores et déjà envisagées : une plus forte présence féminine dans les jurys, jugés trop masculins par les femmes interrogées, ainsi que la mise sur pied d'un « groupe de suivi » qui se réunira régulièrement. Un lieu d'écoute des femmes, qui, au travers de l'enquête, ont manifesté un grand besoin de s'exprimer, avec Annie Junter-Loiseau médiatrice ou « conseillère en égalité », comme elle aime à se définir.

Pascale Krémer

## AUDIOVISUEL

## L'Europe recrute par petites annonces

Une nouveauté pour la profession de journaliste,  
qui embauche traditionnellement par cooptation

« INVENTER la nouvelle télé européenne, ça vous dirait ? » Ainsi démarrait la campagne de recrutement d'Euronews le 14 juillet dernier dans les pages offres d'emploi du Monde. Véritable faire-part de naissance (« La première chaîne européenne d'information en continu est née !... ») Toute l'équipe est à construire, l'annonce, parue simultanément dans une dizaine de pays européens, a suscité 11 000 réponses !

La plupart provenaient d'Italie, de Grande-Bretagne, d'Espagne, d'Allemagne et surtout de France, pour près de la moitié des candidatures : l'installation à Ecully, près de Lyon, de la future télévision explique sans doute l'engouement des Français. Journalistes, techniciens, administratifs et commerciaux confondus, au total donc, 11 000 curriculum vitae à épilucher pour recruter une centaine de collaborateurs.

Lourde tâche qu'Euronews a choisie de confier à un sous-traitant. C'est le cabinet Cera Sud-Est (les Conseils en recrutement associés), fondé il y a cinq ans à Lyon, qui a remporté ce contrat à l'appel d'offres. Spécialisé sur le créneau des « cadres de middle management », Cera ne justifiait d'aucune expérience dans l'audiovisuel. « C'est la première fois qu'on assistait une entreprise de télévision », confie Yves Loire, président de Cera Sud-Est. Toutefois, pour mener à bien leur

mission, les trois consultants de Lyon ont reçu l'assistance de leurs collègues du bureau de Paris et le soutien du réseau Leaders-Trust International, spécialisé dans le recrutement des dirigeants et cadres supérieurs.

« L'opération Euronews est particulière à plus d'un titre, explique Yves Loire : d'abord par sa taille, puisqu'il s'agit d'une création d'entreprise ex nihilo ; ensuite par sa dimension internationale (la chaîne diffusera en cinq langues : anglais, français, allemand, espagnol, italien) ; enfin par son planning très serré : la chaîne émettant dès le 1<sup>er</sup> janvier. »

Deux doigts  
de graphologie

Sachant en outre qu'Euronews ambitionne de « devenir une chaîne de référence, un élément incontournable du paysage audiovisuel » (lire l'article d'Alain Woodrow dans « Le Monde Radio-Télévision » daté 12-13 juillet 1992), la question du recrutement des journalistes est particulièrement sensible. Car, dans une profession qui embauche surtout par cooptation, beaucoup considèrent le recours à un cabinet de recrutement comme une démarche plutôt saugrenue.

« C'est pourtant la seule façon de mettre en place un mode de sélection neutre et non attaquable

qui permette de collecter toutes les candidatures en Europe », plaide Gérard Decq, rédacteur en chef français d'Euronews. Mais cet ancien directeur de la rédaction nationale de France 3 précise : « La mission confiée au cabinet était limitativement définie : d'une part, annoncer la campagne de recrutement et, d'autre part, traiter les dossiers. C'est-à-dire vérifier les aptitudes de chacun. »

Dans un premier temps, les consultants de Cera Sud-Est se sont donc employés, en plein mois d'août, à séparer le bon grain de l'ivraie : « D'emblée, reconnaît Yves Loire, la moitié, voire les deux tiers des candidatures sont hors sujet. »

Pour les rescapés, une impressionnante batterie de tests de présélection a été mise au point, sur la base de critères clairement établis avec Euronews (pratique des langues étrangères, connaissance de l'outil télévision, intérêt porté à la construction européenne, capacité à travailler en groupe).

Recrutement international oblige, les candidats ont planché

menu des joies, avec, en guise d'apéritif, test de langue de dix minutes par téléphone et questionnaire d'auto-évaluation des connaissances. Le tout pimenté de deux doigts de graphologie.

A l'issue de ce parcours du combattant, digne du plan de recrutement de n'importe quelle multinationale en gestation, une « synthèse » sur chaque candidat fut remise à Euronews : le résultat de la mission de Cera Sud-Est, puisque la dernière étape de la sélection fut directement prise en main par les responsables de la chaîne. Une soixantaine de candidats « parmi les plus optés » ont donc été reçus à Ecully. L'enregistrement d'un commentaire sur images à partir d'un montage pré-établi ainsi qu'un entretien avec les rédacteurs en chef d'Euronews ont finalement permis de distinguer les heureux lauréats.

Résultat des courses : quarante-trois journalistes ont été recrutés et à peu près autant de techniciens, soit en moyenne un élu pour cent appelés ! « Le noyau dur d'Euronews est en place », estime Gérard Decq. Aujourd'hui, tous sont à l'ouvrage. Quotidien à juger du professionnalisme de celle qui se présente déjà comme « la voix de l'Europe par le son et l'image », les « câbles » peuvent depuis le 1<sup>er</sup> janvier le mesurer.

Philippe Baverel

هنا من العمل



TRIBUNE

## Emplois de demain et formation d'aujourd'hui

par Bernard Januel

« Les illusions sur les emplois de demain », tribune de Michel Godet, professeur au CNAM (1), a suscité les réflexions suivantes à M. Bernard Januel.

Tout en appréciant les apports méthodologiques qui sont les siens dans l'approche prospective, j'émet les plus vives réserves sur ses conclusions.

A cela quatre raisons :

1. La liste qu'il dresse des « poids lourds de la création d'emplois » dans la période inter-censitaire (1982-1990) dément mais ne valide pas le thème qu'il résume en une phrase : « Bref, pour l'essentiel, les poids lourds de la création d'emplois se trouvent dans le tertiaire mn qualifié mais hautement professionnel. » En effet n'appartiennent au tertiaire non qualifié ni les secrétaires, ni les enseignants du secondaire, ni les ingénieurs informaticiens, ni les représentants, ni les techniciens de maintenance ; ensemble, ils ont représenté 619 000 créations entre 1982 et 1990. En admettant que les aides-soignantes, les nettoyeurs, les gardiennes d'enfants, les ouvriers du tri et de l'emballage, les serveurs de café et de restaurant et les agents de service entrent tous dans la catégorie du tertiaire non qualifié, ils ne justifient ensemble que de 413 000 créations pour la même période. 413 000 sur 1 032 000, soit moins de la moitié, est-ce vraiment l'essentiel ?

2. Pourquoi faudrait-il que les métiers liés aux loisirs et aux services aux particuliers relèvent majoritairement du tertiaire non qualifié ? Une telle assertion mérite pour le moins d'être prouvée et n'a aucune valeur de postulat. Porter deux laques, gérer des groupes ou prodiguer des soins complexes ne suppose-t-il pas quelques compétences acquises ? Ne pas le dire relève d'une vision plutôt désuète de la qualification, bien peu compatible avec l'esprit même de la prospec-

tive. La notion de qualification évolue ; de grâce ne lisons pas le vingtième siècle avec les lunettes des classifications Parodi.

3. La notion de « professionnalisme » mérite que l'on s'y attarde. Dans la pensée de Michel Godet, c'est un peu le contre-poids de la non-qualification ; aussi, moins le travail est-il qualifié, plus le professionnalisme devrait-il être développé. Comment ? Il n'en est rien dit. On ne peut que demeurer sur sa faim de voir ainsi resurgir une nouvelle version du vieux *deus ex machina* de la « conscience professionnelle » présentée comme un supplément d'âme plus incantatoire qu'opérateur. Transparaît là une grande méconnaissance des mécanismes psychologiques à l'œuvre dans le choix et le cheminement professionnel : comment serait-il possible, dans un système fondé sur la liberté individuelle, de « vendre » à des jeunes et à des familles l'intérêt de se diriger vers des activités peu qualifiées donc connues négativement mais que l'on devrait aimer fortement ? Le professionnalisme est une belle valeur à la condition *sine qua non* qu'il n'apparaisse pas comme un onguent assignant idéologique destiné à doper les exclus des monnaies fortes.

4. La dernière raison est à la fois enracinée dans le passé et très soucieuse d'avenir. Historiquement, l'école en France a toujours reposé sur un trépied : la formation de l'homme, du citoyen, du travailleur. Il est compréhensible et plutôt fondé qu'en période d'insertion professionnelle difficile pour les jeunes les exigences et les critiques envers le système éducatif soient plus fortes quant à la formation du travailleur. Pour autant, il serait aberrant d'oublier les deux autres et d'imaginer un système éducatif uniquement façonné par les besoins de formation professionnelle dont tous les interlocuteurs sérieux reconnaissent la faible

prévisibilité sur le moyen et le long terme. Dès lors, ne doit faire un choix fini pour le futur : on ne découpe pas la formation et la qualification professionnelle. Certes le pari est risqué car il est à contre-courant des idées reçues depuis des décennies et il pourrait laisser croire qu'une qualification sans formation est possible. Mais ce découplage est porteur car il permet, d'une part, de respecter l'objectif visant à assurer au plus grand nombre une formation générale élevée (l'homme et le citoyen y trouvent leur compte, la démocratie également) et, d'autre part, de reconnaître et garantir la spécificité de la qualification professionnelle (la performance économique est d'abord rendue possible). Ainsi le gainage des marquages sociaux liés aux diplômes acquis et à l'accès à la culture n'aboutit pas fatalement à une perte d'efficacité collective conséquence de la démission de certaines activités indispensables à la société.

La viande deviendrait-elle de mauvaise qualité par le seul fait d'être préparée par des bouchers bacheliers ? Les murs cesseraient-ils d'être lisses parce que talochés par des plâtriers diplômés à bec plus dur ? L'eau chaude s'arrêterait-elle de couler dans les douches si des plombiers fin connaisseurs de Mozart et d'Eurard ou incolables en mécanique des fluides en avaient assuré la production et l'adduction ?

Est-ce rêver ? Pas si sûr à échéance de quinze à vingt ans où moins que jamais on pourra vendre la formation professionnelle contre la formation générale ! Au fait, quel âge aurait à cette époque les collégiens d'aujourd'hui ?

(1) « Le Monde Initiatives » du 28 octobre 1992.

Bernard Januel est chef du service académique d'information et d'orientation de l'académie de Caen.

### STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association ou 45-46-16-20. Les personnes intéressées doivent contacter STAG-ETUD, 12, av. Raspail, 94257 Gentilly Cedex, tél. : 49-08-99-99.

### GESTION

o Lieu : Le Mans. Date : Immédiat. Durée : 12 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, histoire/économie/sociologie/tourisme, connaissance du fait culturel, patrimonial et touristique, convention de stage. Mission : stage de formation à l'action, réalisation d'un audit, montage du projet ingénierie et management des ressources culturelles pour une collectivité territoriale. 03535.

### MARKETING

o Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F/mois net + %. Profil : bac + 4, connaissance du monde de l'entreprise et goût pour contact direct avec clients, convention de stage. Mission : développement d'un portefeuille de clientèle et participation à la réflexion et à la mise en place d'une politique de marketing. 03459.

o Lieu : Nanterre. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 5 000 F/mois. Profil : bac + 4, école de commerce, DESS marketing, connaissance étude de marché sur milieu industriel (formation préliminaire en usine près

59), convention de stage. Mission : étude de marché des applications médicales pour tubes en acier inoxydable et/ou titane. 03079.

o Lieu : Courbevoie. Date : février. Durée : 3 mois. Ind. : 3 500 F. Profil : bac + 4, école de commerce, maîtrise, pratique du PC. Mission : étude sur la gamme « froid », amélioration du service Minital. 03534.

### COMPTABILITÉ

o Lieu : Auterive (31). Date : Immédiat. Durée : 1 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, BTS, IUT comptabilité, convention de stage. Mission : de l'assistance en complément d'un aide-comptable jusqu'à l'assistance du chef comptable et possibilité de proposer l'étude d'un thème particulier. 03528.

### VENTE

o Lieu : Epinay. Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1 000 F/mois + %. Profil : bac minimum, école de commerce, connaissances commerciales, convention de stage. Mission : prospecteur téléphonique, prise rendez-vous, négociation avec les supports, gestion du portefeuille clientèle. 03190.

o Lieu : La Courneuve. Date : Immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1, BTS action co./force de vente, DUT TC, sens du contact téléphonique, intérêt pour activités de promotion et de communication, convention de stage. Mission : 40 % relance téléphonique des prospects identifiés, 40 % prospection de nouveaux secteurs ciblés ; identification des entreprises, prise de contact, 20 % qualification de fichiers. 03180.

o Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 1 mois minimum. Ind. : commissions + avantages. Profil : bac + 1. Mission : recherche de nou-

veaux clients, relance du fichier clientèle et prospection directe. 03247.

o Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 800 F/mois. Profil : bac + 2, connaissances commerciales, convention de stage. Mission : visite d'hôtels, accueil téléphonique, renseignements commerciaux. 03488.

o Lieu : Bordeaux. Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, école de commerce, très bonnes connaissances en micro-informatique, convention de stage. Mission : lancement d'actions commerciales en collaboration avec des commerçants de la société, au départ, élaboration, prospection, prise de rendez-vous, visites clients. 03506.

o Lieu : Auterive. Date : Immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1, BTS, IUT, vente, techniques de commerce. Mission : administration de ventes depuis la saisie des commandes jusqu'à la gestion des litiges, assistance commerciale dans relations clients. 03525.

o Lieu : Bourgoin. Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, commerce, vente. Mission : commercial d'agence, prospection : étude de marché, recrutement. 03088.

### INFORMATIQUE

o Lieu : Saint-Ouen. Date : Immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, école spécialisée informatique, connaissances SQL : bases de données, convention de stage. Mission : développement d'applications utilisant un SGBD Windows. 03518.

o Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 5 000 F environ. Profil : bac + 2, BTS, DUT, finance, comptabilité, convention de stage. Mission : participer à la mise en œuvre d'applications informatiques de gestion dans un contexte de site central. 03087.

o Lieu : Bagnolet. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, expérience demandée. Mission : maintenance et logistique du parc mini et micro (HP sous Unix-Oracle). 03485.

### COMMUNICATION

o Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 5 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, polyvalent, parfaitement bilingue de préférence langue maternelle anglaise, convention de stage. Mission : préparer avec l'équipe un salon international, télé-marketing, fichier, fax, lettre. 03195.

o Lieu : La Défense. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 3 300 F. Profil : bac + 1, BTS, DUT arts graphiques, connaissances Harvard Gre-

phie, Power Point, PAO, design, convention de stage. Mission : réalisation de présentation graphique couleur transparent diaporama à l'aide de logiciel PC. 03447.

o Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1 500 F + tickets repas. Profil : bac, lecture et compréhension de l'anglais, convention de stage. Mission : revue de presse, recherches documentaires. 03187.

o Lieu : Paris et RP. Date : Immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 3 700 F/mi-temps. Profil : bac + 1, maîtrise français/anglais/ourdou, français/anglais/tamoul. Mission : effectuer des interventions régulières et ponctuelles auprès des services publics pour faciliter la communication entre professionnels français et étrangers. 03457.

o Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 3 200 F. Profil : bac + 2, communication. Mission : tenue de press-book, contacts presse, relance téléphonique, rédaction de communiqués de presse. 03517.

### DROIT

o Lieu : Versailles. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 5, droit communautaire, convention de stage. Mission : travaux et recherche loi informatique et liberté (Bruxelles-Strasbourg). 03428.

o Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, économie, connaissance de la vie des entreprises, convention de stage. Mission : recherche d'informations économiques pour la réalisation d'un atlas. Réalisation de cet ouvrage et rédaction d'articles. 03454.

### SECRÉTARIAT

o Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1, TTX, anglais, convention de stage. Mission : secrétaire, saisie informatique, courrier, classement, effranchissement. 03487.

o Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : prime si compétence. Profil : bac, connaissances en secrétariat et comptabilité. Mission : secrétariat et comptabilité pour société informatique. 03488.

### AUTRE

o Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : toute l'année. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, expérience de l'enseignement à des terminales. Mission : donner cours d'allemand, anglais, espagnol, physique, économie. 03455.

### ÉCHOS

#### Sureffectifs : même l'encadrement est concerné

■ Le CSEI-Ile de France organise le 7 janvier, à Paris, une journée consacrée aux problèmes liés à la gestion des sureffectifs. « Repositionner les salariés sur le marché du travail à l'intérieur de l'entreprise ou à l'extérieur ? Tous concernés, y compris les cadres », précise l'intitulé du thème qui sera abordé, le matin, par une table ronde réunissant des dirigeants d'entreprises, des partenaires sociaux et des observateurs de la gestion des entreprises. L'après-midi, le CSEI, avec ses partenaires, institutionnels et d'entreprises, relatera huit exemples d'actions ou cours d'ateliers.

■ CSEI-Ile de France, 9, rue d'Arcueil, 94250 Gentilly. Tél. : 46-15-25-35. Lieu : Union internationale des chemins de fer, 16, rue Jean-Rey, 75015 Paris.

#### Emploi des cadres : nouvelle baisse en novembre

■ En données corrigées, avec 3 200 postes offerts dans le mois, le marché de l'emploi des cadres a encore reculé en novembre, selon l'indicateur de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) établi à partir des propositions faisant l'objet d'une publication dans la presse. Le niveau des offres a été légèrement inférieur à la moyenne mensuelle depuis le début de l'année.

En données brutes, avec 2 842 offres seulement, le mois de novembre enregistre une baisse de 30 % par rapport à l'an dernier, et le nombre des propositions sur douze mois, se situe désormais à 47 714, ce qui correspond au volume le plus faible jamais connu ces dernières années. Après une période où la situation du marché des cadres avait paru se stabiliser, sur des palliers notablement moins élevés qu'en 1991 et 1990, toutefois, il semble bien qu'une nouvelle dégringolade s'annonce. Le premier trimestre de 1993 sera, de ce point de vue, particulièrement décisif. Pour le deuxième mois consécutif, note cependant l'APEC, la fonction mercatique-commercial-vente est en hausse de 9 %, après un mois de septembre au plus

bas niveau. En revanche, continuent de baisser les fonctions cadres de chantier et chefs d'agence de travaux, les études-recherches-projets, la comptabilité-gestion financière. Le recul des informaticiens se poursuit modérément.

#### Rencontre euro-régionale de l'économie sociale

■ Les 14 et 15 janvier, à Bordeaux, le Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale (CJDES) et l'Institut de coopération sociale internationale (ICOS) organisent une rencontre euro-régionale pour la connaissance réciproque de l'économie sociale d'Espagne, de France et du Portugal. Les participants, venus de ces trois pays, passeront en revue les réalités de l'économie sociale dans le sud-ouest de l'Europe, faisant le point sur le mouvement mutualiste et les mutuelles d'assurance notamment. Ils s'intéresseront à l'avenir des coopératives, particulièrement dynamiques au Pays basque, et examineront le rôle des associations dans l'emploi et le développement local.

■ Salle de conférences de la Caisse d'épargne, centre Miradoux, 61, rue du Château-d'Eau, 33076 Bordeaux. Tél. : 56-00-15-15, M. Alain Durmas. Fax : 56-96-49-84.

#### Expérimenter le social dans l'entreprise

■ L'ANVIE (Association nationale de valorisation interdisciplinaire des sciences de l'homme et de la société auprès des entreprises) organise, le 20 janvier, un colloque sur le thème « Expérimenter le social dans l'entreprise ». Cette journée, au cours de laquelle interviendront chercheurs et hommes d'entreprise, dont MM. Michel Crozier, Bernard Galambaud et Francis Ginsbourger, se déroulera à l'Ecole supérieure de commerce de Paris.

■ ANVIE, Maison des sciences de l'homme, 54, boulevard Raspail, 75270 Paris Cedex 06. Contact : M. Olivier Charbonnier, 42-40-73-04 ou 49-54-21-16.

Le Monde

## FORUM ENSAE

Économie Statistique Finance

Conférence-débat à 19 h  
lundi 11 janvier 1993

au grand amphithéâtre de la Sorbonne

## LES ENJEUX ÉCONOMIQUES DE L'ENVIRONNEMENT

Avec la participation de :

Dominique STRAUSS-KAHN, ministre de l'industrie et du commerce extérieur.  
Michel BARNIER, député, président du conseil général de Savoie.  
Jean-Bertrand DRUMMEN, directeur général de Sandax-France.  
Jacques MISTRAL, directeur scientifique d'AXA.  
Joël De ROSNAY, directeur du développement à la Cité des sciences et de l'industrie.  
Claude DESTIVAL, directeur de l'économie, de la prospective et de la stratégie à EDF.  
Philippe GERMA, délégué général de Génération Ecologie.

Débat animé par Roger CANS, journaliste au Monde.

Avec le concours de EDF.

Et le soutien des associations d'anciens élèves de l'ENSAE.

ENTRÉE LIBRE  
Renseignements : ENSAE  
Tél. : 46-55-67-58

Le Monde  
EDITIONS

NIPPON

LE JAPON DEPUIS 1945  
William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

# ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources Humaines - Juridique

ZARA, groupe espagnol de distribution leader sur son marché  
(CA : 6 Mds. 3 800 personnes) recherche pour sa filiale française  
en très forte croissance son

## Directeur du Personnel

Paris IXème

Rattaché(e) au Directeur Général de la société, vous serez chargé(e) du recrutement des hommes et femmes qui accompagneront et feront le développement du groupe qui a un plan d'implantation très ambitieux.

En liaison avec la maison mère en Espagne, vous vous occuperez de tous les aspects de la fonction personnel : sélection, formation, évaluation, politique salariale.

Pour ce poste très évolutif et motivant, nous recherchons un ou

Salaire très motivant

une candidat(e) jeune qui après une formation en Sciences Humaines (psychologie, sociologie ou autre), ait une expérience du recrutement et de la gestion du personnel.

Une forte capacité à entraîner, à convaincre et à motiver est recherchée.

Vous parlez espagnol couramment.

Adresser à Gilles de Mentque, CV + photo + n° tél + rém, actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. GM8667MO.



**Michael Page Finance**  
Spécialiste en recrutement Financier



La B.C.E.N. - EUROBANK, implantée à Paris depuis plus de 70 ans, spécialisée dans les opérations internationales, recherche son

BCEN-EUROBANK

## Directeur de l'Audit

Rattaché au Président du Directoire, vous prenez en charge l'ensemble de la fonction d'audit, pour la totalité des différents départements de notre établissement.

Les missions qui vous sont confiées ou que vous jugez utile d'entreprendre recouvrent des aspects aussi variés que le contrôle et la mise en place de nouvelles procédures comptables, juridiques, administratives ou financières, la mesure de la rentabilité de services ou de secteurs d'activités, ou encore l'audit de nos engagements.

Vous vous appuiez, pour assurer cette fonction, sur une équipe restreinte mais performante.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 35 ans au minimum, diplômé de l'enseignement supérieur, pouvant

faire valoir une expérience très significative de l'audit dans le secteur bancaire et financier, acquise soit au sein d'une banque à des fonctions d'audit ou d'inspection, soit au sein d'un cabinet ou vous aurez pu vous spécialiser sur des missions "banques".

Au delà de votre professionnalisme reconnu, ce sont vos qualités de rigueur, vos capacités d'analyse, votre charisme et votre esprit d'initiative qui sauront nous convaincre.

Contactez Pascal Bohu au (1) 45.53.26.26 ou envoyez CV + photo + rém. actuelle + n° tél. à Michael Page Banking 30 bis rue Spontini 75116 PARIS, sous réf. PBO8693MO.



**Michael Page Banking**  
Spécialiste en recrutement Bancaire

Très puissant groupe industriel français fortement exportateur et parmi les leaders mondiaux dans son secteur de pointe, recherche un

## Juriste Export

Paris Ouest

Au sein d'une équipe de juristes d'affaires réellement opérationnelle, votre mission comprend principalement :

- la rédaction, la négociation et le suivi des accords avec les réseaux commerciaux de la société à l'exportation, la création des bureaux à l'étranger, la fiscalité export ;
- la participation à la rédaction, à la négociation et au suivi des contrats de vente, licences, accords de compensation, etc...

Vous travaillez en relation avec les Directions Export, les réseaux commerciaux, les clients étrangers, ainsi que les cabinets juridiques et fiscaux.

Agé de 28/35 ans, doté d'un solide bagage en droit des affaires complété idéalement par Sciences-Po ou une Ecole de Commerce et d'une expérience réussie en entreprise, vous souhaitez exprimer vos qualités de rigueur et de contact dans une entreprise internationale qui valorise la fonction juridique.

Vous pratiquez couramment l'anglais des affaires.

Contactez Christophe Duchatellier, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. CD7954MO.



**Michael Page Tax & Legal**  
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

## Assurance et système d'information

Paris - Cette importante société de conseil a pour vocation de proposer une offre globale de services autour de logiciels standards. Elle complète sa gamme et vient d'acquies la licence exclusive d'un nouveau produit destiné aux compagnies d'assurances IARD. Elle recrute le responsable de cette nouvelle activité.

Après prise de connaissance du produit, vous définirez la stratégie de développement, élaborerez le business-plan. Responsable de votre centre de profit, vous en assurez le développement commercial, la gestion administrative et financière, la logistique technique ainsi que le management de l'équipe.

Homme d'expérience et de terrain doté d'une formation supérieure, vous êtes un opérationnel motivé par le lancement et le développement d'une activité. Votre compétence est celle d'un professionnel de l'assurance à forte sensibilité informatique et entraîné aux contacts commerciaux, ou celle d'un informaticien ayant une parfaite connaissance du monde de l'assurance IARD. Vous savez conduire des négociations à haut niveau et collaborer avec des interlocuteurs de compétences diverses. Vous cherchez la réussite et mobilisez les moyens mis à votre disposition pour atteindre les objectifs. Excellente maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier sous référence C.168/M à notre conseil Catherine Charvet, OBERTHUR CONSULTANTS 49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.



**Oberthur Consultants**

Nicole Annessi vous présente ses meilleurs vœux pour 1993 et vous communique ses nouvelles coordonnées :

NICOLE ANNESSI CONSEIL  
103, rue Lo Boétie - 75008 Paris  
Tél : 45 63 72 72 - Fax : 42 89 59 86  
(à compter du 4 Janvier 1993)

**NICOLE ANNESSI**

C O N S E I L

Une nouvelle année. Un nouveau logo. Une nouvelle organisation

et une équipe enrichie de nouvelles compétences. La capacité d'intervenir dans nos domaines d'expertise :

recrutement, bilan de compétences.

La volonté d'être plus  
Nous vous souhaitons

**Hm**  
PARTENAIRE

évaluation, formation au recrutement.

qu'un conseil : un partenaire.

une excellente année 1993.

H M Partenaire, 56 rue de Passy, 75016 Paris. Tél. (1) 40 50 06 06.

PARIS - BERLIN

هكذا من الأهل



## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES



### Sales Back-Office Manager

ADMINISTRATION DES VENTES - COMPTABILITE  
CLIENTS - GESTION ET SUIVI DU PARC MATERIEL  
250 KF +

Nous sommes une société filiale de KRAFT GENERAL FOODS (plus de 130 pers., CA plus de 170 millions de francs), leader sur le marché de l'équipement des entreprises et collectivités en systèmes de distribution automatique de boissons. Notre activité en forte progression (+20% par an) nous conduit à rechercher un

UNE MISSION D'ENVERGURE : garantir de la qualité de nos opérations en France, vous animez une équipe de 10 personnes chargées de la gestion des comptes clients, la facturation, les contrats et toutes les opérations liées au suivi du parc Matériel ou Machine.

Après avoir audité puis organisé votre département, vous assurez : • la mise en place des nouveaux outils informatiques (matériel IBM AS400) • la réalisation de tableaux de bord pour le Commercial. Fort de votre savoir-faire, vous produisez une information aussi rapide que claire et veillez au respect des procédures internes. Les statistiques que vous diffusez aux opérationnels leur permettent d'analyser leurs résultats pour optimiser leur stratégie.

UN PROFIL DE DECIDEUR : • 30/40 ans • la pratique de l'anglais en milieu professionnel est impérative • une formation Bac + 4 • vous possédez soit une expérience d'au moins six années dans un environnement similaire qui vous a conduit à gérer et suivre un parc d'équipements installé chez les clients soit une expérience confirmée dans une société d'Affectation • vos qualités de manager et de négociateur déjà éprouvées vous permettent de développer les compétences de votre équipe.

Un groupe international qui sait reconnaître ses Potentiels et favoriser leur évolution.

Pour un entretien individuel avec la Société, merci d'adresser votre lettre, CV et photo sous réf. SBM à notre conseil EUREVAL, 69 rue d'Aguesseau, 92100 BOULOGNE ou faxer votre dossier au (1) 46.10.50.38.

KRAFT GENERAL FOODS



### Controller

ORGANISER - PLANIFIER -  
CONSOLIDER  
250 KF

Nous sommes une société filiale de KRAFT GENERAL FOODS (plus de 130 pers., CA plus de 170 millions de francs), leader sur le marché de l'équipement des entreprises et collectivités en systèmes de distribution automatique de boissons. Notre activité en forte progression (+20% par an) nous conduit à rechercher un

UN FORT POTENTIEL : • 27/32 ans • anglais courant • une formation grande école (HEC, ESSEC, SUP DE CO, Maitrise Dauphine...) • un DECS est un atout supplémentaire • Une expérience impérative d'au moins trois ans en cabinet d'audit anglo-saxon • la maîtrise de la comptabilité anglo-saxonne et la pratique de l'outil informatique (la connaissance de LOTUS est un plus) • vos qualités de rigueur et de dynamisme associées à un esprit créatif et un talent pour la communication vous destinent à partager notre succès et réussir avec nous.

UNE MISSION DE PREMIER PLAN : • vous travaillez en étroite collaboration avec votre directeur financier et en toute autonomie. Après avoir appréhendé notre métier et modifié celui-ci • vous établissez mensuellement les comptes pour la maison-mère en Angleterre • vous mettez en place, suivez et faites évoluer l'ensemble des budgets • vous êtes le garant de la fiabilité des plans et de leur présentation aux différents décideurs en France.

LES MOYENS DE VOTRE SUCCES : • une équipe jeune et enthousiaste • des structures bien établies (manuel de procédures et systèmes de reporting élaborés) • la possibilité d'intégrer un groupe international reconnaissant vos compétences pour vous offrir des possibilités d'évolution en France ou à l'étranger.

Pour un entretien individuel avec la Société, merci d'adresser votre lettre, CV et photo sous réf. MPC à notre conseil EUREVAL, 69 rue d'Aguesseau, 92100 BOULOGNE ou faxer votre dossier au (1) 46.10.50.38.

KRAFT GENERAL FOODS



Agence de communication de recrutement  
indépendante crée un poste de

### Chef de Publicité !!

H/F

Optimiste ? Irréaliste ? ...

Non, le marché de la communication est encore ouvert à des commerciaux confirmés dans le domaine des Ressources Humaines.

Agé d'environ 28-30 ans, vous êtes enthousiaste et aimez prospecter sur un terrain difficile. Progresser sur un marché en pleine évolution est d'autant plus enthousiasmant qu'il reste encore beaucoup de moyens à créer pour mieux recruter, mieux conseiller, et aider nos interlocuteurs (DRH, Chargés de Recrutement, Consultants...).

De formation supérieure (Lettres, Prépa Grandes Ecoles...), vous êtes motivé, prêt à vous prouver (et à nous prouver) que vous réussirez.

Votre rémunération sera à la hauteur de vos résultats. Voiture indispensable, disponibilité rapide.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite et photo à François CAMBON - PLURIAL - 43 rue CARNOT - 92761 ANTONY cedex, sous réf : CPM / 1, ou saisissez votre CV sur 3617 FLASHCV puis référence CP / 1.

Agence Conseil en Communication pour les Ressources Humaines

### CONTROLEUR DE GESTION INTERNATIONAL

Un groupe industriel français renommé, leader européen, recherche le contrôleur de gestion de ses filiales en Europe (5 filiales totalisant un effectif de 1500 personnes et réalisant un CA de 1 milliard).

Rattaché à un Directeur Général Adjoint du groupe en charge de l'international, le titulaire du poste : • analysera les résultats mensuels de chaque entité et proposera les actions correctives éventuelles • développera les méthodes de reporting et améliorera les procédures budgétaires • définira avec les filiales leurs propres outils de gestion.

La réussite dans ce poste important implique : • une formation Grande Ecole de gestion ou expertise • 10 ans d'expérience dans un environnement industriel et international dont au moins 5 ans en contrôle de gestion • un tempérament d'opérateur, concret, rigoureux, ayant le sens du dialogue et de l'efficacité • la maîtrise de l'anglais et si possible de bonnes connaissances en allemand ou en espagnol.

Le poste basé en banlieue Ouest Paris implique évidemment de nombreux déplacements.

Ecrire sous réf.  
1/A-2487-3M  
Discrétion absolue



71, rue d'Auteuil  
75016 Paris

### Développer des actions commerciales auprès de notre réseau bancaire...

Intervenant de premier rang sur les marchés bancaire et financier français, nous vous proposons d'animer, en région Bretagne, l'un de nos réseaux spécialisé en produits bancaires destinés à une clientèle juridique et institutionnelle. Vos contacts permanents auprès de ces exploitants vous permettent de définir des plans d'actions commerciales, de formation et des conseils adaptés à leur fonction. En parallèle, vous intervenez auprès de la clientèle finale par des réunions thématiques afin d'appréhender leurs besoins, en garantissant la politique commerciale du réseau. Vous êtes responsable du développement de l'activité dans le cadre d'objectifs négociés. Agé de 35/40 ans, doté d'une formation supérieure Bac + 4 (IEP, EDC, Droit), vous avez acquis la pratique de l'exploitation commerciale d'une clientèle d'entreprises ou de professions libérales au sein d'une banque. Outre des connaissances techniques, vous possédez une bonne autonomie, une excellente culture générale et savez mener avec tact des contacts auprès d'interlocuteurs de haut niveau. Le poste, basé à Rennes, implique de fréquents déplacements sur huit départements.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre candidature sous la référence 1430.92 M à notre conseil, Chantal Baudron s.a. - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec

Nous sommes une banque privée, filiale d'un important groupe financier européen. Pour améliorer les opérations bancaires auprès de notre clientèle et la qualité des comptes, nous recherchons un chef de groupe opérations bancaires. (Assistant Opérations Manager)

### Chef de Groupe Opérations bancaires

A 30/35 ans environ, vous êtes un professionnel de la banque. Vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum dans une banque internationale au sein des back-offices. De bonnes connaissances d'arbitrage et/ou crédits documentaires sont nécessaires.

Véritable manager, homme de contact, vous prendrez la responsabilité d'une équipe de 15-20 personnes. Vous avez déjà dirigé une équipe d'au moins 8 personnes. Vous serez chargé d'animer plusieurs back-offices bancaires. De bonnes connaissances en organisation et méthodes seraient appréciées. Vous êtes de formation BAC + 4, bilingue anglais. Vous travaillez sur un système LAG et avez des connaissances micro.

Dynamique et ambitieux, vous souhaitez vous investir pleinement au sein d'une société tournée vers l'avenir.

Alors, rejoignez-nous !  
Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV et photo), en précisant sur l'enveloppe la référence 965 à MEDIA PA 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Jeune Sup de Co, Ingénieur

### ADJOINT au DIRECTEUR D'EXPLOITATION

Futur patron d'un centre de profit

Paris - 220 KF +

Avec plus de 400 MF d'investissement et 2 Milliards de CA, 32 filiales, ce groupe côté en Bourse se développe dans la fabrication et la commercialisation de produits pour le bâtiment: ciments, colles, carrelages... Sa réussite tient avant tout à une stratégie d'implication forte des responsables opérationnels locaux et une dynamique financière qui autorise une bonne gestion du long terme. A ce niveau, une rationalisation du système d'informations budgétaires et des achats pour les filiales outre-mer est à faire: l'adjoint au Directeur d'Exploitation que nous cherchons en est l'animateur. A ce titre, après une période de formation et quelques immersions dans les filiales, il contrôle, rassemble et normalise leurs budgets, analyse les tableaux de bord, participe au reporting, prépare les décisions d'investissement en fonction de la politique décidée;

par ailleurs, il mène une équipe de trois acheteurs chevronnés (340 MF) et gère, lui-même, la partie shipping (90 MF). Bras droit du Directeur d'Exploitation, il est associé à l'équipe de Direction du holding. Ce poste est le tremplin idéal pour la Direction d'un centre de profit outre-mer d'ici deux à trois ans. Jeune Sup de Co, Ingénieur ou équivalent, vous avez le goût des chiffres, de la négociation et du pouvoir, vous aimez le monde du BTP, vous avez l'expérience des achats, du contrôle budgétaire, vous parlez anglais, utilisez la micro de façon créative et la perspective d'une direction outre-mer à moyen terme vous réjouit: pour en parler, René CASIMIR, Directeur AWW, est votre contact personnel et confidentiel: écrivez-lui maintenant (lettre, CV, photo): 1, rue Auguste Vaquerie 75116 PARIS.



ASTRAL

### Qualité et performance des ventes

Paris - Notre Société est la filiale française d'un important groupe multinational en forte croissance sur l'Europe, fabriquant et commercialisant des "Drug Products" essentiellement destinés à la Grande Distribution. Afin d'optimiser le développement de notre activité dans ce créneau très porteur, nous renforçons notre Direction Commerciale.

#### Contrôleur de gestion "Ventes" France

Au sein de la Direction des Ventes et en liaison avec les autres services de gestion commerciale ainsi qu'avec les Directions France et Europe, vous êtes chargé d'enrichir et faire évoluer le système d'informations commerciales. Vous concevez et mettez en place les outils permettant de prévoir et suivre les résultats des actions commerciales par zone géographique (comptes d'exploitation par client, tableaux de bord par produit et secteur, gestion du fichier client). Vous participez au système de reporting européen. Vous avez plusieurs années d'expérience d'une fonction équivalente, acquise dans le secteur de la grande consommation. Réf. C.171

#### Coordinateur des moyens commerciaux France

Rattaché au Responsable Qualité de la Direction des ventes, vous serez en liaison permanente avec les Services Marketing et le réseau commercial. Votre mission est d'apporter une aide efficace à ce réseau: mise en oeuvre de nouvelles procédures permettant de recueillir et transmettre toutes informations utiles sur l'activité, le marché et la clientèle; coordination et répartition optimale sur toute la France des moyens matériels (supports de promotion) et humains (rééquilibrage des équipes de vente) à fournir à la force de vente après analyse de ses besoins. Vous avez plusieurs années d'expérience similaire, acquise auprès d'un fournisseur de la grande distribution, et d'indéniables qualités d'organisation et de communication. Réf. C.172

Ces postes s'adressent à des candidats diplômés d'une école de commerce, âgés d'au moins 30 ans, maîtrisant parfaitement l'anglais et motivés par des activités très formatrices au sein d'un groupe international dynamique. Merci d'adresser votre dossier, avec lettre manuscrite et prétentions, en précisant la référence choisie à notre conseil Catherine Charvet qui traitera votre candidature en toute confidentialité.



Oberthur Consultants

49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.



Hewitt Associates

Nous sommes une des premières sociétés internationales de Conseil en Rémunération Globale (3500 collaborateurs dans 20 pays) et un des leaders en France. Notre développement nous conduit à étoffer notre Unité Communication en créant un poste de

### Consultant en Communication

Conseiller les entreprises et promouvoir leur nouvelle politique de rémunération globale sera votre principale mission. Vous serez chargé d'élaborer des plans de communication, de développer les outils adéquats (supports écrits, sessions de formation, présentations audio-visuelles...), et d'en assurer la réalisation complète (conception, rédaction, suivi de production).

Vous participerez également aux campagnes de prospection et au développement du chiffre d'affaires.

Agé de 30/35 ans, de formation supérieure, anglais courant, vous possédez 5 ans minimum d'expérience, impérativement acquise dans le Conseil en Communication Interne et/ou en Ressources Humaines. Vous êtes très rapidement opérationnel. Autonome, doté d'un excellent relationnel, très rigoureux, vous aimez rédiger, possédez un sens aigu du service et de la qualité, et du sens pédagogique.

Si cette opportunité vous intéresse, nous vous remercions d'adresser CV, lettre manuscrite et salaire actuel sous réf. 19CLM, à notre Conseil qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

Crismer Collins



94 rue Lauriston 75116 Paris

Groupe multinational  
Nos 50 000 collaborateurs dans le monde apportent aux firmes les plus prestigieuses leur assistance dans les domaines de l'Audit et du Conseil Financier. Nous recherchons pour Paris un

### Responsable Recrutement et Gestion du Personnel

Au sein de la Direction des Ressources Humaines, vous assurerez la gestion d'environ 600 cadres professionnels de haut niveau et plus particulièrement:

- les opérations de recrutement,
- la gestion des personnels expatriés,
- la mise en oeuvre des politiques de carrière et de rémunération.

Une excellente présentation et la maîtrise de l'anglais sont indispensables.

Merci d'adresser, sous pli confidentiel, votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence R1 en indiquant votre rémunération actuelle à:

Danielle Dubois Lambert  
Direction des Ressources Humaines,  
98 rue de Courcelles,  
75008 Paris cedex 17

Price Waterhouse



### Responsable des relations économiques Prix - Relations Ministères



Division Pharmaceutique  
du Groupe SCHERING AG,  
nous développons, fabriquons  
et commercialisons des produits  
éthiques à usage thérapeutique  
et d'imagerie médicale.

Avec un effectif de  
560 personnes, nous réalisons  
720 MF de CA.

A ce poste économique et relationnel de haut niveau, vous rendrez compte au Directeur Général, travaillerez en étroite relation avec le Directeur Général Adjoint, le Pharmacien responsable et la Maison mère.

**Vos missions:** • participer avec les Groupes Thérapeutiques (Médecin Recherche, Chef de Produits, Médecin Communication) aux études permettant la justification de la stratégie de prix en France en tenant compte du contexte international • réaliser les dossiers de demande d'inscription pour figurer sur la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, les dossiers d'agrément aux collectivités, et le cas échéant les demandes de hausses dérogatoires • assurer les relations avec les services ministériels et les organismes de protection sociale • répondre à toute question relative aux prix • effectuer les déclarations administratives.

30 ans minimum, économiste, ou diplômé de l'IEP ou d'une Ecole Supérieure de Commerce, votre expérience dans le secteur de l'industrie (pharmaceutique ou assimilée si possible) vous a permis de maîtriser une fonction similaire dans ses dimensions économiques et relationnelles. Alsacien, rigueur, goût du travail en équipe et originaux courants sont impératifs pour réussir dans cette fonction.

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature, en mentionnant votre niveau actuel de rémunération, sous référence 9231/LM, au 7 rue de Morceau, 75008 Paris.



Gilbert Raynaud & Partners

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

## LES DIRIGEANTS

### Directeur Administratif et Financier

Paris - Filiale d'un groupe bancaire privé réputé, notre Banque est spécialisée dans l'ingénierie financière et le financement d'une clientèle de professionnels. Afin d'accompagner notre développement, nous créons le poste de Directeur Administratif et Financier. Membre du Comité de Direction de la Banque, vous prendrez en charge la Direction Financière et la Trésorerie ainsi que la responsabilité de l'ensemble des services comptables et administratifs.

Agé d'une trentaine d'années, de formation Grande Ecole de Commerce + Expertise Comptable, vous avez plusieurs années d'expérience de cabinet d'audit ou de petites structures financières vous ayant familiarisé avec le fonctionnement interne d'une banque. A la fois organisateur et gestionnaire, vous recherchez un poste de vrai responsable opérationnel au sein d'une structure dynamique dans laquelle vous souhaitez vous impliquer: adressez votre dossier avec lettre manuscrite et prétentions sous référence D.254/M à notre conseil D. FOSSAT qui traitera votre candidature en toute confidentialité.



Oberthur Consultants

49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.

هكذا من الامم



REPRODUCTION INTERDITE

## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

### juriste assurances

région Île-de-France

Agé de 25 à 30 ans, doté d'une formation supérieure juridique et/ou assurances, idéalement complétée d'une première expérience dans une compagnie, un cabinet de courtage, un service assurance d'entreprise, vous souhaitez évoluer dans une société particulièrement dynamique.

Rigoureux, autonome et enthousiaste, vous aimez le risk manager dans sa mission en prenant notamment en charge la gestion des polices et des sinistres ainsi que l'élaboration et le suivi du budget assurances.

La pratique de l'anglais est nécessaire. La connaissance de la micro-informatique est un plus.

Le poste est à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) à DECATHLON Service Juridique - 121, Bd de Volmy, BP 299 - 93665 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex.



DECATHLON

**A**vec **BARCLAYS**,  
donnez un sens commercial  
à votre carrière bancaire.

### EXPLOITANTS

Clientèle Entreprises

A 30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, 3 à 4 années d'expérience bancaire dans l'analyse du risque et l'exploitation entreprises vous ont permis de devenir un professionnel de ce secteur.

Dynamique et rigoureux, vous avez les qualités essentielles pour rejoindre la première des banques étrangères en France. Grâce à des produits et services innovants, à la mise en œuvre des compétences et au déploiement de son nouveau réseau d'agences, BARCLAYS se positionne plus que jamais comme le partenaire efficace et dynamique de ses clients.

Pour prospecter, fidéliser et développer une clientèle d'entreprises (PME, PMI), nous recherchons des exploitants commerciaux pour nos agences de PARIS. D'autres opportunités sont à saisir sur le reste de la France. Un bon niveau d'anglais serait un atout supplémentaire.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à BARCLAYS Michèle SEVAUX - DRH - 21, rue Lafite - 75009 PARIS.



BARCLAYS



LES EDITIONS BELIN  
PARIS 6<sup>e</sup>

réputées pour leurs collections scolaires, universitaires et scientifiques, recherchent pour accompagner leur développement :

**RESPONSABLE DROITS D'AUTEURS, DROITS ÉTRANGERS.** Réf. B/92121

Il aura à préparer et à suivre les contrats d'auteurs et les autorisations de reproduction; il assurera la gestion et le suivi des droits français ou étrangers.

Vous justifiez d'une première expérience et d'une formation gestion, droit ou économie niveau Bac + 3.

**ASSISTANT CONTRÔLE DE GESTION.** Réf. B/92122

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il prendra en charge le contrôle de gestion de la société, de l'analytique aux budgets, en veillant à la cohérence des systèmes d'information.

Il interviendra dans la gestion financière de la société : plans d'investissements, analyse du risque, crédit clients. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé Grande École de Commerce justifiant d'une première expérience en gestion de projets, par exemple.

Pour ces postes, merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence choisie à :

D.R.H.

Éditions BELIN

8, rue Férou 75006 Paris



Pour passer vos annonces :



46-62-72-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

## CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

UNIVERSITY OF OXFORD



### FLICK PROFESSORSHIP OF EUROPEAN THOUGHT

The University proposes to make an election to the newly-established fixed-term Flick Professorship of European Thought with effect from as early a date as may be arranged. The appointment will be for a period of five years, with the possibility of renewal for up to a further five years. The stipend of the professorship is at present £24,457 per annum.

A non-stipendiary college fellowship will be associated with the professorship.

Applications (twelve copies, or one from overseas candidates), naming three referees, should be received not later than 1 March 1993 by the Registrar, University Offices, Wellington Square, Oxford OX1 2JD, UK, from whom further particulars may be obtained. Please quote reference ET/LM.

The University is an equal opportunity employer



Le FIDA

Fonds international du développement agricole  
(Nations Unies) (Rome, Italie)

cherche

### CONSEILLER TECHNIQUE (CONDITION DE LA FEMME ET DEVELOPPEMENT) P5

Principalement chargé de développer des méthodes innovantes de conception des projets propres à favoriser la promotion économique des femmes rurales pauvres, le titulaire devra en particulier :

- mener des analyses socio-économiques et institutionnelles de la conception de projets d'investissement pour développer des activités économiques viables à la ferme, hors exploitation ou dans le cadre de micro-entreprises au profit des femmes rurales pauvres;
- mener des analyses d'approches participatives au développement communautaire pour favoriser l'implication des femmes dans la prise de décisions;
- mener, dans une perspective de parité entre les sexes, des analyses de systèmes ruraux de production, d'organisations, d'institutions rurales et de procédures de prêt et de conditions de prêt intéressant les femmes rurales;
- développer des méthodes pratiques de promotion de la participation des femmes aux opérations de prêt du Fonds tout au long du cycle des projets.

**QUALIFICATIONS ET EXPERIENCE:** Diplôme d'études universitaires de troisième cycle ou titre équivalent en développement agricole, économie, sociologie, développement rural ou discipline analogue. Dix à quinze ans d'expérience de l'élaboration et du financement de projets agricoles, y compris une expérience de terrain dans des pays en développement. Une expérience des institutions financières internationales, ainsi que du développement des savoir-faire participatifs des femmes dans les organisations rurales serait un atout.

**LANGUES:** Excellente connaissance de l'anglais et connaissance pratique du français, de l'espagnol ou de l'arabe.

**TRAITEMENT DE BASE NET ANNUEL:** de 46 433 à 61 453 USD, plus indemnité de poste de 22 381 à 29 620 USD.

**DUREE DE L'ENGAGEMENT:** deux ans.

**DATE D'ENTREE EN FONCTION:** aussitôt que possible.

Prérez d'envoyer deux exemplaires d'un résumé détaillé en français à :

Division du Personnel - FIDA

Via del Sarafico 107 - 00142 Rome (Italie) - Télécopie: (06) 5043463

Date limite de présentation des candidatures: 15 janvier 1993

Il ne sera accusé réception qu'aux candidats qui auront été présélectionnés.

LES CANDIDATURES FEMMINES  
SONT PARTICULIEREMENT ENCOURAGEES

## RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

**Le Monde**

Avec 14 % de sa diffusion

1<sup>er</sup> quotidien français  
à l'étranger

## SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

### 2 SECRETAIRES GENERAUX ADJOINTS H/F

POUR COORDONNER  
ET ANIMER LES SECTEURS SUIVANTS :

**1<sup>ER</sup> POSTE :**  
• Administration générale  
• Habitat - Logement  
• Achats  
• Conseil Municipal  
• Activités économiques

**2<sup>E</sup> POSTE :**  
• Action sanitaire et sociale  
• Jeunesse et sport  
• Affaires scolaires  
• Emploi/Formation

Sous l'autorité du Secrétaire Général, vous serez chacun l'intervenant privilégié des directeurs de service, saurez être pour eux une réelle force de proposition et assumerez

la responsabilité des secteurs qui vous seront confiés.

A 40 ans environ, vous avez une expérience significative de la fonction dans une commune de 20 000 habitants par exemple (une bonne connaissance des secteurs concernés serait un plus).

Au-delà, ce sont vos qualités relationnelles, d'adaptabilité, de diplomatie et de dynamisme qui feront la différence.

Merci de bien vouloir adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence R 200 pour le premier poste et R 300 pour le deuxième poste, à MT CONSEIL - BP 154 92504 RUEIL-MALMAISON CEDEX.



LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE-MARITIME  
(budget : 5 045 MF)

RECRUTE

### UN DIRECTEUR TERRITORIAL

Pour sa direction de la culture,  
de l'éducation et des transports

**Définition du poste :** cette Direction comporte quatre bureaux dont les attributions touchent aux affaires culturelles, aux transports, aux collèges et à la jeunesse et aux sports.

**Compétences requises :** ce poste exige une grande disponibilité, des capacités relationnelles, une aptitude à l'encadrement, de la rigueur et un esprit d'initiative.

Peuvent faire acte de candidature les fonctionnaires ayant le grade de Directeur Territorial ou des fonctionnaires ayant un grade équivalent.

Adresser lettre motivée, CV détaillé, photo à : M. le Président du Conseil Général de la Seine-Maritime, Service du Personnel, Hôtel du Département, quai Jean-Moulin 76101 Rouen Cedex.

### DIRECTEUR

### OPÉRA EN ILE-DE- FRANCE

### ILES DE DANSES

L'Association Ile-de-France Opéra et Ballet (Conseil Régional d'Ile-de-France) cherche à pourvoir le poste de directeur.

Celui-ci a sous sa responsabilité, en relation avec de nombreux partenaires, et en premier lieu avec le Conseil régional d'Ile-de-France, les activités de diffusion chorégraphique et lyrique inscrites dans les missions de l'association, ainsi que les programmes de sensibilisation des publics qui les accompagnent.

Les candidats devront :

- posséder une solide compétence en matière de musique et de danse ;
- avoir l'expérience des collaborations avec les milieux du spectacle vivant ;
- savoir animer une équipe de huit personnes et gérer un budget de 15 millions de francs ;
- être très disponibles.

Les candidatures doivent être adressées à :

Conseil régional d'Ile-de-France  
Direction de l'Environnement et de la culture, - 251, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

### VILLE DE PUTEAUX

(Hauts de Seine 92800)  
42766 habitants

recrute un

### INGENIEUR EN CHEF

**Responsable de la Direction  
"Environnement Voirie"**

**Mission :** Sous la responsabilité du Directeur Général des Services Techniques, il assurera directement la gestion et la coordination des services :

**VOIRIE - ESPACES VERTS - NETTOIEMENT**

**Profil :** ■ Connaissance et expérience sérieuses de chantiers de Voirie ■ Budget et Marchés Publics ■ Sens des responsabilités et des relations humaines ■ Sens du service public et de l'organisation

**Avantages :** ■ Rémunération statutaire ■ Prime de technicité ■ 13<sup>ème</sup> mois hors prime

Lettre de motivation et C.V. (copie des diplômes) sont à adresser à Monsieur le Maire  
131, rue de la République - 92800 PUTEAUX

### SIVOM DE L'AGGLOMÉRATION ORLÉANAISE

recrute

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

(Catégorie 80 000 à 150 000 habitants)

Grade Administrateur Territorial

ou

Directeur Territorial

*Ce poste convient à une personne ayant :*

- une formation supérieure (Droit-Sciences Eco) ;
- des compétences reconnues en administration des collectivités locales et notamment en finances et micro-informatique ;
- une expérience dans un poste similaire.

Poste à pourvoir le 1<sup>er</sup> mars 1993

Adresser CV et lettre manuscrite à :  
Monsieur le Président du SIVOM  
Hôtel de Ville - 45040 ORLÉANS Cedex 1

هكذا من الأصل



# LE MONDE DES COMMERCIAUX

Marketing - Vente - Commercial

## SUCCES A L'APPUI

Les résultats sont là : qualité, technologie, rentabilité, Alliances, Formule 1, ..., Clio, R 19, Safrane ; autant de performances caurrant la passion et l'innovation.

Grandes Ecoles de commerce, d'ingénieurs ou 3ème cycle universitaire.

### Direction Commerciale

#### Jeunes cadres commerciaux

Devenez rapidement des managers de la vente. Après une première expérience de vente dans notre réseau commercial, vous aurez des opportunités d'évolution soit à la Direction Marketing, soit à la Direction Apres-vente, soit dans nos réseaux. Ces postes sont ouverts à Paris et dans toute la France.

Ref. COM2



#### Jeunes ingénieurs après-vente

Après une période de formation, vous prendrez de vraies responsabilités qui mettront en valeur vos compétences, votre capacité d'animation aussi bien en logistique qu'en organisation et gestion de projets véhicules. Votre réussite vous ouvrira d'autres horizons dans de nombreux secteurs du groupe.

Ref. IAV2

Pour ces deux postes, l'anglais est indispensable. Si votre dossier de candidature est retenu, vous serez convié à une journée de contact et de recrutement organisée le 3 février 1993. Adressez votre courrier en précisant la référence choisie, à Carré Turenne - 129, rue de Turenne 75003 Paris.



RENAULT

**VIVES**  
azulejos y gres

Fabricant de faïence et céramique depuis 1957 avec une production quotidienne de 20.000m². Recherche sur plusieurs départements français

## REPRESENTANTS

(Agents Commerciaux)

REPONDANT AUX CONDITIONS REQUISES:

- Expérience d'au moins cinq ans dans le secteur.
- Répertoire de clientèle.
- Residence permanente dans la zone de travail.

LES INTERESSES DEVRONT ECRIRE A:  
AZULEJOS VIVES, S.A. Département Exportation.  
Ctra. Castellón Km. 22 B.P. 14  
12110 Alcora - (Castellón) Espagne

Les réponses devront comprendre les informations suivantes:  
Départements concernés.  
Entreprises représentées, durée de la représentation, chiffre d'affaires.  
Toutes autres informations que les candidats considéreront intéressantes.  
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement et recevront une réponse.

Chilly-Mazarin 91

**CSEE TRANSPORT**, basée à Chilly-Mazarin (91), se situe à la pointe de la technologie dans le domaine de la signalisation ferroviaire. Elle recherche des **Cadres commerciaux** France et export

En relation avec nos différents départements d'affaires et notre usine de Filom, vous prendrez en charge le développement des ventes de produits de haute technicité en matière de signalisation ferroviaire.

De formation commerciale supérieure, vous possédez à environ 30 ans une expérience du secteur industriel et plus particulièrement du monde ferroviaire.

Capable d'entretenir des contacts de hauts niveaux auprès d'une clientèle très professionnelle : grandes administrations, ministères et réseaux ferroviaires.

Votre disponibilité vous permettra d'effectuer 40% de votre mission à l'étranger. L'anglais est indispensable. L'espagnol serait un plus.

Adressez votre candidature : lettre manuscrite et CV, à R. Pétain  
CSEE TRANSPORT  
ZI de la Vigne-aux-Loups  
rue Denis Papin  
91380 Chilly-Mazarin.



CADRES  
COMMERCIAUX  
FRANCE  
ET EXPORT

**Arts de Table**

### Directeur commercial adjoint

De formation commerciale supérieure, 35-40 ans, vous avez déjà animé une équipe de représentants auprès d'une clientèle de détaillants. Votre expérience marketing vous a permis de développer des lignes de produit de mode et de participer à la création de modèles et de collections. Vous parlez impérativement l'anglais, l'allemand serait un plus. Venez animer un réseau commercial déjà existant et élargissez notre présence à l'exportation. Vous contribuerez ainsi au développement de nos ventes. Vous participerez activement à la politique marketing produits et mènerez une action personnelle en matière de relations publiques. La rémunération est motivante. Merci d'adresser CV, lettre et prétentions, sous réf. 39150, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui assurera toute confidentialité quant au traitement des candidatures reçues.

## SECTEURS DE POINTE

**LEADER MONDIAL DANS L'ÉNERGIE ET LE TRANSPORT FERROVIAIRE** - CA 55 mds - 80 000 personnes

Notre Division Transport et Distribution d'Énergie - 1er constructeur français de transformateurs de grande puissance - équipe les réseaux électriques de plus de 80 pays - 850 personnes dont 80 ingénieurs et 120 techniciens.

Située à 900 m du Métro Mairie de Saint-Ouen (Seine St Denis), Dans le cadre du départ à la retraite du titulaire actuel, nous recrutons :


**FUTUR CHEF SERVICE INFORMATIQUE**

Relevant du Directeur Financier, vous bénéficierez d'une **LARGE AUTONOMIE**. Vous aurez la **RESPONSABILITÉ COMPLÈTE** du service (19 pers.) : développements, systèmes et exploitation (VAX 6510). En relation directe avec toutes les directions concernées, vous développerez la phase finale du projet **TOTALEMENT INTÉGRÉ D'APPLICATIONS COMMERCIALES, GESTION ET PRODUCTION**.

**Suivez notre filière !**

30 ans mini, de formation Ingénieur ou maîtrise avec la connaissance de l'anglais, vous avez une **expérience confirmée de conduite de projets** analogues en **MILIEU INDUSTRIEL**, la maîtrise de VMS et des bases de données relationnelles. Vos capacités techniques sont aussi importantes que celles d'organisation et d'animation.

Merci d'adresser sous réf. GEC-ST-OSCE INF/78 LM, en indiquant votre salaire actuel à notre cabinet : Richard Bénabou - **GROUPE BNC Conseil** - 1 bis place de Voltaire, 75001 Paris. Discretion absolue et réponse assurée.

**FRANCE TELECOM** 

**UN AVENIR D'AVANCE**

Nous sommes l'un des tout premiers groupes mondiaux de télécommunications. La Direction du Système d'Information développe son pôle national d'expertise et de soutien technique : l'**FOCISI**. Dans ce cadre, nous recherchons :

**INGENIEURS INFORMATIENS**

A 30 ans environ, de formation Bac + 5 et de nationalité CEE, vous justifiez d'une expérience réussie de 3 à 5 ans chez un fournisseur informatique ou au sein d'une grande entreprise.

Vous avez pratiqué la rigueur et la réactivité que demandent la qualification, l'intégration puis le support de composants logiciels diffusés à grande échelle. Vos compétences techniques s'étendent à l'un des domaines suivants : **OS/2, UNIX, GCOS8 ou MVS, RÉSEAUX**, si possible en environnement client-serveur.

Les postes à pourvoir sont basés à Guyancourt (78).

L'importance de notre Groupe ouvre de larges perspectives d'évolution de carrière aux candidats à fort potentiel.

Merci d'adresser, sous réf. SR/LM, lettre manuscrite et CV, en précisant votre rémunération actuelle, à :

**SM Conseil** 3, RUE TREILHARD, 75008 PARIS

  
**ANDRA**

Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Afin de faire face à nos programmes d'études concernant la gestion à long terme des déchets radioactifs, nous recherchons :

**Un Ingénieur d'études**  
Physico-Chimie des matériaux

Vous définissez les besoins d'études, réalisez les cahiers des charges, suivez activement les prestataires (BE, labos...), rédigez les synthèses et conclusions, vous apportez vos compétences de spécialiste aux personnes concernées, réalisez des études spécifiques...

Universitaire ou ingénieur plus docteur en physique, spécialiste en physico-chimie des matériaux, votre première expérience s'est déroulée en laboratoire ou en secteur industriel dans une fonction d'essais. (Réf. C195 R)

**Un gestionnaire de bases de données**  
Oracle

Vous administrez une base de données relationnelles scientifiques en pleine évolution dans un environnement informatique adapté et homogène (SGDR ORACLE, serveur calculs scientifiques, station CAO, réseau Ethernet... client serveur). Cela implique structuration, mise à jour et contrôle des données, optimisation du système, conception et développement d'applications, etc.

Universitaire ou ingénieur en sciences de la terre, votre première expérience d'informaticien est adaptée à notre environnement et vous a conduit à travailler dans un souci constant de service. (Réf. C195 Q)

L'anglais est indispensable pour les 2 profils.

Pour ces postes basés à Fontenay-aux-Roses, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence choisie, à Olivier Chaumette. OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.

  
**CONSEIL**  
Ressources humaines

PARIS  
LONDRES  
BARCELONE  
DUSSELDORF

**Ingénieur commercial**

**SECTEUR AUTOMOBILE - BILINGUE ALLEMAND**

Notre mission : après une période d'intégration, vous accédez très rapidement à une responsabilité complète de ligne de produits. Vous assurez la démarche amont avec les bureaux d'études, la phase d'homologation et la vente auprès des services achats des constructeurs. En véritable patron, vous coordonnez les relations avec les usines et développez vos parts de marché.

Notre société d'ingénierie commerciale développe et distribue pour le compte d'équipementiers automobiles, une large gamme de produits auprès des plus grands constructeurs automobiles français. Notre réussite s'appuie sur le professionnalisme de notre équipe.

Notre profil : 30 ans environ. Une formation supérieure technique (IA & M, Estaca...). Une expérience significative du milieu automobile est exigée. Le goût d'entreprendre et le sens des initiatives. De réelles qualités de rigueur et l'envie de vous investir dans un métier alliant l'aspect technique et relationnel. L'anglais est un plus.

Nous vous offrons : un haut niveau de responsabilité et d'autonomie. Un climat où l'investissement de soi, le sérieux et les résultats sont récompensés. Une rémunération motivante et un véhicule de fonction.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence 1080, à Vidal Associates, 20/22 rue Louis Armand, 75015 Paris.

**VIDAL ASSOCIATES**

**YVES SAINT LAURENT**  
fourrures

**DIRECTEUR PRODUCTION FOURRURE HF**

PARIS ANGLAIS COURANT

**VOS RESPONSABILITÉS :** ☐ vous êtes le garant de la bonne exécution des impératifs qualitatifs de la création ☐ vous maîtrisez le cycle de production complexe, ses plannings et ses budgets ☐ vous managez votre équipe interne (achats, atelier, contrôle qualité, GPAO) ☐ vous sélectionnez et contrôlez les sous-traitants présents dans différents pays.

**VOUS AVEZ :** ☐ une solide expérience de production avec une large part accordée au suivi de sous-traitants internationaux ☐ l'essentiel de votre parcours a pu se faire dans le **Textile**, le **Cuir**, le **Mode** ☐ des qualités de management déterminantes : capacité à mobiliser, rigueur dans l'organisation, esprit d'entreprise ☐ une très forte envie de vous investir dans un métier d'équipe.

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à notre conseil : **EUROMAN** - 114 bis, rue Michel Ange - 75016 PARIS. Fax : (1) 40 71 28 41 en indiquant la référence 1994 sur la lettre et sur l'enveloppe.

**EUROMAN**

**LE MONDE DES CADRES**

**CONSULTANT - FORMATEUR SENIOR H/F**

Notre société de Conseil et Formation intervient auprès de Sociétés Nationales et Multinationales parmi les plus renommées. Notre développement nous conduit à renforcer notre équipe.

**Chef de Projet**, vous aurez à concevoir, conduire et animer des interventions spécifiques de progrès du management, de changement des organisations, de gestion des RH, d'ingénierie de formations. Vous travaillerez toujours en équipe et parfois vous assurerez la responsabilité de missions en partenariat avec des co-traitants.

35/45 ans, impérativement diplômé(e) de l'enseignement supérieur, de préférence en Sciences Humaines, vous devez justifier d'une expertise reconnue en formation et en conseil. Opérationnel(le) sur le plan des méthodologies d'intervention, vous savez, grâce à vos atouts relationnels, développer votre volume d'activités. Nos missions nécessitent compte tenu de l'implantation de nos clients, de fréquents déplacements dans toute la France.

Lieu de résidence : Toulouse ou Paris.

Nous vous remercions d'envoyer votre lettre manuscrite, CV, prétentions et photo à **JBL Conseil**, 104 avenue Jean Rieux, 31500 Toulouse.

هكذا من العمل